

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

**25 années de lutte
d'un révolutionnaire italien**

Copyright by *Bureau d'Editions* 1931
Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays

MÉMOIRES RÉVOLUTIONNAIRES - N° 3

G. GERMANETTO

SOUVENIRS

D'UN

PERRUQUIER

25 ANNÉES DE LUTTE
D'UN RÉVOLUTIONNAIRE ITALIEN



1931
BUREAU D'ÉDITIONS
132, faub. Saint-Denis
PARIS-10°

Collection *Mémoires révolutionnaires*

1. André Marty : LA RÉVOLTE DE LA MER NOIRE.
2. O. Piatnitski : SOUVENIRS D'UN BOLCHÉVIK.
3. G. Germanetto : SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER.

A paraître :

4. H. Haywood : MÉMOIRES.

BUREAU D'EDITIONS, 132, Faub. St-Denis, PARIS (10^e)

PRÉFACE

Le livre de Giovanni Germanetto dont le Bureau d'Éditions présente aujourd'hui la traduction française a été publié pour la première fois à Moscou en 1930. Il obtint un franc succès et fut tiré à plus de 110.000 exemplaires en trois éditions. Plus tard furent publiées une édition allemande, puis une édition italienne.

Voici enfin le texte français attendu avec impatience par tous ceux qui, depuis dix ans et plus, suivent avec angoisse et passion la lutte héroïque du prolétariat italien. Les Souvenirs d'un perruquier ! N'allez pas croire surtout qu'il s'agisse des souvenirs d'un individu. Germanetto raconte l'histoire d'une masse, d'une génération d'hommes qui ont trouvé dans le communisme leur raison d'être et la force de se libérer. Son héros est né dans la province italienne de Cuneo et c'est là que se déroulent les événements dont l'auteur nous apporte la simple et émouvante relation.

Mais la province de Cuneo a des frontières indécises et des contours incertains. Il n'est pas un travailleur italien, des Alpes à la Sardaigne, qui ne se sente profondément citadin de Cuneo, qui ne retrouve dans cette province les traits et les personnages de sa province à lui, du sol ingrat qu'il a défriché, de la terre où il a vécu, lutté, souffert.

Cuneo, c'est la province italienne en général avec son ascétisme et sa bigoterie, avec son caractère artisanal petit bourgeois et ses vestiges de féodalité. Cette province a été idéalisée par la littérature fasciste, observe très judicieusement Ercoli dans la remarquable préface de l'édition italienne des Souvenirs d'un perruquier. « Qu'est-ce donc que l'ultrapays sinon la province de Cuneo devenue

un modèle de vie nationale. Et l'« Italie de ruraux » dont parlent Mussolini et tant d'autres qu'est-ce donc sinon une grande, une énorme province de Cuneo, une province de Cuneo standardisée où le conseiller municipal canaille est devenu podestat par décret royal, où le commandeur gio-littien porte à la boutonnière l'insigne du faisceau; où le prêtre octroie ses bénédictions pendant que le travailleur meurt de faim!

C'est sur ce terrain qu'est né le socialisme italien, expression de la révolte du peuple contre tout ce qui l'opprime, contre le gendarme et contre le percepteur d'impôts, contre le juge et contre le prêtre. Le coiffeur de Cuneo est le porteur de cette grande idée explosive. Le militant local qui dans certains villages de France est le cordonnier ou l'instituteur, qui organise et préside la réunion du Parti ouvrier français, qui reçoit Guesde, Lafargue, Lavigne ou Marcel Cachin est à Cuneo le coiffeur du village.

Sa figure nous est familière. A mesure que ses traits se dessinent nous retrouvons en lui une vieille et affectueuse connaissance. Lequel d'entre nous, parcourant les routes de France en tournée de propagande, n'a point rencontré en Provence ou dans le Languedoc, dans le Centre ou dans l'Ouest son coiffeur de Cuneo? Qui donc n'a point pénétré dans sa chambre modeste, qui est quelquefois le prolongement d'une échoppe misérable, où, sur des rayons de planche mal ajustés, s'entassent les brochures rouges, jaunes et vertes du Parti, du syndicat, sur lesquelles veillent le buste de Jaurès, l'image fortement colorée de Ferrer, la photographie de Lénine? Qui ne s'est promené dans ce village aux côtés de ce militant, qui défie les puissances locales et ne connaît d'autres règles que celles de son parti?

Mais revenons à Cuneo, village malheureux de la malheureuse Italie. Le coiffeur appartient à cette grande armée qui a été trahie, livrée à l'ennemi de classe, il a vécu les épisodes de 1919 et de 1920, alors qu'il manquait à la classe ouvrière italienne cette arme sans laquelle on ne peut rien : un parti ouvrier révolutionnaire homogène, discipliné, ré-

solu à l'action, un parti communiste en un mot. Son histoire est en raccourci celle des ouvriers italiens, de leur martyre, mais de leur résistance aussi.

Car ces Souvenirs ne sont point seulement un captivant récit anecdotique : ils sont aussi un bel acte de foi dans les destinées du prolétariat révolutionnaire d'Italie. Germanetto n'a pas écrit un traité théorique ni rédigé une résolution de congrès. On pourrait même à certains égards critiquer quelques-uns de ses jugements sur les origines et l'évolution du fascisme. Et pourtant, quand on ferme son roman, le plus passionnant de tous, le roman de la bataille de classe, ce sont bien des conclusions politiques qui viennent à l'esprit et ces conclusions sont celles-là mêmes que notre Internationale a dégagées de l'expérience italienne.

Nul mieux que Germanetto ne pouvait susciter cette impression. Car, en définitive, c'est sa propre histoire qu'il nous a narrée. N'a-t-il pas été lui-même le fondateur du groupe socialiste de sa province, n'a-t-il pas milité à l'extrême gauche, n'a-t-il pas salué dans la nuit affreuse de la guerre ces étoiles qui s'appelaient Zimmerwald et Kienthal? N'a-t-il pas été de cette magnifique phalange qui fonda la section italienne de la III^e Internationale? Secrétaire de l'Union des syndicats de Cuneo et de la Fédération communiste de cette province, directeur de plusieurs journaux du Parti, conseiller municipal départemental, délégué à Moscou auprès de l'I.S.R. en 1923, membre du Secrétariat syndical du P.C. en 1925, membre du Comité exécutif de l'Internationale des syndicats rouges, tel est Giovanni Germanetto, coiffeur de Cuneo.

L'homme a vécu l'histoire qu'il raconte, l'histoire des révoltes et des répressions, de l'action « conspirative » et des expéditions punitives, des juges bourreaux et des prisons où l'on supplicie. C'est bien le souffle des grands corps à corps sociaux qui inspire son livre, véritable journal de la guerre civile.

L'auteur est un internationaliste conséquent : il prêcha naguère le socialisme aux montagnards de sa province :

il harangue aujourd'hui les komсомols et les membres des kolkhoz de l'Union soviétique.

D'autres se sont répandus en jérémiades et en gémissements sur les crimes du fascisme italien.

Le coiffeur de Cuneo n'appartient pas à cette catégorie de pleureurs. Lui est un militant bolchévik, il appartient à cette Internationale dont la création demeure l'œuvre impérissable de Vladimir Ilitch. C'est une grande exhortation au combat qui passe à travers les pages de ces mémoires. C'est la certitude raisonnée des lendemains triomphants qui s'affirme : C'est la promesse des revanches prochaines du prolétariat.

Gabriel PÉRI

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

I

Premiers souvenirs

Mon premier souvenir : la souffrance.

Je m'éveillai en quelque sorte à la vie sous l'influence d'une douleur aiguë, tranchante : on venait de m'opérer à la jambe gauche, atteinte de paralysie infantile.

J'étais étendu dans mon petit lit. Autour de moi, mon père, ma mère, des parents. J'avais alors trois ans.

Ce souvenir est encore vivant dans ma mémoire. Les années n'ont fait que l'y incruster plus profondément.

Je n'ai pas eu d'enfance insouciant comme les autres enfants. Incapable de courir, de gambader, je ne pouvais qu'observer les jeux de mes camarades. Et j'en souffrais plus que d'une douleur physique. De bonne heure, je m'accoutumai à réfléchir. Mon frère et mes sœurs, plus jeunes que moi, mais vigoureux — tout le monde dans notre famille était bien portant — avaient été habitués à me venir en aide. Cela me touchait et m'humiliait. Je fus un enfant nerveux, irritable : je sentais en moi une telle force de volonté... et une telle impuissance ! Quelle amertume !

Je me souviens des discussions interminables entre mon père et mère au sujet de ma maladie. Mon père, ouvrier métallurgiste, incroyant, faisait souvent plus que sa journée de onze heures afin d'amasser de l'argent pour les médecins en vue de ma guérison. Son rêve était de m'envoyer à Turin dans la clinique Mauriziano, renommée entre toutes. Ma mère, très religieuse, ne faisait aucun cas des

médecins et ne croyait qu'aux saints et aux thaumaturges. Chaque jour elle en découvrait de nouveaux à mon intention.

Ces disputes entre mes parents aboutissaient pour moi tantôt à des traitements à l'électricité, que mon père payait par des heures de travail supplémentaires, tantôt à des pèlerinages dans les églises et les chapelles des environs, où gitaient d'innombrables saints et madones, qui devaient infailliblement me guérir. Ma mère alors priait longuement pendant que je regardais les murs décorés, tout en m'ennuyant passablement.

Un jour (j'étais alors dans ma septième année), nous vîmes arriver chez nous une vieille tante, la tante Rosa. J'avais souvent entendu parler d'elle dans notre famille. C'était une personne importante, membre d'un béguinage des environs. Elle avait découvert une nouvelle madone « miraculeuse » à Mondovi. Il y avait là un grand monastère, construit par un des princes de la maison de Savoie en signe de reconnaissance pour une victoire qu'il avait remportée.

Malgré le mécontentement de mon père, qui affirmait qu'on allait encore me fatiguer inutilement, ma tante, ma mère et moi nous partîmes pour Mondovi. Cette fois, j'étais heureux : j'allais faire un véritable voyage, tout d'abord en chemin de fer, puis en voiture. Le trajet s'effectua sans incident. Le monastère était vaste ; une foule de gens s'y pressaient. Il y avait là une grande statue de la Madone, avec d'innombrables bougies devant. Un prêtre en rouge (les autres sont régulièrement en noir) faisait un sermon. Tout cela m'amusait. Mes genoux, il est vrai, s'engourdisaient, mais je ne me plaignais pas, car on m'avait promis du chocolat...

Enfin nous nous en retournâmes. Du monastère jusqu'à la petite ville de Mondovi, où je devais plus tard demeurer plusieurs années, le service était assuré par une vieille diligence qui grinçait terriblement. A un tournant, les chevaux prirent peur, s'emballèrent et renversèrent la

voiture. Je m'en tirai, ainsi que les autres voyageurs, avec de légères égratignures ; mais ma tante, sans doute par une faveur insigne de ses saints et de ses madones, se cassa une jambe et eut ses trois dernières dents brisées. Pour une guérison, c'en était une !

En général nous n'avions pas de chance dans ces voyages.

Un jour nous revînmes trempés jusqu'aux os. Cette fois non plus, la madone — j'ai oublié laquelle — ne voulut pas me guérir, mais elle s'arrangea pour me faire rentrer à la maison ruisselant et transi.

A cette époque où l'on recherchait en vain pour moi des moyens de guérison, mon père travaillait aux ateliers mécaniques de Savigliano. La journée de travail était de onze heures, mais, comme je l'ai dit, mon père faisait encore une ou deux heures supplémentaires.

Avec les salaires d'alors cela lui permettait tant bien que mal de joindre les deux bouts.

J'ai un souvenir très net de la première fois où j'entendis parler de la journée de huit heures. Une véritable tragédie ! Ce jour-là, mon père revint à la maison, pâle, consterné. Il se laissa tomber plutôt qu'il ne s'assit sur une chaise. Nous pensions qu'il était malade. Ma mère, demanda, alarmée :

— Qu'est-il arrivé ?

— A partir de demain nous ne travaillons plus que huit heures par jour, répondit mon père d'un air sombre. C'était la misère en perspective.

Le soir, vinrent chez nous deux voisins, des ouvriers, désespérés eux aussi. L'un avait huit enfants ; l'autre en avait cinq et, par-dessus le marché, ses vieux parents à nourrir. Ma mère s'efforçait de remonter le moral de la compagnie.

— On économisera... Et puis il y aura bien quelque saint pour nous venir en aide. Le bon Dieu ne nous abandonnera pas...

Mon frère et mes sœurs jouaient près du poêle éteint. Pour moi, j'écoutais ce que disaient les « grandes personnes » et je n'arrivais pas à comprendre leur tristesse, car mon père et ses camarades jusqu'alors s'étaient toujours plaints de la longueur de la journée de travail.

A une question que je posai à ce sujet, un des ouvriers répondit :

— Maintenant on gagnera moins, petiot.

Je songeai alors à tous les saints et à toutes les madones que priaient ma mère et ma tante Rosa, qui, depuis son fameux voyage à Mondovi, marchait avec des béquilles. Mon cerveau commençait à travailler, beaucoup de choses me devenaient compréhensibles.

Un mois après, les ouvriers n'étaient plus occupés que quatre heures par jour. L'hiver approchait. Quelques-uns allaient couper en cachette du bois dans la forêt. Un soir, un ami de mon père rentra, lui aussi, avec une petite charretée de bois. Le lendemain, les carabiniers vinrent et l'emmenèrent, ligoté et les fers aux pieds. Mon père fut profondément affecté.

Ce soir-là, l'usinier donnait un bal, et mon père me porta sur ses bras pour me montrer l'illumination du palais. Regardant les fenêtres brillamment éclairées, il serrait les poings... Nous nous couchâmes aussitôt rentrés pour ne pas allumer de bougie.

A cette époque à peu près, j'entendis parler de guerre en Afrique. Un jour, je vis un départ de soldats. Des femmes les accompagnaient en pleurant.

On parlait d'une foule de tués. Pendant que le train stationnait, des hommes apportèrent deux bonbonnes de vin pour les soldats, mais les officiers en interdirent la distribution. Le public protesta, il y eut quelques coups de sifflet. J'entendais dire autour de moi :

— Les pauvres gars ! Ils vont à l'abattoir...

Puis des noms étranges : Dogali, Makallé, Abba-Karima, Ménelik, Taitu, Baratieri...

Le train, enfin, s'ébranla...

Un événement encore est resté profondément gravé dans ma mémoire d'enfant.

C'est la grève des ouvriers de la céramique à Mondovi, où nous étions venus nous fixer peu de temps auparavant. Mon père travaillait dans une grande faïencerie, en qualité de mécanicien chargé de la surveillance et de l'entretien des machines. Nous demeurions dans la cour de la fabrique, et je passai une grande partie de mon temps parmi les ouvriers. Là aussi la journée de travail était de onze heures pour tout le monde : hommes, femmes, enfants.

Le travail était pénible et la rétribution minime : les hommes touchaient quinze centimes par heure, les femmes dix et les enfants quarante, cinquante ou soixante centimes par jour. Les conditions générales étaient exécrables ; le patron traitait son personnel de façon révoltante ; un jour, devant moi, il renvoya avec des injures grossières une vieille ouvrière qui avait cassé une soupière.

L'Italie traversait alors une grave crise économique. C'était l'époque de la guerre d'Abyssinie¹ : l'impérialisme italien faisait ses premiers pas en Afrique. De Mondovi on expédia alors en Erythrée un détachement de chasseurs alpins, dont beaucoup périrent dans cette lointaine contrée.

Les soirs, mon père faisait à haute voix la lecture du journal, et ainsi l'écho du mécontentement et des manifestations qui se produisaient dans les grandes villes parvenait jusqu'à mes oreilles d'enfant. A la fabrique aussi j'entendais souvent les ouvriers récriminer contre le patron, les riches, le gouvernement.

J'aimais particulièrement à écouter l'un d'eux, graveur de son métier. C'était un « étranger » — ainsi nom-

1. Cette guerre, comme on le sait, se termina par un échec complet pour les Italiens, après l'écrasement de leurs troupes à Adoua (1896) par Ménélik II*.

* Toutes les notes en bas de page dans cet ouvrage sont du traducteur.

mail-on chez nous tous ceux qui étaient d'une autre localité, même située dans notre région. Venu de Toscane, il s'exprimait en italien, ce qui est rare dans le Piémont, et il parlait fort bien. J'étais continuellement à tourner et à virer autour de lui. Les ouvriers m'aimaient, le Toscan parlait avec moi comme avec un adulte, et personne ne craignait de me voir redire quelque chose devant les employés, qui, d'après les ouvriers, étaient tous les espions du « singe ». Même lorsqu'on préparait la grève, on ne se cachait pas de moi. J'avais alors quatorze ans.

Le Toscan me racontait comment, dans les autres villes, les ouvriers étaient groupés en organisations professionnelles et terminait en ajoutant :

— Ici, à Mondovì, les socialistes ne s'occupent que d'élections et font de la politique au café ; mais chez nous, *madonna cane* ¹...

Suivait une bordée d'imprécations et de jurons.

Un beau matin, quoique le premier coup de sirène se fût fait entendre depuis longtemps, aucun ouvrier ne se montra aux portes de la fabrique. Seule, une « boule » — c'est ainsi que les ouvriers appelaient les apprentis — grignotait un croûton de pain sec en attendant le second coup.

Le fabricant, à en juger par sa nervosité, avait été pris à l'improviste par les événements ; quant aux employés, semblait-il, ils s'y attendaient.

Le patron annonça que si, dans une heure, les ouvriers n'étaient pas à leurs places, il fermerait la fabrique.

— J'ai assez d'argent, Dieu merci ! C'était pour vous que je menais l'affaire, pour venir en aide à vos familles, et voilà votre reconnaissance !...

Et il tirait avec indignation ses moustaches.

Une heure après arrivèrent une vingtaine de carabinières qui occupèrent toutes les entrées des ateliers.

1. Juron italien : chienne de Madone.

J'avais eu connaissance de la préparation de la grève, qui par suite ne me surprit nullement. Je l'acceptai comme une chose normale. Seulement je m'attendais à plus de bruit, à des bagarres peut-être, tandis que les ouvriers restaient tranquillement chez eux.

La fabrique était à une certaine distance de la ville. Le soir, le local du « cercle ouvrier » fut occupé par des carabiniers, et des patrouilles armées circulèrent par les rues. Plus tard j'appris que les ouvriers avaient organisé une réunion en dehors de la ville et qu'ils avaient réclamé une augmentation journalière de cinquante centimes pour tous, sans distinction d'âge ni de sexe.

Le lendemain, le bruit courut que dix ouvriers avaient été arrêtés pendant la nuit et conduits en prison.

Deux jours plus tard, des délégués des ouvriers se présentèrent devant le portail de la cour de la fabrique.

Le gardien déclara qu'il avait l'ordre de ne laisser entrer personne. Des carabiniers arrivèrent et, derrière eux, le patron qui, selon son habitude, se mit à jurer et à tempêter.

Les délégués, sans répondre aux invectives, demandèrent à être reçus en tant que représentants des huit cents ouvriers de la fabrique.

— Vous pouvez vous considérer comme renvoyés, répondit le patron ; si, dans une heure, vous n'êtes pas au travail, je vous ferai tous crever de faim.

Ce « dans une heure » était son dada : il fallait toujours rentrer « dans une heure ».

Les délégués s'éloignèrent lentement, comme s'ils attendaient qu'il revînt sur sa décision et qu'il les rappelât. Cette scène produisit sur moi une impression pénible.

Mon père, ce jour-là, parut triste et préoccupé.

Les arrestations continuaient, la situation devenait de plus en plus tendue. Des pierres furent lancées contre la voiture du patron ; on parlait de tentatives d'incendie dans la fabrique. Un jour, quelques ouvriers, parmi les-

quels mon Toscan, délivrèrent un ouvrier arrêté. Un des carabiniers qui le convoaient fut jeté dans le canal, l'autre s'enfuit.

La lutte dura quelques semaines, mais la faim triompha.

Les ouvriers capitulèrent et, la tête basse, réintégrèrent la fabrique. Ils durent accepter une diminution de salaire de dix centimes et le renvoi de plusieurs d'entre eux. Quelques-uns furent emprisonnés. Mais la défaite fut pour les ouvriers de notre fabrique une bonne leçon : ils commencèrent à s'organiser et beaucoup d'entre eux s'inscrivirent au Parti socialiste. Un petit quotidien commença à paraître à Mondovi, patrie de Giolitti, qui, durant près de trente ans, dirigea la vie politique de l'Italie.

A cette époque je lisais énormément. Je dévorais les journaux et les livres de toute sorte, depuis la Bible jusqu'au *Capital*. Le *Capital* et beaucoup d'autres choses encore m'étaient expliqués par mon nouvel ami, l'anarchiste Bisagni.

Ce Bisagni avait un plan grandiose de révolution, pour la réalisation duquel il était nécessaire d'avoir à soi l'armée. C'est pourquoi, à l'étonnement général, il s'engagea comme volontaire et parvint jusqu'au grade de sergent, mais, quelques mois après sa nomination, j'appris qu'il avait été condamné à quinze ans de bagne pour « propagande subversive parmi les troupes ».

Mon père avait perdu l'espoir de me faire entrer à la clinique Mauriziano, mais continuait à travailler quatorze heures par jour : il s'était mis en tête de me donner de l'instruction, de faire de moi un instituteur — je ne sais trop pourquoi, peut-être à cause de ma jambe. Mais l'instruction coûte cher en Italie et, la mort dans l'âme, mon père dut renoncer également à ce projet.

Pourtant, il fallait me « caser » quelque part. Après des recherches et de longues réflexions on choisit pour moi la carrière de... barbier. Etant donné ma faible santé, mon

père jugea que c'était là l'occupation qui me convenait le mieux. Quant à moi, quel avis pouvais-je avoir ?

C'est ainsi que j'entrai chez un coiffeur.

Tout en savonnant les joues des pratiques, j'écoutais les conversations, car j'étais tombé dans une boutique où l'on discutait du matin jusqu'au soir. Les clients professaient les opinions politiques les plus variées : il y avait parmi eux des libéraux, des cléricaux, des socialistes, des démocrates. Deux d'entre eux finirent députés ; un autre, le cléricale Bertone, devint ministre. Le patron lui-même était démocrate. Quant à moi -- est-il besoin de le dire ? -- je me rangeai immédiatement du côté des socialistes.

Il m'arrivait, dans le feu de la discussion, d'oublier ce que je faisais, et je savonnais avec ardeur, non pas les joues, mais la bouche et les yeux de mes clients.

Je m'inscrivis à des cours d'instruction générale qui avaient lieu le soir et je continuai à dévorer livres et journaux. J'étais également membre de l'Alliance antimilitariste internationale : l'hervéisme était alors dans sa splendeur. J'appartenais en outre à la Fédération des jeunesses socialistes et fréquentais assidûment les cercles du parti.

Ni mon père ni ma mère ne savaient rien de cela. Mais je fus mis à la porte de l'école du soir pour une réponse dénotant, d'après mon professeur, un mauvais esprit, et ce fut à la maison un premier orage. Mon père, en véritable « libre penseur », n'admettait pas la liberté d'opinions. Quant à ma mère, elle se mit à prier tous les saints et la Madone de me ramener dans le droit chemin.

Un nouvel événement vint confirmer leurs craintes à mon égard. J'avais écrit un petit article — mon premier essai journalistique — adressé aux conscrits et signé « Une mère ». C'était précisément au moment de l'appel des recrues. Le procureur royal jugea ma prose « offensante pour l'armée » et, comme au cours d'une perquisition on avait trouvé avec le manuscrit de l'article une lettre signée de moi, un ordre de m'arrêter arriva au moment même

d'une violente explication avec mes parents et tomba directement... entre les mains de ma mère.

L'orage fondit encore d'un autre côté. J'avais publié, dans le journal socialiste bimensuel *la Femme*, un autre article intitulé : « Des différentes formes d'esclavage de la femme ». Je l'avais écrit en collaboration avec une jeune fille, pour laquelle j'avais, je dois l'avouer, un léger « béguin ». A proprement parler, notre collaboration avait consisté pour moi à rédiger l'article, pour elle à le signer.

Mais je n'eus pas de chance avec mon pseudonyme féminin. La police s'attaqua également à cet article et, vertement réprimandée chez elle, la jeune fille... flancha. Quelque agréable qu'il lui fût de voir son nom imprimé dans les journaux, elle révéla celui de l'auteur véritable. Ses parents — comme si je n'avais pas assez des miens ! — s'en prirent alors à moi et m'eng...uirlandèrent copieusement.

Pour comble de malchance, je fus encore le héros d'un incident fâcheux, où pourtant dominait le comique. Un jour, dans la boutique du coiffeur, un jeune garçon qui servait les messes me demanda pendant que je lui coupais les cheveux :

— Est-ce que tu sais faire les tonsures ?

Je n'en avais encore jamais fait, mais je répondis sans hésiter :

— Certainement !

Et je lui en fis une magnifique.

Quand le curé vit cette tonsure il entra en fureur. Il vint dans la boutique, puis chez mes parents, auxquels il se plaignit, déclarant que c'était là un sacrilège, qu'on ne pouvait faire une tonsure qu'avec la permission des autorités ecclésiastiques et me menaça des pires calamités.

Mon patron me donna un « savon » et ma pieuse mère pleura.

La guigne ne me lâcha pas : un dimanche, je fus ar-

rété avec des camarades à un meeting aux abords de la ville. Nous passâmes la nuit au violon en compagnie d'un voleur de poules, d'un individu qui avait cambriolé des trones dans les églises et d'un ivrogne qui chantait à tue-tête. Ce fut mon baptême du feu.

Chez nous, cette fois, on appela mon grand-père à la rescousse. Et l'on me mit nettement dans l'alternative de cesser de « faire le socialiste » ou de rompre avec ma famille.

II

Premiers pas

Les dimanches, le travail fini, je partais à bicyclette avec mon camarade pour les villages voisins, où j'étais chargé par la section socialiste de notre villette de faire de la propagande. Mon camarade était déjà membre du parti ; moi, je n'étais encore que dans les « Jeunesses ».

Je ne savais aller à bicyclette que depuis peu et j'aimais beaucoup ce sport. La machine libérait ma jambe et me donnait la joie du mouvement rapide. En outre, elle m'était utile et maintes fois elle me tira d'affaire dans mes tournées de propagande. Parfois aussi, il est vrai, elle me menait en prison.

C'est ce qui m'advint lors de l'arrivée du tsar en Italie.

L'*Avanti!* avait engagé une campagne contre la visite du « despote russe ». On avait lancé le mot d'ordre : « Sifflez le tsar ! ». Aussi Nicolas II, qui avait projeté un grand voyage en Italie, dut-il se borner à une visite à Racconigi, à moins de cent kilomètres de la frontière française. Et encore voyagea-t-il tout le temps entre une double haie de soldats et de policiers, dans un véritable désert. Les maisons proches de la frontière avaient été vidées de leurs habitants ;

les chemins avoisinants, coupés de larges fossés. Il était rigoureusement interdit d'approcher de la voie que devait suivre l'auguste personnage. L'empereur russe ne vit absolument rien en Italie, sauf des baïonnettes.

Les socialistes de la région avaient été arrêtés. Le député Morgari, auquel on ne pouvait légalement interdire aucun déplacement, devait accueillir le tsar à coups de sifflet.

Un de mes camarades et moi, nous décidâmes d'essayer de nous faufiler jusqu'à Racconigi avec nos bicyclettes. Nous partîmes sans sifflet, car la police arrêtait tous ceux chez qui elle en trouvait, même les enfants. Nous n'en avions d'ailleurs pas besoin : nous savions siffler entre nos doigts.

Mais nous n'en eûmes pas l'occasion : nous fûmes coffrés, nous et nos bécanes.

Morgari ne put siffler qu'une fois : immédiatement, malgré l'immunité parlementaire, on l'éloigna. Mais ce coup de sifflet retentit en écho formidable aux oreilles de Nicolas II, qui, lui aussi, s'éloigna.

Beaucoup plus tard, il devait entendre dans son pays le grondement de l'orage au cours duquel le prolétariat russe allait le siffler pour de bon.

Chose intéressante que la propagande par réunions publiques dans les villages ! Surtout dans le Piémont, où les grands propriétaires fonciers et les curés étaient (et sont encore) les maîtres absolus.

Ordinairement, nous prenions la parole — quand on nous laissait faire — immédiatement après la messe, de sorte que c'était le curé lui-même qui nous fournissait notre auditoire.

Je me souviens de ma première réunion. C'était en août : poussière, chaleur torride. Quand, après une randonnée épuisante à bicyclette sur une route brûlée par le soleil, nous arrivâmes sur la place de l'église, il n'y avait pas un chat. Les affiches annonçant la réunion et signées pompeusement : « La Section socialiste » avaient disparu. Le curé avait menacé de l'enfer ceux qui iraient nous écou-

ter ; aussi l'église était-elle bondée ; les carabiniers eux-mêmes venus « maintenir l'ordre » y étaient entrés.

Nous aussi, nous y entrâmes, juste à temps pour entendre la dernière phrase du sermon :

— Et ainsi, mes frères, retournez chez vous et n'écoutez pas ce que disent ces ennemis de la religion, de la famille et de la patrie.

Excellent moyen de piquer la curiosité !

La foule se répandit sur la place, peu pressée, manifestement, de se disperser.

Un vieux cordonnier, qui avait séjourné en Amérique et qui en avait vu de toutes les couleurs, lecteur assidu de l'*Asino*¹ et de notre hebdomadaire *Lotte Nuove*², et qui avait collé les affiches de la section socialiste, apporta une table au milieu de la place et, tendant le bras, annonça solennellement :

— Vous êtes les orateurs. Et voilà votre tribune !

Je me hissai sur la table. Les paysans se massèrent tout autour. Le curé, avec un sourire énigmatique, se tenait sur le seuil de son église, contemplant ses ouailles indociles.

J'ouvris la bouche : un vacarme effroyable couvrit mes premières paroles. Sur la place était apparue une bande de gamins qui frappaient de toutes leurs forces sur de vieux bidons de pétrole. Je m'arrêtai : impossible de parler. Les carabiniers écoutaient avec curiosité cette musique inaccoutumée. Le curé avait l'air d'un général victorieux aux grandes manœuvres. Le chahut cessa d'ailleurs assez vite : les bidons étaient cabossés et les enfants fatigués. Le public d'abord avait ri, puis, le bruit l'ennuyant, des protestations s'étaient fait entendre. Quelqu'un cria :

— Laissez-les parler.

Le silence se fit. J'ouvris de nouveau la bouche.

1. *Asino* (l'Ane), journal humoristique antireligieux des socialistes italiens.

1. Les luttes nouvelles.

Les cloches de l'église se mirent à sonner à toute volée. Décidément, le curé avait bien élaboré son plan. Mais, finalement, le bedeau, lui aussi, se fatigua.

Je commençai à parler. Dès les premiers mots un brigadier de carabiniers surgit près de ma table.

— Vous avez l'autorisation de prononcer des discours?

— Il n'est pas besoin d'autorisation dans ce cas — répondis-je fièrement, car je connaissais le règlement — il suffit d'aviser les autorités. C'est ce qui a été fait, sinon vous ne seriez pas ici.

— J'ai porté moi-même l'avis au maire, se hâta d'ajouter le vieux cordonnier.

— Montrez-moi votre reçu, répliqua le gendarme.

— On ne m'en a pas donné.

— En ce cas, signore, vous n'avez pas le droit de parler. La séance est levée, déclara sévèrement le brigadier.

— Mais, protestai-je, c'est un abus de pouvoir.

— Ah !... Un abus de pouvoir ! Je vous arrête. Je ne laisserai pas insulter l'uniforme des carabiniers.

Et il m'arracha de mon estrade improvisée. Apeurée, la foule, qui avait supporté le chahut des bidons et le carillon, se dispersa en un clin d'œil.

Au poste, le brigadier s'adressa à moi :

— Subséquemment, vous confirmez les paroles que vous avez prononcées sur la place ?

Et il se mit à feuilleter son carnet.

— Abus de pouvoir, avez-vous dit. Vous confirmez ? Si oui, signez ici.

Je signai.

— Je vous apprendrai à parler d'abus, dit le brigadier, qui, manifestement, s'échauffait. Ils pensent que je ne comprends pas... Conduisez-les dans une cellule.

Qui sait la façon dont il comprenait le mot « abus » ! Il rêvait déjà un procès retentissant... sa nomination à un grade supérieur...

Nous passâmes la nuit en cellule. Le matin on nous

relâcha. Mais ma famille, la veille déjà, avait eu connaissance de mon arrestation.

De nouveau elle tint un conseil, auquel assista également mon grand-père.

— Jamais personne de notre famille n'a été en prison. Tu nous déshonores, tu es indigne de nous...

Et ainsi de suite, remontrance sur remontrance et prêcherie sans fin.

Il y avait là également ma vieille tante qui s'était cassé une jambe lors de notre pèlerinage. Avec une mansuétude toute chrétienne, elle déclara que Dieu m'avait marqué déjà avant ma naissance, sachant que je ne ferais qu'un garnement.

Le conseil de famille se termina sur ce verdict.

Je partis pour Turin.

III

Turin

A Turin je réussis à trouver rapidement du travail, et c'est avec un sentiment de liberté complète que je me plongeai dans la vie de la grande ville. Mon métier, l'université populaire, la Chambre du travail¹ remplissaient ma journée. Je songeai parfois à ma rupture avec ma famille, mais ce n'était plus qu'une douleur lointaine, atténuée. Mes obligations de coiffeur me prenaient beaucoup de temps ; la boutique, des plus importante, était ouverte chaque jour de huit heures du matin à huit heures du soir ; mais le

1. La Chambre du travail (*Camera del Lavoro*), organisation englobant tous les syndicats locaux et dont la Commission exécutive est liée à la Confédération générale du Travail et aux fédérations corporatives (*federazione mestiere*).

samedi on ne finissait qu'à minuit et, le dimanche, on travaillait jusqu'à dix heures. Je gagnais en moyenne une dizaine de lires par semaine.

Je demeurais dans une mansarde avec un ouvrier mécanicien. Cette mansarde était située sous les combles et il me fallait un temps infini pour y grimper ; par contre, une fois là-haut, on pouvait étudier l'astronomie sans l'aide d'instruments. Mon compagnon ne s'intéressait d'ailleurs nullement à l'astronomie. Il lisait des romans d'amour ou des aventures de brigands. D'humeur sombre, l'air morose, il mit fin à ses jours en se noyant dans le Pô.

Mes camarades de travail, eux, étaient loin d'être moroses. Je n'ai jamais vu — et pourtant j'ai frayed avec les ouvriers des catégories les plus diverses — de gens aussi veules et aussi obséquieux que les perruquiers. Le pourboire, tel était leur idéal. Pour deux sous (quatre, c'était une munificence princière) ils consentaient à n'importe quelle humiliation : flattant les clients, étudiant leurs goûts, ils s'intéressaient aux plus invraisemblables sottises, applaudissaient aux pires niaiseries et, selon les cas, se déclaraient monarchistes ou radicaux, croyants ou athées, vertueux ou débauchés. Le fameux « barbier de Séville » n'est nullement une exagération. J'ai connu des perruquiers qui pouvaient toujours donner à leurs clients des adresses de chambres à l'heure ou de maisons de rendez-vous avec indication précise des tarifs. Certains pouvaient au besoin fournir de la cocaïne.

Ils s'intéressaient aux courses de chevaux, à la *banco lotto*¹, aux matches de toute sorte — non pas pour le sport lui-même, mais pour la possibilité qu'il leur offrait de jouer sur les chances de tel ou tel champion.

J'ai connu un perruquier, avec lequel je travaillai dans une minuscule bicoque située à une extrémité de la ville et portant cette enseigne pompeuse : « Coiffeur-phi-

1. Loterie nationale, avec système très compliqué de mise sur les différents numéros.

lanthrope », où effectivement l'on vous rasait et vous coupait les cheveux pour une somme infime, et qui assurait qu'il avait « pénétré le secret » de la *banco lotto*. Les clients et visiteurs lui racontaient leurs songes ; il les interprétait et indiquait les « bons » numéros, ce qui lui valait de larges pourboires.

— Monsieur a rêvé d'arrestation pour assassinat ?

Et mon collègue se plongeait pour quelques instants dans une méditation profonde.

— La chose est claire : les carabiniers, c'est onze ; le mort, quarante-sept ; le meurtre, quatre-vingt-dix... Misez sur onze, quarante-sept, quatre-vingt-dix, vous avez toutes chances de gagner.

Mais lui, le malheureux, il ne gagnait jamais.

Un autre était connaisseur de chevaux et savait par cœur la généalogie de chacun d'eux. Il donnait des conseils aux amateurs de courses et jouait lui-même au Pari mutuel. Et il perdait invariablement.

Il ne se décourageait d'ailleurs pas et recommençait à chaque course :

— Le cheval d'Untel ? Une galette... Celui-ci ? C'est une jument pur-sang : c'est la fille de Triomphateur, qui a remporté le grand prix de Longchamp, et sa mère — quelle race ! — a gagné « en se promenant » le prix Amédée de Savoie. Jouer pour jouer, c'est sur celle-là qu'il faut miser.

Et le lendemain, après les courses, il tapait les copains de cigarettes et leur empruntait de quoi dîner...

Quel emballement aussi pour les courses de bicyclettes ! Il n'était pas rare de voir des garçons coiffeurs qui, leur travail terminé, allaient s'entraîner dans l'espoir de devenir des « champions ».

On ne frayait guère entre soi, on se jalousait, on se chamaillait, Les Méridionaux, nombreux dans les boutiques de Turin, se targuaient d'être les meilleurs « artistes capillaires » (c'est ainsi qu'aiment à se qualifier les merlans) ; les ouvriers originaires du Nord se considéraient, évidem-

ment, comme des génies, et les disputes finissaient quelquefois par des échanges de coups.

Je les raillais et leur assurais que le meilleur artiste était certainement le patron, qui nous « tondait » tous merveilleusement.

— C'est vrai, accordaient quelques uns.

Mais quand je leur parlais de se syndiquer, ils se taisaient, ou répondaient d'un air sombre :

— Tu veux donc nous faire flanquer à la porte !

Le travail était déjà mal payé, mais le pis c'est qu'on nous traitait comme des êtres inférieurs. Les clients nous tutoyaient : « Donne-moi un coup de peigne », « Fais-moi la barbe », « Frise-moi les moustaches ». Et le coiffeur devait répondre cérémonieusement : « Oui, signore commandeur », « Parfait, *signore cavaliere* ».

Dans les petites boutiques des quartiers ouvriers, on respirait plus librement, mais les gains étaient infimes.

On ne m'aimait pas pour ma langue.

Un jour un Pisan discutait avec un Sicilien. Ce dernier se vantait d'avoir rasé le marquis di Rudini, président du conseil des ministres.

— Et moi, j'ai travaillé à Pise chez un coiffeur qui avait parmi ses clients le personnel de la Cour, déclara le Pisan d'un ton supérieur.

Et il embrassa la salle d'un regard triomphant.

— Alors, tu tondais les chiens du roi ? ne pus-je m'empêcher de dire.

Ce fut toute une histoire. Il ne fit la paix avec moi qu'après que je lui eus « cédé » un de mes meilleurs clients.

Pourtant, là aussi, avec un couple de camarades je travaillai à organiser les gens et j'arrivai, avec une peine extrême, il est vrai, à quelques résultats.

Mais on faisait la vie dure aux organisés, les patrons leur cherchaient noise, les renvoyaient à la première occasion, et il était difficile ensuite de trouver une place car nous étions connus comme le loup blanc.

J'eus à travailler un certain temps dans le centre de la

ville, dans une boutique de premier ordre située sur le cours Victor-Emmanuel et fréquentée par les officiers de la caserne voisine. Des soldats parfois aussi s'y aventuraient, mais très rarement. Il fallait voir l'obséquiosité du patron et des garçons coiffeurs quand on avait la visite d'un traîneur de sabre !

Mais, quand le colonel lui-même apparaissait, c'était un véritable événement ! Le patron ouvrait lui-même la porte, s'inclinait profondément — « Mes respects, signore colonel » — puis se redressait dans une attitude militaire, tandis que le personnel s'empressait autour du « guerrier » pour recevoir son sabre, ses gants, son képi, son manteau. Et, pendant ce temps, les clients « commencés » attendaient, les joues barbouillées de savon, qu'on voulût bien, de nouveau, s'occuper d'eux.

Un dimanche que la boutique était bondée de militaires et de fonctionnaires — nous avions même un évêque — le colonel fit son entrée. Et, d'un ton de commandement :

— Rapidement, je suis pressé.

Et comme je terminais à ce moment-là mon client, c'est à moi qu'échut l'honneur insigne de « servir » le colonel.

Je prononçai le rituel :

— Au suivant de ces messieurs !

Le colonel s'approcha de « mon » fauteuil.

— Fais-moi la barbe, et en vitesse.

— Assieds-toi, répondis-je.

Instantanément, ce fut dans la boutique un silence de mort. Ciseaux et rasoirs s'arrêtèrent comme figés dans l'attente, les yeux du patron se désorbitèrent. Quant au colonel, il devint bleu, mais il se contint et prit place dans le fauteuil.

M'efforçant de conserver mon calme, je me mis au travail. Mes camarades n'osaient regarder de mon côté ; par contre, le patron me foudroyait des yeux. Les clients avaient l'air consterné ; seuls, quelques soldats que l'on rasait dans un coin semblaient satisfaits.

Le colonel, s'adressant à moi pendant que je le rasais, me dit « vous ». Il n'osa pas me donner de pourboire et s'éloigna encore bleu de rage. Longtemps le patron s'excusa avec force courbettes auprès de lui.

Dès qu'il fut sorti, le patron m'appela :

— Vous partirez ce soir même. Vous aurez une indemnité de renvoi de huit jours.

— Suis-je un fripon pour qu'on me traite ainsi ? répliquai-je.

— Qui vous a appris à parler de cette façon ? hurla le patron furieux.

— Le colonel, répondis-je.

Le soir, je rassemblai mes instruments et, après avoir touché ce qui me revenait, je quittai la boutique.

Alors commença pour moi une période pénible de vaines recherches de travail. Il m'était difficile d'obtenir une place : les patrons me connaissaient trop bien. Ma jambe ne me permettait pas de changer de métier. Ce furent des jours de misère noire. Je n'avais que des gains occasionnels, minimes. Si alors je ne mourus pas de faim, c'est grâce à un de mes amis, plongeur dans un restaurant, qui de temps à autre m'apportait des restes de plats.

Mais notre union professionnelle se fortifiait, se développait. Un beau jour, les ouvriers coiffeurs déclarèrent la grève. Les lièvres s'étaient mués en lions. On menaça de rosser les patrons, de tout casser dans leurs boutiques... La grève ne dura pas longtemps, les patrons consentirent à des concessions. Les salaires furent augmentés, le repos

du lundi accordé. Mais le pourboire subsista. Les grévistes eux-mêmes n'avaient réclamé que pour la forme la suppression de cet usage humiliant.

Ne pouvant plus trouver de travail à Turin, j'allai à Savone, puis de là à Alexandrie. J'aimais à changer de place, mais bientôt je dus me rendre à Mondovi : mon père était tombé malade. Son dur labeur, la plupart du temps dans des sous-sols malsains où il réparait les machines, la longueur de la journée de travail, les heures supplémentaires, tout cela l'avait épuisé.

Je revins à la maison. Personne ne me faisait plus la morale ; personne ne cherchait à me réformer. Je vécus de ma vie habituelle, travaillant, m'instruisant, écrivant.

Mon père mourut. Je devins chef de famille à vingt ans. Ma mère, malade, restait veuve avec trois enfants encore trop jeunes pour gagner leur vie ; quant à moi, j'étais sans travail parce que j'étais membre du syndicat des coiffeurs et que « j'écrivais dans les journaux ».

Un de mes parents réussit enfin à me trouver à Fossano une place, où je demeurai longtemps.

Mon nouveau patron, un clérical, crut devoir, lorsqu'il m'embaucha, me faire un petit speech :

— J'ai pris sur vous des renseignements détaillés. Je sais que vous êtes laborieux et que vous aimez votre famille. On m'a dit que vous étiez instruit et intelligent, mais... que vous vous occupiez de politique. Chez moi, on ne s'occupe pas de politique. Souvenez-vous en bien : au dehors vous pouvez faire ce que vous voulez, mais ici, non.

— Et si un client parle lui-même de politique, que devrai-je faire ?

— Aucun de mes clients ne cause de politique ; chez moi il n'y a que des gens sérieux.

— Ça va.

Et nous transportâmes nos pénates à Fossano.

IV

La lutte dans les petites villes

Bartolomeo Vanzetti

Ma nouvelle résidence, Fossano, était une vieille petite ville à industrie faiblement développée. De nombreuses églises, des casernes, une forteresse, deux prisons, beaucoup de marchands, de la noblesse de vieille souche et, surtout, des prêtres en quantité. En outre, un régiment d'infanterie, une brigade d'artillerie et un escadron de cavalerie. La campagne environnante était peuplée de petits cultivateurs. Dans toute la ville dix-huit mille habitants. Pas un cercle ouvrier, pas une bibliothèque, pas même une salle de lecture. Une société ouvrière de secours mutuels. Pas de section socialiste.

Pourtant je réussis à trouver quelques camarades. L'un d'eux fabriquait des eaux gazeuses, mais il s'occupait surtout d'une machine à voler de son invention, qu'il avait dénommée « orthohélicoptère » et qui devait être construite d'après les lois du vol aviaire. Que d'oiseaux n'immolait-il pas dans sa recherche des secrets du vol ! Tous les gamins de la ville lui en apportaient, et il étudiait sans relâche leurs ailes et la structure de leur corps.

J'avais encore parmi mes camarades un boulanger, brave garçon sans talents spéciaux, deux frères, maçons, et un forgeron. Je m'étais lié avec eux très rapidement.

Dans la boutique du coiffeur, avant même mon arrivée à Fossano, j'étais connu non seulement du patron, mais encore de tous les clients : curés, officiers et sous-officiers, commerçants, gardiens de prison, ouvriers, paysans. Dans cette petite ville mon apparition constituait un événement. Là, le travail était tout autre que dans une grande ville : le patron mettait lui-même la main à la pâte et les samedi

et dimanche, ainsi que le mercredi, jour de marché, on n'arrêtait pas un instant. Le patron, sans le vouloir, évidemment, m'avait fait une réclame en son genre, de sorte que dès le premier jour je fus pris à partie par un conservateur, qui venait journellement à la boutique comme on va au café, pour tuer le temps. Inutile de dire que je lui tins tête.

Deux semaines ne s'étaient pas écoulées que la boutique à clients « sérieux » s'était transformée en un véritable club politique. Le plus amusant était que le patron lui-même, qui jamais de sa vie ne s'était occupé de politique, était le principal instigateur de nos disputes. Le matin, son journal lu, il ouvrait les hostilités contre moi, qu'il y eût ou non des clients chez lui. Parfois je lui rappelais notre première conversation : vexé, il haussait les épaules et continuait à fulminer contre moi et contre le socialisme. A vrai dire, c'est grâce à ces disputes qu'il devint plus tard conseiller municipal et assesseur. « Le socialisme, tonnait-il, est un danger contre lequel il faut lutter », et, à l'appui de sa thèse, il communiquait des faits aussi effroyables qu'invraisemblables.

Les paysans l'écoutaient bouche bée ; je réfutais ses propos...

Ainsi passaient les jours, les semaines.

Cependant j'avais noué des relations avec les socialistes de l'endroit. Quelques ouvriers s'étant joints à nous, nous fondâmes avec eux une section socialiste et nommâmes l'un d'entre nous correspondant attitré de l'*Avanti!* et de l'hebdomadaire *Lotte Nuove*, qui paraissait à Mondovì. Nous louâmes également une chambrette pour nos séances, conférences et réunions éducatives avec les ouvriers.

Mon patron, ayant appris l'existence de notre section, ne se fâcha pas ; en bon élève il suivit l'exemple de son maître et se mit à organiser de son côté une section du parti chrétien-démocrate.

Les premières correspondances de Fossano publiées dans l'*Avanti!* et les *Lotte Nuove* furent un pavé dans la

mare aux grenouilles. La petite ville s'émut. Les trois hebdomadaires locaux : l'un, incolore, qui donnait la chronique des événements et adressait ses félicitations aux *cavalieri* et *commandatori* nouvellement promus, l'autre, clérical, et le dernier, qui changeait d'opinion selon le résultat des élections, se liguèrent contre nous. Nous représentions un danger qu'il fallait combattre sur-le-champ.

Une campagne furieuse commença : une rubrique spéciale fut consacrée aux « crimes » des socialistes. Chaque jour c'étaient des articles contre l'action « néfaste » des socialistes, des attaques personnelles contre les vieux membres du parti à Fossano, auxquels on reprochait entre autres de s'être laissé dévoyer par un « gamin étranger ».

Mon patron pourtant ne me congédia pas, comme je m'y attendais. C'est que je lui amenais des clients : amis et sympathisants venaient à la boutique pour échanger avec moi leurs idées ; les ennemis y venaient pour discuter et le public, pour voir le « danger social ». Aussi l'argent affluait-il dans la caisse.

Dans les petites villes les moindres événements acquièrent de l'importance. A Fossano, c'était le règne de la bigoterie et des commérages. Le nom de la ville semblait une ironie (Fossano vient du latin *fons sana* : source saine).

Chacun s'occupait à éplucher la conduite des autres, depuis le général Bava-Beccaris, qui, en 1898, s'était acquis une triste renommée en faisant tirer sur une manifestation ouvrière, jusqu'au dernier gargotier. Ce n'est pas sans raison que le *Grand Café*, où s'assemblaient les notables de Fossano : « chevaliers », « commandeurs », chanoines, négociants et hommes d'affaires, tous électeurs de Giolitti, avait été surnommé par les beaux esprits « le club des mauvaises langues ».

Les socialistes, peu nombreux, ne se distinguaient guère des autres habitants. Ils se séparaient d'eux au moment des élections, où ils réunissaient un certain nombre de voix, ce qui leur permettait d'avoir un siège au conseil municipal ;

après quoi, ils se tenaient tranquilles jusqu'aux élections suivantes.

Je soupçonne fort que certains catholiques votaient pour eux, jugeant qu'il était « nécessaire d'avoir aussi une minorité ». Et la minorité socialiste était si inoffensive ! En général, à Fossano, lors des élections, les citoyens raisonnaient ainsi : « Un tel, se disaient-ils, est un brave homme. Il a des revenus, beaucoup de loisirs : il pourra s'occuper des affaires publiques et ne volera pas ». Et on l'élisait.

Mais nous, jeunes socialistes, nous rompîmes avec les « bonnes » traditions : à la stupéfaction des honorables citoyens, nous ne bornâmes pas notre propagande à la période électorale : chaque dimanche nous faisons des tournées dans les villages et, les jours de semaine, nous travaillions en ville dans notre cercle. Une fois, plantant là les radicaux, nous organisâmes même un meeting auquel mon compagnon et moi nous soutînmes les candidatures de nos camarades, nous référant au programme de notre parti. Il en fut de même, dans la suite, à plusieurs élections. Les citoyens épouvantés commentèrent la chose toute une semaine, jusqu'à ce que survînt un autre événement.

Mon patron était le coiffeur attitré du monastère voisin de la ville, où de temps à autre on envoyait les prêtres des autres localités pour y faire une retraite. Un jour je fus chargé d'y aller pour raser un évêque.

— Souvenez-vous, me dit mon patron, qu'il faut lui baiser la main et l'appeler « monseigneur ».

En effet, l'évêque, à mon « bonjour », me fourra sa main sous le nez. Je la serrai poliment... Je ne monseigneurisai pas.

On ne m'envoya plus au monastère : le grand monde et le clergé se jugeaient offensés, et mon patron cette fois se fâcha sérieusement :

— Comme si vous ne pouviez pas baiser la main à Monseigneur : pour l'importance que cela a !

Et, la langue lui démangeant :

— Il sera certainement cardinal, dit-on : il est l'intime... hé! l'ami tr-rès intime d'une princesse de sang royal.

Mais, aussitôt, effrayé à l'idée que je pourrais parler de la chose dans notre journal, il se mit à me prier de garder le secret le plus absolu. Plusieurs jours durant, il eut terriblement la frousse.

Un jour, nous résolûmes d'organiser un meeting à Villafalletto, à dix kilomètres de Fossano. Nous n'avions dans ce village personne à qui confier le soin de coller les affiches. Comme toujours en pareil cas, je m'enquis auprès d'un paysan que je rencontrai s'il n'y avait pas dans la localité de « fortes têtes ». Le paysan réfléchit, puis répondit :

— Oui, il y a un boulanger, un nommé Bartolomeo Vanzetti. Mais il n'est pas socialiste, il est de ceux qui tuent les rois; il ne cause avec personne, et on ne l'aime pas beaucoup.

Je lui demandai l'adresse du mystérieux anarchiste et, le lendemain, je me rendis à Villafalletto, où je trouvai sans peine la demeure de Vanzetti.

Il m'accueillit avec méfiance. Je me nommai :

— Un tel, secrétaire de la section socialiste de Fossano. Je voulais te demander de nous aider...

Vanzetti, avec un sourire ironique, m'interrompit :

— Je comprends... Les élections approchent...

— Il ne s'agit pas des élections, répliquai-je, ce sera une réunion de propagande.

— Qu'est-ce que vous pourrez bien faire dans ce village? Ici les curés sont les maîtres, le peuple n'a aucune instruction... Non, je ne veux pas me mêler de cette affaire, je n'ai rien de commun avec les socialistes.

Je m'efforçai de le convaincre.

— Je crois que nous pouvons trouver un terrain commun : il faut secouer cette foule, purifier un peu cette atmosphère de sacristie. Organisons la chose ainsi : je prononcerai mon discours, tu me feras la contradiction, nous amènerons le curé à prendre la parole et nous l'aurons faci-

lement. Comme tu le vois, nous pouvons marcher ensemble.

Mais Vanzetti se contenta de hocher la tête.

Nous discutâmes longtemps. Il me reconduisit au delà du village. Il parlait l'idiome local. On sentait en lui l'homme qui avait beaucoup lu et beaucoup réfléchi, un caractère obstiné. Je ne réussis pas à le convaincre. Il apposa cependant les affiches et porta au maire l'avis concernant la réunion. Le dimanche, mon camarade et moi nous fûmes accueillis par la « musique » et le carillon habituels.

Les curés se défendaient désespérément, organisant contre nous les pires éléments de la classe paysanne. Il nous arrivait d'être reçus à coups de pierre. Presque toujours l'équipée se terminait par notre arrestation, et la police communiquait dans son rapport qu'elle nous avait « sauvés de la colère populaire ».

Souvent, dans la suite, je me rappelai mon entretien avec Vanzetti, ne pouvant comprendre comment un anarchiste avait pu surgir dans un pareil milieu. Mais je ne pensais pas que j'aurais encore un jour un meeting à organiser dans cette localité au sujet de la condamnation à mort par électrocution prononcée en Amérique contre le boulanger anarchiste de Villafalletto.

C'est pourtant ce qui arriva en 1921¹. Nous étions trois orateurs : un communiste, un anarchiste et un réformiste. Cette fois, je fis connaissance avec le père et une des sœurs de Vanzetti, celle-là même qui devait accomplir plus tard son douloureux voyage à Boston. Ils me supplièrent de renoncer au meeting, car si nous prenions publiquement l'affaire en mains, l'évêque et le député refuseraient de s'en occuper. J'appris plus tard que les fascistes les avaient terrorisés. Ils réussirent à arracher au père de Vanzetti l'interdiction de notre meeting, qui par suite n'eut pas lieu. Nous

1. Le verdict de mort fut rendu en 1921, mais Sacco et Vanzetti ne furent exécutés qu'en 1927.

quittâmes Villafalletto escortés de policiers, mais cette fois nous ne fûmes pas arrêtés.

Les manœuvres des fascistes en cette occasion me furent révélées en 1926 par une lettre que Vanzetti écrivit lui-même de sa prison de Boston et qui parut dans un journal italien de New-York en réponse à une correspondance que j'avais publiée dans un de nos organes¹. Cette lettre, qui

1. Voici cette lettre :

« 9 juillet 1926. — *Chers amis du Lavoratore*,

« Je viens de lire une correspondance de « Barbe-de-Cuivre » sur son court séjour dans mon village natal, publiée dans le *Lavoratore* du 3 courant sous le titre de : « Sacco et Vanzetti ne doivent pas mourir ». L'auteur a commis quelques inexactitudes, qui s'expliquent manifestement par la brièveté de son séjour dans la localité de Villafalletto qu'il ne connaissait pas, mais qui, mettant en cause des innocents, peuvent amener les lecteurs à des jugements erronés. C'est pourquoi j'ai résolu d'écrire cette lettre, que je vous prie de publier.

« Il est dit entre autres dans la correspondance que le député Falletti et le préfet de Coni, Frutteri di Costigliole, giolittien, noble et clérical, ont interdit le meeting et que les orateurs se sont éloignés sans être emmenés au poste des carabinieri.

« Barbe-de-Cuivre est indubitablement de bonne foi, mais il se trompe. Ce n'est pas le député Falletti ni le comte Frutteri qui ont interdit le meeting, mais mon père... Lorsque les fascistes eurent connaissance du meeting projeté, ils vinrent trouver directement ma famille, à laquelle ils déclarèrent avec indignation qu'il suffisait d'eux pour obtenir ma grâce sans qu'il fût besoin de l'intervention des « rouges », et ils exigèrent de mon père qu'il mit à la porte ces derniers s'ils se présentaient et qu'il les attaqua dans le journal local. Mon père, conservateur, mais non fasciste, répondit à ces messieurs qu'il était reconnaissant aux « rouges » de ce qu'ils avaient fait pour son fils et qu'il n'avait aucun motif de les attaquer. Un peu après, le maire demanda à mon père s'il désirait que le meeting eût lieu. Celui-ci, je dois le dire avec tristesse, répondit négativement. Les orateurs, manifestement, ne connaissaient pas ces détails, qui expliquent la conduite des autorités locales qui interdirent le meeting.

« De là l'erreur de Barbe-de-Cuivre, erreur que je rectifie au nom de la vérité.

« Le reste de la correspondance est une excellente peinture réaliste de mon village. La mentalité réactionnaire qui y règne explique la conduite de mon père et les paroles du député Falletti. Ni le député Falletti, ni personne d'autre ne peut dire que j'aie jamais manifesté

atteste un rare sang-froid de la part de son auteur, dévoile toute la bassesse des cléricaux et des libéraux, qui, alors déjà, avaient subordonné leur politique au fascisme. Le député-maire Falletti, lorsque je l'avais avisé du meeting de protestation projeté, m'avait dit :

— Il ne faut pas de meeting... Je me suis déjà occupé personnellement de cette affaire, quoique Vanzetti ne mérite nullement que je m'intéresse à lui : quand on a commis un crime, on doit l'expier. Il a déshonoré notre village, mais j'ai pitié de sa famille. Quant à Sacco, je ne le connais pas.

En somme, l'honorable maire se lava les mains de l'affaire.

Quand le corps de Vanzetti arriva à Villafalletto, le village était en quelque sorte en état de siège. Seuls les membres de la famille furent autorisés à s'approcher du cercueil, et encore sous la surveillance des policiers et de la milice fasciste.

des penchants criminels. Depuis mon enfance j'ai gagné mon pain à la sueur de mon front. Mais je suis anarchiste, condamné comme tel et, partant, je ne suis pour le député Falletti qu'un gibier de potence. L'attitude de mon père semble justifier une pareille opinion. Je termine en déclarant que je suis en bons termes avec mes sœurs, mon frère, mes parents et mes vieux amis. Personne d'entre eux n'a honte de moi. Et mes sœurs auraient voulu accueillir cordialement Barbe-de-Cuivre, le géomètre Chiaramello et l'autre orateur, auxquels, avec Sacco, j'adresse mes salutations et l'expression de ma reconnaissance.

* Cordialement vôtre,

BARTOLOMEO VANZETTI.

* P.-S. — Le député Falletti a traité notre affaire comme un cas ordinaire dans lequel personne, pas même la défense, ne doute de la culpabilité des accusés, ou n'est intéressé à leur condamnation à mort et à leur exécution, et c'est pourquoi il a demandé notre grâce, c'est-à-dire le bagne à perpétuité pour nous. Néanmoins je remercie le député Falletti.

* Quant au gouvernement fasciste, il n'y aurait rien de plus facile pour lui que d'obtenir justice pour nous, mais tout montre qu'il veut se faire l'auxiliaire des bourreaux... »

V

Les organisations... et la Vierge de Lourdes

Le travail de notre section, malgré toutes les difficultés, portait ses fruits. Une Chambre du travail fut créée. Mais notre mansarde ne nous suffisait plus, et il était difficile de trouver un local approprié. Nous avions déjà trois syndicats : du bâtiment, des métaux et du textile. La section fonctionnait parfaitement : la période des palabres de café prenait fin et faisait place à une période de travail réel pour l'organisation de la classe ouvrière. Lors des élections à la Chambre des députés, nous posâmes la candidature d'un des nôtres, Enrico Ferri,... actuellement rallié au fascisme.

Après de longues recherches nous trouvâmes un local. De nouvelles unions : celles des cordonniers et des ouvriers du livre, surgirent. Cependant, je dois avouer que je ne pus réussir à recruter à Fossano, parmi les perruquiers, le minimum de dix personnes exigé pour la formation d'une union. La conscience de classe dans cette petite ville était beaucoup plus faible qu'à Turin, et le nombre des boutiques de coiffeur bien moindre.

Dans notre nouveau local nous étions assez bien installés. Nous avions une grande salle pour les assemblées et plusieurs petites pièces pour notre cercle, la bibliothèque, les consultations médicales et juridiques. Chaque semaine nous avions des réunions, des conférences. Fréquemment les secrétaires et les propagandistes des organisations professionnelles auxquelles appartenaient nos unions locales venaient nous voir pour nous donner des directives et maintenir la liaison. Plus tard nous obtînmes même un secrétaire spécial pour notre Chambre. Nous développâmes

largement notre agitation et nous réussîmes à mener quelques grèves, couronnées de succès.

A la boutique aussi, la lutte... verbale était ardente. Les honorables clients, en mon absence, reprochaient vivement au patron de me garder.

— Il a suffi de l'apparition de cet « étranger », dont personne ne saurait dire exactement qui il est, pour que tout le monde courre à sa suite.

Ils conseillaient au patron de me renvoyer et, pour ne pas paraître trop cruels, ils insinuaient :

— Qui sait ce qu'il gagne comme secrétaire et journaliste ! Allez, il ne travaille pas pour le roi de Prusse.

Mes relations avec les clients se gâtaient manifestement. Un jour, un major entreprit de me morigéner :

— Il m'a été communiqué qu'on vous avait vu avec mes soldats. Vous savez, c'est un jeu dangereux ! Je vous défends d'arrêter les soldats, sinon...

— Quoi ? interrompis-je, perdant patience. Je me promène avec qui bon me semble et je me fiche des menaces. Vous croyez sans doute avoir affaire à une recrue ! Je vous défends de me parler sur ce ton.

L'officier, habitué à de tout autres réponses à la caserne, battit en retraite.

Le maréchal des carabiniers et le chef de la police, partageant entre eux la besogne, me tenaient constamment à l'œil. Les dimanches et les mercredis, jours de presse à la boutique, j'étais convoqué tantôt par l'un, tantôt par l'autre pour « explications ». Leur but évident était de forcer mon patron à renvoyer un ouvrier aussi souvent absent. Mais, chose étrange, le « singe » tenait bon. Du matin jusqu'au soir il se chamaillait avec moi, mais il ne cédait pas.

Parmi les clients de la boutique il y avait un chanoine, qui professait que « toute opinion est respectable ». Drôle d'homme ! Il s'était mis en tête de me convertir et, pour cela, de m'envoyer à Lourdes, où la fameuse Vierge devait guérir ma jambe. Sa méthode consistait à m'apporter des

bulletins religieux consacrés à la relation des miracles accomplis par la Vierge de Lourdes. Régulièrement, deux fois par semaine, je devais « m'appuyer » ces récits et communications, qui en fait ne m'étaient pas sans utilité : ils me servaient de matériaux pour la rubrique antireligieuse que je tenais dans les *Lotte Nuove*.

Quand le chanoine estima que le terrain était suffisamment préparé, il entreprit l'offensive. Par une journée torride, vers midi, quand toute vie semble en suspens dans les petites villes de province, il fit son apparition dans la boutique. J'étais très étonné, car il se distinguait par sa ponctualité, et ce n'était pas son jour.

— Voilà qui est parfait ! fit-il en me saluant avec affabilité. Je voulais justement vous parler en particulier.

— Que cela ne vous empêche pas de vous asseoir, dis-je, pensant que j'allais entendre cette fois le récit d'un miracle extraordinaire.

Le chanoine se cala dans un fauteuil, essuya la sueur de son visage, huma une forte prise de tabac et, d'un ton grave, solennel même, comme il sied à un ministre de Dieu :

— Je sais que vous êtes socialiste, incroyant. Moi, je ne suis que l'humble esclave du Seigneur, son serviteur uniquement préoccupé d'accomplir sa volonté.

Une nouvelle prise de tabac. Je me demandais où il voulait en venir.

— Vous savez quelle est ma vénération pour la Sainte Vierge de Lourdes...

« Ça y est, pensai-je : un nouveau miracle. »

— Eh bien ! continua-t-il, j'ai la certitude qu'elle guérira votre jambe. Cette guérison vous sauvera de l'athéisme et vous ramènera dans le droit chemin. Je sais que seul un miracle vous convaincra. La Sainte Vierge, que je prie depuis longtemps pour vous, accomplira ce miracle. Je suis venu vous faire une proposition nette. En dépit de ce que racontent sur vous vos ennemis, je sais que vous êtes pauvre et que vous n'avez pas les moyens d'aller à Lourdes,

même par le train des pèlerins, qui part justement ces jours-ci. J'ai quelques économies. Je vous les donne pour un voyage et un séjour à Lourdes. Vous guérirez et, que vous le vouliez ou non, vous vous convaincrez que Dieu est tout-puissant. Et, comme vous êtes intelligent, bon et honnête, vous ferez un excellent missionnaire. Ce sera une bien belle conquête de la foi, qui me récompensera amplement de mes efforts.

Le chanoine, tout ferveur, transpirait, s'attendrissait. Il était vraiment curieux.

— Et si je ne guéris pas? demandai-je.

— C'est impossible!... Eh bien, si vous ne guérissez pas, vous aurez le droit d'écrire tout ce que vous voudrez...

— Je l'ai déjà, répliquai-je.

Le chanoine essuya la sueur qui coulait sur son front et, avec une nouvelle ardeur, recommença à discourir, s'efforçant de me décider à partir. Il parla longtemps, la chaleur était extrême et je luttai avec peine contre le sommeil qui m'envahissait.

— Votre réponse? fit-il enfin d'un ton pathétique. Est-ce oui ou non ?

— Accepté ! fis-je, somnolent.

Le chanoine rayonnait :

— Je cours vous retenir une place dans un wagon de deuxième classe. Je vous apporterai moi-même votre billet demain.

Il me serra la main et fila avec une incroyable rapidité. Des clients étant survenus, je l'oubliai presque aussitôt.

Cependant, le lendemain, pas de chanoine. Le surlendemain non plus; c'était pourtant « son » jour. La semaine suivante, il envoya à mon patron une lettre, à laquelle était jointe sa carte d'abonné et dans laquelle il écrivait : « Je ne peux plus profiter de vos services. Je vous en expliquerai la cause personnellement. »

— La cause, c'est vous, me dit mon patron, mécontent. Vous l'avez blessé dans ses sentiments religieux.

— Pas du tout ! Il voulait m'envoyer à Lourdes, j'ai consenti. Que voulez-vous de plus ?

La physionomie de mon patron se changea en point d'interrogation :

— Vous allez à Lourdes ?

— J'étais prêt à partir. Vous savez bien que le chanoine me tarabustait pour que je m'y rende. La semaine dernière, il m'a offert d'y aller à ses frais. Et il est parti pour m'acheter un billet, mais il n'a plus reparu. Il a probablement raconté ma « conversion » à des confrères plus intelligents que lui, et, résultat : vous avez perdu un client.

L'histoire fit le tour de la ville. Je ne revis plus le chanoine.

VI

L'« Avanti ! ». Mussolini

Il était réservé au pauvre chanoine qui, sans s'en douter, collaborait à la rubrique antireligieuse des *Lotte Nuove*, d'être immortalisé dans les colonnes de l'*Avanti !*

Depuis longtemps déjà j'avais la démangeaison d'écrire. J'avais commencé par quelques entrefilets dans notre hebdomadaire, mais je ne me décidais pas à franchir les limites de ma petite ville natale. Aussi fus-je extrêmement heureux quand l'*Avanti !* publia pour la première fois ma prose. Le directeur était alors Mussolini, qui passait au crible tous les articles. Il fallait pas mal de bravoure à un collaborateur d'une petite feuille paraissant dans un trou perdu pour tenter le bond jusqu'à Milan, dans le grand journal du parti. Ce bond, je le fis... aux dépens du malheureux chanoine qui voulait m'envoyer à Lourdes.

Mussolini !... Les principaux rédacteurs de l'*Avanti !* furent toujours les véritables chefs du parti socialiste ita-

lien, mais l'*Avanti!* n'eut pas de chance avec eux. Le premier, Bissolati, se prononça pour l'intervention pendant la Grande Guerre, devint ministre de la propagande nationale et, à la Chambre des députés, menaça de faire fusiller les socialistes. Enrico Ferri, jadis notre candidat, adhéra au fascisme. C'est bien le pire saltimbanque politique que l'Italie ait connu. Oddino Morgari se rallia au réformisme. De même Treves. Ce qu'est devenu Mussolini, nous le savons; comment il finira, personne ne saurait le dire. Seul Serrati, qui nous quitta et combattit un temps la III^e Internationale, reconnut dans la suite son erreur et revint à nous...

Mussolini, le bourreau du prolétariat italien, fut, à vrai dire, le plus populaire des rédacteurs de l'*Avanti!* Entre ses mains, l'organe du parti socialiste cessa d'être, comme sous Bissolati et Treves, le réceptacle d'articles massifs et indigestes incitant, sous une forme voilée, à la collaboration avec la bourgeoisie. Il devint un véritable journal de combat. Lorsqu'il m'arrive de relire les pages enflammées de l'*Avanti!* d'alors, qui a fini par tomber aux mains de Balabanova et de Nenni¹, je ne puis m'empêcher de songer à l'abîme dans lequel a roulé le parti socialiste italien.

Mais Mussolini remplissait le journal de sa propre personne. Son nom figurait à chaque colonne, comme il figure maintenant à toutes les pages du *Popolo d'Italia*².

1. Angélique Balabanova, Russe d'origine, vécut longtemps en Italie, où elle fut membre de la Direction du parti socialiste italien. Vint en Russie après la révolution d'Octobre, qu'elle glorifia dans des écrits enthousiastes, mais ne tarda pas à faire volte-face et à combattre les bolchéviks. Actuellement secrétaire du P.S.I. — Pietro Nenni, son proche collaborateur, partisan de la fusion du P.S.I. avec le parti de Turati (réformistes), venu du parti républicain au socialisme à travers le fascisme.

2. Organe de Benito Mussolini, qui y a installé comme rédacteur en chef son frère, Arnaldo Mussolini. Fondé en 1914 aux frais de la Banque de France, lorsque Mussolini fut exclu du P.S.I. et relevé de son poste de directeur de l'*Avanti!*, le *Popolo d'Italia*, qui

Ses articles répondaient merveilleusement à notre mentalité latine. Des mots, des mots et des mots, pompeux, emphatiques, solennels. Son dernier écrit de cette époque, son manifeste contre la guerre est un document typique sous ce rapport.

Du reste, nous étions habitués à ce genre de propagande. Qu'est-ce que le socialisme? La justice et la liberté. Comment y arriver? Par la collaboration avec les éléments les plus avancés de la bourgeoisie et par des discours plus ou moins incendiaires. Comment faire la révolution? Très simplement...

Mussolini dépassa tous ses prédécesseurs dans l'art de la démagogie.

Je fis sa connaissance à Milan, dans le local de l'*Avanti!*, à une réunion des correspondants du journal. Il me parut inférieur à l'idée que je m'étais faite de lui, et cette impression s'accrut quand je l'entendis : je fus déçu. Il parlait tout le temps de lui, de ses propositions, de ses articles... C'était à la veille de la guerre de Tripolitaine. Il me donna des directives, m'expliquant la façon d'écrire des correspondances ; il discourt longtemps. Puis, d'un geste négligent, il signa nos cartes de correspondants (la mienne m'avait été enlevée avec d'autres papiers lors d'une perquisition). On ne sentait pas en lui le camarade. Dans ses rapports avec les autres rédacteurs il y avait aussi quelque chose de désagréable.

Je le revis à Turin lors des élections législatives. Il espérait représenter le prolétariat de cette ville, mais les ouvriers écartèrent toutes les candidatures d'intellectuels — et ils n'étaient pas rares les intellectuels qui consentaient à assumer la charge... du pouvoir! Mussolini était du nombre, mais, ayant appris que les ouvriers avaient

portait d'abord le sous-titre de « Journal socialiste », ne tarda pas à le remplacer par celui de : « Journal des combattants et des producteurs », qui disparut également dans la suite. Ce journal reflète très bien les volte-face successives de Mussolini.

porté leur choix sur un des leurs, Bonetto, il se hâta de retirer sa candidature. Il vint à Turin pour soutenir celle de Bonetto à une réunion électorale. Avant l'assemblée il était extrêmement soucieux, car les nationalistes faisaient montre de dispositions belliqueuses, mais ce n'était pas soi-disant pour lui-même qu'il était inquiet, mais... pour le directeur de l'*Avanti!*

Cela me rappelle le cas du camarade Ettore Croce, professeur à l'université de Bologne, que les étudiants fascistes, à vingt contre un, selon leur habitude, rossèrent un beau jour en disant :

— Nous ne battons pas le professeur Croce, que nous respectons beaucoup, mais le communiste Croce.

Et ils le rouèrent de coups.

Mussolini, manifestement, craignait qu'on ne procédât à son égard à une distinction de ce genre. A Turin, c'était alors, évidemment, chose impossible, mais le futur... Napoléon n'en eut pas moins le trac jusqu'au moment de prendre la parole. Mais quand il apparut à la tribune et qu'il entendit crépiter les applaudissements, il se transforma immédiatement en lion.

Je ne l'ai plus revu depuis, mais j'ai pu admirer ses portraits dans tous les postes de police et cabinets de juges d'instruction...

C'est alors également que j'ai fait la connaissance de Serrati¹. Quelle différence entre lui et Mussolini ! En Serrati on sentait du premier coup l'ami, le camarade. Il inspirait une confiance illimitée, il s'intéressait à chacun de nous, nous demandait notre opinion, nous conseillait. Au travail il était sévère, inflexible. Mais, la besogne terminée, il devenait affable, plaisantait, jouait comme un gamin. Je

1. Directeur de l'*Avanti!* après Mussolini (1873-1926). Révolutionnaire intrépide, consacra toute sa vie au socialisme. Maintes fois emprisonné, exilé, dut émigrer à plusieurs reprises. Au congrès de Livourne, se sépara des communistes, mais ne tarda pas à rentrer dans la III^e Internationale.

le voyais très fréquemment. Je participai avec lui à de nombreux congrès et conférences, je partageai sa vie en Russie, et nous travaillâmes la main dans la main en Italie jusqu'à sa mort. Il y eut dans nos rapports une interruption lorsque nous fûmes obligés de le combattre, mais il nous revint, comme auparavant, travailleur infatigable et militant intrépide.

Les privations, la geôle, l'exil, l'émigration ne l'avaient pas aigri. En prison, en Suisse, en Amérique, dans les îles voisines du littoral où l'on envoie les bagnards, il restait toujours le même: gai compagnon, ami dévoué, prêt à donner sa dernière chemise à qui en avait besoin...

VII

Les grèves. — A l'hôpital

Les conditions de travail dans le bâtiment étaient exécrables; il en était de même dans les briqueteries. Notre propagande et notre agitation trouvant là un terrain favorable, une grève éclata. Fait sans précédent dans la patrie de Bava-Beccaris !

A la boutique, les disputes prenaient des proportions homériques. On se serait cru à la fin du monde. La question était examinée sous toutes ses faces.

— Cesser le travail maintenant que la saison bat son plein et qu'on pourrait gagner tant d'argent !

— Se laisser monter le cou par des factieux !

— Même si l'augmentation qu'ils réclament leur est accordée, elle ne compensera pas en un an ce qu'ils ont déjà perdu pendant ces journées de grève, déclaraient les « théoriciens ».

— Il faut en finir: qu'on arrête une demi-douzaine de

meneurs, et tout sera terminé, conseillaient les gens « pratiques ».

Et tous de se lamenter :

— On n'a jamais rien vu de semblable dans notre ville !

Naturellement, j'étais assailli de questions; les railleries, accompagnées de menaces plus ou moins dissimulées, pleuvaient sur moi.

En fin de compte, les ouvriers du bâtiment triomphèrent. Ceux des briqueteries continuèrent la lutte. Leur patron déclara qu'il casserait les reins au syndicat et se mit à chercher des briseurs de grève. Il en trouva, principalement dans la province de Novare. Ayant appris l'adresse de l'un d'entre eux, je lui écrivis pour lui exposer les faits: la lutte héroïque de ses camarades, pères de famille, qui gagnaient à peine de quoi donner du pain à leurs enfants, nos efforts pour leur venir en aide. Je terminais en l'adjurant, lui et ses camarades, de ne pas venir travailler à Fossano.

Quelques jours après l'envoi de ma lettre, les carabinières vinrent m'appréhender. Après m'avoir interrogé, le commissaire de police, poivrot invétéré, me déclara, triomphant :

— Cette fois, vous êtes pris ! Il y a dans cette lettre de quoi vous faire envoyer au bagne : « atteinte à la liberté du travail ». Fouillez-le et... au bloc !

Le lendemain je fus relâché. Vraisemblablement, le commissaire, quand les vapeurs de l'ivresse se furent dissipées dans son cerveau, comprit que la seule « atteinte à la liberté » dans cette affaire était celle qu'il avait commise à mon égard...

Il ne vint que deux briseurs de grève: les autres eurent peur ou honte.

Les ouvriers des briqueteries remportèrent également la victoire.

Des grèves de cette période, il convient d'en signaler une, peu banale: celle des prisonniers.

A Fossano, il y avait deux prisons: celle de Santa Caterina et celle du Castello. La première était une construction récente; l'autre un vieux château de la fin du XIV^e siècle, qui, avec ses tours aux quatre angles, ressemblait à une table tournée les pieds en l'air. Plus de mille détenus et une centaine de gardiens composaient la population de ces mornes édifices. Dans les deux prisons étaient organisés divers ateliers: cordonnerie, tissage, vannerie, ordinairement concédés à des adjudicataires. Les réclusionnaires y travaillaient du matin au soir pour quarante centimes par jour. Leur salaire était divisé en trois parties inégales: l'une allait à l'administration, une autre était remise aux prisonniers eux-mêmes, et la troisième était portée à leur pécule. J'ai connu des détenus qui, après quinze ans, sortaient de prison avec un pécule... d'une centaine de lires !

L'entrepreneur qui exploitait ces malheureux était un des clients de mon patron et, naturellement, un des adversaires les plus violents des socialistes. Depuis qu'il avait son adjudication, l'union des cordonniers traversait une crise extrêmement pénible par suite du chômage qui y sévissait. C'est là d'ailleurs ce qui se produit dans toutes les villes où il existe des prisons dont les ateliers de cordonnerie sont concédés à des particuliers.

Comme il y avait du chômage depuis plus d'un an, le syndicat du cuir convoqua à Fossano une conférence pour l'examen de la question. Il y fut décidé d'organiser une campagne d'agitation afin d'obliger le gouvernement à égaliser les salaires des détenus et des ouvriers libres. Nos efforts aboutirent à un résultat inattendu, qui décida rapidement du sort de la lutte. Nous apprîmes par des gardiens de prison, que j'avais l'occasion de raser, qu'un sourd mécontentement régnait parmi les détenus au sujet de leurs salaires. Il ne fut pas difficile de leur faire passer quelques billets.

« Vos camarades de travail, écrivions-nous, s'émeuvent. Les salaires humiliants qui vous sont imposés non

seulement enrichissent vos entrepreneurs, mais enlèvent le pain à beaucoup d'ouvriers et à leurs familles. Nous avons entrepris un mouvement contre l'exploitation dont vous êtes l'objet. Protestez, vous aussi ; refusez de travailler. »

En même temps nous dénoncions dans notre journal l'exploitation inouïe des prisonniers et ses conséquences.

Un beau matin, matin de malheur pour l'entrepreneur, les détenus refusèrent de travailler. Comme ils ne pouvaient pas ne pas sortir de leurs cellules, ils se rendirent aux ateliers, s'assirent à leurs tables de travail et tous, comme un seul homme, commencèrent la grève des bras croisés.

On se figure l'impression que cela produisit dans la ville. La prison de Santa Caterina fut cernée par des soldats. (Fait bizarre, en Italie les prisons et les préfectures de police portent presque toujours des noms de saints : la préfecture de police de Turin s'appelle Saint-Charles ; celle de Milan, Saint-Fidèle ; la prison de Rome, Reine-des-Cieux ; celle de Milan, Saint-Victor ; celle de Bologne, Saint Jean, etc.) Les réclusionnaires, munis de tranchets pour le travail, ne se permirent pas une menace, pas un geste, quoiqu'on cherchât à les provoquer à des actes de violence pour justifier ensuite la répression. Et pourtant tous étaient des gens habitués à jouer du couteau. Mais, en l'occurrence, ils gardèrent un calme parfait.

Des pourparlers furent engagés. On accorda aux prisonniers une lire cinquante par jour, ce qui les mettait sur le même pied que les ouvriers libres. L'entrepreneur était vert. A la boutique, on fulminait contre les « factieux » qui entretenaient « des relations avec des criminels ».

Comme toujours en pareil cas, plusieurs gardiens furent révoqués et quelques détenus mis au cachot. N'empêche que je reçus quantité de billets griffonnés au crayon ou avec des allumettes, dans lesquels les détenus m'exprimaient leur reconnaissance (l'un d'eux même m'avait écrit avec son sang).

Quelques camarades et moi, nous fûmes mandés à la préfecture de police, où, malgré un interrogatoire serré, on ne put rien tirer de nous.

Plus tard, l'aumônier de la chapelle, un vieux prêtre, me disait parfois que les détenus parlaient souvent de moi.

— Ce ne sont pas de méchantes gens, ajoutait-il, ce sont des malheureux.

*
**

A cette époque à peu près, je me résolus, au lieu d'aller à Lourdes, à subir une opération à la jambe.

On s'attendait que l'opération serait assez compliquée. Le médecin me consolait en me disant que, si tout allait bien, ma jambe se redresserait quelque peu ; sinon, on la couperait et on la remplacerait par une jambe de bois.

— Faites comme vous voulez, répondis-je.

Et, en effet, que pouvais-je répondre d'autre !

Je pris un congé de trois mois, que mon patron, il faut le dire, m'accorda volontiers, avec toute sorte de bons souhaits. Pour ce qui est de l'argent, les choses allèrent un peu moins bien : il m'allongea vingt liras, et encore était-ce là une grande générosité de sa part. A cette époque, heureusement, tout le monde chez nous travaillait déjà.

J'entrai, non pas à la clinique Mauriziano qu'avait jadis rêvée pour moi mon pauvre père, mais dans un hôpital municipal de Turin, que le peuple appelait « l'Abattoir ». Là, dès mon arrivée, je dus subir l'assaut des nonnes. En Italie, en effet, les infirmières des hôpitaux sont des religieuses, dont le rôle est moins de soigner les malades que de chercher à « sauver des âmes ».

La religieuse qui avait sous sa surveillance la salle où je me trouvais me déclara :

— Après-demain vous serez opéré. Demain vous vous confesserez et vous communiez. Il faut toujours être prêt

à paraître devant le tribunal de Dieu. Qui préférez-vous, don¹ Gaudenzio ou don Giovanni ?

— Merci, répondis-je, ne vous dérangez pas, ma sœur, et ne dérangez pas don Gaudenzio ni don Giovanni. Il est inutile que je me confesse: je ne crois pas à votre Dieu.

La nonne me regarda, épouvantée.

— Le règlement de l'hôpital exige que l'on accomplisse ses devoirs religieux. Vous êtes chrétien, n'est-ce pas ? Voyez, le numéro 99 s'est déjà confessé.

— Laissez-moi tranquille, ma sœur.

La nonne s'en alla. Peu après, un prêtre vint vers mon lit, me parla des règles de l'hôpital, de Dieu, de sa miséricorde et s'en alla bredouille. Le soir, j'eus encore à subir un autre prêtre, qui d'ailleurs ne fut pas plus heureux que son prédécesseur.

Mes voisins me disaient:

— Hé, le 98 ! (c'était mon numéro) tu vas avoir la visite de Monseigneur, tu verras !

En effet, l'évêque lui-même vint vers moi :

— Bonjour, mon ami ! C'est vous le nouvel arrivé ?

— C'est moi. Vous voulez probablement m'expliquer le règlement de l'hôpital. Je le connais.

Monseigneur était plus intelligent que ses subordonnés.

— Non, non, calmez-vous. Je sais respecter toutes les convictions et je veux simplement causer un peu avec vous, si je ne vous dérange pas...

Je ne répondis pas. Prenant mon silence pour un signe d'acquiescement, l'évêque s'assit et continua :

— Comment vous trouvez-vous ici ? Bien ? Mal ?

— Comme peut se trouver un homme qui va subir une opération, répondis-je, ennuyé.

Sans s'émouvoir, l'évêque continua, cherchant manifestement un argument de poids :

1. Titre d'origine espagnole que l'on donne en Italie aux religieux et aussi, dans le Sud, aux nobles.

— Il ne faut pas vous inquiéter. Le professeur Isnardi est une célébrité mondiale, un chirurgien hors pair que beaucoup de cliniques étrangères nous envient. La science aussi a fait des progrès... Très rares sont chez nous les cas de mort après opération : à peine un pour cent. Certes, le risque n'est jamais complètement exclu : une erreur, une infection. Notre vie, en effet, ne tient qu'à un fil, et après, c'est l'au-delà... Nous, nous croyons au ciel, en Dieu ; vous, à la transformation de la matière : « rien ne se perd, rien ne se crée » ; d'autres, croient à la métempsycose ; certains, au nirvana... Ce qui est sûr, c'est qu'il faut toujours être prêt à la mort. La mort toujours rôde autour de nous, à plus forte raison quand on doit subir une opération...

Et ainsi de suite.

Monseigneur travaillait insidieusement à m'amener au but qu'il s'était fixé. Je l'écoutais sans mot dire. Mon silence l'encourageait, il espérait avoir touché mon cœur.

— Saint Ignace de Loyola, de la Compagnie de Jésus, a fait école, n'est-ce pas, Monseigneur ? dis-je enfin en souriant.

L'évêque se tut. Il se leva.

— Elle est jolie, votre charité chrétienne, il n'y a pas à dire !

— Je prierai pour vous, fit l'évêque en s'éloignant.

— Merci, ne prenez pas cette peine.

L'évêque disparut. Mon voisin, le numéro 99, sourit :

— Celui-là ne reviendra plus.

— C'est vrai que tu t'es confessé et que tu as communiqué ? Tu es croyant ?

— *Porca madonna* ¹ ! comment puis-je croire ? dit-il en se soulevant avec peine sur sa couche. Depuis des mois et des mois je traîne d'hôpital en hôpital. Et tout cela, pourquoi ? Ecoute :

« Les premiers jours que j'étais ici, je ne connaissais

¹ Turon italien : cochonne de Madone.

pas encore la vie de la grande ville, je ne savais pas ce qu'étaient les gens, car, vois-tu, je suis de la montagne. Un soir, je rencontre une femme. Une beauté! Tout à fait comme la madone qui est dans l'église de notre village. Elle m'arrête pour me demander son chemin. Une voix si douce, et des yeux, ah, quels yeux! Ça m'a donné comme un choc... Je lui réponds que je ne connais pas la ville et elle m'offre de m'accompagner. Comme elle était jolie! J'avais de l'argent, je l'invite à souper, Elle accepte. Après le souper, elle vient chez moi, et nous passons la nuit ensemble...

« Le matin, quand je me réveille, elle n'est plus là, mon argent et ma montre ont disparu. Je m'en vais raconter la chose à la police. On rigole, et on me dit: « Ne vous inquiétez pas, nous allons nous occuper de votre affaire ».

« Ce n'est pas tout, mon vieux; j'ai passé quarante jours à Salsotto¹ et, quand je suis sorti, j'étais si faible que je suis tombé et que je me suis cassé une jambe. Et, de nouveau, à l'hôpital.

« Mais ce n'est pas encore fini. Il y a quelques jours, j'ai eu une dent qui a commencé à me faire terriblement mal. L'interne regarde et dit: « Il faut l'arracher ». — Bon, allez-y ». Il prend son instrument, mais, le chameau! il se trompe et m'arrache celle d'à côté qui était bonne. Et hier encore un malheur: l'œi s'est mis à me faire mal, et le médecin m'a dit qu'il faudrait me transférer à la clinique ophtalmologique...

— Et c'est pour tout ça que tu t'es confessé? Pour remercier le bon Dieu?

— Ah! non, que le diable l'emporte! Je me suis confessé parce qu'on m'ennuyait et parce que ceux qui se confessent sont mieux traités.

Il y eut un mouvement parmi le personnel: on entendit

1. Hôpital de Turin pour les maladies vénériennes.

des gémissements: les infirmiers apportaient sur un brancard un blessé. Ils le placèrent sur le lit à côté du mien, le numéro 97. C'était un homme d'une trentaine d'années, habillé en ouvrier.

— Il est fichu, me dit un infirmier; un tramway lui a passé sur le corps. Il en a pour deux heures au plus.

A peine le blessé était-il déposé sur le lit qu'une religieuse s'approcha:

— Voulez-vous vous confesser, mon frère?

— *Dio cane e la puttana di sua madre*¹ ! Laissez-moi mourir tranquille. Fichez-moi le camp!

Le médecin lui fit une injection et s'en alla. Les autres également se retirèrent.

Quand le pauvre diable entra en agonie et que, râlant, il eut cessé de blasphémer, un prêtre vint et lui donna l'extrême-onction.

La famille arriva peu après. La religieuse la consola en disant:

— Il est mort comme un saint.

Le lendemain, je fus opéré, et tout se passa bien.

La sœur Rosa, affectée à notre salle, me dit:

— J'ai prié Dieu pour vous, et il vous est venu en aide.

— Drôle de pistolet que votre Dieu qui vient en aide aux athées! ne pus-je m'empêcher de répondre.

Froissée, la sœur se retira.

Quelques jours plus tard je quittai l'hôpital. L'état de ma jambe s'était sensiblement amélioré.

1. Juron italien. Littéralement : Chien de Dieu avec sa putain de mère !

VIII

La guerre de 1911

A Fossano, après une courte convalescence, je me remis à la besogne. Notre agitation, les grèves et les arrestations qui en avaient été la conséquence avaient éclairci nos rangs et affaibli l'activité de notre Chambre du travail. C'est là, d'ailleurs, un phénomène habituel en Italie. Il fallait reformer nos cadres et réorganiser notre Chambre du travail locale en Chambre du travail provinciale.

La province de Coni est une région éminemment agricole, où la terre est tellement morcelée que, dans certains villages près des montagnes, il est des propriétaires qui récoltent tout juste de quoi vivre pendant six mois de l'année. Aux flancs des coteaux, beaucoup de vignobles, également très morcelés. Comme les mûriers abondent, la sériciculture est assez florissante. Des usines de métallurgie et de produits chimiques, en petit nombre; quelques tanneries et poteries, voilà toute l'industrie. Beaucoup de petits marchands et d'artisans. Dans cette province, la propagande est très difficile, l'organisation faible. Même immédiatement après la guerre, on n'y comptait que 12.000 organisés.

L'union des syndicats locaux était nécessaire non seulement parce que la Direction centrale l'exigeait, mais aussi parce que beaucoup d'industriels avaient des entreprises dans différentes villes de la province.

Il fallait organiser une série de conférences préparatoires avant le congrès régional. Je fus obligé par suite de m'absenter le dimanche, jour de travail intense chez les coiffeurs. C'était un coup à la bourse du patron. Ce dernier avait tout supporté: les violentes discussions qui avaient bouleversé sa paisible boutique, mes « explications » au commissariat de police, la pression des citoyens bien pensants qui

demandaient mon renvoi, mais il ne pouvait se résigner à perdre de l'argent. Il était mécontent de moi, et il me le dit nettement. Que faire? Je ne pouvais pourtant pas abandonner mon œuvre d'organisation à cause de lui. Je trouvai une issue. Je résolus de m'installer à mon compte avec un autre perruquier qui avait travaillé dix ans à Paris.

Lorsque je communiquai ma décision au patron, il en eut presque un coup d'apoplexie. Au fond, il m'aimait, en dépit même de mes fréquentes absences.

— Mais vous êtes fou, me dit-il. Qui viendra se faire raser chez vous? La vie est impossible pour les socialistes dans notre région. Vous avez vu Gagna? Il a dû émigrer en Amérique, et beaucoup d'autres sont sans travail. Quant à Fuseri (c'était le fabricant d'eaux gazeuses, l'inventeur de l'« orthohélicoptère », qui d'ailleurs ne vola jamais), il ne peut même arriver à achever sa machine. Si vous ouvrez une boutique, on la boycottera. D'ailleurs ce n'est pas avec un compagnon comme le vôtre que vous attirerez le client.

Et il se mit à critiquer mon associé.

Néanmoins nous exécutâmes notre projet.

Au début, les affaires allèrent mal. La première semaine nous ne gagnâmes que quatorze lires pour nous deux; les gens « bien pensants », en effet, nous boycottaient. Mais peu à peu nous nous constituâmes une clientèle, composée surtout de socialistes et de sympathisants. Nous avions aussi quelques prêtres et officiers, anciens clients de mon patron, qui probablement venaient par curiosité. Au bout de quelque temps nous gagnions déjà suffisamment pour vivre, et chez nous la liberté de discussion était illimitée. En outre, je pouvais m'absenter n'importe quand. Mon compagnon ne protestait pas: il considérait le surcroît de travail qui résultait des jours où il était seul comme sa quote-part à notre propagande.

C'était alors pour moi le coup de feu perpétuel. Je faisais le propagandiste, je composais des proclamations et des appels, que je transportais et affichais moi-même (j'avais une colle à colle avec un pinceau fixé à la selle de ma

bicyclette), j'étais à la fois candidat aux élections, journaliste et vendeur de journaux. Les soirs, à la Chambre du travail, je rédigeais des réclamations et remplissais des formulaires pour les accidentés du travail. Nous avions organisé à l'intention de ces derniers des consultations juridiques et médicales gratuites pour les arracher aux griffes des avocats.

Ces consultations me valurent d'ailleurs un procès pour « usurpation de titre ». Voici comment la chose arriva :

Un jour, un mendiant, homme extrêmement vigoureux, mais presque complètement aveugle, se présenta à notre office. Il me raconta qu'il avait perdu la vue dans une mine par suite d'une explosion.

— Est-ce qu'on ne vous a pas indemnisé ? demandai-je.

— On m'a donné seulement une centaine de lires.

Il avait quelques papiers et documents, qu'il me remit avec son adresse. Je lui promis de parler de son affaire avec notre avocat. Il s'avéra que l'homme pouvait obtenir de la société minière qui l'avait employé une somme assez considérable. Ses prétentions ayant été notifiées au directeur, celui-ci, furieux, fit venir l'aveugle et voulut savoir qui lui avait mis en tête qu'il avait droit à une indemnité aussi forte.

— C'est un avocat de Fossano, dit le mendiant.

Et, sans songer à mal, il donna mon nom et mon adresse.

Je ne puis souffrir les avocats, et voilà que j'étais pris pour un des leurs et, par-dessus le marché, exposé à des poursuites pour exercice illégal de la profession.

L'avocat auquel la Direction de la mine avait confié ses intérêts m'écrivit. Sa lettre tomba entre les mains de la police, qui me demanda des explications. Je ne niai pas ma participation dans cette affaire, non plus que l'aide que je fournissais en général aux accidentés du travail. On m'intenta un procès, qui se termina par mon acquittement, au grand dépit des avocats bourgeois qui s'étaient bien promis de « donner une leçon aux socialistes ».

La bourgeoisie italienne préparait de nouveau avec ardeur la guerre en Afrique. Avec les millions de la Banque de Rome¹, le gouvernement Giolitti cherchait à créer un courant en faveur de la conquête de colonies. Les nationalistes battaient la grosse caisse. La Tripolitaine, dans leurs articles, était la Terre promise, le grenier de l'Italie.

« La Tripolitaine, merveilleuse terre d'amour », chantait-on sur toutes les places. Les étudiants avaient cessé de s'occuper de Trente et de Trieste pour organiser des manifestations dans lesquelles ils réclamaient l'annexion de Tripoli. « Une promenade militaire », assuraient les patriotes. L'opinion publique fut assez habilement préparée. Malheur à qui osait douter du blé, des bananes, des dattes de la Tripolitaine et de l'amour de ses habitants pour l'Italie ! On aurait cru que la seule occupation des Arabes était d'attendre, alignés sur la « plage d'or », comme disait la chanson, l'arrivée des navires avec les soldats italiens.

Il se trouva des socialistes pour croire aux Arabes de la chanson, et il fallut procéder à une épuration du parti.

La vague de chauvinisme n'alla pas sans excès : écopèrent les Turcs fixés en Italie et... les socialistes. Les premiers, parce qu'ils « opprimaient les pauvres Arabes » ; les seconds, parce que, dans beaucoup de villes, l'envoi de troupes sur le front provoquait des manifestations qui n'étaient nullement dirigées contre les Turcs. En Toscane, les manifestations revêtirent une violence particulière : on déboulonnait les rails et, dans certaines localités, les femmes se couchaient sur la voie ferrée pour empêcher le passage des trains. Les socialistes et les Turcs étaient rendus responsables de tout. C'est pourquoi les magasins et les maisons des Turcs étaient mis à sac, et les socialistes, déferés aux tribunaux et incarcérés.

1. La Banque de Rome (*Banco di Roma*), qui joua un rôle important dans la guerre de Tripolitaine, était aux mains des cléricaux.

Dans les rues, des musiques guerrières versaient « de l'héroïsme au cœur des citadins » ; les soldats défilaient, drapeau en tête. La guerre ! La guerre !

Et pourtant le mécontentement était général. Mais personne n'osait l'exprimer de peur d'être pris pour un Turc. On nous qualifiait d'ailleurs de « Turcs », comme on nous appela plus tard « Autrichiens », « Allemands » et, plus tard encore, « bolchéviks russes ».

Dans notre section aussi, il se trouva un belliciste : l'inventeur de l' « orthohélicoptère ». Il essaya vainement de nous convertir à ses idées et finit par quitter le parti.

Mussolini était contre la guerre, ce qui lui valut des poursuites judiciaires.

Nous étions alors à la veille du congrès qui devait organiser notre Chambre du travail provinciale. La plupart des congressistes furent arrêtés au fur et à mesure qu'ils arrivaient de leurs localités respectives. Ils furent traduits en justice pour... intention de participer à une assemblée de factieux et condamnés à quelques jours d'emprisonnement.

Beaucoup de jeunes gens de chez nous furent mobilisés. Un dimanche, ils organisèrent une démonstration qui émut vivement la population et effraya les autorités. Sur un mot d'ordre donné on ne sait par qui — mais qui n'émanait pas de nous — ils se réunirent sur la principale place de la ville. Ils étaient plusieurs centaines. Pas de clameurs, ni même de conversations. Cette foule immobile, muette produisit une forte impression. Quelques officiers qui se trouvaient là se mirent à interpeller les soldats.

— Qu'est-ce que vous faites là ?

— Rien. Nous prenons l'air.

— Circulez ! Circulez !

Mais personne ne bougeait. Au bout de quelques minutes, les manifestants se dispersèrent en silence. Quand j'arrivai sur la place pour y faire un discours, je ne trouvai là que quelques soldats et une multitude de carabiniers.

Le lendemain, les carabiniers vinrent me chercher.

— Nous savons tout, dit le commissaire. Inutile de nier.

Nous connaissons également vos complices, qui ont déjà tout raconté. Aussi mieux vaut avouer.

— Avouer quoi? demandai-je.

Je comprenais parfaitement ce dont il s'agissait, mais j'étais réellement innocent.

— Ne faites pas l'imbécile! Et la manifestation d'hier, qui l'a préparée? Nous savons que beaucoup de soldats viennent chez vous; deux d'entre eux sont déjà en prison. Vous n'allez pas nier vos relations avec le caporal Comei et le sous-officier Bibolotti? Les oiseaux ont déjà « chanté¹ ».

— C'est qu'ils savent chanter; moi, je n'ai pas appris le chant.

— Inutile de faire de l'esprit, dit le commissaire, furieux. Mieux vaut pour vous avouer.

Je n'avais rien à avouer. On me fouilla et on me mena dans une cellule.

— Tiens, le barbier! fit une voix du fond de la cellule quand j'entraï. Quel bon vent ?

C'était un de mes clients qu'on avait enfermé là parce que, légèrement ivre, il avait traité un policier de « sale bourrique ».

Le surlendemain, nous étions relâchés tous les deux.

Mes « complices » Comei et Bibolotti, qui auparavant passaient chaque jour chez moi pour lire l'*Avanti!*, ne reparurent pas pendant quelque temps. Enfin, je reçus d'eux un billet dans lequel ils me fixaient un rendez-vous en dehors de la ville. J'y allai et ils me racontèrent qu'ils avaient été en prison. Soumis à un interrogatoire en règle par le major du régiment, qui leur avait dit que je m'étais « mis à table », ils avaient résisté aux prières comme aux menaces.

— Je sais que vous êtes de braves garçons, des hommes intelligents, leur avait dit le major. Le vrai coupable, c'est cette canaille de barbier. Il faut que nous lui froitions les oreilles, et vous, en bons Italiens, vous devez nous aider.

1. Chanter (*cantare*), en terme de police : avouer.

Observez ce qu'il fait, continuez à aller chez lui et écoutez ce qu'il dit aux soldats.

Et le brave major, Italien cent pour cent, avait envoyé à la police le mot suivant :

« Surveillez spécialement le perruquier socialiste... (ici mon nom). Il est connu comme un mauvais Italien et corrompt les soldats. Dimanche dernier, lors de la manifestation, on l'a vu sur la place. Il est fortement suspect. »

IX

Les patriotes. — Coni. — L'amour

Cependant les Arabes de la « plage d'or » se défendaient désespérément. En dépit des brillantes victoires annoncées alors par les journaux, la « promenade militaire » se prolongeait, et elle n'est pas encore terminée à l'heure actuelle. Maintenant, comme jadis, on peut lire de temps à autre dans la presse fasciste des communiqués de ce genre : « Les quelques rebelles qui résistaient encore sont définitivement soumis ». Et, dans les villages, les maires continuent à aviser des parents de la mort de leur fils soldat.

Les nouvelles de Libye étaient rigoureusement censurées, et les tribunaux étaient encombrés des procès intentés à nos journaux pour les articles qu'ils publiaient sur la guerre fomentée par les impérialistes. La réaction falsait rage.

Un soir, je me rendis au théâtre, un méchant petit théâtre de province. Une mauvaise troupe, assurée de l'impunité — Bellini est mort depuis longtemps — s'employait de tout son pouvoir à massacrer l'opéra *Norma*. Je me disposais déjà à partir, quand tout à coup, à l'entr'acte, arri-

vèrent les journaux du soir annonçant je ne sais plus quelle victoire de nos troupes. Un acteur apparut sur la scène et donna lecture du télégramme. L'orchestre se mit à jouer la marche royale, et toute l'assistance se leva sauf moi. Huées, coups de sifflet.

Un officier m'apostropha :

— Turc ! Turc !

— Imbécile, ripostai-je, va donc faire le héros en Afrique !

Les carabiniers survinrent et m'emmenèrent au poste. Décidément, ma soirée était ratée. Le jappement de la troupe théâtrale fit place au prêche fastidieux du maréchal des carabiniers :

— Vous finirez mal, c'est moi qui vous le dis, et je m'y connais. Vous feriez mieux de vous occuper de votre boutique et de laisser la politique à Messieurs les avocats... Vous avez une famille à votre charge; il faut penser à elle. Il est vraiment incroyable que j'aie à vous répéter sans cesse la même chose. Cela finira par m'ennuyer...

— Et vous cesserez de me faire la morale, n'est-ce pas? Ce sera tant mieux.

— Il est impossible de parler avec vous. Maintenant, je suis obligé de vous retenir en prison. Je regrette beaucoup...

— Alors, laissez-moi m'en aller chez moi.

A ce moment on frappa à la porte, et nous vîmes entrer l'officier qui avait ordonné de m'arrêter au théâtre.

— Relâchez-le, dit-il au maréchal.

Le maréchal, manifestement, était content: les temps alors, en Italie, n'étaient pas les mêmes que maintenant. Mais je résolus de donner une leçon au galonnard.

— Est-ce que vous croyez, par hasard, que vous allez vous en tirer ainsi, monsieur le lieutenant? Vous avez commis aujourd'hui un attentat à la liberté individuelle en me faisant arrêter par les carabiniers, et vous en répondrez.

— Voyez-vous, je suis un ardent patriote et je me suis

senti blessé par votre geste. Maintenant c'est passé, et je regrette...

Le lieutenant était jeune, un peu capon, et il était visiblement inquiet des suites de l'affaire.

— Puisque vous êtes un ardent patriote, pourquoi ne demandez-vous pas à être envoyé en Afrique ?

— Ma mère mourrait de chagrin, fit-il à mi-voix.

— Ha ! ha ! Et les autres soldats, est-ce qu'ils n'ont pas de mère, eux ! Ce sont, probablement, des enfants abandonnés !

J'étais furieux. Le maréchal, décontenancé, ne savait quelle attitude prendre.

— En tout cas, nous verrons comment cela finira, dis-je en me dirigeant vers la porte.

Le lendemain, un photographe de mes connaissances, accompagné d'un officier vétérinaire, vint me trouver pour me demander de faire le silence sur l'incident, par égard pour la mère du lieutenant... Quelle sollicitude !

Comme bien l'on pense, je ne tins pas la chose secrète. *L'Avanti!* et les *Lotte Nuove* flétrirent le patriotisme de ce tendre fils, qui se couvrait de lauriers en flirtant et en jouant aux cartes. L'entrefilet eut son résultat : l'officier dut demander à partir pour le front. Je lui souhaitai de tout cœur une balle dans la peau en souvenir de la guerre.

L'aventure du lieutenant avait fortement impressionné les soldats. Beaucoup d'entre eux venaient dans ma boutique : les uns par curiosité, d'autres pour causer, certains pour me demander de faire adresser à mon nom le journal socialiste de leur province qu'ils ne pouvaient recevoir à la caserne. Des officiers également se mirent à fréquenter ma boutique, mais c'était pour surveiller les soldats. Le résultat de leurs visites ne tarda pas d'ailleurs à se faire sentir.

Je remarquai bientôt que non seulement mes clients occasionnels parmi les soldats, mais encore mes abonnés des casernes ne venaient plus chez moi. Qu'était-il donc

arrivé? J'appris que le commandant avait fait passer dans toutes les casernes un ordre interdisant, sous peine d'arrestation et d'emprisonnement, de fréquenter « l'établissement du coiffeur antipatriote et socialiste, sis au n° 46 de la rue de Rome ». Mais les soldats n'en tinrent pas compte longtemps; ils recommencèrent peu à peu à venir chez moi en cachette; certains écopèrent d'ailleurs de quelques jours de prison.

Une attaque d'un autre genre fut déclenchée contre la Chambre du travail. On résolut de nous déloger coûte que coûte de notre local. On s'y prit par tous les moyens; nos voisins, prétendant que nos discussions, nos chants et le jeu du piano les incommodaient, allèrent se plaindre à la police; celle-ci fit des observations au propriétaire, qui en profita tout d'abord pour augmenter notre loyer, puis pour nous refuser de renouveler notre bail. Il nous fut impossible de trouver un autre local, et nous dûmes nous rassembler tantôt dans des cabarets, tantôt en dehors de la ville, en plein air, quand il faisait beau. Le comité se réunissait les soirs chez moi dans la boutique.

Le clergé, qui, naturellement, avait pris part aux manœuvres dirigées contre la Chambre du travail, engagea une campagne spéciale contre le « barbier socialiste », campagne des plus amusante.

La mode des cheveux coupés pour les femmes venait de faire son apparition. Dans notre villette, les dames du monde et du demi-monde voulurent la suivre, mais personne, sauf mon compagnon qui avait travaillé à Paris, ne savait couper les cheveux à la garçonne. Notre boutique eut ainsi le monopole de la coiffure féminine. A notre vitrine apparut une pancarte : « Coupe de cheveux pour dames ». La prêtraille s'émut. Les curés, on le sait, sont toujours, par principe, opposés à toute innovation. Et, en l'occurrence, cette « émancipation » de la chevelure était l'œuvre des socialistes impies. C'en était trop ! Du haut des chaires les prédicateurs tonnèrent contre les perturbateurs... de l'esthétique féminine. Ce fut pour nous une

excellente réclame; les prêtres s'en aperçurent, mais trop tard: le nombre de nos clientes avait décuplé. Ah! la mode!...

Actuellement, je pense, les servantes de curés elles-mêmes portent les cheveux coupés et, vraisemblablement, de même qu'elles veillent à la tonsure de leurs maîtres, ceux-ci veillent à ce que leurs fidèles amies soient coiffées à la garçonne. Mais alors on ne nous menaçait de rien de moins que de l'anathème.

De pareils faits ne sont possibles que dans des trous perdus et... à Coni, la fameuse ville des têtes dures, à laquelle un de ses maires a consacré tout un livre et dont l'écrivain De Amicis fait mention dans une de ses œuvres. « J'ai passé mon enfance, dit-il, dans la pittoresque petite ville piémontaise de Coni, à laquelle une légende moqueuse attribue le privilège de la stupidité. »

Que ne raconte-t-on pas sur Coni! On dit que ses habitants firent l'essai de la nouvelle installation électrique à midi précis; que le premier feu d'artifice y eut lieu par une matinée splendide; que, le gouvernement ayant demandé le plan de la ville, les notables envoyèrent à la capitale le plus bel orme du grand boulevard¹. On raconte également que, dans un esprit d'économie, la commune décida de supprimer l'emploi de bourreau et de s'adresser, en cas de besoin, à Turin. Mais quand le bourreau de Turin réclama sept cents liras pour une exécution, les édiles, effrayés par l'énormité de la dépense, se réunirent et, après de longues délibérations, trouvèrent une solution: proposer au criminel de se pendre lui-même pour deux cents liras — ce que le criminel, en vrai citoyen de Coni, fit sans hésiter.

Il n'y a pas de fumée sans feu. A l'heure actuelle il existe encore à Coni un clocher avec cette inscription:

1. Jeu de mots intraduisible: en italien, *pianta* signifie à la fois plan et plante.

« Ce clocher a été construit *ici* en l'année... » N'empêche que les habitants sont furieux de la légende qui a cours sur leur ville et se fâchent quand on la leur rappelle. Bien à tort d'ailleurs. Le piètre rejeton du collectionneur de timbres¹ qui porte maintenant le titre de roi d'Italie et dont le rôle se borne à signer les décrets de Mussolini est né, sinon à Coni même, du moins dans la province de Coni, à Racconigi, dans la ville où Morgari siffla le tsar de Russie. Quant à son grand-père, il chassait continuellement dans les environs de Coni. Et pas seulement le gibier ! Si Victor-Emmanuel II a été surnommé le « père de la patrie », c'est, d'après les vieillards de Coni, parce que la plupart des habitants d'alentour ont du sang royal dans les veines.

Coni n'est pas seulement la ville des têtes dures, c'est aussi la ville des traditions immuables et du catholicisme le plus intolérant. La tradition domine en tout : dans les pensées, dans les mœurs, dans la vie entière. Je l'éprouvai à mes dépens.

Une jeune fille me plaisait. Elle était affable avec moi, elle me souriait. Je ne suis pas de ceux qui traînent les choses en longueur. Je lui déclarai mes sentiments ; elle ne me repoussa pas. Quand les femmes ne disent pas « non », cela veut dire « oui ». Tout marchait à souhait : nous nous promenions ensemble et nous faisons tout ce que font ordinairement les amoureux. Mais, ... il y eut un « mais ». Dans cette région la question du mariage pour un socialiste est terriblement compliquée.

— Tu changeras tes idées quand nous serons mariés ? me demanda un jour la jeune fille.

— Non, répondis-je fermement.

Elle fut peinée, bouda un peu, mais cela passa bientôt. Nous continuâmes à nous voir — nous demeurions à peu de distance l'un de l'autre. Je m'efforçais de la décider :

— Je n'irai pas avec toi à l'église, mais tu auras la

1. Le père du roi actuel d'Italie était un philatéliste enragé.

liberté de me prêcher pour m'amener, si tu le peux, à tes idées. Ça va?

Elle ne disait pas non, mais elle n'avait pas non plus le courage de dire oui.

Je comprenais sa perplexité. Dans cette localité personne ne se mariait civilement. Les jeunes filles qui se promenaient avec des officiers sous les arcades de la grande place, qui échangeaient avec eux des baisers et qui, parfois, se risquaient en cachette dans les garçonnières de leurs amis n'auraient jamais consenti à se marier sans la bénédiction du curé. C'eût été une honte, un véritable scandale !

On conta à ma mère, je ne sais pourquoi, que je voulais épouser une juive.

— C'est vrai? me dit-elle. Et alors, où allez-vous vous marier: à l'église? à la synagogue?

Je me mis à rire:

— Que je me marie à une juive, à une musulmane ou à une protestante, je n'irai, ma chère maman, ni à l'église, ni à la synagogue, ni ailleurs. Je me passerai même du maire...

Ma pauvre mère se contenta de lever les bras au ciel en signe de désespoir.

Les parents de ma fiancée étaient catholiques pratiquants. Elle aussi. Pourtant elle se décida :

— Faisons comme tu le veux. Seulement, je t'en prie, marions-nous, non pas ici, mais à Turin: tu es d'ailleurs de ces parages. C'est tout ce que je te demande.

J'étais au comble de la joie. Je commençai à m'occuper de notre installation future, ce qui n'était pas chose facile. Je dus m'adresser à une maison dont la raison sociale était « La Bienfaitrice » et qui livrait des meubles à crédit en les faisant payer à ses « obligés » le double de leur prix. Mais j'étais si heureux que c'était là pour moi un détail sans importance.

Peu avant la date qu'elle avait fixée elle-même, ma fiancée me déclara :

— J'ai réfléchi longuement, et j'ai changé d'avis... Je

le regrette beaucoup pour toi, mais, vraiment, je ne puis affliger ainsi mes parents et ta mère. Si tu m'aimes réellement, tu dois me consentir le sacrifice d'aller avec moi à l'église. C'est ce que tout le monde fait, et il en a toujours été ainsi.

Le coup était dur. J'aimais fortement ma fiancée; je savais qu'elle était entourée de nonnes et de bigotes de toute sorte qui ne pouvaient manquer de la circonvenir, mais j'espérais encore. Je mis en œuvre toutes les ressources de mon cœur et de mon intelligence pour la faire revenir sur sa décision. Libérée pour un moment de l'influence de son entourage lorsque nous étions ensemble, elle hésitait, acquiesçait presque à mes raisons, remettant de jour en jour son acceptation ou son refus définitif. La lutte était acharnée, douloureuse. Je ne voulais pas, je ne pouvais pas m'avouer vaincu; il fallait briser la tradition de cette province pétrifiée dans ses usages; je n'avais pas le droit de capituler.

Un soir — soir brumeux, morose — nous eûmes notre dernière entrevue. Je fis tous mes efforts pour la convaincre, je la suppliai. Ce fut en vain.

— Tout le monde fait ainsi, répétait-elle obstinément.

— Mais tu avais consenti... Je ne t'ai jamais caché mes opinions.

— Je sais, je sais, tu as raison. Je sais que j'agis mal envers toi... envers moi-même. Mais je n'ai pas la force, j'ai peur.... Pardonne-moi.

Et elle pleurait.

Tout près de nous, mais voilé par le brouillard, le Pô clapotait sourdement contre ses rives de pierre. Sur le quai, où tremblotait la lumière jaunâtre des réverbères, de rares passants, marchant d'un pas rapide sans se retourner.

— Ainsi, ta décision est irrévocable ?

— Et toi ? fit-elle d'une voix faible.

Nous nous regardâmes dans les yeux. Elle était pâle, immobile. J'avais l'impression que mes pieds étaient rivés au pavé. Quelques minutes d'un lourd silence.

Je fis un effort sur moi-même.

— Adieu! dis-je.

— Adieu!

Et ce fut fini. Je ne la revis plus.

La guerre, mon travail de propagandiste, la lutte révolutionnaire, adoucirent peu à peu la torturante amertume du souvenir, qui disparut, comme *elle*, elle avait disparu ce soir-là, noyée dans la brume.

La « Bienfaitrice » me retira mes meubles, car je cessai de payer les échéances.

X

Le commencement de la guerre mondiale

Le problème du local de notre Chambre du travail n'était pas encore résolu. Nous entrâmes comme membres dans différents cercles, dans l'espoir d'avoir la haute main sur l'un d'eux et de le transformer. Il y avait, au centre de la ville, un magnifique local, où s'ouvrit un nouveau club: je m'y inscrivis immédiatement. Les membres étaient de petits patrons, des boutiquiers. On se mit à dire : « Notre perruquier s'embourgeoise ». Je laissai dire, sachant ce que je voulais.

Dès la première séance du Conseil d'administration, je fus élu secrétaire, car c'était là une charge qui exigeait un certain travail; mes autres collègues se choisirent des fonctions plus honorifiques et moins fatigantes.

J'avais à ma disposition un bureau très convenable et un courrier, garçon intelligent, qui portait les convocations, en même temps qu'aux membres du club, aux membres de notre parti et qui fermait les yeux sur les réunions que j'organisais parfois dans la bibliothèque, où personne ne

mettait les pieds, car on préférait de beaucoup la salle de danse.

Je proposai bientôt aux membres du club d'établir des cotisations spéciales, à prix réduit, permettant l'entrée de la bibliothèque, mais non celle de la salle de danse. L'idée plut aux boutiquiers, et je légalisai ainsi notre présence à la bibliothèque. Quand, quelques années après, je prononçai un discours, du balcon de notre club, en plein centre de la ville, les sociétaires comprirent qu'ils avaient été joués, mais trop tard : on était à la veille de la guerre mondiale.

Mais, bien avant, j'avais réussi, avec quelques membres sympathisants, à organiser des soirées éducatrices dans le club. Profitant de l'ignorance de la majorité des sociétaires, nous pûmes introduire dans le programme de ces soirées les sujets et les orateurs qui nous convenaient. Quand éclata le coup de feu de Sarajevo, qui alluma l'incendie mondial, les membres du club écoutèrent même avec un plaisir marqué notre orateur qui s'élevait contre la guerre. Tous, ils étaient alors contre la guerre, ces petits bourgeois, car la plupart d'entre eux étaient encore en âge d'être appelés sous les drapeaux. Plus tard, quand ils eurent réussi à s'embusquer et qu'ils commencèrent à recevoir des commandes des gros fournisseurs de l'armée, ils se transformèrent en interventionnistes enragés, réclamant la guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète. Alors ils mirent au rancart Giolitti et le remplacèrent par Bissolati.

Quelle période curieuse, amusante pour un observateur que celle qui s'écoula entre août 1914, moment de la déclaration de guerre, et mai 1915, date à laquelle l'Italie se décida à intervenir !

Jamais encore, dans toute l'histoire du pays, on n'avait vu une volte-face politique aussi éhontée et aussi stupéfiante que celle qui se produisit pendant ces dix mois. Les journaux nationalistes, au début, invitent en chœur à entrer en guerre aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne et, quelques mois plus tard, ils réclament à cor et à cri l'interven-

tion en faveur de l'Entente. Trois cents députés — la majorité parlementaire — viennent déposer leurs cartes de visite dans l'antichambre de Giolitti, montrant ainsi au tout-puissant ministre qu'ils approuvent sa politique de neutralité, puis, tout à coup, se transforment en interventionnistes irréductibles. Mussolini, sur l'ordre du parti socialiste, rédige un manifeste contre la guerre et, moins d'un an après, se mue en belliciste acharné.

La déclaration de guerre n'améliora pas la situation de la monarchie. Le roi ne fut plus roi, même de nom, un grand seigneur gâteux, le duc de Gênes, ayant été nommé lieutenant-général du royaume lorsque le souverain était parti pour le front, où d'ailleurs il n'était pas le chef de son armée, car c'était le général Cadorna qui commandait les troupes. Cagot et réactionnaire, Cadorna, qui traitait durement les soldats et en était détesté, et qui reçut le titre de maréchal d'Italie, était entièrement sous l'influence du Vatican, qui agissait sur lui par l'intermédiaire de son confesseur et de divers aumôniers militaires.

La lutte entre l'Entente et les Empires centraux commença. Les millions affluèrent, et ce fut, tout autour, la danse effrénée des spéculateurs de toute sorte : fournisseurs, industriels, commerçants, propriétaires fonciers et politiciens, sans en excepter les journalistes, depuis les plumitifs de l'*Idea Nazionale*¹ jusqu'à Mussolini lui-même. Les plaies et la corruption du régime s'étalèrent dans toute leur hideur.

Le parti socialiste exhorta le peuple à protester contre la guerre. Des manifestations antiguerrières eurent lieu un peu partout. Mussolini, qui, à plusieurs reprises, avait eu l'audace de prendre publiquement la parole en faveur de l'intervention, fut sifflé par les masses.

1. Organe des nationalistes, ainsi que des grands usiniers italiens; ne paraît plus actuellement. Fut, au début de la guerre, pour l'intervention aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche, puis fit volte-face.

C'est alors que je fis la connaissance de Cesare Battisti, député socialiste de Trente, devenu interventionniste. Il parcourait l'Italie, appelant à la libération de Trente et de Trieste. Plus tard, fait prisonnier par les Autrichiens, il fut pendu. Une nuée de fournisseurs de l'armée tournaient autour de lui. A Coni, au théâtre, il fut sifflé pendant un quart d'heure. Je l'avais rencontré dans le train, où il était accompagné d'un avocat millionnaire, membre du parti démocrate, qui lui disait :

— Vous allez voir l'accueil chaleureux qui vous sera fait dans la patriote ville de Coni.

Las, l'air abattu, Battisti l'écoutait d'une oreille distraite. Il commençait à comprendre, semble-t-il, où l'avait conduit son idéalisme et ce qu'était cette patrie dont les représentants l'entouraient.

Il répondit avec froideur :

— A Brescia et à Bologne, j'ai été accueilli par des huées.

Il pressentait la réception de Coni.

Mussolini, exclu du parti socialiste, fonda son propre journal¹. Il assurait qu'il avait quitté l'*Avanti!* avec cinq lires en poche. Mais il avait les millions de la Banque de France pour l'épauler. Il engagea dans son organe une odieuse campagne de calomnies contre Serrati, qui l'avait remplacé à la direction de l'*Avanti!* Il alla jusqu'à l'accuser d'avoir commis un assassinat en Amérique. Et cependant, il y avait eu un temps où Serrati avait partagé fraternellement avec lui son dernier morceau de pain, tout en travaillant à sa formation révolutionnaire... Lazzari et Bacci, rédacteurs de l'*Avanti!*, furent également en butte aux attaques du renégat.

Durant tout le mois d'août 1914, Coni vit passer chaque jour des trains bondés de canons, de munitions et de soldats à destination de la frontière française. Quelques mois

1. Le *Popolo d'Italia*.

plus tard, tout ce matériel de guerre était remmené et dirigé sur la Vénétie.

Le 24 mai 1915, la guerre fut déclarée.

Fanfares, drapeaux, discours !... Journallement des réservistes étaient expédiés sur le front. On appelait sans cesse de nouvelles classes. Il ne restait dans les foyers que les vieillards, les invalides et les femmes. Dans beaucoup de familles on prenait à la fois le père et le fils. Chaque jour nous accompagnions quelqu'un des nôtres au front. Aussi nos organisations furent-elles cruellement éprouvées. Il ne restait plus que quelques hommes dans notre section. Les ouvriers des entreprises travaillant pour la guerre n'osaient souffler mot de peur d'être expédiés au front. Les interventionnistes — robins, journalistes, apothicaires, fils à papa — presque tous embusqués, se retranchaient solidement à l'arrière, tandis que les paysans et nombre d'ouvriers qualifiés étaient envoyés sur la ligne du feu. De temps à autre un avis de la mairie venait jeter le deuil dans une famille. Chaque jour la misère augmentait, le pain enchérissait et devenait plus mauvais. Mais, chaque jour, comme fiche de consolation, de la musique, des pavoisements et des bulletins de victoire sur « l'ennemi héréditaire ». D'un autre côté, la censure, les lois spéciales, les arrestations, les condamnations, les internements, les camps de concentration. Des trains partaient, bondés d'hommes jeunes, forts ; d'autres arrivaient, transformés en hôpitaux, d'où l'on sortait, sur des civières, des corps mutilés, des lambeaux d'humanité. De longues files d'hommes enchaînés : c'étaient les déserteurs que l'on conduisait sur le front.

La guerre ! Dans les trains, dans les cafés, dans les rues des villes, dans les chemins creux des villages, partout on arrêtait les gens pour vérifier leurs papiers. La machine à mobiliser fonctionnait à plein : on craignait, semblait-il, de laisser échapper un seul homme bon pour l'extermination, mais l'on se gardait bien de toucher aux manitous de l'arrière.

La chasse aux socialistes était particulièrement ar-

dente ; je fus mandé six fois au Recrutement pour examen médical. Notre activité, quoique limitée, muselée par la police, constituait un danger manifeste. Nos journaux paraissaient avec des blancs énormes, mais ils paraissaient. Nous étions l'objet d'une filature serrée.

J'étais à cette époque secrétaire de la fédération socialiste de notre province. Il nous était difficile de communiquer par lettres, étant donné la censure postale. Ma bicyclette me servait beaucoup en l'occurrence, mais souvent j'étais arrêté en chemin et refoulé. Pour les localités les plus éloignées, je prenais le train. C'était encore plus compliqué : parfois, arrivé à destination, j'étais « cueilli » à la gare même et conduit en prison. Là, dans le meilleur des cas, on me renvoyait après interrogatoire avec une feuille de route, que je devais remettre, à mon retour, au commissaire de police de Fossano, ce qui me valait un interminable sermon. Mais, quand la malchance s'en mêlait, je devais regagner ma résidence à pied, escorté de deux gendarmes.

La police employait tous les moyens pour empêcher les réunions du Comité exécutif de notre fédération, réunions pourtant très rares. La poste ne distribuait pas les convocations ; de plus, chacun de nous était étroitement surveillé. Comme pendant la guerre de Tripolitaine, il avait été interdit aux soldats de fréquenter ma boutique sous peine d'emprisonnement ou d'envoi immédiat au front. Néanmoins, comme auparavant, ils venaient, soit pour nous communiquer ce qui se passait à la caserne, soit pour apporter leur obole au journal, soit pour lire notre presse. Non seulement notre liaison avec les soldats n'était pas interrompue, mais nous arrivions à faire dactylographier nos circulaires et les documents du parti sur les machines à écrire du commandant.

Un soir, au début de la guerre, rentrant chez moi, je rencontrai quelques soldats. Ils portaient pour le front et,

éméchés, chantaient à tue-tête en piémontais une chanson de troupiers à refrain peu ordinaire :

Nui suma alpin,
Diu sassin.
An pias al vin,
Diu sassin.
An pias adco le fumne bele
Per fe l'amur¹ !

Puis l'un d'eux criait :

— « Armons-nous... et partez ! »

Et les autres reprenaient en chœur :

— « Vive la bourgeoisie !² »

Ce refrain était tiré d'une chanson satirique sur les « embusqués », qui avait fait fureur pendant les guerres coloniales.

Les soldats me reconnurent et m'entourèrent avec des cris et des exclamations :

— Vive le socialisme ! Vive la bourgeoisie !

— Puisqu'il faut aller à la guerre, amusons-nous, sacré nom de Dieu ! avant de crever comme des cochons. Rien à faire, pas moyen de se rebeller. Comme des cochons, *porca madonna* !

— On va tuer des Autrichiens. Pour ma part, je préférerais casser la gueule à certains Italiens... Pas à vous, dit en s'adressant à moi celui qui venait de proférer cette phrase, mais si je pouvais, je sais bien qui je zigouillerais.

— « Armons-nous... et partez ! »

— Oui, j'ai à la maison une femme enceinte. Ils vont lui donner 65 centimes par jour, les salauds !...

— « Armons-nous... et partez ! »

Et tous en chœur :

1. Nous sommes les alpins, — Dieu assassin. — Nous aimons le vin, — Dieu assassin. — Nous plaisent aussi les belles femmes — Pour faire l'amour.

2. La bourgeoisie, c'est-à-dire les civils, par opposition aux militaires.

— « Vive la bourgeoisie ! »

— Alors, vous partez ? dis-je.

— Ben oui, on part ! Et vous, vous restez... A tout prendre, mieux vaudrait avoir une jambe comme la vôtre... Excusez, je ne sais plus ce que je dis. Je suis content que vous restiez, vous ne vouliez pas la guerre, nous le savons...

— « Armons-nous... et partez ! »

— Au diable, toutes ces fripouilles !

A ce moment vint à passer un petit officier que je connaissais et qui, interventionniste à fond, s'était embusqué dans un tribunal militaire.

Voyant les soldats, il pressa le pas, craignant d'être remarqué.

Après m'avoir fait bruyamment leurs adieux, les troupiers s'éloignèrent en entonnant une nouvelle chanson :

Il generale Cadorna ha scritto alla regina :

« Se vuoi veder Trieste, te la mando in cartolina »,

Pim, pam, pum¹...

Et toujours le même refrain :

— « Armons-nous... et partez ! »

Le lendemain matin, je frottais avec ardeur ma vitrine, tout en causant avec quelques connaissances, quand deux officiers pénétrèrent dans ma boutique. Tous deux étaient en grande tenue, gants blancs et épée au côté. Je crus à des clients :

— Qu'y a-t-il pour votre service ?

— Vous devinez de quoi il s'agit ?

— La barbe ou les cheveux, probablement ; ou les deux.

— Je vous en prie, ne faites pas de l'esprit, déclara sévèrement l'un d'eux. Vous devez savoir de quoi il s'agit. Nous sommes les témoins du lieutenant que vous avez

1. Le général Cadorna écrit à la reine: « Si tu veux voir Trieste, je te l'enverrai en carte postale ». Pim, pam, pum...

insulté hier, et nous venons vous demander réparation en son nom. Vous allez retirer vos paroles, sinon les armes décideront.

Il débita tout cela d'un trait, puis attendit, la main au pommeau de son épée. Tableau curieux : deux pimpants officiers, l'air solennel, et moi, avec mon chiffon poussiéreux, me retenant à grand'peine de rire. Sans doute le lieutenant qui, la veille au soir, avait entendu le « Armons-nous... et partez ! » voulait laver dans le sang l'affront reçu. Je me remis à ma vitrine.

— Voici nos cartes.

Je continuai de froter.

— Si vous avez peur de vous battre, signez-nous des excuses...

Ils m'embêtaient.

— Ecoutez, honorés messieurs, leur dis-je, je ne me battraï ni ne signerai d'excuses. J'ai autre chose à faire. Votre ami — je comprends maintenant quelle couleuvre il a avalée hier soir — aurait mieux fait de régler la question sur place. Il est plus facile, évidemment, de me provoquer en duel que d'aller se battre sur le front ; il est plus facile d'être interventionniste à Fossano que sur le Carso.

Les officiers, qui appartenaient à ces jouvenceaux d'idées courtes élevés dans le « culte de l'honneur » que nos écoles militaires produisent à la douzaine, étaient manifestement décontenancés en voyant un homme qui refusait de se battre en duel.

— C'est votre dernier mot ?

— Oui, oui. Et dites à votre ami d'aller au plus vite sur le front.

Mais, désireux d'arriver à une solution, les officiers insistèrent :

— Peut-être n'est-ce pas vous qui avez prononcé les paroles offensantes ? Peut-être est-ce un de ces soldats ivres ?

— Ces soldats sont déjà en route pour le front, et

c'est là pour eux la meilleure des recommandations. Leurs paroles offensantes ne sont que la constatation d'un fait. Je n'ai plus rien à ajouter.

Mes connaissances et les clients arrivés entre-temps se mirent à rire. Les officiers s'éloignèrent, beaucoup moins fiers qu'ils n'étaient venus, et ne reparurent plus. Ils se gardèrent bien de publier le procès-verbal d'usage, ce qui n'empêcha pas l'événement d'être connu et de susciter maintes gloses et railleries.

XI

Zimmerwald

Il était très difficile d'avoir une idée exacte de ce qui se passait sur les théâtres des hostilités, et particulièrement sur le front italien. On en était réduit aux bulletins du généralissime, à des descriptions de batailles rédigées à Milan et à Rome et à des communiqués sur les cruautés des Autrichiens et des « Teutons », ligüés contre la « civilisation latine ».

On ne disait jamais rien des scandales de l'intendance. On ne parlait qu'à mots couverts du matériel expédié en catimini aux Empires centraux par la Suisse ou par l'intermédiaire de l'Espagne. On faisait le silence sur les exécutions de soldats mutinés. On taisait également le nombre des déserteurs, particulièrement élevé dans le Sud, où ils formaient de véritables bandes.

La deuxième année de la guerre avait commencé. Ceux qui parlaient de paix étaient traités de défaitistes, et, pour un défaitiste, la peine minimum était de trois ans de bagne. Les interventonnistes au café prenaient : un jour, Trieste ; le lendemain, Gorizia, mais jamais la direction du front. Chaque soir, on pouvait les voir penchés sur la carte des opérations militaires, piquant et déplaçant avec intrépidité

de petits drapeaux. Pas un mot sur la paix. Y faisait-on allusion, on était un Autrichien, un traître, un lâche, un pacifiste, un socialiste, termes également injurieux.

Les contrastes économiques s'accroissaient rapidement. Un marchand de journaux qui était arrivé à se construire une maisonnette pendant la guerre de Tripolitaine, achetait maintenant un palais. Les boutiquiers jetaient un billet de mille par les fenêtres plus facilement qu'ils ne dépensaient une lire quelque temps auparavant. Les curés engraisaient et s'emplissaient les poches en disant des messes pour les combattants tués et des prières pour la santé de ceux qui survivaient. Ils faisaient d'ailleurs une propagande active pour la guerre.

Et les vivres enchérissaient ; même avec les cartes alimentaires spécialement créées, on ne se procurait que très difficilement le sucre, le beurre et le pain blanc.

Mussolini dut partir pour le front. Il avait fait publier l'événement à son de trompe, mais il revint promptement se battre... sur le front intérieur. On le disait blessé ; en tout cas il ne voulait plus tenter le Destin. Combien moins périlleuses étaient les batailles à Milan, à la rédaction du *Popolo d'Italia*, contre le parti socialiste affaibli, muselé, traqué !

L'*Avanti!* continuait le bon combat. Fidèle aux mots d'ordre du parti, calme, inébranlable comme toujours, Serrati luttait contre la censure et la fraction parlementaire, contre les généraux assassins et les intendants voleurs. Impitoyablement mutilé par la censure, l'*Avanti!* ressemblait à un invalide de guerre, mais il n'en était que plus cher aux masses. On le lisait avec avidité, on le commentait passionnément.

On avait organisé dans les entreprises des « comités de mobilisation industrielle ¹ », dans lesquels la majorité appar-

1. Les « comités de mobilisation industrielle » (*Comitati di Mobilitazione industriale*) avaient été institués pour régler l'activité des entreprises affectées à la fabrication du matériel de guerre et pour résoudre les conflits entre industriels et ouvriers.

tenait aux réformistes de la Confédération générale du travail¹. C'étaient des comités mixtes, composés de représentants des industriels et des organisations ouvrières, et qui, évidemment, se souciaient fort peu de la défense des intérêts ouvriers. Les salaires réels, par suite de l'ascension vertigineuse des prix, ne représentaient environ que la moitié de ceux d'avant-guerre, mais les ouvriers n'osaient se plaindre de crainte d'être expédiés au front. Un contrôle militaire était institué dans chaque usine.

Je me souviens d'un ouvrier métallurgiste spécialisé, qui connaissait à fond son métier, mais qui ne voulait pas faire plus que la quantité réglementaire de pièces par journée normale. On le manda au contrôle :

— C'est vous Untel ?

— Oui, monsieur.

— Voici un ordre de vous présenter demain au bureau de recrutement.

— Mais je suis exempté...

— La Maison a besoin d'ouvriers sur lesquels elle puisse compter, et non de récalcitrants comme vous. Chacun doit faire des sacrifices, et vous n'appréciez pas la situation privilégiée dont vous jouissez.

Le lendemain, l'ouvrier métallurgiste était déjà en képi et, le surlendemain, il partait pour le front, d'où il ne revint pas.

Vers la mi-septembre 1915, durant plusieurs jours

1. La Confédération générale du travail, la plus puissante organisation syndicale d'Italie, avait été fondée en 1906. De 150.000 membres elle était passée à 320.000 en mai 1915. En 1920, elle compta jusqu'à 2.200.000 adhérents. En 1924, après trois années de réaction fasciste, elle n'en avait plus que 200.000, chiffre qui tomba à 9.000 en 1926, peu avant la dissolution des partis antifascistes. En 1927, une partie de ses dirigeants réformistes émigra; l'autre resta en Italie, déclara la Confédération dissoute et se rallia au fascisme. Mais les ouvriers réorganisèrent la Confédération, qui fonctionne maintenant illégalement, avec un Comité central à majorité communiste, en dépit des persécutions gouvernementales.

l'Avanti! ne parut pas. A n'en pas douter, quelque chose de grave était arrivé. Je ne tardai pas à savoir ce dont il s'agissait.

Un matin, un cheminot vint dans ma boutique et, quand nous fûmes seuls, me dit :

— Je suis un camarade de Turin et je t'apporte ce paquet.

Il me tendit un paquet et me montra un certificat spécial du parti. Le paquet contenait des proclamations composées à la conférence de Zimmerwald¹. Comme je fus heureux ! Ainsi le travail continuait ; ainsi, malgré la trahison des socialistes, la solidarité internationale subsistait, le contact était rétabli.

Il fallait distribuer les proclamations aux sections, les expédier sur le front. J'enfourchai mon « cheval d'acier » et je me mis à l'œuvre. En quelques jours, mes camarades et moi, nous parvîmes à écouler non seulement toutes les proclamations qui m'avaient été remises, mais encore celles qui avaient été dactylographiées par nous en grande quantité sur les machines du commandant. Une partie arriva au front. La besogne était terminée quand la police fit irruption dans mon domicile. La perquisition, évidemment, ne donna aucun résultat.

Les proclamations produisirent une forte impression. Ouvriers et soldats les lisaient et les relisaient avec avidité, se les passaient les uns aux autres. Beaucoup d'entre eux, pris sur le fait, subirent des peines d'emprisonnement.

Comme il fallait s'y attendre, je fus également appréhendé et, après quelques jours d'incarcération, amené devant le commissaire.

— Vous ne pouvez donc pas vous tenir tranquille ! hurla le policier, furieux.

1. En septembre 1915, eut lieu dans la petite localité suisse de Zimmerwald une conférence socialiste internationale, à laquelle la gauche, dirigée par Lénine, rompit avec les chauvins et les opportunistes.

Et il se mit à jurer comme un charretier.

— Je vous coffrerai, et pour longtemps. Autrement, c'est moi qui trinquerai pour vous.

Puis, se radoucissant :

— Bien joué, il faut le reconnaître... Maintenant que c'est passé et que nous vous relâchons, dites-moi, entre nous, d'où diable sont venues ces proclamations.

— C'est à se le demander.

— Ne faites pas l'ignorant ! cria-t-il, de nouveau furieux. Je vous coffrerai !... Vous verrez que vous finirez par vous faire interner.

Et, sur cette menace, il me renvoya chez moi.

L'internement, mesure de surveillance politique, n'était appliqué en général qu'aux étrangers et aux socialistes. Beaucoup de nos camarades étaient déjà internés en Sardaigne, dans des îlots, dans les montagnes. L'un d'eux, professeur en Romagne, dut gagner à pied et enchaîné le village qui lui avait été assigné comme résidence au fond de la Calabre.

XII

Les prisonniers de guerre... et les autres

Les prisonniers de guerre commencèrent à arriver, sales, déguenillés, affamés. Lors du premier convoi, je crus à un train de bestiaux, car ils étaient parqués dans les wagons portant l'inscription : « 40 hommes, 8 chevaux ». Mais on les entassait à beaucoup plus de quarante par wagon. On les transportait dans les coins les plus reculés de la péninsule. Je n'ai jamais vu un ouvrier rire d'eux ou les outrager, bien que la presse chauvine ne cessât d'attiser la haine de « l'ennemi ». Courbés, misérables, ils passaient en longues files par les rues de la ville, escortés de quel-

ques territoriaux restés à l'arrière. Vainqueurs et vaincus ne se distinguaient guère les uns des autres : c'étaient les mêmes haillons, la même démarche lasse, le même regard vague, triste.

Plusieurs milliers de prisonniers furent amenés à Fos-sano. Ils étaient logés dans des baraques, devaient travailler et recevaient une soupe et du pain noir. Nous ne pouvions guère les secourir. Les soldats italiens surpris à causer avec les « ennemis » ou à leur venir en aide étaient sévèrement punis. Un jour, j'insérai dans notre journal la nécrologie d'un Autrichien, ce pour quoi Mussolini nous attaqua furieusement dans le *Popolo d'Italia*. Son article fut naturellement reproduit par les feuilles interventionnistes, et nous fûmes l'objet d'une surveillance encore plus rigoureuse. La diversité des langues était également un obstacle sérieux pour nos communications avec les prisonniers allemands, autrichiens, hongrois, serbes, bulgares. Nous réussîmes néanmoins à trouver des traducteurs et à faire parvenir à ces prisonniers des proclamations dactylographiées.

Le commandant du camp de concentration et ses officiers étaient des ultra-réactionnaires et traitaient durement les soldats. Dans un article, que, par une étrange distraction, la censure laissa passer, je communiquai qu'un soldat était mort au cours d'une longue étape, qu'il avait dû faire à pied bien que malade ; je relatai en outre qu'on obligeait les soldats à travailler en chemise dans la neige, qu'on les frappait à coups de crosse pour des riens, et beaucoup d'autres choses encore. Le commandant, furieux, me fit venir pour explications et ordonna mon arrestation. Mais quand nous répandîmes nos proclamations, sa rage fut à son comble. Et encore ne soupçonnait-il pas qu'elles étaient « tapées » à la machine dans ses propres bureaux. Je fus mandé au commissariat, où l'on me présenta quelques exemplaires de ces proclamations.

— Cela ne vous est pas inconnu, n'est-ce pas ?

Je pris les feuilles et les regardai attentivement.

— Impossible d'y rien comprendre. En quelle langue est-ce ? demandai-je.

— Inutile de jouer la comédie, nous savons tout : c'est vous qui les composez et... quelqu'un les traduit.

Je ne dis ni oui ni non, gardant prudemment le silence.

— Si vous étiez sur le théâtre des opérations militaires, vous auriez six balles dans la peau. Ici vous vous en tirerez avec quelques années de prison.

— Tout ce que vous venez de me dire est très intéressant, mais qui peut prouver que j'aie commis un crime aussi noir qui mérite le poteau d'exécution ou le bague ?

— Nous savons tout. Vous avez trop de confiance dans les gens. Vos complices mangent le morceau, et après c'est vous qui écopez. Aussi mieux vaut avouer : il vous sera tenu compte de votre franchise.

Mais je n'avouai pas. Et, comme il n'y avait pas de preuves, on me relâcha.

La vie était extrêmement dure pour les malheureux prisonniers. Beaucoup d'entre eux mouraient. Pour se procurer un peu de pain, ils vendaient tout ce qu'ils avaient : croix de guerre, médailles militaires, etc. Ils étaient trop nombreux, et nos secours étaient faibles comparativement à leurs besoins. Nous faisons ce que nous pouvions : nous dénoncions dans notre presse les abus de pouvoir, les mauvais traitements ; nous nous efforcions de les reconforter en leur envoyant des proclamations, des lettres. Nous réussissions parfois à causer avec quelques-uns d'entre eux. Certains comprenaient déjà l'italien. Les soldats préposés à leur garde fraternisaient avec eux et les aidaient malgré les menaces des gradés. Je fus un jour témoin d'une scène touchante :

Un soldat italien, armé d'un fusil, accompagnait un prisonnier autrichien portant un énorme paquet. L'homme, déjà âgé, traînait avec peine son fardeau. Le soldat, plus

jeune, eut pitié de lui et lui offrit de l'aider. Je vis les yeux de l'Autrichien briller de reconnaissance. Mais le paquet n'offrait pas de prise pour être porté à deux. Le soldat s'arrêta et dit :

— Tiens, prends mon fusil, je porterai ton paquet.

Et les deux « ennemis séculaires » continuèrent leur route : le vainqueur, ployant sous le faix ; le vaincu, le fusil à la main. Je les suivis longtemps du regard.

Une autre fois je vis un soldat surveillant le travail de deux prisonniers se trouver mal et s'affaïsser. Les prisonniers se précipitèrent à son secours, s'efforçant de le ranimer. Puis, ils le portèrent à la caserne.

Il arrivait qu'un prisonnier envoyé à la campagne pour les travaux des champs s'y mariât avec une Italienne, au grand scandale des superpatriotes.

La paix... La paix... « Vainqueurs » et « vaincus », tous la désiraient. Quelle force de suggestion dans ce mot... qui, un beau jour, m'amena à la préfecture de police !

J'allais parfois au cinéma d'une de mes connaissances, où, pour me désennuyer, je jouais du piano. Un soir, on donnait, après l'inévitable portion de tableaux patriotiques, un film d'amour ordinaire : deux hommes, épris d'une même femme, se disposent à s'entre-tuer quand ils apprennent que la coquette a un troisième amant. Les rivaux alors se réconcilient.

Quand, avant le dernier tableau, où les amoureux bafoués s'embrassent, apparut sur l'écran la légende : « La paix est conclue », ce fut parmi l'assistance, composée principalement de soldats, un tonnerre d'applaudissements avec des cris : « Vive la paix ! », « Nous voulons la paix ». Je jouais sans trop suivre le film. L'opérateur interrompit immédiatement le spectacle et donna la lumière dans la salle. La légende disparut, mais le public ne s'apaisait pas. Les soldats, montés sur les bancs, criaient en chœur « La paix ! La paix ! ». Effrayés, les carabiniers de service se défilèrent.

Le lendemain, dans les casernes, la troupe fut consignée. Il fallait des coupables à la police, et comme, ce soir-là, je jouais du piano, c'est à moi qu'on s'en prit. Et l'on ne se borna pas à m'arrêter : on menaça le propriétaire du cinéma de lui retirer sa patente s'il me laissait encore toucher à son piano.

XIII

Rencontres du temps de guerre

Je dus de nouveau, pour la troisième ou la quatrième fois, passer l'examen médical. Je me présentai à l'hôpital.

Une grande salle qui sentait le phénol et la crasse. Au fond, une commission médicale-militaire internationale : un major italien, un médecin anglais et un commandant français.

Quel triste spectacle que celui qui se déroulait dans cette salle maussade ! Des bossus, des goitreux, des rachitiques, des contrefaits et des boiteux, maintes fois examinés déjà, étalaient là de nouveau leurs misères. Il n'était pas besoin de commission médicale pour voir qu'ils étaient impropres au service. Et pourtant beaucoup d'entre eux étaient reconnus aptes à faire des soldats.

Mon tour vint. On m'étendit sur une table recouverte d'une toile cirée, et le major italien se mit à m'inspecter sur toutes les faces et à mesurer minutieusement ma jambe malade. Il n'en finissait pas. Légèrement impatienté, le Français dit :

— Il me semble que l'affaire est claire : à réformer.

Le major répondit en mauvais français :

— Je le vois bien, mais il y a des ordres spéciaux, et je ne veux pas encourir de responsabilité.

A ce moment, l'Anglais s'éloigna.

— Quels sont donc ces ordres ? demandai-je en français, non pas tant pour avoir une réponse que pour voir la tête du major.

— Silence ! fit-il, en me jetant un regard furieux.

Pourtant, il lui fallut bien me réformer.

Pendant que le major dictait à un scribe la décision de la commission, le commandant français s'approcha de moi.

— Vous êtes socialiste ?

— Oui, répondis-je.

— Je m'en doutais. Moi aussi, je suis socialiste...

— De quelle tendance ? demandai-je insidieusement.

— Quand partez-vous ? fit-il, sans répondre à ma question.

— Ce soir à huit heures.

— Alors, nous avons le temps de déjeuner ensemble.

— Si vous voulez !

Midi sonna.

— Sortez ! cria un sous-officier. Vous pourrez prendre vos papiers après trois heures... Allons, vivement !

Et, sans plus attendre, il poussa vers la porte les futurs... défenseurs de la patrie, dont certains étaient encore nu-pieds et à moitié habillés. Je sortis avec l'officier français.

Nous nous assîmes à une table dans le restaurant le plus proche, et nous commençâmes à causer. Mon compagnon était un homme d'âge moyen, à la barbiche en pointe; il portait des lunettes à verres ronds.

— Ainsi, vous êtes socialiste ? demandai-je quand le garçon apporta le potage.

— Oui, je suis membre du parti depuis déjà pas mal d'années. Vous aussi ?

— Je suis affilié depuis 1903 : j'ai été tout d'abord dans les Jeunesses, et maintenant j'appartiens au P.S.I. Mais vous, à ce que je vois, vous défendez... la patrie ?

— Certainement, déclara mon interlocuteur ; il ne saurait en être autrement. Notre situation est tout à fait particulière : les Belges et nous, nous avons été attaqués.

D'ailleurs notre attitude se justifie par la politique des socialistes allemands...

— Par exemple de Karl Liebknecht ? l'interrompis-je.

— Liebknecht est un héros, mais toute la social-démocratie allemande a trahi l'Internationale.

— Exactement comme vous, Français.

— Et vous, socialistes italiens ?

— Notre plate-forme se distingue essentiellement de la vôtre. Nous avons chassé Mussolini et nous ne l'avons pas suivi, tandis que vous, en union avec les patriotes, vous êtes entrés dans un ministère bourgeois. Est-ce la vérité ?

— Oui, évidemment. Mais vous, vous avez eu le temps de réfléchir.

Nous discutâmes longtemps, mais l'officier français soutint mordicus son point de vue.

— Il faut vaincre le militarisme allemand pour pouvoir travailler pour le socialisme, répétait-il obstinément.

— Utopie, commandant, funeste utopie ! Nous serons tous battus, à la grande joie de la bourgeoisie des deux camps, répliquais-je.

Nous nous séparâmes avec froideur. J'allai chercher mes papiers.

Dans la grande salle de l'hôpital, ceux qui avaient passé la visite le matin attendaient, en longue file, leurs papiers, tout en échangeant leurs impressions.

— Figurez-vous qu'on m'a pris quand même... Je ne l'aurais jamais cru : quarante-quatre ans, un fils sur le front, un autre blessé, et moi, avec une hernie...

— On te l'opérera et on t'expédiera en première ligne, dit railleusement un bossu aux yeux vifs, intelligents.

— Tu crois ? fit l'autre, épouvanté. Et moi qui exprès ne m'étais pas fait faire l'opération !...

Le bossu se mit à rire.

— On n'est pas si mal que ça sur le front, intervint un homme appuyé sur des béquilles. J'ai lu le *Journal de guerre* de Mussolini...

— Eh bien, alors vas-y ! crièrent plusieurs voix.

— Tu dis cela parce que tu sais qu'on ne t'y enverra pas, dit quelqu'un avec colère.

— Si ça dépendait de moi, j'expédierais sur la ligne du feu tous ceux qui veulent la guerre et qui trouvent qu'on n'est pas mal sur le front. J'y enverrais même les types à béquilles, déclara furieusement un individu porteur de lunettes énormes à verres invraisemblablement épais.

— Attrape ! dit le bossu en se tournant vers le béquillard.

— Oh, alors la guerre serait vite finie, s'exclama un petit bout d'homme, qui tenait un bambin par la main.

— Vous êtes tous des défaitistes, cria le béquillard. Si je pouvais, j'irais. Nous retomberons tous dans la barbarie, si nous ne vainquons pas. Vous avez lu que les Autrichiens tirent sur les ambulances de la Croix-Rouge ?

— Et toi, tu sais que notre commandement envoyait des munitions par le moyen de la Croix-Rouge ? demanda un paysan avec un goitre énorme.

— Mensonges ! Ce sont les défaitistes qui répandent ces bruits... Heureusement pour toi qu'il n'y a pas de carabiniers ici...

— Alors tu le leur rapporterais ? Sale mouchard ! Essaie un peu si tu veux qu'on te casse la gueule.

Le paysan s'avancait, les poings fermés, vers l'homme à béquilles. Ce dernier eut peur :

— Mais non, ce n'est pas de toi que je parle. On te trompe...

— Ah, tu canes, crème de salaud ! Tu as probablement une entreprise qui prospère grâce à la guerre, hein ?

— Pas du tout ! fit l'autre, offensé.

— Alors tu n'es qu'un imbécile, déclara le paysan au milieu de l'hilarité générale.

Le sergent arriva et commença à distribuer les certificats de réforme.

— Combien veux-tu pour cette carte ? demanda au

nain, réformé, le hernieux, reconnu bon pour le service auxiliaire.

L'homuncule sourit et, se haussant sur la pointe des pieds, chuchota :

— Ça ne se vend pas, tu le comprends bien, mais si tu as quelques billets de cent, ou mieux de mille, je t'indiquerai le moyen de sauver ta peau.

— Sérieusement ?

— Parole d'honneur ! Mais pas ici. D'où es-tu ? Je pars à huit heures un quart, je vais à Alba.

— Alors tu prends le même train que moi : je vais à Cavallermaggiore. Nous voyagerons une heure ensemble, ça suffit pour causer, dit le paysan en se frottant les mains de satisfaction.

Le nain approuva d'un signe de tête, et le paysan se mit à moucher son petit garçon.

— Papa, quand est-ce que tu t'habilleras en soldat ? demanda l'enfant.

— Je ne serai pas soldat, répondit le père ; ne m'empêche pas de parler.

Le bambin réfléchit, puis, sérieusement :

— Ah oui, je comprends, on te prendra quand tu seras plus grand.

Cette conclusion égaya les malades et les mutilés, dont la plupart avaient été reconnus assez « grands » pour le service.

J'allai flâner par la ville.

Sur une place, je vis un attroupement de badauds. Un camelot vendait des brochures en débitant son boniment :

— Achetez, messieurs-dames, c'est le bonheur à la portée de tous. Profitez de l'occasion : je pars ce soir même, et j'ai l'autorisation de vendre uniquement cette brochure, fruit de longues études et d'efforts acharnés. Ce petit livre vous expliquera vos songes, même les plus mystérieux ; il vous indiquera également les numéros gagnants à la loterie. Approchez, messieurs-dames, approchez !

Je reconnus dans l'orateur un de ceux qui avaient passé la visite le matin et, dans la foule qui l'entourait, bon nombre de ceux qui, comme lui et moi, avaient eu affaire à la commission médicale. Tous avaient plus ou moins bu : les uns, de joie, parce qu'ils étaient réformés ; les autres, pour noyer leur chagrin. Dans le Piémont, on vide volontiers des bouteilles : aux mariages, aux baptêmes, aux enterrements, à tout propos ; le vin d'ailleurs n'est pas mauvais.

Enroué à force de crier, le camelot s'était tu. Les assistants entonnèrent une vieille chanson :

I beï fioeu a fe 'l sulda'
E i macacu stan a ca¹...

Cette chanson gaillarde, allègre, chantée par les voix faibles, éraillées de ces lamentables mutilés ! Quelle douloureuse ironie !

Je m'acheminai tristement vers la gare. Sur le quai étaient massés des soldats en uniformes neufs. Des dames du « Comité de mobilisation civile² » s'empresaient autour d'eux, leur distribuant des cigarettes et des bonbons.

Un des soldats prit le paquet qu'on lui tendait, le regarda et le rendit :

— Mince de générosité : des *Populaires* ! On pourrait pas nous offrir des *Macédoine* quand on nous envoie nous faire casser la gueule ?

Et il cracha avec mépris.

Quand le train, bondé de soldats, s'ébranla, les troupiers aux portières entonnèrent une chanson satirique :

1. Les beaux gars seront soldats ; — Les macaques resteront à la maison...

2. Les comités de mobilisation civile (*Comitati di Mobilitazione civile*) avaient été créés pour venir en aide aux soldats. Le rôle des dames qui en étaient membres consistait à distribuer des fleurs, des bonbons et des cigarettes aux soldats qui partaient pour le front, à visiter et à encourager leurs familles, à tricoter des vêtements chauds et à faire des collectes pour les « pauvres troupiers », et aussi à flirter avec les officiers en convalescence.

Agli ufficiali vino e bisticche !
Ai poveri soldati saracche e castagne secche !
Pim, pam, pum¹...

Je montai dans mon train. Dans un wagon mal éclairé, froid, à moitié vide, je vis le nain à l'enfant et le hernieux père de deux soldats. Tous deux étaient gris. Le mioche dormait, enveloppé dans le manteau paternel.

M'ayant aperçu, ils crièrent :

— Par ici ! Par ici, avec nous ! Nous irons tous à la guerre... Ah oui, toi tu es réformé...

Et le hernieux soupira.

— Tu es socialiste, tu es contre la guerre, n'est-ce pas ?

— Oui, je suis socialiste et je suis contre la guerre, répondis-je.

— A Monforte, dit le nain, il y en a un qui est socialiste, à ce qu'il paraît : il « cause » rudement bien. Il en sait beaucoup plus que le curé. Il écrit dans les journaux et il peut parler trois heures d'affilée. Tu le connais ?

— Oui, je le connais.

Le train se mit en marche. Le contrôleur, puis les carabiniers vérifièrent nos billets et nos papiers.

S'adressant à son compagnon et clignant de l'œil d'une façon significative, le hernieux lui rappela qu'ils avaient à causer d'une affaire. Je me levai pour sortir. Les deux amis s'étonnèrent :

— Pourquoi t'en vas-tu ?

— Puisque vous avez à parler !

— Non, non, reste, tu es des nôtres. Il s'agit de venir en aide à cet ami, fit le nain.

Et, se tournant vers le hernieux :

— Ainsi, tu veux être exempté du service militaire. Tu peux payer ? Ce n'est pas pour moi, je ne prends pas un sou. Viens mardi à Coni, au marché, et je te ferai faire connaissance avec un homme qui arrangera ton affaire.

1. A nos officiers le vin et les biftecks ! — Aux pauvres soldats le sarrazin et les châtaignes sèches ! — Pim, pam, poun...

Si tu disposes de deux mille livres, c'est la réforme définitive. De la « belle ouvrage », tu sais ! La signature du colon est si bien imitée qu'il s'y tromperait lui-même. Si tu ne peux pas payer tant que ça, on te donnera pour cinq cents livres un papier comme quoi tu es ajourné pour deux mois pour cause de maladie ou en raison des travaux agricoles. Ce papier aussi est très bien fait. Seulement, le premier est meilleur, car avec l'autre tout est à recommencer au bout de deux mois.

Le hernieux réfléchit longuement.

— Bon, dit-il enfin avec un soupir, je trouverai les deux mille livres ; seulement, attention : qu'il n'y ait pas de tromperie !

— Je te le jure sur la tête de cet innocent ! déclara solennellement le nain en se soulevant et en étendant la main sur le capuchon qui couvrait la tête de l'enfant.

Une secousse du train et le vin absorbé faillirent le jeter par terre.

— Tope là ! fit le hernieux. Et, pour te récompenser, je te payerai un gueuleton une fois l'affaire faite.

— Alors trouve-toi au marché aux châtaignes mardi, à neuf heures précises. J'y serai avec mon homme.

— Entendu. Et maintenant au pinard !

Et ils débouchèrent une bouteille.

XIV

Monsieur le préfet

Malgré la crainte du front, les ouvriers s'agitaient. Le nombre des réunions à organiser augmentait. Plusieurs fois déjà les ouvriers métallurgistes avaient tenu des réunions, secrètes naturellement, car il ne s'agissait pas de plaisanter : on risquait bel et bien le conseil de guerre.

La situation économique des ouvriers était si pénible

que le comité de mobilisation lui-même — c'est tout dire — reconnut le bien-fondé de leurs revendications.

A chaque réunion le nombre de ceux qui sympathisaient à nos idées augmentait. Cependant il devenait de plus en plus difficile de se rassembler. Les ouvriers demandèrent alors au Contrôle militaire l'autorisation de se réunir légalement.

Il était difficile de refuser en principe. On essaya d'abord, mais en vain, d'effrayer les ouvriers. On mit alors comme condition que je n'assistasse pas à ces réunions.

— Mais il est notre secrétaire, répondirent les ouvriers.

L'autorisation fut accordée. Il restait à trouver un local. Notre club avait été fermé au début de la guerre pour quantité insuffisante de membres. Mais on continuait à payer le loyer jusqu'à l'expiration du bail, sur le fonds social. Je résolus de profiter de la situation et, après entente avec les camarades des Métaux, je proposai à la Direction du club de payer le local, à condition de pouvoir y organiser des réunions, non pas politiques, mais économiques. La Direction, pour qui la diminution du fonds social était un crève-cœur, y consentit volontiers, et nous installâmes dans le club notre premier syndicat. Enfin, nous avions un endroit où nous retrouver !

Notre activité, on le conçoit, était des plus limitée, et pourtant, un beau jour, la Commission ouvrière fut mandée auprès du Comité de mobilisation industrielle, où elle apprit qu'une légère augmentation de salaire était accordée aux métallurgistes. Puis ce fut le tour des ouvriers de l'industrie chimique, qui dépendait aussi du Comité.

Je réussis également dans d'autres villes à organiser des réunions « économiques » d'ouvriers. Certes, nous organisions en même temps d'autres réunions à caractère purement politique, que nous tenions la nuit chez des camarades.

Grâce à la proximité de la frontière française, je réussis, avec l'aide de camarades cheminots, à me procurer des journaux français. Notre dialecte piémontais a beaucoup

d'affinités avec la langue française, que je connaissais un peu. Après quelques études, je pus lire les journaux et obtenir ainsi des informations que ne donnait pas la presse italienne et dont une grande partie ne se trouvaient pas même dans l'*Avanti!* Avec ces informations et quelques renseignements reçus du parti, je pus faire des rapports documentés à mes camarades.

Je me risquai même à traduire en italien *Au-dessus de la mêlée*, de Romain Rolland. Que de nuits je passai sur cet ouvrage, en pardessus et une bouteille d'eau chaude aux pieds, car c'était la saison froide et j'économisais le bois ! Et tout cela pour voir mon travail... censuré ! Mais nous avions l'habitude de reproduire tous les articles censurés et d'en donner connaissance à nos camarades par différents moyens.

En même temps que notre activité se développait, mon dossier à la police augmentait. Ma correspondance et celle de mes amis étaient ouvertes. Un jour le maréchal des carabinieri vint me trouver :

— Vous devez vous rendre demain à Coni. Voici un ordre du préfet. Je vous conseille d'y aller, sinon je me verrai dans l'obligation de vous y conduire.

Et, hochant la tête d'un air de réprobation, il ajouta :

— Je vous avais bien prédit que cela arriverait.

Je partis : c'était une bonne occasion d'organiser une réunion à Coni.

Le préfet de Coni, le comte de Costigliole, était un vieux giolittien, bigot et réactionnaire. Il me fit l'impression d'un évêque en civil. A côté de lui était son secrétaire.

— Ainsi vous ne voulez pas cesser votre propagande ? me dit-il. Il y a pourtant quelque chose de changé en Italie depuis 1915, il faut le comprendre. Pour tout bon Italien ce n'est plus le moment de discuter, on doit penser uniquement à la victoire. On meurt sur le front...

Le préfet parlait comme un avocat désigné d'office, sans conviction, sans chaleur. Je l'observais. Il ne me regardait pas.

— Vous avez compris ? me demanda-t-il.

— Parfaitement. J'attends votre conclusion.

— Vous n'avez rien d'autre à dire ?

— Oh, j'aurais beaucoup de choses à dire, mais comme vous m'avez signifié qu'il ne fallait pas discuter et que, d'autre part, je n'ai pas la prétention de changer vos idées, j'attends votre conclusion.

— Ma conclusion, la voici : si vous ne cessez pas votre action, je vous interne ¹. Si vous êtes décidé à y mettre fin, signez-moi ceci.

Et il me tendit une déclaration préparée d'avance, d'après laquelle je m'engageais à ne pas quitter la ville où je demeurais et à ne plus collaborer aux journaux... c'est-à-dire à m'interner moi-même.

Je ne signai pas. Le préfet reprit son papier.

— Bien, dit-il, c'est votre affaire. J'ai un ordre tout prêt. Je vous envoie en Sardaigne, à Iglésias.

Et il me renvoya. Il renvoya également son secrétaire. J'allais ouvrir la porte — le secrétaire était déjà sorti — quand le préfet me rappela. Nous étions seuls.

— Ecoutez, me dit-il, votre refus de signer entraîne votre internement. Vous allez être obligé d'abandonner la ville, votre famille, vos affaires. Au fond, c'est un sacrifice inutile. Si encore cela pouvait arrêter la guerre !

Le vieil aristocrate jeta un regard autour de lui, comme effrayé de ses propres paroles.

— Oui, continua-t-il, si cela pouvait mettre fin à la guerre ! Car, moi aussi, je suis contre la guerre ².

— Contre quelle guerre ? dis-je. Si l'Italie était intervenue contre la France, vous seriez pour la guerre, monsieur le préfet. Votre parti aussi a les mains rouges de sang.

1. L'internement en Italie consiste dans la défense faite à celui qui en est l'objet de quitter la localité qui lui est assignée comme résidence et où il se trouve sous la surveillance de la police.

2. La majorité des « giolittiens » étaient en 1914-1915 pour la guerre aux côtés de l'Allemagne et l'Autriche contre l'Entente.

Oui, il a versé le sang prolétarien ici, en Italie, en Libye... tout comme les autres partis bourgeois.

— Revenons au fait : vous serez interné. Je ne puis faire autrement ; j'ai déjà été trop patient. Je suis un réactionnaire, comme vous le dites, mais j'estime les gens qui croient à quelque chose... Je regrette d'avoir à vous envoyer en Sardaigne, ajouta-t-il.

— Eh bien, moi, si les rôles étaient intervertis, je ne regretterais nullement de vous envoyer en Sardaigne, et même plus loin.

Le préfet se tut un moment.

— Évidemment, fit-il, vous raisonnez logiquement ; vous avez raison à votre façon.

Et il me renvoya définitivement.

Quelques jours plus tard, je reçus un ordre d'après lequel j'étais interné dans la ville où je résidais. Le préfet était revenu sur son intention de m'expédier en Sardaigne, mais l'internement dans la localité où j'étais domicilié offrait encore plus d'inconvénients pour moi en tant que secrétaire de fédération, car la police pouvait plus facilement me surveiller.

J'étais, à ce moment-là, rédacteur aux *Lotte Nuove*, où l'unité de vues était loin d'être parfaite. Le rédacteur en chef était pour la victoire de l'Entente ; un autre rédacteur estimait que le triomphe des Empires centraux donnerait une forte impulsion au progrès technique — ce qui ne les empêchait pas tous deux de se considérer comme socialistes. Comme le Comité central de notre parti, j'étais contre la guerre, persuadé que, quel que fût le vainqueur, ce seraient les ouvriers qui feraient les frais de l'affaire.

Nos divergences de vues avaient une répercussion sur le journal. Le rédacteur en chef me déclara :

— Je ne suis pas d'accord avec toi. Mais comme je reconnais aux camarades le droit d'exprimer leur opinion et que, toi aussi, tu es rédacteur, tu dois prendre la responsabilité de tes articles et les signer.

C'est ce que je fis. Le résultat en fut que la censure

s'en prit particulièrement à mes écrits. Il suffisait qu'un article vînt de moi pour qu'il fût consciencieusement caviardé et qu'il n'en restât parfois que le titre et la signature. Je jouai, un jour, un bon tour au censeur : je pris un article de Mussolini dans le *Popolo d'Italia*, j'en changeai le titre et je le publiai sous mon nom. La censure le supprima complètement, sauf le titre et la signature... J'employai tous les pseudonymes possibles, obligeant ainsi le censeur à lire mes articles en entier, mais le résultat fut le même, et mon dossier à la police enfla de plus en plus.

XV

La réaction, la disette et le soulèvement de Turin

Plus la guerre se prolongeait, plus la réaction faisait rage : arrestations, condamnations pleuvaient...

Les soldats permissionnaires racontaient les atrocités de la guerre, l'enrichissement éhonté des spéculateurs. La bourgeoisie ne se gênait plus. Les nouveaux riches insultaient par leur luxe à la misère générale. On tentait en même temps de semer la division entre les paysans et les ouvriers. Aux premiers l'on disait : vous vous faites tuer sur le front, pendant que les ouvriers gagnent tranquillement leur vie dans les usines. Aux seconds : vous n'avez même pas de pain noir, alors que les paysans en ont du blanc à satiété.

La presse interventionniste clamait alors sur tous les tons :

- Paysans, défendez votre terre !
- Ouvriers, défendez les usines !
- En avant ! En avant !

Et l'on promettait monts et merveilles : la démocratie, la liberté !

En attendant, les fournisseurs livraient à l'armée des chaussures à semelles de carton et des conserves avariées. Les soldats mouraient de froid dans les tranchées inondées, ou de maladies diverses causées par la mauvaise nourriture.

Les désordres étaient de plus en plus fréquents : parmi les masses inorganisées éclataient des émeutes spontanées, caractéristiques des périodes troubles de l'histoire.

La plate-forme du parti socialiste italien se distinguait alors de celle de la plupart des partis affiliés à la II^e Internationale.

Le P.S.I. avait refusé son adhésion à la guerre, il avait refusé d'entrer dans le bloc de l'Union sacrée, d'assumer une partie de la responsabilité du massacre. La trahison de Mussolini n'avait pas provoqué de crise en son sein : au contraire, les masses s'étaient groupées plus étroitement autour de lui.

Mais cette plate-forme, purement négative, n'était pas une plate-forme de combat : ne pas soutenir la guerre ni ne la saboter, c'était se condamner à l'immobilité. Et pourtant il était impossible de rester « au-dessus de la mêlée ». Le parti, figé dans une négation passive, ne voyait pas l'action funeste des réformistes, qui avaient mis la main sur les syndicats et collaboraient avec le patronat. Il ne remarquait pas le mécontentement profond qui se développait au sein des masses et qui s'exprimait par des soulèvements sporadiques.

Caporetto, c'est la tragédie de la société bourgeoise italienne. Caporetto, c'est la débandade de l'armée, la faille de la classe dirigeante et de l'appareil d'Etat, l'explosion du mécontentement de la population laborieuse. Et dans cette situation, grosse de possibilités immenses, le parti représentant de la classe ouvrière s'en tenait obstinément à sa formule sacramentelle : « ne pas soutenir ni

ne saboter » la guerre, acte de violence monstrueuse de la bourgeoisie sur le prolétariat... C'est dans cette situation anormale du parti socialiste italien qu'il faut chercher la cause première de la défaite du prolétariat.

Le printemps de l'année 1917 fut particulièrement troublé. Des désordres se produisirent à Milan. Les ouvriers s'agitaient également dans d'autres grands centres, surtout à Turin, ville éminemment industrielle, où le prolétariat a de solides traditions révolutionnaires.

Quand, en août 1917, éclata soudainement la révolte de Turin, le parti socialiste, qui n'avait pas su réaliser la grève générale au début de la guerre, ne sut pas non plus prendre la direction du mouvement insurrectionnel, qui fut noyé dans le sang.

J'allais souvent à Turin pour y maintenir le contact avec les camarades ouvriers. Dans les usines métallurgiques, où était instauré le régime de guerre, la situation était des plus pénible. Pour la moindre bagatelle, les ouvriers — hommes, femmes ou enfants — étaient incarcérés dans les prisons militaires. Les organisations professionnelles, dont les représentants : Colombino, Buozi, Guarnieri et autres étaient membres du Comité de mobilisation industrielle, ne pouvaient rien faire. La section socialiste locale, certes, était contre la participation au Comité, mais la question avait été résolue sur l'échelle nationale, et les réformistes des syndicats avaient consenti à la collaboration avec les industriels.

De temps à autre des grèves éclataient. Des démonstrations imposantes contre la guerre eurent lieu lors des funérailles des victimes de l'explosion d'une poudrière à Borgo San Paolo¹.

L'arrivée de Goldenberg et de Smirnov, délégués du Gouvernement provisoire russe, suscita à Turin un immense enthousiasme et des manifestations grandioses. Les

1. Un des faubourgs les plus révolutionnaires de Turin, surnommé par les ouvriers la « République de San Paolo ».

délégués durent parler du haut du balcon de la Chambre du travail, dont les locaux étaient insuffisants pour contenir la foule qui désirait les entendre. Ce fut la première assemblée publique depuis le début de la guerre. Au grand étonnement de Goldenberg et de Smirnov, les ouvriers acclamèrent... Lénine et les bolchéviks. On était alors au mois de juin.

A la fin de juillet, le pain commença à manquer à Turin. Noir, indigeste, mélangé à des succédanés divers, peu nutritif, il constituait néanmoins l'aliment principal des ouvriers. La population commença à s'émouvoir. Il n'y avait rien d'agréable en effet, après des heures d'attente, de voir apparaître à la porte de la boulangerie une pancarte avec l'inscription : « Il n'y a pas de pain ». C'étaient alors des cris, des coups de sifflet.

Le 22 août, le pain manqua complètement dans les boutiques.

Dans quelques fabriques, les ouvriers, après la pause du déjeuner, ne reprirent pas le travail.

— Pourquoi ne travaillez-vous pas ? demanda un industriel.

— Parce que nous n'avons pas mangé, répondit-on.

— Je vais envoyer un camion chercher du pain de soldat, proposa le patron.

— A bas la guerre ! hurla la foule.

A cinq heures les ouvriers de toutes les entreprises sortirent dans la rue. Les mobilisés exemptés du front arrachaient de leur manche le brassard tricolore qui leur servait de signe distinctif et se joignaient aux grévistes.

Le secrétaire de la Chambre du travail fut arrêté. Les réformistes tentèrent, mais vainement, de lancer un « appel à l'ordre ». Une délégation ouvrière fut envoyée à Milan à la Direction du parti socialiste et à la Confédération du travail pour demander d'élargir le mouvement, mais elle se heurta à un refus.

La révolte spontanée des masses se développait ainsi sans direction aucune. Une délégation de femmes se rendit

auprès du préfet, dont elle n'obtint que des promesses vagues. Dans les rues la foule ne cessait de grossir.

D'une luxueuse automobile qui se frayait avec peine un chemin parmi l'attroupement tumultueux, une voix railleuse se fit entendre :

— Tant de bruit pour un peu de pain ! Mangez donc des gâteaux.

De la foule furieuse, des cris partirent :

— Eh bien oui, nous allons manger des gâteaux !

Et l'on se mit à piller les pâtisseries. Le mouvement, parti du centre, s'étendit aux extrémités de la ville. Des barricades s'élevèrent, mais, mal construites, elles étaient faciles à prendre. A Borgo San Paolo on brûla une église où, l'année précédente, des moines avaient exercé des services sur un petit garçon.

Les premières escarmouches avec la police. Les premières victimes. Les ouvriers saccagent les magasins des armuriers et s'emparent des fusils et des revolvers. Des détachements militaires sont adjoints aux policiers. Comme les foyers de l'émeute sont les deux quartiers de San Paolo et de la Porte de Milan, situés à deux extrémités opposées de la ville, celle-ci est coupée en deux par les troupes gouvernementales. Mais ces troupes elles-mêmes sont loin d'être sûres. Les soldats, pâles, fronceent les sourcils ; les officiers sont indécis. Des femmes apportent de la nourriture aux soldats et leur disent :

— Ne tirez pas : vous êtes nos frères.

Un détachement d'alpins, ayant reçu l'ordre de faire feu, remet ses fusils aux ouvriers. C'est alors parmi la foule une explosion d'enthousiasme. Et pas un seul homme du parti ! Les revendications changent rapidement. On commence par réclamer du pain, puis des cris se font entendre : « A bas la guerre ! »

Et, peu après : « Nous voulons la paix ! Déposez les armes ! Abandonnez les tranchées ! »

On se met à chanter :

Prendi il fucile e gettalo per terra !
Vogliam la pace, vogliam la pace !
Vogliam la pace, mai più vogliam la guerra !

La foule prend d'assaut un commissariat de police et se dirige vers le centre, vers la préfecture, vers les casernes. Comme toujours en pareil cas, même sans chefs, elle cherche instinctivement à transformer son succès en victoire, à s'emparer du pouvoir.

Mais les mitrailleuses et les automobiles blindées entrent en scène. Les morts alors ne se comptent plus. La ville plongée dans une demi-obscurité, le crépitement de la fusillade, le claquement des mitrailleuses, le grondement des automobiles... Jamais je n'oublierai cette journée.

Grand fut l'héroïsme du prolétariat. On raconte qu'au moment où les tanks se dirigèrent vers la périphérie de la ville, des groupes de femmes forcèrent les cordons de troupe et barrèrent la route aux monstrueux engins de destruction. L'ordre de faire donner les mitrailleuses ne fut pas exécuté. Les soldats, blêmes, le visage baigné de sueur et de larmes, ne voulurent pas tirer...

Mais la résistance ne pouvait durer longtemps. Les bruits les plus contradictoires couraient. On disait que le parti socialiste conseillait de reprendre le travail... On était sans chefs... Au bout de quelques jours le mouvement fut étouffé.

Le nombre des tués, d'après les données officielles, était de quarante-deux. Mais, d'après nos calculs, il dépassait cinq cents, et les blessés se comptaient par milliers. La police interdit d'exposer les morts, qui furent ensevelis sans que leurs parents eussent pu venir les reconnaître.

1. Prends ton fusil et jette-le par terre ! — Nous voulons la paix, nous voulons la paix ! — Nous ne voulons plus jamais de guerre !

Le parti socialiste, avec la Confédération du travail, lança en effet un manifeste appelant à la reprise du travail.

Les arrestations continuèrent encore pendant un mois après la répression du soulèvement. Serrati, entre autres, fut arrêté à Milan.

Devant le tribunal qui les jugea, les inculpés soutinrent la plate-forme du parti, mais aucun d'eux ne prit la défense de l'héroïque insurrection du prolétariat turinois.

Ils ne devaient pas être libérés avant l'amnistie du 22 février 1919.

Une vague d'indignation déferla sur le pays. Les événements de Turin eurent naturellement leur écho dans la petite ville où je demeurai. Quoiqu'elle fût coupée de Turin pendant ces journées, des renseignements y parvenaient, et les ouvriers, les paysans et les soldats étaient extrêmement impressionnés par ce qui se passait dans la grande cité, distante seulement de soixante kilomètres.

La presse italienne ne souffla mot de ces événements. Par contre, j'en lus la description dans les journaux français. *L'Avanti!* lui-même n'y consacra qu'un court entrefilet en petits caractères et n'essaya même pas de relater les faits à titre documentaire. Certes, la censure aurait sabré l'article, mais le titre et les blancs auraient été par eux-mêmes, comme toujours en pareil cas, une communication assez significative.

Dans notre petite ville, nous lançâmes à cette occasion une proclamation, que nous fîmes traduire pour les prisonniers. Dans ma boutique on ne parlait que de ces événements, d'autant plus que je me trouvais à Turin lorsqu'ils s'étaient produits.

Comme toujours, les communiqués du général Cadorna clamaient les victoires de la glorieuse armée italienne...

Et, quelques jours plus tard, cette armée, battue à plate couture, reculait en désordre jusqu'à la Piave.

XVI

Le congrès de Florence

Caporetto !...

Des chemins encombrés de soldats débandés et de réfugiés fuyant à l'intérieur du pays avec des charrettes chargées de leur saint-frusquin et de leurs enfants en bas âge. Sur les rebords des fossés, des blessés abandonnés qui gémissaient et mouraient privés de tout secours. Des ponts dynamités avant que les fuyards eussent eu le temps de les traverser, des scènes d'horreur devant les flots bouillonnants, le grondement de l'artillerie, italienne et autrichienne, qui des deux côtés tirait sur la multitude affolée. Des officiers furieux s'efforçant d'arrêter l'avalanche de l'armée en déroute. Mais cette avalanche dévale irrésistiblement jusqu'à la Piave, et les réfugiés et les déserteurs se répandent par tout le pays.

Quand il ne fut plus possible de dissimuler la débâcle, on se mit à en rechercher les causes, et on les trouva entre autres... dans le soulèvement de Turin. Les journaux, qui, peu auparavant, chantaient « l'héroïsme du soldat italien », publièrent des articles remplis des plus basses injures à l'adresse de ce même soldat. Toute la clique interventionniste, depuis Cadorna jusqu'au dernier roquet, se répandit en invectives et en menaces. Mais, même en ce moment pénible, où la « patrie » était réellement en danger, aucun de ceux qui s'étaient retranchés à l'arrière ne crut devoir partir pour le front. On se borna à réclamer un châtimement exemplaire pour les traîtres : le poteau d'exécution.

La bourgeoisie, épouvantée par la catastrophe, se mit alors à distribuer à profusion les belles promesses au prolétariat. En attendant, la ration alimentaire, déjà maigre, fut diminuée, et les prisons s'emplirent de nouveaux hôtes. La chasse aux déserteurs et aux socialistes défaitistes continua

avec plus d'acharnement encore. De longues files de déserteurs enchaînés étaient dirigées sur le front, les geôles regorgeaient de prisonniers et, dans la zone des opérations, on procédait chaque jour à des exécutions sommaires. Le nom du général Graziani, le fusilleur de soldats, devint synonyme de bourreau.

Et, dans cette période où l'armature de l'Etat était complètement disloquée, la classe ouvrière n'était pas organisée pour porter le coup décisif à son ennemi de classe. Les soldats qui abandonnaient le front jetaient leurs fusils dans les fossés au lieu de les tourner contre la bourgeoisie, les paysans s'enfuyaient dans les bois au lieu de s'emparer de la terre, les ouvriers travaillaient pour leurs maîtres au lieu d'occuper les fabriques et les usines. Pourquoi ?

Pourquoi de la population exténuée par la guerre, pourquoi des rangs de l'armée battue ne s'éleva-t-il pas une voix pour appeler à la lutte contre l'ennemi de classe, contre le grand propriétaire foncier, l'usinier, les gendarmes, le roi, le clergé ? Pourquoi ?

Parce que l'organisation politique du prolétariat n'était pas à la hauteur des circonstances. A ce moment grave entre tous le parti socialiste italien en fait n'existait pas. La voix d'un de ses chefs, Turati, ne se fit entendre que pour proclamer : « La patrie est sur le Grappa ¹ ». La patrie que Turati voulait sauver sur le Grappa, c'était la patrie de la bourgeoisie, qui exploita largement cette déclaration d'un « socialiste ».

Les Français, les Anglais, les Tchecoslovaques et les Américains arrivaient à la rescousse sur le front italien ; avec leur aide, la résistance s'organisait sur la Piave. La bourgeoisie, usant tour à tour des promesses et des fusillades, réorganisait les régiments battus, limogeait Cadorna et, peu à peu, reprenait ses esprits.

1. Massif montagneux des Alpes orientales ; point stratégique important.

Le parti socialiste convoqua à cette époque un congrès extraordinaire à Rome.

Le premier ministre Orlando l'interdit.

Ce congrès était nécessaire pour préciser la position du parti, pour montrer que Turati (dont le discours était répandu sous forme de tract parmi les troupes) ne représentait nullement le parti, que la masse des adhérents était contre la guerre, pour la paix, et non pour la « défense contre l'invasion ennemie », comme l'affirmait Orlando.

Et ainsi le congrès fut interdit. La droite du parti accepta cette interdiction comme une chose toute naturelle. La majorité des adhérents résolut néanmoins de tenir le congrès, mais clandestinement. Les réformistes, évidemment, considéraient, comme Orlando, que le parti n'avait nul besoin de ce congrès.

Il eut pourtant lieu, non pas à Rome, mais à Florence. Des convocations spéciales secrètes furent envoyées, dans lesquelles on recommandait aux congressistes toute une série de mesures de précaution.

J'étais alors secrétaire de la fédération provinciale de Coni. Je réunis les adhérents et je leur lus la circulaire. Les vieux membres de la fédération étaient bouleversés :

— Comment, un congrès clandestin ? Ils ont perdu la tête ! Le congrès était fixé, mais puisque Orlando l'a interdit... Nous montrerons, sitôt la guerre finie, de quoi est capable la démocratie. Mais, maintenant, rien à faire.

Mais je ne cédaï pas :

— Nous nous sommes prononcés pour le congrès, et nous devons le tenir.

Quelqu'un proposa de me désigner comme délégué au congrès. L'assistance eut un soupir de soulagement. Je dois dire que, lors de la scission, personne de cette fédération n'entra dans les rangs du parti communiste.

Quelques jours plus tard je reçus une convocation officielle.

Le lendemain, j'étais en train de faire une coupe de cheveux à un client tout en réfléchissant aux moyens d'en-

freindre sans trop de dommages l'ordre m'interdisant de quitter la ville, quand tout à coup apparut sur le seuil de ma boutique la stature imposante du maréchal des carabinieri. J'étais accoutumé aux visites des gradés inférieurs, mais le maréchal lui-même... A n'en pas douter la chose était grave.

— J'ai à vous parler. Ne voulez-vous pas passer un instant chez moi ? me demanda d'un ton aimable le maréchal.

— Dites-moi seulement si je dois prendre avec moi du linge et des livres, fis-je, car je savais par expérience la durée de pareilles conversations.

— Mais non ! que croyez-vous donc ! Nous n'en aurons que pour quelques minutes.

— Alors je termine et je vous suis.

Mes clients étaient habitués à ce genre d'interruptions. Un jour je dus en laisser un le visage à moitié rasé, et alors aussi il s'agissait d'un « entretien », qui dura pour moi... deux semaines.

Mais, cette fois, le maréchal tint sa parole et ne me retint qu'un quart d'heure environ. Quand j'entrai dans son bureau, il était à sa table avec un papier devant lui. Après avoir mis ses lunettes et tiré ses moustaches, il toussa deux ou trois fois, comme le font ordinairement les gens embarrassés : le maréchal de notre ville n'était pas un orateur.

Ces préparatifs lui prirent exactement le temps qu'il me fallut pour lire — à l'envers s'entend — le papier posé sur sa table. C'était une circulaire, extrêmement intéressante pour moi, d'Orlando.

En voici la teneur :

OBJET

Stricte ment confidentiel

—
CONGRÈS CLANDESTIN
DU P.S.I. A FLORENCE

Il est venu à la connaissance de notre ministère¹ que le perruquier socialiste bien connu... [ici mes nom et prénom] participera

1. Le ministère de l'Intérieur.

au congrès. Surveillez-le soigneusement et empêchez son départ sous une forme légale pour Florence. Tout cela doit être fait avec intelligence.

(Suivait la signature du ministre.)

— Ainsi vous devez vous rendre au congrès ? commença le maréchal des carabiniers.

— Quel congrès ? fis-je d'un air étonné. Ne savez-vous pas qu'Orlando l'a interdit ?

Cette réponse, vraisemblablement, ne figurait pas au programme de mon interlocuteur, car il retira ses lunettes et se mit à les frotter, pendant que je relisais le papier.

— Il ne s'agit pas du congrès de Rome, dit-il enfin, mais de celui qui doit se tenir à Florence... clandestinement.

— Je ne sais rien de ce congrès. Il doit y avoir erreur...

— Le ministère ne commet pas d'erreurs. Peut-être n'avez-vous pas encore été avisé ?

— En somme, monsieur le maréchal, que voulez-vous de moi ?

— Voici : comme vous serez certainement convoqué à ce congrès, j'ai l'ordre d'informer la préfecture de police de Florence, qui veillera à ce que vous ne soyez pas molesté par les nationalistes de l'endroit.

Le maréchal devenait extraordinairement diplomate !

— S'il ne s'agit que de cela, rien de plus facile, répondis-je. Si vous me promettez de ne pas me jouer un tour, je vous promets, dès que je recevrai la convocation pour le congrès, de vous aviser du jour de mon départ.

— Voilà qui est parfait. Avec les gens intelligents on peut toujours se mettre d'accord. Ainsi, c'est entendu.

Je pris congé du maréchal et je rentrai dans ma boutique.

Deux heures plus tard, je filais à bicyclette vers la localité voisine, où je pris le train pour Florence.

Tous les délégués désignés, même ceux des points les plus éloignés, arrivèrent sans encombre à Florence, et tout aurait très bien marché si le comité d'organisation n'avait eu la lumineuse idée de tenir la réunion préparatoire au siège

même de la fédération socialiste provinciale. A cette première séance, en même temps que les délégués, au nombre d'une quarantaine, arrivèrent une centaine de policiers et de carabinieri qui, après le sacramentel : « Ouvrez au nom de la loi », pénétrèrent dans la salle et invitèrent les organisateurs du congrès à se rendre auprès du préfet en vue d'un entretien.

Le résultat de l'entretien fut l'interdiction du congrès à Florence et dans la province.

Détail amusant : Orlando, ou plutôt le préfet de Florence, nous notifia que le congrès serait fermé après minuit. Nous eûmes de la sorte jusqu'à minuit pour examiner la situation. A cette première et dernière séance assistaient, outre les représentants des diverses fédérations provinciales, Serrati, Lazzari, Fortichiari, Gramsci, Caroti et Bordiga¹.

Ce soir-là j'entendis pour la première fois Bordiga, qui fit sur moi une forte impression. Après son discours, dans ce local où nous nous attendions d'un moment à l'autre à l'irruption de la police, le socialisme devint en quelque sorte pour moi quelque chose de plus réel, de plus concret. J'étais habitué aux longs articles et aux discours emphatiques et nébuleux des congrès, où les mots « liberté », « justice », « fraternité » remplaçaient souvent les arguments : c'était la manière, par exemple, de Prampolini et aussi d'Amicis ; j'étais accoutumé aux grands réquisitoires de Lazzari contre le capitalisme, aux élégantes polémiques de Turati et de Modigliani, aux coups de stylet de Mussolini. Mais aucun d'eux ne descendait des hauteurs de la théorie sur le terrain pratique. Cela, Bordiga le fit si naturellement, si sim-

1. *B. Fortichiari*, député communiste, fut membre du premier comité exécutif du parti communiste italien. Actuellement déporté. — *A. Caroti*, ancien député communiste. Emigré. — *A. Gramsci*, un des fondateurs du parti communiste italien. Député, brillant journaliste et bon théoricien. Condamné à vingt-et-un ans de bague. — *A. Bordiga*, brillant orateur ; fut secrétaire du parti communiste italien jusqu'au IV^e congrès de l'Internationale communiste ; passa ensuite aux « gauchistes ». Actuellement déporté dans l'île d'Ustica.

plement que je sentis en l'écoutant l'idée du socialisme s'animer, prendre corps en quelque sorte.

Des horizons nouveaux s'ouvrirent devant moi. Ce qui se passait en Russie me devenait compréhensible, prenait pour moi un aspect fraternel. A ce moment Bordiga était plus proche de moi, mieux adapté à mon tempérament que Gramsci, que je comprenais mieux, mais dont la raison tranquille me touchait moins.

Ces deux hommes, semblait-il, se complétaient : l'un, grand, fort, orateur entraînant; l'autre, faible, malingre même, penseur subtil.

Bordiga analysa la situation en Italie. Il constata la défaite sur le front, la désorganisation de l'Etat italien et termina par ces paroles :

« Il faut agir. Le prolétariat des fabriques et des usines est fatigué. Mais il est armé. Nous devons agir. »

Gramsci était du même avis.

Serrati, Lazzari et la majorité des assistants se prononcèrent pour le maintien de l'ancienne tactique : « ne pas soutenir ni ne saboter la guerre ¹ ».

Orlando appréhendait néanmoins un changement de tactique et voulut le prévenir. Vers minuit, on frappa à coups redoublés à la porte de la salle, et le sacramentel : « Ouvrez au nom de la loi » se fit entendre.

Mais nous étions déjà convenus de continuer notre séance dans la maison d'un avocat (qui passa plus tard au réformisme, puis au fascisme).

Nous sortîmes. La place fourmillait de policiers. Chacun de nous eut son mouchard attaché à ses pas. Avec Gramsci et un autre camarade je descendis dans un hôtel où s'était arrêté également Lazzari. Quand nous en fran-

1. La formule est de Serrati.

chîmes le seuil, nos espions disparurent. Mais, soulevant avec précaution un coin du rideau de la fenêtre, nous les vîmes à l'angle de la rue voisine. Que faire ? L'heure fixée pour la continuation de notre séance approchait, et il était clair que nous serions suivis et qu'on interromprait encore une fois notre réunion. Nous tinmes conseil et nous décidâmes que deux d'entre nous se sacrifieraient pour égarer les policiers sur une fausse piste. Le choix tomba sur moi et sur un autre camarade; Lazzari et Gramsci devaient se rendre au congrès. Nous sortîmes, mon compagnon et moi, et nous prîmes chacun une direction opposée.

Ma promenade nocturne par les rues mal éclairées de Florence, que je ne connaissais pas, dura assez longtemps. J'espérais trouver un fiacre ou un taxi et m'enfuir au nez de mon suiveur. Mais la ville semblait déserte.

A un moment, je fus arrêté par une patrouille qui recherchait les déserteurs et qui me demanda mes papiers. Mon « ombre » s'approcha alors du chef de la patrouille et lui chuchota quelques mots à l'oreille. On me laissa continuer mon chemin, et je continuai à déambuler par la ville endormie, toujours suivi du policier...

Enfin une automobile ! Je sautai dedans en donnant à haute voix l'adresse de mon hôtel. Le chauffeur mit en marche sa machine, pendant que le mouchard restait figé sur le trottoir. En chemin, je donnai une autre adresse et, quelques minutes après, j'étais parmi mes camarades.

La séance fut brève. On adopta une résolution, dont on donna une copie à chaque assistant pour qu'il la diffusât.

Le lendemain, comme mon train ne partait que le soir, je visitai la « cité des fleurs ¹ » avec un camarade. Nous ne cessâmes d'être filés. Manifestement, le préfet de Florence attendait encore la fin du congrès.

1. *Firenze* (Florence), anciennement *Fiorenza*, vient de *flore* (fleurs).

XVII

Le retour du congrès

Comme les trains de voyageurs sont peu nombreux, même sur les grandes lignes ! Presque tout le transport est réservé aux militaires. Je suis dans le même compartiment que Gramsci, qui devait diriger plus tard l'édition turinoise de l'organe du parti. Nous parlons de l'*Avanti!* et d'un journal de culture prolétarienne, *la Cité future*, dont l'unique numéro vient de paraître. J'écoute avec délices mon compagnon. Pendant que le train court à travers les champs de la Toscane, il me parle des comités de fabriques et d'usines, dans lesquels il voit les cellules de l'Etat ouvrier futur et les cadres de l'armée révolutionnaire qui aura à soutenir les batailles imminentes. Il parle simplement, son langage est clair et précis.

— Dans la lutte qui nous attend le parti socialiste ne pourra rien faire s'il reste ce qu'il est en ce moment. Ce qui s'est passé en Russie nous indique la voie à suivre. L'*Avanti!* exalte la révolution, mais la révolution, ce n'est pas du tout ce que se figurent nos chefs.

Entrent les carabiniers. Ils nous demandent nos livrets militaires. Nous sommes tous deux « exemptés ». A une gare, nous descendrons pour prendre un café chaud et nous dégourdir un peu les jambes.

Le buffet est pavoisé aux emblèmes nationaux, et le café est aussi mauvais qu'il est cher.

Nous buvons notre tasse debout devant le « zinc » quand, tout à coup, la porte s'ouvre avec fracas, et un soldat apparaît sur le seuil. Il a en main un fusil, qu'il brandit comme une massue. Hurlant comme un possédé, il fait irruption dans la salle et, à grands coups de crosse, brise le marbre des tables, les glaces, la vaisselle. Les assiettes, les verres, les bouteilles volent en éclats. Le patron, abrité der-

rière son comptoir, vocifère et appelle au secours, mais le soldat continue à tout casser. Personne n'ose s'approcher de l'énergumène. Enfin deux carabiniers et quelques cheminots le maîtrisent et le ligotent.

— C'est un fou, dit un des carabiniers ; téléphonez tout de suite à l'hôpital.

Le soldat, maintenant, — il a les jambes et les bras liés — semble calme. Il regarde en souriant la foule qui l'entoure :

— Vous pensez que je « déménage » ? Pas du tout, j'ai ma tête à moi. Mais je ne veux pas aller à la guerre. Envoyez-y donc celui-là (et il indique le buffetier). Va, va à la guerre au lieu de faire ta pelote ici en empoisonnant les gens. Encore quelques clients comme moi, et tu perdras le goût d'accrocher aux murs tous ces drapeaux !

On l'emmène.

— Il est marteau, chuchote-t-on.

Mais il me semble plus sain d'esprit que beaucoup de ceux qui sont là.

A Gênes, je me séparerai de Gramsci, car il eût été imprudent de continuer à faire route ensemble. En attendant le train pour le Piémont, j'allai visiter la ville : j'appartenais aux trente-neuf millions et demi d'italiens qui n'ont pas vu l'Italie.

Et là, comme partout, des drapeaux, des fanfares, des soldats blessés...

Dans la rue du Vingt-Septembre, je me heurtai à un régiment d'Ecosse, musique en tête. Grande manifestation. Les étudiants interventionnistes, hurlant à plein gosier l'hymne national, passaient en cortège et faisaient fermer les magasins. Un marchand de parapluies, de valises et autres articles de voyage retirait précipitamment son étalage du trottoir. Il savait par expérience qu'en pareille circonstance le patriotisme de certains citoyens consistait à emporter ce qui leur tombait sous la main. Aussi se hâtait-il de fermer sa boutique. Pourtant sa bonne volonté de contribuer à la

libération du Trentin et de Trieste et à la victoire de l'Entente ne parut pas suffisante à un groupe d'étudiants.

— Défaitiste ! cria l'un d'eux en s'arrêtant devant la boutique.

Et en un clin d'œil, les vitres furent brisées et la boutique mise à sac. Le marchand s'en tira sans trop de dommage : il put aller lui-même se faire panser à la pharmacie voisine.

La police, pour ne pas manquer à son habitude, arriva comme les carabiniers d'Offenbach et emmena tout le monde au poste, moi y compris.

En chemin les patriotes chantaient :

Trieste, sei nostra !
A te, il tricolore¹ !

Le commissaire de police arriva et fut accueilli par les cris de : « Vive le commissaire ! »

— Je comprends votre enthousiasme, commença-t-il, avec un sourire bienveillant...

— Vive le commissaire ! cria-t-on encore plus fort.

— ...Mais vous, l'espoir de l'Italie, vous ne devez pas seulement manifester. Vous avez encore d'autres obligations : les défaitistes, les giolittiens, les socialistes ourdisent leurs trames dans l'ombre, et vous devez faire preuve de vigilance, les surveiller, les dénoncer si vous voulez que l'Italie soit victorieuse.

— Vive l'Italie ! A bas les socialistes ! Mort aux défaitistes !

Ma situation devenait de plus en plus amusante....

Le commissaire, savourant les applaudissements, continua son discours. Jamais, à coup sûr, il n'avait recueilli pareille ovation.

Puis il nous relâcha tous.

Me rendant à la gare, je repassai devant la boutique du marchand de parapluies. Le pauvre diable, la tête bandée,

1. Trieste, tu es à nous ! — A toi le drapeau tricolore !

regardait tristement les débris de sa marchandise. Il n'osait même pas sacrer pour se soulager.

— Faites comme moi, lui conseillait un voisin. Maintenant je n'expose plus sur le trottoir et, dès que je sens une manifestation, je tire les rideaux, je hisse des drapeaux, je ferme les portes et je m'en vais boire un verre de bon vin.

A la gare de Turin, deux individus s'approchèrent de moi :

— Suivez-nous.

— Puis-je savoir à qui j'ai l'honneur... ?

Les deux policiers exhibèrent leurs cartes, et nous prîmes le chemin de la préfecture de police, située non loin de la gare. L'adjoint du préfet me fouilla lui-même, mais sans résultat.

— Je vous conseille de me donner de bon gré cette résolution, comme l'a déjà fait Gramsci, si vous ne voulez pas aller à la « Nouvelle ¹ », me dit-il brutalement.

— Quelle résolution ?

— Nous savons tout. Nous savons que, malgré l'interdiction, vous avez tenu un congrès et adopté une résolution.

Il était clair qu'ils n'avaient pas la résolution. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on réussit à la trouver chez un camarade de Bari — ce qui amena l'arrestation de Lazzari, alors secrétaire du parti.

Après des recherches infructueuses on me relâcha. Avant de partir pour Fossano, je vis Gramsci : l'adjoint du préfet lui avait également conseillé de lui donner la résolution,... parce que je l'avais déjà fait.

A Fossano, les carabinieri vinrent me trouver et m'emmenèrent chez le maréchal, qui attendait encore l'avis de mon départ pour le congrès.

Il était furieux.

1. La « nouvelle prison », nom de la plus grande prison de Turin.

— Où avez-vous été ? Ne savez-vous pas que vous n'avez pas le droit de partir sans mon autorisation ? Vous arriverez à me faire déplacer et à briser définitivement ma carrière... Et dire que j'ai cru à votre parole !

— Je n'ai appris que très tard que je devais partir, et je ne voulais pas vous déranger...

Ma feinte naïveté eut le don d'exaspérer encore davantage le maréchal.

— Hé, monsieur le maréchal, dis-je alors, croyiez-vous donc que j'aurais la stupidité de venir vous avertir pour me faire coffrer ?

— Vous serez coffré de toute façon pour être parti sans ma permission. En outre, nous savons que vous avez des relations avec les prisonniers autrichiens, ainsi qu'avec le défaitiste Gramsci, qui écrit dans *l'Avanti!* Oui, oui, on vous a vu avec des prisonniers, avec lesquels vous causiez en *autrichien*.

Le maréchal, nerveusement, allait de long en large par la pièce.

La langue *autrichienne* me fut fatale ce jour-là : je ne pus me retenir de pouffer de rire.

— Fouillez-le ! hurla le maréchal. Fouillez-le minutieusement, et au bloc ! Ça lui apprendra à vivre.

Quelques minutes plus tard, j'étais enfermé dans une pièce où se trouvaient déjà quelques soldats attendant d'être expédiés sur le front et un ivrogne qui chantait :

Il general Cadorna ne ha fatta una grossa :
Ha messo tutte le puttane nella Croce Rossa.
Pim, pam, pum¹ !...

La décision du congrès, que recherchait avec tant d'ardeur la police, fut reproduite par le moyen habituel en un grand nombre d'exemplaires et diffusée par nos soins. Nous la traduisîmes également en *autrichien* pour les prisonniers de guerre.

1. Le général Cadorna nous en a fait des belles : — Il a mis toutes les putains dans la Croix-Rouge. — Pim, pam, poum !...

XVIII

La paix et la révolution russe

La ligne du front, après l'éboulement de Caporetto, s'était fixée sur la Piave, et le ministre Boselli, vieillard gâteux qui avait remplacé Orlando, appelait toute la population mâle sous les drapeaux. Je dus de nouveau me présenter à la visite médicale, cette fois-ci à l'état-major. Il y avait là des médecins italiens des plus hauts grades, et aussi des étrangers, en un mot la commission internationale habituelle. Cette fois encore, je fus reconnu inapte au service militaire.

La guerre se prolongeait.

Personne en Italie, pas même le parti socialiste, n'avait désiré la défaite de Caporetto, mais la perspective d'avoir à faire encore longtemps la guerre répugnait à tous. Treves¹ — peut-être en opposition à la fameuse phrase de Turati : « La patrie est sur le Grappa » — déclara à la Chambre des députés : « Cet hiver, plus personne dans les tranchées ! »

Le pape lui-même, qui avait envoyé ses chapelains sur le front pour soutenir le moral des combattants, se trouva, après le soulèvement de Turin, dans le camp des défaitistes. Dans un message il qualifia la guerre de « massacre inutile », paroles qui firent une grande impression sur le front.

« Il faut en finir », disait-on à mi-voix partout.

« Il faut faire comme en Russie », disaient les soldats qui venaient me voir à la boutique.

C'étaient là des paroles. En attendant, la machine à extermination continuait à fonctionner. La répression policière se faisait de jour en jour plus féroce. Mon voyage à

1. Un des chefs du réformisme italien. Avec Turati et Modigliani, émigrés en France, dirige le *parti ouvrier socialiste italien*.

Florence avait exaspéré les gendarmes de Fossano, et j'étais l'objet d'une surveillance rigoureuse. A n'en pas douter, mon équipée avait valu un « savon » en règle au maréchal des carabiniers et au commissaire de police.

Aux horreurs de la guerre vint s'ajouter une furieuse épidémie de « grippe espagnole », non moins meurtrière que les balles ennemies. A Turin, il mourait jusqu'à cent vingt personnes par jour. L'insuffisance de vivres irritait la population, particulièrement les femmes, qui, faisant queue devant les magasins, maudissaient ouvertement la guerre.

— Sale guerre ! Les dames ne font pas queue, elles ! Elles s'envoient des poulets et du pain blanc...

— Il faut en finir !

— Il faut faire comme en Russie !

— Parfaitement, c'est la révolution qu'il nous faut !

— Ici aussi, nous aurons un Lénine !

Lénine !... Ce nom était le symbole de l'espérance, parfois aussi celui de la menace. On le voyait aux fenêtres des maisons, sur le socle des monuments, partout.

Un jour que je sortais de l'*Avanti!* de Turin, je fus appréhendé par une patrouille qui passait par là et conduit à San Carlo comme suspect.

Je trouvai au violon une compagnie triée sur le volet : des ivrognes, des voleurs, des trafiquants de cocaïne, quelques soldats. Un vacarme effroyable, un air confiné au possible. Monté sur une table, un individu pris de vin pérorait. Mon arrivée n'interrompt pas le flot de son éloquence.

— Non, il n'y a pas de justice... Et je le démontrerai.

— Va te coucher, macaque !

— La ferme, abruti !

— Je le démontrerai. J'étais en Amérique... Dès que j'ai appris que nous avions la guerre avec les Allemands, je suis revenu ici et je me suis engagé comme volontaire. Un mois après j'étais déjà au front. Mais j'ai les nerfs faibles et j'ai demandé la résiliation de mon engagement. Figurez-vous, messieurs, qu'on me l'a refusée...

— Ah ! il est beau le volontaire !

— Alors je me suis enfui. J'ai travaillé dans une usine de munitions. Seulement là je me suis fait prendre. J'avais bu un coup de trop et je me suis fait prendre... Non, il n'y a pas de justice sur la terre !... Est-ce que je ne servais pas tout aussi bien la patrie ?

— Capon ! Sale capon ! hurla un des soldats. Tu es venu faire la guerre, et maintenant tu te caches derrière les autres. Ote-toi de là, ou je te casse la gueule !

L'orateur descendit prestement de sa tribune improvisée.

— Je ne voulais pas la guerre, continua le soldat en s'adressant à l'assistance, j'ai lutté pour l'empêcher et j'ai passé vingt mois au front. Combien de morts n'ai-je pas vues ! Combien de mes camarades sont tombés sous mes yeux ! La faim, le froid, la vermine, les exécutions !... Parfois j'aurais voulu attraper une balle dans la tête pour en finir avec cette vie de chien. Et quand je suis venu en permission et que j'ai vu ce qui se passait à l'arrière, je n'ai pu me retenir de dire ma façon de penser, et me voilà ici. Et celui-là est venu d'Amérique... Sale macaque !

Le soldat s'arrêta à bout de souffle. Je le regardai attentivement.

— Qu'est-ce que tu as fait pour être ici ? me demandait-il.

— Je suis socialiste.

— Vive, vive le socialisme ! clama le soldat. Regarde, fit-il en me montrant le mur.

Et, dans la pénombre de la pièce, je vis en lettres gigantesques l'inscription : « *Vive Lénine !* »

— Qui a écrit cela ? demandai-je

— C'est moi, répondit le soldat.

— Comment as-tu fait ?

— C'est très simple : de l'eau et un crayon chimique.

— Tu es socialiste ? demanda au soldat un homme convenablement vêtu qui se tenait à l'écart.

— Oui, je suis socialiste. Et toi qui es-tu, avec ton air d'en avoir deux ?

— Tout doux ! Tu parles à un homme comme il faut...

— Qui pourtant est ici ! fit le soldat en éclatant de rire.

— Votre socialisme est irréalisable, continua l'autre sans relever l'ironie.

— Et pourquoi donc ?

— Il n'est pas possible que tous les hommes soient égaux...

— Evidemment, il y a des gens intelligents et il y a des c... comme toi, fit une voix du fond de la pièce.

— Qui est-ce qui se cache là-bas pour lancer des insultes ? Montre-toi donc ! cria l'homme « comme il faut ».

Un chasseur alpin de près de deux mètres de haut vint se planter devant celui qui le défiait.

— Me voilà. Eh bien ?

— Je... je voulais dire simplement qu'il est mieux de se regarder en face quand on discute.

— Oui, on comprend... tu te défiles. À propos, qui es-tu donc ? Moi, je suis un déserteur, j'ai envoyé au diable le fusil et le régiment, et toi ?

L'homme « comme il faut » garda le silence.

— Allons, un peu de courage !...

— Je... je suis la victime d'une erreur judiciaire.

Les éclats de rire de l'assistance se confondirent avec le fracas de la porte que l'on ouvrait. Un nouvel hôte, bien vêtu, lui aussi, entra dans la pièce. Il parcourut du regard la compagnie, et soudain, avec un cri de rage : « Ah charogne ! Ah mouchard ! », il se rua sur la « victime de l'erreur judiciaire », qui riposta vigoureusement.

D'abord personne ne jugea nécessaire d'intervenir dans la bataille. Puis le chasseur alpin sépara les combattants : tous deux, rouges, la face tuméfiée, étaient hors d'haleine.

— Ce monsieur est un mouchard de la police, dit le nouvel arrivé en s'adressant à l'assistance. On l'a mis ici

pour qu'il fasse le « mouton ». Il s'était introduit dans notre société : tous des jeunes gens de bonne famille, il faut le dire. On passait gentiment le temps : de jolies femmes, une partie de cartes, parfois une pincée de « neige »... Et voilà qu'aujourd'hui on nous a tous arrêtés, et l'on m'a confisqué huit mille lires... Tout cela à cause de cette charogne !

Il voulait de nouveau se jeter sur son ennemi. Le chasseur alpin le retint.

— C'est toi qui es une charogne. Des fils « de bonne famille », comment donc ! Tous des embusqués ! Ce fils de bonne famille, messieurs, est le tenancier d'une maison de rendez-vous, cria la « victime de l'erreur judiciaire ».

— Pas du tout ! J'étais là par hasard. C'est toi, sale maquereau, qui vends ta femme au détail et qui fais le mouchard par-dessus le marché. Hier, on t'a vu avec une bourrique près de la Porta Palazzo, seulement on n'a pas eu le temps de nous prévenir. Mais, patience ! nous nous reverrons.

— Voilà pour qui nous nous battons ! fit le chasseur alpin avec dégoût. Ils se valent : les deux font la paire.

Et, après les avoir pris au collet et secoués vigoureusement, il cria :

— Maintenant, allez vous coucher, sinon...

Et il leur mit sous le nez deux poings énormes.

L'un des deux individus essaya de protester, mais un coup formidable l'envoya dinguer sous la table, pendant que l'autre filait prudemment vers les châlits.

La porte grinça sur ses gonds, et trois nouveaux « locataires » entrèrent.

— Bonsoir à toute l'honorable compagnie ! fit l'un d'eux. Permettez-moi de nous présenter : Tonio dit le Singe, Mario le Beau et moi, Bastiano le Long. On nous a cueillis à Balun¹ pour nous expédier sur le front, mais

1. Quartier de la basse pègre à Turin.

demain on s'apercevra que nous avons des comptes avec la justice, et nous sauverons notre peau : c'est l'essentiel. Allons, de la gaîté, les enfants, on ne nous enverra pas à la guerre !

Et la porte continue à s'ouvrir pour laisser entrer de nouveaux « locataires ». L'air devient absolument irrespirable. Ma tête est comme serrée dans un étau. A l'aube je m'endors pour quelques minutes, assis sur le plancher.

Quand le jour paraît, l'inscription « Vive Lénine ! » se détache nettement sur le mur. Tout le monde la lit. Un gardien qui entre l'aperçoit.

— Qui a écrit cela ?

Silence complet.

— Je sais bien que vous ne le direz pas : vous êtes tous des fripouilles. Je vais faire blanchir ça.

Un plâtrier arrive et passe un lait de chaux sur l'inscription. A midi le mur a séché, et les mots « Vive Lénine ! » s'y distinguent aussi nettement qu'auparavant. Le plâtrier revient. Même résultat : au bout de quelques heures l'inscription est toujours là. Un maçon alors est envoyé, qui gratte consciencieusement chaque lettre. L'inscription se grave en creux, perd sa couleur, mais elle se lit encore.

— Est-ce qu'on peut effacer un nom comme celui-là ! dit d'un air triomphant le chasseur alpin.

Quatre jours plus tard, lorsqu'on me relâcha, l'inscription se voyait encore.

Dans le train qui me ramène à Fossano, je rencontre un vieux paysan, parent éloigné de mon père.

— Bonjour, bonjour ! me dit-il.

— Il y a longtemps qu'on ne vous a vu ; qu'est-ce qui vous est donc arrivé ?

— C'est pas ma faute, sais-tu... Notre nouveau curé, un bien brave homme, m'a dit de ne plus aller chez toi. Il m'a expliqué... tu es de ceux — j'ai oublié comment ils s'appellent — qui veulent partager le bien d'autrui. Tu sais,

je n'y crois pas, mais pour qu'on n'ait pas de reproches à me faire, je ne viens plus si souvent.

— Il vous raconte des contes bleus, votre curé. C'est vrai, nous voudrions bien partager certaines choses, par exemple le domaine de Rovere, pour en distribuer les parcelles aux paysans comme vous qui triment toute l'année et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

— Ah ça, ce serait juste. Mais le curé dit que c'est pas ce que vous voulez : si quelqu'un a deux cochons, par exemple, vous lui en enlevez un, et de même pour les poules, les lapins...

— Et combien de poules et de lapins vous coûte par an votre curé ? demandai-je en riant.

— Je ne sais pas, l'Eglise est pauvre, il faut la soutenir... Il faut gagner le ciel...

— En engraisant le curé ?

— Ne parlons pas de ça... Tu écris dans les journaux, tu « causes » aussi bien que le curé lui-même, à ce qu'il paraît. Et voilà, je voulais te demander un service, même deux...

— Volontiers, si je puis.

— J'ai été avisé par les autorités que mon Luigi, Dieu merci, a été fait prisonnier par...

Le vieux se gratta la tête.

— Par les Autrichiens, soufflai-je.

— Oui, oui, c'est ce que je voulais dire. Alors je vais lui écrire, c'est-à-dire pas moi parce que j'ai oublié depuis longtemps, mais Mariette. Seulement l'adresse est terriblement difficile. Tu me l'écriras, n'est-ce pas ?

Je le lui promis.

— Et maintenant, reprit-il, j'ai besoin d'un conseil. Il s'agit de la réparation de l'église, et pour cela il faut de l'argent. Monsieur le curé a trouvé une banque qui lui prêtera quelque chose, seulement il faut la signature de deux répondants. Et Monsieur le curé m'estime tant qu'il a pensé à moi... Je sais signer — je ne dis pas cela pour me vanter —

mais je ne comprends pas très bien cette histoire de traite. Hein, qu'est-ce que c'est ?

— C'est bien simple : les répondants doivent payer la traite de leur poche, si celui qui a emprunté l'argent ne peut pas le rendre, expliquai-je.

Le vieux réfléchit un moment.

— Bon, j'ai compris. Seulement ne parle de cela à personne, car on pourrait croire que je n'ai pas confiance en ce saint homme. Qu'est-ce que tu me conseilles ?

— Je vous conseille de ne pas signer la traite. Maintenant je comprends pourquoi votre ratichon ne veut pas que vous veniez chez moi. Le saint homme a peur, non pas que je vous prenne un cochon, mais que je vous ouvre les yeux.

Le vieux était visiblement perplexé.

— Je sais bien que vous finirez par signer la traite et par la payer, et qu'après vous me direz : « Ah ! si je t'avais écouté ! », plaisantai-je. Apportez-moi l'adresse de Luigi, et je vous ferai plusieurs enveloppes à la fois.

Nous nous séparâmes. J'appris plus tard que le bonhomme avait dû en effet acquitter la traite et qu'il regrettait de ne m'avoir pas écouté.

A Fossano, le commissaire me retira la feuille de route qui m'avait été délivrée par la police de Turin et me dit :

— Si vous partez encore une fois sans ma permission, je vous coffre pour trois mois. Il est temps d'en finir. Pourquoi allez-vous à Turin ?

— Pour acheter du savon et d'autres articles nécessaires à ma profession de barbier.

— Nous savons fort bien que vous avez des accointances avec les pires coquins d'Italie, avec ceux qui sont contre la guerre. Où avez-vous passé ces cinq jours ?

— Je les ai passés en effet dans la compagnie des pires coquins, vous avez raison. Je les ai passés à San Carlo avec un embusqué, tenancier d'une maison de débauche, avec des voleurs, des vendeurs de cocaïne, embusqués eux aussi, avec des mouchards qui n'ont jamais mis les pieds au front et autres fripouilles de cette espèce...

XIX

Le congrès de Rome et le 4 novembre

L'attitude de la Russie dans la question de la guerre se précisait. Dans ce pays où, au début, tous, semblait-il, s'étaient unis sous le mot d'ordre de « la guerre jusqu'au bout », la révolution avait déferlé, emportant le trône des Romanov, qui s'était écroulé comme un château de cartes. Les ouvriers et les paysans libérés s'étaient mis à fraterniser avec les soldats, qui tournaient leurs armes contre leur bourgeoisie, sans s'occuper aucunement de l'Entente.

La puissance militaire de l'ancienne Russie, sur laquelle les Alliés avaient fondé tant d'espairs, s'effondrait. Un vent de panique soufflait sur les milieux bancaires de Londres et de Paris. On répandait les bruits les plus ineptes. On assurait que les bolchéviks faisaient de l'agitation pour la paix parce qu'ils étaient vendus à l'Allemagne. On décriait le prolétariat russe et l'on faisait les yeux doux au Gouvernement provisoire, auquel s'agrippaient les banquiers dans leur désarroi. La bourgeoisie internationale mettait tout en œuvre pour obliger les Russes à combattre et pour convaincre le nouveau gouvernement qu'il devait rester fidèle aux Alliés. Il ne fut pas difficile de s'entendre avec le Gouvernement provisoire, mais, avec le Gouvernement ouvrier et paysan, ce fut une autre chanson.

La sympathie des travailleurs était entièrement du côté de la révolution russe. Les nouvelles de Russie relatant les changements qui s'accomplissaient dans ce vaste pays enfin libéré, les discussions sur les comités d'entreprises accaparaient l'attention des ouvriers, qui sentaient qu'il y avait là quelque chose qui manquait au socialisme traditionnel.

A Turin, où la structure capitaliste était plus perfectionnée que dans les autres grandes villes d'Italie, où la

règle du profit maximum avec l'effort minimum était mieux appliquée grâce à une meilleure organisation et aux conditions spéciales créées par la guerre, le prolétariat formait une masse plus homogène et plus combative. Le système même du travail à la chaîne contribuait à l'union, à la solidarité des ouvriers. Le travail, en effet, avait le caractère d'un effort non pas individuel, mais collectif, dans lequel la machine liait en un tout une série d'hommes. L'arrêt d'une machine entraînait celui de tout un groupe de machines, un manque à gagner dans le salaire, déjà insuffisant lorsque la production marchait au maximum.

Les ouvriers s'intéressaient particulièrement aux nouvelles de Russie. Les réformistes s'efforçaient de combattre cette tendance à un ordre nouveau : ils sentaient que le prolétariat leur échappait.

La paix de Brest-Litovsk, que la bourgeoisie représentait comme une trahison bolchévik, fut comprise par les travailleurs comme un pas décisif vers la paix.

La paix, mot magique, qui jetait la bourgeoisie dans une terreur panique ! Que d'arrestations et de condamnations à cause de ce mot ! Je me souviens d'un pauvre aubergiste de village que l'on roua de coups et dont on cassa les vitres parce que son auberge s'appelait l'*Auberge de la Paix*.

La révolution russe et tout ce qui, de façon ou d'autre, touchait aux bolchéviks — Lénine surtout — devenaient de plus en plus populaires en Italie. Wilson, dont le nom avait été donné à tant de places et de rues en Italie, et auquel l'*Avanti!* lui-même avait consacré une page, n'eut jamais la faveur du prolétariat italien. « Qui ne travaille pas ne mange pas ! », ce mot d'ordre remplaçait pour les ouvriers les quatorze points de Wilson¹, qui faisaient l'admiration de l'Europe bourgeoise.

C'est dans ces conditions que nous fixâmes notre nou-

1. Au fort de la guerre, on s'en souvient, Wilson avait publié un manifeste en quatorze points sur les conditions d'une paix équitable pour les parties belligérantes.

veau congrès, cette fois à Rome. Naturellement, j'eus encore à cette occasion des démêlés avec la police de Fossano.

— Cette fois-ci, vous ne filerez pas à l'anglaise, me déclarèrent ensemble triomphalement le maréchal des carabiniers et le commissaire.

— Mais je n'en ai pas l'intention, et je n'irai pas même si vous me le permettez, répliquai-je.

— Et pourquoi donc ?

— Parce qu'il n'est pas nécessaire que je sois délégué à chaque congrès.

— Ça va, on vous connaît ! D'ailleurs vous pouvez demander l'autorisation.

A ce moment-là j'avais déjà mon mandat de délégué en poche.

Le ministère de l'Intérieur, cette fois, autorisa le congrès du parti socialiste, mais, par des moyens détournés, il s'efforça de le saboter et de diminuer le nombre des délégués. J'étais, évidemment, parmi ceux qu'il fallait empêcher de se rendre à Rome. Il était clair pour moi que, trois ou quatre jours avant le congrès, sous un prétexte quelconque, on me « retirerait de la circulation » pour me mettre en lieu sûr. Or il restait encore une semaine avant le congrès. Que faire ? J'avais à mes trousses un policier qui ne me quittait pas : le matin il était à la porte de ma maison et, tout le jour, il me suivait comme mon ombre.

Un matin, après avoir pris toutes les dispositions nécessaires, je sortis à bicyclette en veste blanche et sans chapeau pour me rendre à ma boutique. J'avais l'habitude de sortir ainsi et de faire avant le travail une petite demi-heure de promenade dans les environs de la Place d'Armes. Mon... ange gardien, accoutumé à me voir dans cette tenue, ne s'inquiéta pas. J'allais lentement, regardant les magasins, musant, comme si je voulais jouir de la belle journée d'automne. Au bout d'une vingtaine de minutes, j'arrivai devant ma boutique.

Mon compagnon était sur le seuil, lisant le journal. Pas un client à l'intérieur. Je continuai alors ma promenade

sans me presser, m'éloignant de plus en plus du centre de la ville... Trois quarts d'heure après, j'étais dans un village situé de l'autre côté de la rivière. Là un camarade m'attendait avec mon pardessus, mon chapeau et le reste. Il me mena dans son cabriolet jusqu'à la gare voisine. Là je pris le train, mais au lieu de passer par Turin et de suivre la ligne directe le long de la mer Tyrrhénienne, je fis un détour considérable et empruntai la ligne de l'Adriatique jusqu'à Castellammare.

Durant le trajet, les tableaux habituels : musique militaires, drapeaux, gens armés, mais moins de cris belliqueux, des conversations plus hardies, plus franches sur la guerre. Dans mon wagon, un soldat racontait ses aventures à un groupe de voyageurs... Mal habillé, sale, le visage émacié, il criait :

— Je ne retournerai plus là-bas pour rien au monde, je n'irai pas même si l'on m'y traîne. Qu'on y envoie ceux qui veulent la guerre !

Personne ne le contredisait.

A une gare nous rencontrâmes un train militaire. Pas de chansons, un silence impressionnant. Pendant que le train stationnait, un jeune nationaliste, monté sur une caisse de marchandises, tenta de prononcer un discours :

— Soldats, la victoire est proche. Encore un effort, et notre ennemi séculaire sera définitivement abattu... Nos vaillants soldats...

— Assez, saltimbanque, viens donc avec nous ! lui cria-t-on.

— Ecoutez, écoutez... fit l'orateur ; mais il ne put continuer : les huées couvrirent sa voix.

— Viens avec nous faire le héros !

Et une grêle d'injures, de croûtons, de mégots et d'oranges s'abattit sur le patriote intégral, qui jugea prudent de s'esquiver.

A Rome, le congrès eut lieu à la Maison du Peuple.

Jamais encore je n'avais assisté à un congrès aussi terne¹. De l'état d'esprit des masses ouvrières, de la trahison que machinaient les réformistes, pas un mot. Sans directives, sans controverse sur le fond des idées, le congrès fut rempli uniquement par les longs discours de Turati plaidant sa propre cause et par les clameurs démagogiques de Bombacci, que l'on s'attendait d'un moment à l'autre à voir « piquer » une crise de nerfs. Lazzari, Berla et Serrati — respectivement secrétaire, secrétaire adjoint et rédacteur de *l'Avanti!* — étaient alors emprisonnés : l'un à Rome, le deuxième en Sicile et le troisième à Turin.

Les délégués s'occupaient plus de la visite de Rome que du congrès lui-même... La capitale donnait l'impression d'une ville en fête: partout de la musique, à chaque heure des éditions spéciales des journaux, que des gamins criaient d'une voix perçante, un flux ininterrompu de piétons et de voitures... Nous, provinciaux, nous regardions ce spectacle avec curiosité. Un de mes camarades était venu du Piémont avec deux énormes valises bourrées de produits alimentaires.

— La vie à Rome est chère, disait-il; aussi me suis-je muni d'un peu de nourriture et de deux ou trois bouteilles.

Le jour même de son arrivée, on lui vola une de ses valises. Il fut fortement chagriné, mais cela ne dura pas.

— Quelles belles femmes il y a à Rome ! Quels magnifiques monuments ! s'exclamait-il.

Je regagnai le Piémont par Florence. A Empoli nous rencontrâmes un train de grands blessés : des aveugles, des amputés des deux bras ou des deux jambes, des visages affreusement défigurés. Les petites dames des comités de mobilisation civile ne se risquaient plus à offrir leurs cigarettes et leurs boîtes de bonbons...

A toutes les gares les salles de troisième classe étaient bondées de soldats qui attendaient leur départ pour le front. A la gare de Turin on distribuait des tracts contre la révo-

1. Ce congrès eut lieu en automne 1918.

lution russe qui avait « trahi les Alliés ». Beaucoup plus tard, lors de la mainmise des ouvriers sur les usines, des dizaines de milliers de ces tracts furent découverts dans les coffres-forts de la société d'automobiles « Fiat ».

A Fossano, à ma grande surprise, je ne fus pas arrêté et le maréchal des carabiniers ne me fit pas son sermon habituel.

Un peu plus tard, le 4 novembre au soir, un communiqué spécial du général Diaz, le successeur de Cadorna, annonçait la conclusion de l'armistice.

La victoire ! La victoire ! La vague humaine déferlait dans les rues, on était fou de joie. Seuls les mercantis et les fournisseurs de l'armée avaient l'air soucieux. Pour eux, la paix c'était la fin de leurs profits éhontés, la fin de leurs bénéfices illimités. Pis encore, c'était la perspective d'avoir à rendre des comptes aux rescapés, de répondre de leur conduite devant le prolétariat.

XX

La cherté

Ainsi donc, c'était la paix. Les soldats, que l'on démobilisait peu à peu, avec une lenteur extrême, regagnaient leurs foyers, chacun avec le fameux « paquet vestimentaire » (*pacco vestario*), seul butin de guerre dont pouvait se vanter l'armée victorieuse. Le paquet contenait un peu de linge et un coupon d'étoffe, le tout enveloppé dans un grand mouchoir, sur lequel était imprimée, en fiche de consolation, la carte de l'Italie avec Trente et Trieste. Mais les fournisseurs avaient trouvé moyen de faire des affaires même sur les « paquets » : le linge comme l'étoffe pour le costume se déchiraient au premier usage...

Par les villes et les villages passaient tour à tour des

groupes de vainqueurs, les glorieux soldats italiens, et de vaincus, les prisonniers de guerre — les uns et les autres également loqueteux, également sales, avec la même expression de souffrance sur leurs faces amaigries, avec la même démarche traînante de gens mortellement las. La seule différence consistait dans le fameux « paquet ».

Devant l'Italie se dressait la perspective du chômage, des dettes à payer, des champs en friche à remettre en état... Des mutilés, des orphelins, des veuves et des vieillards condamnés à la misère; cinq cent mille soldats tués par « l'ennemi » ou fusillés par Graziani et Cadorna, tel était le bilan de la guerre — sans compter les victimes de la grippe espagnole, les enfants morts par insuffisance d'alimentation et les combattants tombés sur les premières barricades.

Et, pour compenser tout cela, un paquet d'infâme camelote et les belles promesses de la bourgeoisie... « De la discipline, ne cessait de répéter la presse, sinon la Victoire (avec une grande lettre) n'aura aucune valeur. » En d'autres termes : « Maintien des lois de guerre pour sauvegarder nos ripailles ».

Cette peur de la bourgeoisie, ce désir de conserver à tout prix les richesses volées se manifestaient en tout. Bien que la guerre fût finie, les journaux continuaient à paraître avec des blancs. Les arrestations ne cessaient pas. L'esprit de révolte régnait parmi les rescapés du carnage. Les démobilisés se préparaient à la lutte.

Nous avions définitivement et officiellement mis la main sur le club qu'on nous avait cédé pour nos réunions. Les petits bourgeois qui en étaient propriétaires n'avaient pas osé protester. Nous y avons installé la section socialiste et la Chambre du travail. Les patrons, les boutiquiers, les curés et les nobles avaient une peur effroyable de ce nouvel organisme. Une lutte âpre, mais sourde, commença.

La propagande parmi les ouvriers portait ses fruits. Dans les fabriques et les usines s'organisaient des « comités d'ouvriers » qui, composés des représentants des syndiqués, étaient les prototypes des futurs comités d'entreprises.

A son congrès, la Fédération des métaux décida la lutte pour la journée de huit heures et le salaire minimum. D'autres entreprises suivirent le mouvement. Les industriels, effrayés, tentèrent de résister, mais ils durent mettre les pouces. J'eus, en qualité de secrétaire de la Chambre du travail, à mener des pourparlers avec le propriétaire d'un important tissage de soie. Les membres du comité ouvrier, avec lesquels je devais aller trouver le patron, m'attendaient dans la cour de la fabrique. Toutes les fenêtres étaient garnies d'ouvrières qui nous applaudissaient. Le patron, qui nous reçut dans son bureau, avait, comme on dit, l'air de quelqu'un à qui on a vendu des pois qui ne veulent pas cuire. L'entrevue fut courte. S'efforçant de conserver un air digne, le fabricant déclara :

— Je suis un industriel moderne. Je n'ai jamais été contre l'organisation. Seulement, je désire que tout soit fait sérieusement. Je reconnais votre commission et je causerai volontiers avec vous. Et, comme mes autres collègues ont accordé les huit heures, je les accorde aussi.

Les industriels avaient cédé sur ce point dans l'espoir d'enrayer ainsi le développement des événements. Mais sur la question du salaire minimum il fut impossible de s'entendre. Néanmoins les ouvriers du comité étaient ravis.

Le soir eut lieu à la Chambre du travail un grand meeting. Comme les salles de l'ancien club ne pouvaient contenir tous les ouvriers, je dus parler du haut du balcon.

A partir de ce moment les événements se déroulèrent avec une rapidité extraordinaire. C'étaient partout des meetings, partout des drapeaux rouges; à chaque pas on voyait le marteau et la faucille avec des inscriptions : « Vive Lénine ! », « Vive la révolution d'Octobre ! ». Tout le pays était dans l'effervescence; les grèves succédaient aux grèves. Les fonctionnaires, les professeurs, les magistrats eux-mêmes, entraînés par la vague du mouvement ouvrier, s'organisaient et réclamaient l'amélioration de leur situation.

A son congrès de Bologne, le parti socialiste vota d'en-

thousiasme son adhésion à la III^e Internationale. Les réformistes eux-mêmes, cette fois, ne protestèrent pas.

Mais la situation économique des ouvriers, malgré l'augmentation des salaires, restait inférieure à celle d'avant-guerre. En outre, le chômage croissait. Le prolétariat poursuivait son offensive. La grève générale éclata à Turin. Une brigade d'infanterie sarde qui y fut envoyée fraternisa avec les ouvriers.

Dans les petites villes de province, l'état d'esprit des ouvriers n'était pas moins combatif. Mais le parti, comme toujours, se traînait à la remorque des événements.

Malgré la conclusion de la paix, les vivres manquaient, et tout enchérissait rapidement. Les conseils municipaux établissaient des prix-limites, mais alors les marchandises disparaissaient. Les ouvriers, irrités, s'adressaient à la Chambre du travail :

— Que fait le parti ?

— Quelles sont ses directives ?

Or le parti remâchait encore les histoires de guerre : il enquêtait sur les malversations de l'intendance, il dénonçait la férocité des généraux, bourreaux des soldats.

Cependant la situation devenait menaçante; les autorités perdaient la tête.

Notre maire se résolut à des mesures extrêmes. Un beau jour, il convoqua une assemblée extraordinaire à l'hôtel de ville. L'assemblée était, en effet, extraordinaire, car elle comprenait, outre les conseillers municipaux, des représentants de la société de secours mutuels, de la caisse d'épargne et de la société sportive, des commerçants, des industriels, les curés des diverses paroisses, le chef de la Sûreté, le maréchal des carabinieri, un juge, le directeur des deux prisons et... notre Chambre du travail.

L'ordre du jour n'avait qu'un point : « Des mesures propres à parer à la crise économique actuelle ». Le maire y avait adjoint une longue introduction et une non moins longue conclusion, dans lesquelles les mots : « patrie, vic-

toire, progrès, démocratie, Dieu, monarchie » s'entremêlaient dans les combinaisons les plus diverses.

Dès que la convocation de l'assemblée fut publiée, nous organisâmes une réunion préliminaire pour y déterminer notre plate-forme. Après de longues discussions et des propositions de toute sorte — un vieux camarade voulait, par exemple, que nous invitions la population... à piller les boutiques — nous tombâmes d'accord sur les points suivants :

1. Inventaire de toutes les marchandises en magasins;
2. Réquisition de tous les produits alimentaires;
3. Ouverture de boutiques spéciales contrôlées par les organisations ouvrières;
4. Organisation, aux frais de la commune, d'une milice armée.

Une commission composée de représentants des différentes fabriques de la ville fut élue. Je devais parler au nom de la commission.

Le soir de la fameuse assemblée arriva. L'hôtel de ville avait l'aspect des grands jours : les fonctionnaires municipaux étaient en haut de forme et, dans le vestibule et les escaliers, des policiers et des pompiers en grande tenue faisaient la haie. Le maire, seigneur terrien clérical, faisait les honneurs de la maison avec l'amabilité d'un parfait homme du monde : il « gratifia » notre commission d'un profond salut.

La séance fut ouverte.

— Mesdames, Messieurs, dit le maire d'un ton solennel, la patrie, grâce à l'aide de Dieu et à l'héroïsme de ses fils, a enfin, sous la conduite de Sa Majesté le roi, notre souverain bien-aimé, reconquis ses frontières naturelles et libéré du joug séculaire nos frères de Trieste et du Trentin. Cette brillante victoire a placé l'Italie au rang des grandes puissances, et c'est là un résultat dont nous devons être fiers...

Une pause. Le maire attendait, manifestement, des

applaudissements, qui ne vinrent pas. Je profitai de l'occasion pour demander qu'on passât à l'ordre du jour.

Le maire toussa et, quelques secondes, garda le silence, se demandant s'il devait renoncer à son discours. Enfin il dit :

— Qui demande la parole ?

— Moi.

— Parlez, parlez, je vous en prie.

— Je parle au nom de la Chambre du travail, commençai-je, affirmant ainsi le droit de cité de notre organisation, détestée de cette assemblée. Vous connaissez tous la pénible situation actuelle, situation dont le prolétariat n'est pas responsable. Nous espérions entendre ici des propositions sérieuses, pratiques, et non des discours sur la patrie, la monarchie et la victoire...

Des voix s'élevèrent :

— Nous exigeons le respect de nos convictions, le respect de la patrie...

— Assez ! Nous en avons jusque-là de votre patrie. C'est du pain qu'il nous faut ! cria une tisseuse, membre de notre commission.

— Parfaitement ! Nous voulons du pain et non des discours ! ajouta un autre délégué ouvrier.

— Nous désirons entendre des propositions pratiques et ne pas perdre notre temps, conclus-je.

Le maire, décontenancé, ne savait que dire ni quelle attitude prendre : de toute évidence, il n'avait préparé aucune proposition. Un des assistants, le président de la société de secours mutuels, demanda la parole :

— Il est honteux, dit-il, que le conseil municipal vienne à une réunion pareille sans avoir élaboré des propositions concrètes. Et cela devant nos adversaires, les socialistes !... Je suis un ancien combattant, je suis pour l'ordre existant, mais je trouve que vous n'avez pas fait ce qu'il fallait, et je vous le dis ouvertement.

— Je vous prie de ne pas oublier que je suis le maire et que vous me devez le respect, cria le maire, rouge de colère.

— Vous pensez me fermer ainsi la bouche, monsieur le commandeur? Vous vous trompez! répliqua le président de la Mutuelle, qui lui aussi s'échauffait.

Des rumeurs s'élevèrent. Devant l'embarras visible du conseil municipal, le commissaire prit la parole.

— Je propose que chacun donne son avis sur les mesures propres à améliorer la situation actuelle. Pour moi, j'estime qu'il faut interdire aux commerçants d'élever leurs prix sous peine d'être déférés aux tribunaux selon les lois en vigueur.

— C'est justement ce que je voulais proposer, fit le maire, heureux de trouver une issue.

Mais un boutiquier qui s'était enrichi pendant la guerre objecta :

— Ce sont les grossistes qui doivent limiter leurs profits. Ils nous dictent les prix et ils les augmentent constamment. Nous ne pouvons pas vendre à perte.

Les têtes s'échauffaient. Le propriétaire d'une fonderie de fer et de plusieurs autres usines réclamait « l'union » et des « sacrifices », sous prétexte que le retour de l'industrie aux conditions du temps de paix exigeait d'immenses efforts; les possesseurs de capitaux, disait-il, n'investissaient leur argent dans l'industrie qu'avec la plus grande circonspection en raison du déséquilibre provoqué par les revendications des ouvriers et les troubles de toute sorte...

— Il est beau votre patriotisme ! s'exclama un des ouvriers. Et il ajouta un mot à faire trembler les vitres.

— En somme, qu'allons-nous faire? demanda railleusement le président de la société de secours mutuels.

Et il regarda fixement le maire. Ce dernier, rouge, déconcerté, ne dit mot. Puis il se leva et prononça d'un ton mélodramatique :

— Comme je ne suis pas ici l'objet du respect qui m'est

dû, je donne ma démission. A partir de ce moment je ne suis plus votre maire.

Mais la déclaration ne produisit pas l'effet escompté. La démission fut acceptée sans protestation. Seul un ouvrier métallurgiste observa :

— Maintenant qu'il s'est enferré, il veut tirer au large. Il est plus facile de faire des discours que de se mettre au boulot, pas vrai? Et vous n'avez pas honte, sacré nom de Dieu !

— Je donne ma démission, répéta mélancoliquement le maire, et je transmets mes pouvoirs aux ouvriers, et non à mes collègues, qui me laissent seul en ce moment difficile.

Et, s'adressant à moi, il s'exclama :

— C'est à vous, c'est entre vos mains que je remets mes pouvoirs.

Personne ne prononça un mot. Et dans ce silence de l'assistance en désarroi, retentit tout à coup notre chant :

Avanti, o popolo alla riscossa !
Bandiera rossa, bandiera rossa
Trionferà !...

Aux voix des ouvriers qui chantaient dans la salle s'ajoutèrent celles des gens massés sur la place.

Je regardai l'assistance : des visages congestionnés, des faces blêmes d'épouvante, des yeux chargés de haine.

— Je propose au conseil municipal de passer dans le cabinet du maire pour y examiner les mesures concrètes à prendre, dit le président de la société de secours mutuels.

La proposition fut acceptée, et le maire, suivi du conseil municipal, se rendit dans son cabinet pour y délibérer. Peu après, les conseillers revinrent dans la salle commune et firent les propositions suivantes : 1° des prix-limites sont institués; 2° les prix existants seront diminués de 50 %;

1. En avant, peuple, à l'insurrection ! — Le drapeau rouge, le drapeau rouge — Triomphera...

3^e la Chambre du travail sera chargée de veiller à l'exécution de cette décision.

Sur la place la foule chantait.

Avanti, popolo, tuona il cannone.
Rivoluzione, rivoluzione !
Avanti, popolo, tuona il cannone ;
Rivoluzione vogliamo far¹ !

Et, comme refrain : « Vive Lénine ! », « A bas le roi ! »

Devant cette lame de fond qui menaçait de tout emporter, les propositions du conseil municipal furent adoptées sans objection ; les boutiquiers eux-mêmes n'osèrent protester.

Je demandai la parole.

— Nous acceptons ces propositions, dis-je, mais à condition qu'on y adjoigne les points suivants...

Et je donnai lecture de nos quatre points, pendant que continuait sous les fenêtres le chant triomphal :

Bandiera rossa
Trionferà !
Evviya il socialismo
E la libertà²...

— Ainsi, vous ne voulez pas accepter nos propositions ? dit le maire. Vos quatre points équivalent à un refus.

— Vos propositions, sans les garanties que nous indiquons, ne sont qu'un moyen de tromper les masses ouvrières. Nous ne pouvons les accepter telles quelles.

— C'est votre dernier mot ? demanda le maire.

— Oui, parce que vous n'êtes en mesure ni de faire observer les prix-limites, ni d'obliger les commerçants à

1. En avant, peuple ! le canon tonne. — Révolution, révolution ! — En avant, peuple ! le canon tonne ; — Nous voulons faire la révolution.

2. Le drapeau rouge — Triomphera ! — Vivent le socialisme — Et la liberté !

abaisser les prix existants. Votre brillante idée de nous rendre responsables de l'exécution de vos décisions, sans nous conférer les pouvoirs nécessaires, montre que vous-mêmes vous n'êtes pas sûrs de votre autorité et que vous voulez tout simplement nous faire engrener ce que vous avez moulu. Puisqu'il en est ainsi, surveillez vous-mêmes l'exécution de vos décisions.

En bas, sur la place, c'étaient des clameurs et des coups de sifflet. Le maire déclara :

— Il faut en finir. Que ceux qui sont pour les propositions du conseil municipal lèvent la main.

Toute l'assemblée, sauf notre commission, leva la main.

— Maintenant nous allons communiquer notre décision aux citoyens.

La porte donnant sur le balcon fut ouverte. La place était noire de monde. Pâle comme un mort, le maire, suivi des conseillers municipaux, extrêmement émus, eux aussi, s'avança sur le balcon. Des huées et des cris : « Du pain! du pain! » saluèrent son apparition.

— Citoyens, commença-t-il d'une voix tremblante, à partir de demain, en accord avec les commerçants et avec l'approbation des autorités locales, des prix-limites seront institués avec diminution de 50 % sur les prix existants.

— Nous les connaissons ces prix-limites! hurla la foule. Que la commission ouvrière parle! Que le secrétaire de la Chambre du travail parle!

Quand la commission ouvrière apparut à son tour au balcon, elle fut accueillie par une salve d'applaudissements. Puis on entonna l'*Internationale*, suivie de nouveaux applaudissements. Enfin je pus parler :

— Nous avons transmis vos propositions à l'assemblée. Elle ne les a pas acceptées. On vous propose encore une fois des prix-limites, qui, à n'en pas douter, ne seront pas plus observés que les précédents. Nous considérons cela comme une provocation. La bourgeoisie, qui a voulu la guerre, veut maintenant en faire payer les frais au peuple.

L'heure de la reddition des comptes approche. Soyez prêts et disciplinés, attendez les indications du parti socialiste et de la Chambre du travail. Nous vaincrons.

Et comme des soldats débouchaient d'une rue adjacente sur la place, j'ajoutai, en élevant la voix de manière qu'ils m'entendissent :

— Les soldats arrivent. Ce sont des prolétaires, des fils de prolétaires comme nous. Ils ne tireront pas. Retournez chez vous. Vive la Russie révolutionnaire ! Vive le socialisme !

Le foule se dispersa au chant de l'*Internationale*. Il n'y eut pas un seul coup de feu.

Le lendemain, sur tous les murs de la ville, de vastes affiches annonçaient les prix-limites, mais les marchandises avaient disparu des vitrines et des rayons des magasins.

Que faire ? Le parti ne donnait aucune indication. Il était impossible de commencer dans une petite ville une action isolée. Des désordres éclataient de-ci de-là. Le gouvernement transportait ses forces d'un endroit à l'autre, réprimant les troubles, mais ne laissant pas longtemps dans la même localité ses soldats, dont il n'était pas sûr.

Nous, dirigeants de la section socialiste et de la Chambre du travail, nous attisions le feu et préparions les masses à l'action, dans l'espoir que le parti prendrait enfin la décision d'intervenir.

Dans toutes les fabriques nous avions déjà des « comités ouvriers » et, dans chaque atelier, des délégués.

La bourgeoisie reculait lentement, s'efforçant de se venger par des coups portés en sourdine. On avait eu connaissance des dissentiments qui s'étaient élevés parmi les membres de la Chambre du travail au sujet du pillage des boutiques lorsque nous avions délibéré sur les points à présenter à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal, et l'on fit courir dans la ville le bruit que j'avais reçu dix mille liras des commerçants de Fossano pour « sauver les magasins ».

XXI

Barbe-de-Cuivre

Notre mainmise légale sur le club, que nous avions transformé en Chambre du travail, exaspérait la presse locale. Comment, au centre même de la ville, dans un magnifique local, par suite de la faiblesse de braves gens, un foyer de sédition s'était installé ! Que faisaient donc les autorités ?

Les autorités ? Où étaient-elles, en effet, à cette époque ?

Les trois feuilles locales — celle des démocrates-chrétiens, celle des cléricaux et celle des libéraux-démocrates — ramenaient sans cesse la question sur le tapis, mais il était difficile de nous déloger de force. Le clergé, furieux, usa alors de son arme favorite, la calomnie, qu'il mit en œuvre contre moi. Il faut, se disait-on, discréditer aux yeux de la population ce maudit barbier et ses amis. Et l'on eut recours... à la littérature.

Un des journaux locaux commença la publication en feuilletons d'un roman sous le titre ronflant : *la Cité du soleil*¹. Le héros en était un certain « Barbe-de-Cuivre », qui, physiquement, me ressemblait comme un frère. Le clergé, on le sait, possède au suprême degré l'art de la diffamation par insinuation. Il était difficile de nous atteindre directement. Chose extrêmement rare dans le mouvement socialiste italien d'alors, les membres de notre section étaient exclusivement des ouvriers ; le seul intellectuel était un médecin ; il n'y avait même pas, ce qui paraîtra incroyable, un seul avocat. Nous ne prêtions guère le flanc à la critique. Mais les ratichons ont plus d'un tour dans leur sac, et ils trou-

1. Ce titre est le même que celui de la fameuse utopie sociale publiée en 1623 par le moine italien Thomas Campanella.

vèrent le moyen de nous vilipender. La ville décrite sous le nom de « cité du soleil » était évidemment Fossano. Barbe-de-Cuivre, c'était moi, dont la barbe avait alors la couleur que revêtent les casseroles des ménagères de Fossano la veille de la fête patronale, lorsqu'on frotte les planchers et la vaisselle et qu'on débarbouille les moutards.

Voici quelques extraits du fameux roman :

« Le cabinet de Barbe-de-Cuivre : une grande table, encombrée de papiers, une bibliothèque avec les œuvres de Marx et d'écrivains du même genre ; aux murs, les portraits de Marx, d'Engels, de Turati et d'autres saints du socialisme ; de riches tapis veloutés de couleur rouge, le téléphone, un fauteuil incrusté d'or, de lourdes portières de soie.

« Barbe-de-Cuivre, dans son fauteuil, un cigare parfumé à la bouche, suit d'un regard pensif les volutes capricieuses de la fumée. Il est richement habillé ; une lourde chaîne d'or barre son gilet ; ses doigts sont cerclés de bagues...

« Barbe-de-Cuivre est de haute taille, maigre, les yeux sombres, la chevelure noire ; sa barbe est couleur de cuivre. Comme il boite, il s'appuie en marchant sur une canne à pommeau d'or artistement travaillée.

« En ce moment, Barbe-de-Cuivre sourit : dans la pénombre de cet intérieur tranquille, les doux rêves viennent d'eux-mêmes. Soudain on frappe à la porte.

« Entrez, crie Barbe-de-Cuivre.

« Un petit homme maigre apparaît.

« — Camarade, dit le petit homme, c'est une délégation d'ouvriers. Est-ce que je peux les introduire ?

« — Tu leur as demandé ce qu'ils veulent ? Non ? Imbécile, tu n'en fais jamais d'autres !... Amène-les, mais qu'ils commencent par bien s'essuyer les pieds, et préviens-les qu'ils ne crachent pas sur les tapis : ces cochons-là ont toujours un mégot à la bouche.

« La délégation entra. C'étaient cinq ouvriers maigres, sales, aux vêtements dépenaillés. Quelle différence entre eux et Barbe-de-Cuivre !

« — Qu'est-ce que vous voulez ? demande Barbe-de-Cuivre, sans répondre à leur salut et sans les inviter à s'asseoir.

« Les ouvriers, tournant leurs chapeaux entre leurs mains, ne savent comment commencer.

« — Allons, vivement ! j'ai autre chose à faire.

« — Voilà, dit l'un d'eux, nous sommes des camarades... A la fabrique on est mal payés. Nous sommes venus vous demander de nous aider, de nous composer un papier où...

« — Suffit ! j'ai compris. Combien êtes-vous ?

« — Cinq cent soixante, et on est dans la misère. Si vous nous aidez...

« — Vous êtes dans la misère parce que vous êtes des andouilles. Ça va : donnez-moi dix mille liras et je vous préparerai votre papier, je prononcerai un discours, en un mot je ferai ce qu'il faut. Naturellement, lors des élections vous voterez pour moi...

« — Oui, mais comment trouver dix mille liras ? firent les ouvriers atterrés.

« — Vous vous cotiserez. Dix mille liras : une bagatelle ! J'obtiendrai pour vous une augmentation de trois liras par jour. Vous êtes cinq cent soixante. Trois par cinq cent soixante, cela fait mille six cent quatre vingts liras par jour et, par an, plus d'un demi-million. Décidez : c'est oui où c'est non ?

« Barbe-de-Cuivre se mit à jouer avec un canif de nacre incrusté d'or.

« — Entendu, dirent les ouvriers ; dimanche, nous vous apporterons un acompte.

« Et ils sortirent avec un profond salut.

« Satisfait, Barbe-de-Cuivre se frotta joyeusement les mains, puis il écrivit quelques lignes sur un élégant papier et frappa avec un martelet d'argent sur un timbre. Le petit homme entra :

« — Porte cette lettre à destination...

« C'est la nuit. Les rues sont désertes. D'un pas lent et inégal un homme de haute taille va par le boulevard. Arrivé à l'endroit le plus sombre, il s'arrête, regarde soupçonneusement autour de lui, puis tire de sa poche une clé, ouvre une petite porte masquée par la verdure et la referme rapidement derrière lui. Arrivé au haut d'un escalier, il ouvre une seconde porte, allume l'électricité et enlève un foulard qui lui cachait à moitié le visage.

« C'est Barbe-de-Cuivre. Il se déshabille et met un pyjama de soie. Il s'assied. La pièce dans laquelle il se trouve est luxueusement meublée : une alcôve, des divans, des tapis, des statues, des glaces, des tableaux frivoles. Une lumière douce tombe d'une lampe voilée ; une odeur exquise, enivrante emplit la chambre. Barbe-de-Cuivre regarde avec impatience la pendule et prête l'oreille à chaque bruit du dehors. Le temps passe. Nerveusement, Barbe-de-Cuivre jette son cigare à moitié consumé et en allume un autre. Tout à coup il sursaute. En bas, la porte a claqué ; un bruit de pas... Une femme entre, enveloppée de fourrures.

« — Bonsoir, chérie !

« Barbe-de-Cuivre veut l'embrasser, mais elle le repousse.

« — Laisse-moi, j'ai la migraine.

« Elle enlève son manteau et s'assied.

« — Donne-moi une cigarette et un verre de porto.

« Barbe-de-Cuivre est tendre, prévenant.

« — Sais-tu ce que j'ai vu aujourd'hui à Turin ? A propos, tu m'envoies me promener à Turin avec cinq cents misérables liras : tu devrais avoir honte ! J'ai vu là-bas un manteau merveilleux, qui ne coûte que quinze mille liras. J'ai décidé de l'acheter. Tu me donneras l'argent nécessaire, n'est-ce pas ? D'ailleurs si tu ne le fais pas, je l'achèterai quand même.

« — Comment cela ? demande Barbe-de-Cuivre, troublé.

« — Je n'ai qu'un mot à dire... Si je ne t'aimais pas

tant, le manteau serait déjà sur moi. Mais tu me l'achèteras, n'est-ce pas ? Tu verras, tu seras fier de ta Nini...

« Et elle l'embrasse.

« — Tu me l'achèteras, dis ?

« — Oui, mon amour.

« La lumière s'éteint... Des bruits de baisers, des soupirs...

« ...Au meeting Barbe-de-Cuivre fit un brillant discours :

« — Ouvriers, alors que vous peinez dix heures par jour pour un morceau de pain, la bourgeoisie s'empiffre, se gorge d'or. Vous n'avez pas de chaussures pour vos enfants, mais les bourgeois couvrent leurs femmes de perles et de diamants... Paysans, sous un soleil de plomb, vous moissonnez les champs que vous avez arrosés de vos sueurs. Et vos maîtres, avec les richesses que vous retirez pour eux de la terre, donnent des bals fastueux et vont à Monte-Carlo, où ils dépensent dans des orgies le fruit de votre labeur. La seule fois que ces messieurs se sont occupés de vous, ouvriers et paysans, c'est lorsqu'il leur a fallu vous envoyer à la guerre.

« — A bas les oppresseurs ! Vive la révolution !

« Souriant, Barbe-de-Cuivre descend de la tribune dans un vacarme d'applaudissements et de vivats... »

Le roman continua sur ce ton pendant plusieurs semaines. On cherchait manifestement à me compromettre ainsi que mes camarades. Malgré le dégoût que nous inspirait cette ignoble campagne, il fallait réagir. Nous songeâmes d'abord à poursuivre l'auteur pour diffamation, mais il s'avéra qu'au point de vue juridique il n'y avait pas matière à poursuites. J'écrivis alors au président du parti *popolari*¹, à qui appartenait la feuille publiant le roman,

1. Le parti populaire italien (*Partito popolare italiano*, par abréviation *popolari*), fondé immédiatement après la guerre, englobait

une lettre ouverte, dans laquelle je le sommais d'apporter des faits précis et d'en prendre la responsabilité. Ma lettre resta sans réponse, mais le ton du roman changea quelque peu. J'écrivis alors au propriétaire du journal une nouvelle lettre ouverte ainsi conçue :

« Je n'ai pas reçu de réponse à ma lettre. Vous ne pouvez nier qu'elle vous soit parvenue, car j'ai un accusé de réception. Si, dans dix jours, vous n'assumez pas votre responsabilité comme je l'ai indiqué dans ma dernière lettre, j'aurai le droit de vous considérer comme un fripon, un coquin et un vulgaire diffamateur. »

Le propriétaire du journal, avocat, *cavaliere* et catholique militant, encaissa ces qualificatifs sans riposter. Mais la publication du roman fut interrompue, quoique le dernier feuillet portât la mention : « A suivre ».

Le surnom de « Barbe-de-Cuivre » me resta. Je le pris comme pseudonyme littéraire. Dès lors mes camarades et même mes parents prirent l'habitude de m'appeler « Barbe-de-Cuivre ».

XXII

Des élections et de quelques autres choses... amusantes

Le mouvement contre la hausse des prix se développait et, en certains endroits, donnait lieu à des émeutes.

Il est curieux d'observer le rôle de Mussolini dans cette période. Lors des désordres de Gênes, Mussolini écrit

les organisations catholiques dénommées « démocrates-chrétiens » et travaillait surtout parmi les paysans. Il se désagrégea sous les coups du fascisme. Une partie de ses chefs (parmi lesquels L. Sturzzo) émigrèrent, d'autres furent déportés, et la droite, sous le nom de « Centre national », se rallia au fascisme.

dans le *Popolo d'Italia* : « C'est le poteau d'exécution qu'il faut pour ces requins ». A Dalmine, les fascistes ayant occupé les ateliers Gregorini, Mussolini, dans un discours contre les profiteurs de guerre, déclare : « Démocratie, économie, voilà notre devise ! Nous voulons une Assemblée constituante, et à la question : Monarchie ou république ? nous répondons : République ».

Mussolini suit le mouvement et tente même de le devancer. Après le discours de Turati, il écrit : « Rarement le Parlement italien a eu la fortune d'entendre un programme aussi sérieux et aussi bien ordonné que celui de Filippo Turati ». Il essaye encore alors de s'allier aux socialistes les plus... raisonnables. Après la scission de Livourne, il écrit : « En 1892, le parti socialiste italien s'est débarrassé, à Gênes, des anarchistes. Maintenant il se débarrasse des communistes ». Alors encore, il fait des révérences amusantes au parti.

Cependant, notre section se développait. L'hebdomadaire *Lotte nuove* publiait un supplément spécial pour notre chronique. Nos succès exaspéraient la bourgeoisie locale. Tous ses efforts tendaient maintenant à nous déloger de l'ancien club. Le bail expirait en septembre, et l'on pouvait alors nous mettre dehors légalement. Nous nous efforçâmes, mais vainement, de trouver un local. Quand ces maudits socialistes n'auront plus où se réunir, ils seront bien obligés de se disperser, se disait-on ; et l'on mettait tout en œuvre pour nous empêcher de louer un local. La situation devenait sérieuse. Le commissaire de la Sûreté publique nous avait particulièrement en grippe et nous persécutait de son mieux.

Un jour, je lui envoyai un avis au sujet d'un meeting et d'un défilé que nous projetions. Le lendemain, un policier vint me trouver à ma boutique et me pria de le suivre au commissariat.

L'honorable commissaire, le *cavaliere* d'Avanzo, qui fut plus tard emprisonné pour dilapidation des deniers publics.

n'était pas un aigle, mais il aimait la précision. Il me tendit un papier en me disant : « Lisez et signez ».

Je m'assis et lus :

COMMISSARIAT
DE LA SÛRETÉ PUBLIQUE
DE FOSSANO

—
OBJET

*Avis de défilé
et de meeting public*

A Monsieur ..., perruquier

Rue de Rome, 46

Fossano

Le commissaire de la Sûreté publique de Fossano prend note de l'avis de défilé et de meeting public qui lui est présenté par Monsieur ... [ici mes nom et prénom], secrétaire de la Chambre du travail et de la section socialiste ; approuve l'itinéraire du défilé et l'horaire du meeting ; ordonne à un détachement de carabiniers royaux d'assurer le service d'ordre ; prévient Monsieur ... [ici mes nom et prénom] que si, pendant le meeting, on chante l'*Hymne des travailleurs*, le refrain devra être celui qu'a écrit Filippo Turati, c'est-à-dire :

*O vivremo del lavoro
O pignando si morrà¹ !*

et non

*Noi vivremo del lavoro
Senza papa e senza rè² !*

avertit Monsieur ... [ici mes nom et prénom] que toute infraction à cet ordre entraînera la dissolution du meeting et du défilé et l'arrestation des chanteurs ainsi que du signataire de l'avis de meeting.

Le Commissaire de la S.P. : D'AVANZO.

Je signalai en souriant. Le commissaire, grand admirateur d'Annunzio et amateur du style fleuri, me demanda :

1. Ou vivre en travaillant, — Ou mourir en combattant !

2. Nous vivrons en travaillant, — Sans pape ni roi !

— Que signifie ce sourire sardonique qui perce à travers le système pileux dont s'orne votre visage ? N'oubliez pas que je suis le représentant de la loi...

— Je ne l'oublie nullement, monsieur le commissaire, je pense simplement à ce pauvre Turati...

Le commissaire comprit-il l'ironie ? En tout cas, il ne la releva pas. Je demandai copie de cet intéressant document, par lequel un commissaire de police se faisait le gardien des droits d'auteur du « socialiste » Turati. Le commissaire d'ailleurs avait raison : les ouvriers ne chantaient que rarement l'*Hymne des travailleurs*, auquel ils préféraient l'*Internationale*, et quand ils le chantaient, ils en changeaient toujours le refrain.

Je communiquai l'« avertissement » du commissaire aux camarades, et le pauvre d'Avanzo dut entendre toute une journée l'*Hymne des travailleurs* modifié selon la forme prescrite et, en outre, admirer sa prose dans les colonnes de notre presse. Il n'avait vraiment pas de chance !... Il n'en eut pas non plus avec ses dilapidations : il ne sut pas choisir le moment opportun : les fascistes n'étaient pas encore au pouvoir quand il commença à voler. Dans la prison de Turin où nous nous rencontrâmes par la suite, il se prétendait, lui aussi, victime d'une « erreur judiciaire ».

Tous ces misérables suppôts de la bourgeoisie, tous ces persécuteurs de la classe ouvrière volaient, et continuent encore à voler pour compléter leurs maigres appointements. Prêts à tout pour obtenir de l'avancement ou une gratification, insolents avec les faibles, rampant devant les forts, ils montrèrent, avec leur chef, le ministre de l'Intérieur, Nitti, toute leur bassesse dans la période qui suivit la guerre. Combien de fois je les vis, apeurés et obséquieux devant les commissions ouvrières, lorsque la vague prolétarienne menaçait d'emporter l'édifice capitaliste !

Un jour d'Avanzo me dit :

— Je suppose que le gouvernement socialiste, lui aussi, aura sa police ?

C'était au moment que les ouvriers, furieux, donnaient

l'assaut aux magasins. D'Avanzo, en homme prudent, voulait se réserver une poire pour la soif.

— Certainement, répondis-je, il nous faudra une police, mais plus intelligente que celle de Nitti.

— Croyez-vous qu'il ne soit pas possible de trouver des policiers intelligents en Italie ? Que l'on soit si attaché que cela à Nitti ou à Giolitti ? On travaille pour gagner sa croûte, et voilà tout.

Combien de déclarations de ce genre n'ai-je pas entendues en ces jours troublés, gros de possibilités... qui malheureusement ne furent pas réalisées !

Un jour je vis apparaître dans ma boutique le maréchal des carabiniers de notre ville.

— On ne peut vraiment plus vivre ainsi ! dit-il d'une voix éteinte. De qui dois-je recevoir des instructions ? La préfecture ne donne aucun ordre ; je ne sais que faire... Et combien d'infractions à la loi il se commet ! Chacun fait ce qu'il veut... Plutôt la révolution, et vivement ! Cela ne peut pas continuer ainsi.

Et il s'en alla.

Les élections à la Chambre du travail approchaient. La province de Coni y avait douze représentants, tous des démocrates, ou plutôt des giolittiens. Il allait falloir livrer une rude bataille. La population, rurale par excellence, était cléricale. Je visitai les coins les plus reculés et je pus constater que, malgré tout, la province s'ébranlait, sortait de sa torpeur.

Il m'arrivait parfois dans mes tournées des aventures amusantes. Un jour je devais prendre la parole dans un petit village. Je parlais ordinairement sur la place publique, mais ce jour-là il tombait une pluie mêlée de neige et une bise aigre soufflait. Les paysans rassemblés se morfondaient devant le cabaret et les portes des maisons voisines.

— Que faire ? disaient-ils. On ne peut pas tenir la réunion sur la place par un temps pareil.

— Pourquoi ne pas nous réunir dans l'église de la

Confrérie ? proposa un vieux. Les *popolari* y ont déjà tenu leur assemblée.

Le conseil sembla bon. L'église en question n'était en réalité qu'une chapelle qui ne s'ouvrait qu'aux jours de fête. Les représentants de la section socialiste locale et moi, nous nous rendîmes chez le maire.

— Qu'y a-t-il pour votre service ? demanda aimablement ce dernier.

— Nous avons, comme vous le savez, convoqué une assemblée, mais il est impossible de parler sur la place. Ne pourriez-vous pas nous donner une salle ?

— Nous n'en'avons pas de libre ; l'école aussi est occupée.

— Alors donnez-nous l'église de la Confrérie.

— Que diable me dites-vous là ? Vous, socialistes, parler dans une église !

— Vous l'avez bien déjà permis à un parti politique, celui des *popolari*, répliqua le secrétaire.

— C'est différent : les *popolari* sont un parti catholique. Non, je ne peux pas vous donner les clés de l'église.

Nous essayâmes, mais sans résultat, de le faire revenir sur sa décision. Pendant que nous discussions, les paysans peu à peu s'étaient dispersés. Nous ne restions plus que trois ou quatre à continuer les pourparlers, lorsque le secrétaire de la section socialiste locale dit :

— Allons-nous en, camarades, il n'y a rien à faire.

Un peu étonné de son manque de ténacité, je sortis néanmoins avec lui. Dans l'escalier il me chuchota :

— Dépêchons-nous, l'église est déjà pleine de monde : on t'attend.

Et il éclata de rire.

Pendant que nous discussions, un des assistants était allé trouver le gardien et lui avait demandé les clés au nom du maire. Le gardien, sans soupçon, les lui avait remises. On avait ouvert l'église, qui, en quelques minutes, s'était remplie de monde.

Je commençai à parler. Quand le maire apprit ce qui

s'était passé, il entra en fureur et manda les carabiniers de la localité voisine. Ils vinrent au nombre de cinq. Quand le maréchal, à la tête de son détachement, entra dans l'église et qu'il me vit dans la chaire du curé, il leva les bras au ciel de désespoir... et ce fut tout. En effet, que pouvaient faire, en 1919, un maréchal et quatre carabiniers contre quelques centaines de paysans !

L'événement fit scandale. L'église fut fermée pendant six mois par ordre des autorités ecclésiastiques, après quoi l'évêque en personne vint consacrer de nouveau le sanctuaire « profané ». Le gardien reçut un savon, et je dus payer une amende pour avoir prononcé mon discours dans un endroit autre que celui qui était mentionné dans l'avis.

Une autre fois j'eus à parler dans un village de la plaine en direction de Turin. Il y avait là beaucoup de sympathisants au parti, anciens combattants pour la plupart. A l'entrée du village nous fûmes accueillis par l'orchestre, et quel orchestre ! Un trombone, deux mandolines et un tambour. Ces braves gens n'avaient rien trouvé de mieux pour manifester leur joie de nous recevoir. Je me ressouvins alors des bidons à pétrole...

Un défilé solennel, un meeting, l'ouverture d'une coopérative, la première séance de la section socialiste nouvellement constituée, puis un grand banquet... La partie officielle de la fête terminée, un vieux paysan, le père du secrétaire frais émoulu de la section, nous invita chez lui. Il nous fit visiter sa maison, son jardin, son potager et nous mena dans son étable. Cette étable, contrairement à celles des autres paysans, était d'une propreté exemplaire, et j'en fis compliment au vieillard, qui rougit de plaisir.

— Voilà la Rousse, dit-il, en posant la main sur la croupe d'une vache ; ça, c'est Blanchet et ça, Martin — et il montra deux bœufs au poil lustré. De bons travailleurs !

Puis il me présenta le veau et, enfin, s'arrêta devant un magnifique taureau.

— Et celui-là — le vieillard hésita — c'est un taureau...

— Comment s'appelle-t-il ? demandai-je.

Le vieux, embarrassé, voulut parler d'autre chose.

— Mais dis-le donc ! fit son fils en riant.

— Vous ne vous froisserez pas, n'est-ce pas ?

— Pourquoi voulez-vous que je me froisse ? fis-je, étonné.

— C'est ma plus belle bête... Alors je lui ai donné votre nom, avoua le vieillard, rouge comme une écrevisse.

Nous passâmes la soirée parmi les paysans, qui ne cessèrent de nous demander des nouvelles de la Russie, de la révolution russe, de Lénine.

J'eus l'« honneur » de m'occuper particulièrement de la propagande dans le fief de l'homme de la Banque de Rome et de la guerre de Tripolitaine, de l'homme qui distribuait à profusion les décorations aux carabinieri-assassins, de l'homme qui fournit aux fascistes leurs premières armes et qui, avec les réformistes, réprima le mouvement des ouvriers qui s'étaient emparés des usines.

La province de Coni, en effet, depuis plus de trente ans, était en quelque sorte la propriété de Giolitti. A Dronero, sa ville natale, Giolitti faisait la pluie et le beau temps : on ne jurait que par lui.

Dronero, situé dans la montagne, est la ville des *cavalieri* et des *commandeurs*, créés par le tout-puissant ministre. Là, donnez du *cavaliere* au premier berger ou charretier venu, vous êtes à peu près sûr de ne pas vous tromper. On raconte qu'un jour un fonctionnaire chargé de famille ayant sollicité de Giolitti un subside extraordinaire, ce dernier, habitué à de tout autres demandes, écrivit comme de coutume sur la requête : « Est nommé *cavaliere* de la Couronne d'Italie ».

Les moyens de communication : chemins de fer, tramways, services automobiles, ponts, dans le fief de Giolitti sont excellents.

La campagne électorale dans cette région n'était pas facile à mener. Nous avions à lutter non seulement contre

le président du conseil¹, mais encore contre trois de ses ministres, dont deux étaient à sa dévotion.

Dans le premier village où je me présentai avec un camarade l'accueil fut des plus hostile : ce fut l'habituel concert de bidons à pétrole, mais maniés cette fois par de forts gaillards armés de solides gourdins. Il nous fut impossible de parler.

— Mauvais début, fis-je à mon compagnon.

Dans le village suivant, nous pûmes parler, mais l'auditoire nous étonna : pas de coups de sifflet, pas d'observations, pas d'applaudissements. Un silence de mort. Durant mon discours, dans lequel je traitai du programme du parti socialiste, je ne fut pas interrompu une seule fois. Quand j'eus fini, pas un bruit ne se fit entendre. Je descendis de ma table un peu dérouté. Un vieillard vigoureux, au masque énergique, vint alors à moi et, me serrant la main, déclara :

— Je parle au nom des pères de famille qui sont ici. Nous, montagnards, nous parlons peu, mais nous tenons notre parole. Nous voterons tous pour les socialistes. Nous avons déjà décidé cela entre nous. Mais si vous, socialistes, vous vous conduisez comme les autres, nous vous jetterons là-bas — et il indiqua du doigt la rivière. Hier, Son Excellence le ministre Soleri a dû passer à travers champs, au lieu d'aller par sa route habituelle en automobile. Nous avons perdu les meilleurs de nos hommes à la guerre. Voyez ce qu'il en est resté — et il me montra une plaque commémorative avec les noms des morts. Nous en avons assez !

On nous invita au club, qui devint plus tard le local de la section socialiste.

Le vieux tint parole : tout le village vota pour nous.

Durant ces tournées électorales de combien de choses n'eus-je pas à m'occuper en dehors de mes discours de

1. Giolitti.

propagande ! Un jour, à Acceglio, je dus inaugurer une plaque commémorative en l'honneur des victimes de la guerre. Dans chaque ville, dans chaque village on élevait alors des monuments à la gloire de l'armée italienne. Acceglio avait déjà, dans une des principales rues, sa plaque commémorative, mais c'était la plaque des « messieurs », comme disait un ancien combattant.

— Celle-là, m'expliqua-t-il, a été faite par les riches et les embusqués, et elle a été inaugurée par le préfet et le curé, assistés des notables. Et qu'est-ce qu'il n'y a pas là-dessus : la patrie, le roi et autres saloperies ! A l'inauguration de la nôtre, seul, le peuple viendra. Nous voulions faire notre inauguration en même temps que celle des messieurs, mais, pour ne pas amener d'histoire, nous l'avons retardée. Ils auraient encore insulté nos morts.

Sans une seule phrase patriotique, la plaque était simple, massive, forte comme les montagnes environnantes et comme ceux dont elle portait les noms gravés. Nous l'« inaugurâmes » au chant de l'*Internationale*. Il n'y eut à la fête que des gens du peuple, pas un curé, pas un « monsieur ».

D'Acceglio je me rendis, à dos d'âne, au dernier village de montagne que comportait mon itinéraire. Là, sous la neige, m'attendaient une centaine d'anciens combattants. Quelle vue superbe on avait de ces hauteurs, et quelles formidables carrures chez ces chasseurs alpins ! A mon grand étonnement, je trouvais, là aussi, nos journaux. Je fus accueilli comme un vieil ami.

— Je connais ton nom, me dit un des anciens combattants : je l'ai vu au bas d'articles des *Lotte nuove*. Il est vrai qu'il n'y avait pas grand'chose à lire (il faisait allusion à la censure), mais nous comprenions quand même de quoi il s'agissait... Quelle vie de chien !

Et il soupira.

— Est-ce qu'il y aura des orateurs des autres partis ? demandai-je.

— Non, je suis à peu près sûr qu'il n'y en aura pas. Les giolittiens eux-mêmes ne se risqueront pas ici.

Que de questions ne me posa-t-on pas après mon discours ! Et combien naïves parfois étaient ces questions ! Dans ces montagnes, notre lutte n'avait qu'un écho assourdi, mais on la suivait autant que faire se pouvait. Pourtant on me questionna surtout sur la révolution russe. Je parlai jusqu'à une heure avancée de la nuit. On me donna un gîte dans une maison creusée dans le roc, chez un cordonnier, anticlérical farouche, qui avait décoré les murs de sa demeure de caricatures antireligieuses découpées de l'*Asino*. Il me raconta que, quand la servante du curé lui apportait ses chaussures ou celles de son maître à réparer, elle se signait et se tournait face à la porte pour ne pas voir la « galerie de tableaux ».

— Au fond, me disait-il, notre curé n'est pas méchant ; c'est un pauvre diable comme nous, mais il est bête... Je ne sais pas ce qui nous attache à ces rochers. J'ai été en Amérique et, vous le croirez si vous voulez, je ne pensais qu'à ces pics, à ces neiges, à ces torrents... Je n'ai aucun respect pour la patrie. Par exemple, je n'ai pas songé à revenir quand la guerre a été déclarée, mais ces sacrées pierres m'attirent, m'ensorcellent...

Le lendemain, j'enfourchai mon âne et je me dirigeai vers la vallée. En chemin, à chaque occasion favorable, aux marchés, sur les places, s'il y avait un orateur, je m'arrêtais, je descendais de ma monture et j'intervenais. J'eus plusieurs fois à prendre la parole contre des curés ; les autres orateurs étaient des giolittiens, tous des *cavalieri* naturellement.

Arrivé dans la plaine, je trouvai un télégramme de la fédération m'avisant qu'on m'attendait dans un village voisin. Une carriole délabrée, à laquelle était attelée une mule qui s'arrêtait tous les cent mètres pour lancer des ruades, fut mise à ma disposition. A l'entrée du village, je fus reçu par un cortège de montagnards en habits de fête avec des drapeaux. Nous échangeâmes de cordiales poignées de main ; les chapeaux volèrent en l'air et l'on poussa de grands cris en mon honneur.

Les drapeaux attirèrent mon attention. Tous ils étaient plus ou moins rouges, mais quelles étranges inscriptions ils portaient : « Confrérie de sainte Anne », « Premier prix de course », « Deuxième prix de natation », etc. ! J'y perdais mon latin : où étais-je donc ?

— Ne faites pas attention aux inscriptions, me dit un paysan, regardez seulement la couleur. Nous avons pris ce que nous avons trouvé : pour une telle fête on ne pouvait pas se passer de drapeaux rouges.

L'orchestre attaquait l'*Hymne des travailleurs*, que les assistants reprirent en chœur : ni le maréchal des carabinieri de ma ville, ni Turati lui-même, hélas ! ne l'auraient reconnu. Le meeting eut lieu sur la grande place. Le maire, qui aimait à jouer au libéral, nous avait offert comme tribune le balcon de l'hôtel de ville.

Les discours furent suivis de l'inévitable banquet. Deux carabinieri envoyés pour maintenir l'ordre prirent part également à la fête. Le soir, on les invita à boire et, heureux, le chapeau sur l'oreille, ils dansèrent avec entrain dans le club du village.

Quand, ma tournée électorale terminée, je revins à Coni, mes camarades s'étonnèrent de ne pas me voir le visage poché, tant la réaction était renommée pour sa brutalité dans cette province.

Dans cette période j'eus à parler à Dronero même, la citadelle des giolittiens. La réunion eut lieu au théâtre municipal. L'atmosphère était assez orageuse : il y eut des contradicteurs, des coups de sifflet, mais là non plus je ne reçus pas de horions. Naturellement, Giolitti n'était pas alors à Dronero : il parcourait des villes plus importantes, serrant la main à ses fidèles *cavalieri*, distribuant les sourires et les promesses, prononçant des discours, en un mot, travaillant comme un nègre malgré son âge avancé. Il sentait que ses électeurs commençaient à lui échapper.

Dans toute la province nous n'étions qu'une dizaine de socialistes capables de prendre la parole et de porter la contradiction aux réunions publiques, contre une armée

de curés, d'avocats et de *cavalieri* munis d'argent et d'automobiles. Nous n'avions pas d'argent et nous nous déplaçons par les moyens les plus divers : à bicyclette, en side-car, en diligence, en carriole, à cheval, et parfois *pedibus cum jambis*. Un jour, pour me permettre d'arriver à temps à une assemblée où parlait le ministre Bertone, que j'avais rasé au début de ma carrière de barbier et contre lequel je devais maintenant prendre la parole, les camarades cheminots m'emmenèrent sur une locomotive spécialement mise en marche pour la circonstance.

Au cours de mes randonnées par la province, je tombai un jour dans une ville en même temps que Giolitti. La police ne nous laissa pas pénétrer dans le local où parlait le premier ministre, sous prétexte que la réunion était « privée ». Nous improvisâmes alors une réunion devant l'édifice même, mais l'homme de la Banque de Rome ne se montra pas aux ouvriers et se contenta d'une allocution à ses fidèles *commandeurs* et *cavalieri*.

A Vinadio, dans la haute montagne, je fus reçu par des alpins, anciens combattants, auxquels se joignirent des soldats des casernes. Ce jour-là précisément, le député Cassin, banquier giolittien, avait convié les anciens combattants à un dîner, au cours duquel il se proposait de prononcer un discours électoral. L'invitation fut acceptée, on fit honneur au repas, mais, au dessert, quand le député se leva pour discourir un des anciens combattants se leva également et, s'adressant aux autres, dit :

— Camarades, sur la place, dans quelques minutes, un orateur socialiste va parler. Je vous invite à aller l'écouter ; j'invite aussi le député Cassin, qui pourra prononcer là son discours s'il le veut.

Les convives applaudirent et se dirigèrent vers la sortie au chant de la *Bandiera rossa*, laissant là l'honorable député avec le maire, le curé, le maréchal des carabiniers, le notaire et... la note du dîner. Le député, comme bien l'on pense, ne se montra pas sur la place.

La même histoire se répéta à Valdieri, merveilleux petit village perdu dans les Alpes : là aussi, les anciens combattants quittèrent l'assemblée des giolittiens, qui se tenait à la mairie, et vinrent à la nôtre. Le roi se trouvait alors là en villégiature, et sa garde assista à notre réunion électorale.

Il est à noter que, un an plus tard, les socialistes triomphèrent aux élections municipales de Valdieri. Et le premier acte du nouveau conseil municipal fut d'établir un impôt sur le domaine royal qui se trouve sur le territoire de la localité. Jusque-là, le citoyen Victor-Emmanuel III, qui exerce la profession de roi d'Italie et dont les appointements annuels sont de soixante millions de liras, n'avait jamais payé l'impôt communal.

Dans tout le pays la lutte électorale était ardente. Le Vatican lui-même, bien que ne reconnaissant pas le gouvernement italien qu'il considérait comme un « usurpateur », soutenait les uns et combattait les autres.

Les élections législatives donnèrent aux socialistes cent cinquante six mandats de députés sur cinq cent huit. C'était une grande victoire. Notre province eut quatre députés socialistes, qui enlevèrent les sièges de trois giolittiens et d'un catholique. Ma candidature avait été posée, à la grande indignation de beaucoup de mes anciens clients, révoltés à l'idée que leur perruquier pouvait entrer à la Chambre. Mais je fus blackboulé, et ce ne devait pas être la dernière fois.

Les députés socialistes, à leur arrivée à Rome, furent rossés par les fascistes, qui manifestèrent ainsi leur dépit du résultat des élections. La Direction du parti socialiste italien, en signe de protestation, déclara une grève de vingt-quatre heures. Ma mère, apprenant ce qui s'était passé, s'écria :

— Quelle chance que tu n'aies pas été élu !

Mais quand on me roua de coups, bien que je ne fusse pas député, la pauvre femme ne sut plus que dire.

XXIII

Avant les batailles

Un nouvel organe de la pensée socialiste révolutionnaire, l'*Ordine nuovo*¹, s'était fondé. Il parut — ce qui était naturel — à Turin. Le gigantesque appareil industriel de *Fiat* avait concentré dans cette ville une masse considérable de prolétaires, fortement unis les uns aux autres par les grèves et les combats des années précédentes. L'élite prolétarienne, qui avait toujours été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire, ne pouvait rester éternellement sous la direction de l'ancienne social-démocratie. Les masses avaient dépassé leurs chefs ; elles mettaient en avant de nouvelles revendications, cherchaient de nouvelles méthodes de lutte et avaient besoin d'un nouvel organe. C'est ainsi que fut créé l'*Ordine nuovo*. Ses rédacteurs : Gramsci, Terracini, Togliatti, Tasca, vivaient en contact étroit avec le monde des travailleurs et, après quelques hésitations, le nouvel organe ouvrier posa nettement le problème de la formation de « conseils d'entreprises ». Les « comités ouvriers » existants représentaient à cet effet une base commode, mais ils avaient besoin d'une réorganisation fondamentale.

Contre ce courant se dressa toute la bureaucratie syndicale réformiste, conjointement avec les socialistes petits-bourgeois du Parlement et de la coopération. Mais les ouvriers, groupés autour de leur organe, appliquèrent fermement les nouvelles méthodes de lutte.

L'année 1920 fut particulièrement fertile en grèves et en soulèvements : à Turin, à Milan, à Biella, à Parme, à Naples, des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers

1. L'Ordine nuovo.

exprimèrent leur mécontentement et montrèrent qu'ils étaient prêts à la bataille. Et pas seulement les ouvriers : les journaliers agricoles, les employés, les instituteurs aussi firent grève. Les députés socialistes chantaient la *Bandiera rossa* en plein Parlement.

Le 6 avril, la grève générale fut déclarée dans la papeterie. La seule fabrique qui continuât à fonctionner se trouvait dans la province de Coni. Le patron, d'origine allemande, craignant notre propagande « néfaste », nourrissait et logeait ses ouvriers dans les bâtiments mêmes de l'entreprise. On travaillait toute la journée à trois équipes. Nous ne réussîmes pas à pénétrer dans la fabrique, mais, grâce à une surveillance organisée aux alentours, nous pûmes toucher les ouvriers qui sortaient. Beaucoup d'entre eux ne reprirent pas le travail, de sorte que la production de la fabrique baissa de cinquante pour cent. Mais nous ne tardâmes pas à être arrêtés.

Le 14 avril, la grève générale éclata à Turin. L'édition turinoise de l'*Avanti!* parut avec une vignette représentant un ouvrier armé veillant à la porte d'une fabrique. Et pendant ce temps, la Direction du parti socialiste, qui avait convoqué le Conseil national ¹ à Turin, décidait de le transférer à Milan... parce qu'il y avait la grève générale à Turin! Ainsi les chefs reculaient devant le flux révolutionnaire. Le comité d'agitation prit la tête du mouvement. C'est dans cette atmosphère surchauffée que se tint le Conseil national à Milan.

Pour y arriver, je dus partir la nuit de Fossano et faire à bicyclette les soixante-trois kilomètres qui séparent cette ville de Turin. De là, avec d'autres camarades, je me rendis à Milan en automobile, car les trains ne marchaient pas. Milan était bondé de fascistes et de policiers. Serrati,

1. Le Conseil national, convoqué avant le congrès du parti, comprenait les représentants des fédérations socialistes provinciales, au nombre de soixante-douze.

roué de coups dans la *Galleria*, avait de graves contusions à la tête, mais il put néanmoins assister au Conseil.

Les séances furent assez orageuses. Les délégués de Turin réclamaient avec instance l'élargissement du mouvement commencé dans cette ville. Turati, D'Aragona et plusieurs autres socialistes marquants s'y opposèrent. Ils accusèrent les camarades turinois d'exagérer l'importance d'un mouvement local. Aveugles ! ils ne voyaient pas ce qui se passait dans toute l'Italie. Après des débats animés le Conseil national rejeta la proposition des Turinois. Les ouvriers de Turin, déjà froissés que le Conseil eût été transféré à Milan, furent péniblement affectés par cette décision.

Le comité d'agitation publia ses derniers bulletins. Le mouvement s'éteignit, trahi une fois de plus par les chefs du parti socialiste.

Comme les chemins de fer ne fonctionnaient pas encore, nous partîmes de Milan dans des automobiles. Les chauffeurs également étaient en grève, mais on avait fait une exception pour le parti. Je me trouvai faire route avec le représentant du parti socialiste français Lorient. Après avoir dépassé Pavie, nous eûmes à traverser une région où, depuis plus de cinquante jours, les ouvriers agricoles étaient en grève. A l'entrée d'un village, notre automobile fut arrêtée par un groupe de grévistes.

— Alors les messieurs se baladent en automobile, pas vrai ? dit d'un ton à la fois sarcastique et menaçant l'un d'eux, qui portait un brassard rouge.

— Nous sommes des camarades, dis-je.

— Oui, tous des camarades, maintenant ! Vous avez la frousse tout simplement.

Les autres journaliers agricoles avaient entouré notre automobile. Lorient, qui ne comprenait pas l'italien, regardait la scène d'un œil étonné.

— Descendez ! La machine est confisquée, dit l'homme au brassard rouge.

— Cher camarade, protestai-je, tu devrais d'abord examiner nos papiers.

Et je lui tendis ma carte du parti, ainsi que mon mandat de délégué au Conseil national.

Les visages contractés se détendirent dans un bon sourire. On nous serra fortement la main en s'excusant de la méprise.

— Voilà déjà plus de cinquante jours que nous faisons grève, sans que personne s'occupe de nous. Chaque matin nous attendons vainement le secrétaire de la Fédération des travailleurs de la terre. Personne!... Nous avons justement aujourd'hui une assemblée. Les ouvriers sont fatigués et commencent à perdre courage. Les champs sont déserts. C'est une pitié que de les voir... Cette terre, nous l'aimons, quoiqu'elle nous prenne toutes nos forces. Les propriétaires, eux, ne restent pas inactifs: ils ont mandé des carabiniers, des détachements... Mais notre dernier mot n'est pas encore dit. Ce n'est pas pour rien que nous avons lutté; nous lutterons encore... Fais-nous un discours à l'assemblée, et que le Français dise aussi quelques mots.

La place du village était remplie de travailleurs. Quand le camarade au brassard rouge qui nous accompagnait nous présenta à cette foule silencieuse de gens hâlés, attendant désespérément une aide qui ne venait pas, les applaudissements éclatèrent, suivis du chant de *l'Internationale*. Lorient, profondément ému, essuyait les larmes qui coulaient sur ses joues. Pour moi, j'avais le cœur serré, et je ne me sentis pas le courage de dire à ces braves gens que le parti refusait de soutenir le mouvement.

Dans toute la zone gréviste, qui s'étendait jusqu'à Asti, nous fûmes arrêtés à l'entrée de chaque village. Traités d'abord de façon hostile, nous étions acclamés dès qu'on reconnaissait en nous des camarades, et l'on nous demandait de faire un discours. Lorient, bouleversé, disait :

— Mais c'est la révolution, ça; il faut agir sans retard. Il le voyait... D'autres ne le voyaient pas, hélas !

A minuit, nous fûmes arrêtés à l'octroi de Coni par une bande de policiers et de carabinieri commandés par un commissaire ceint d'une écharpe tricolore. L'attention des argousins était concentrée sur mon camarade français, car pour moi... j'étais une vieille connaissance.

— Nous avons appris que vous êtes partis clandestinement de Milan...

— Clandestinement? fis-je en éclatant de rire. Nous avons reçu une magnifique autorisation, signée du préfet de police Gasti. Vous avez vraiment du flair...

— Je vous prie de vous taire! cria le commissaire.

Et, s'adressant à Lorient, il demanda :

— Votre nom? Votre nationalité?

Lorient, qui ne comprenait pas un mot d'italien, se tourna vers moi :

— Que veut ce monsieur?

— Il te demande...

— Silence! interrompit le commissaire. Ne me prenez pas pour un imbécile: je vois bien que vous voulez vous concerner.

Je me tus. Le commissaire ne comprenait pas le français; les policiers encore moins. Un dialogue s'engagea, le plus amusant que j'aie jamais entendu. Le commissaire posait des questions, et Lorient répondait invariablement :

— Je ne comprends pas.

Le commissaire éleva la voix, puis se mit à crier: il lui semblait sans doute qu'ainsi Lorient comprendrait mieux.

Enfin, fatigué, le commissaire s'adressa à moi :

— Ce monsieur est Russe, n'est-ce pas? dit-il en désignant Lorient.

— Hum!... Quand il est parti de Milan, il était encore Français. Si vous croyez qu'il a pu changer de nationalité en route....

— Inutile de faire de l'esprit. Je vous dis que c'est un Russe. Peut-être ne le savez-vous pas, mais moi je le sais.

— Alors pourquoi me le demandez-vous? D'ailleurs, il doit avoir des papiers.

— Nous les connaissons, vos papiers! fit le commissaire sarcastique.

Un interprète fut mandé, et l'affaire s'éclaircit. Longtemps le commissaire ne voulut pas croire que Lorient n'était pas un « agent bolchévik ». A tout hasard la police le reconduisit jusqu'à la frontière.

Au commissariat de Fossano on ne cessa de me tarabuster pour savoir où j'avais fourré le Russe avec lequel j'étais parti de Milan.

Les boutiquiers de ma petite ville, mieux informés que le parti socialiste de ce qui se passait dans le pays, étaient en proie à la panique. Un jour que j'étais en train de faire une barbe, l'un d'eux se présenta dans ma boutique.

— Signore, déclara-t-il solennellement, vous êtes le secrétaire de la Chambre du travail et, comme tel, je vous remets les clés de mon magasin. Je ne veux plus avoir aucune responsabilité.

Je m'arrêtai, le rasoir en l'air, tandis que mon client, lui aussi, regardait le boutiquier avec surprise.

— Je ne suis pas seul à penser ainsi, continua ce dernier; d'autres aussi sont de mon avis. Cela ne peut plus continuer. Prenez nos magasins, installez-y des coopératives où nous travaillerons comme employés, mais, pour Dieu ! mettez un peu d'ordre par ici. Cela ne peut plus marcher comme ça.

— Ah oui, dis-je, maintenant que vous avez vidé votre magasin — nous savons parfaitement où vous avez caché vos marchandises (je n'en savais rien du tout) — vous venez nous en offrir les clés...

— Mais non... vous vous trompez, balbutia le commerçant, livide.

Il était clair que j'avais touché juste.

Notre bail étant arrivé à expiration, nous dûmes quitter le club. Notre avoir se composait de quelques bancs, de quelques registres, d'une demi-douzaine de drapeaux et

d'une foi illimitée en la victoire du socialisme. Mais cela ne nous suffit pas même pour trouver deux chambres à louer.

Comme nous ne pouvions rien dénicher, un camarade marchand de charbon mit son dépôt à notre disposition. Il y avait eu là autrefois une chapelle : on voyait encore les restes d'un autel. La voûte, assez basse, était soutenue au milieu par un inesthétique pilier. Mais le local était assez spacieux, et nous résolûmes, en attendant mieux, de nous y installer. Des bataillons de souris, d'araignées et d'autres insectes furent délogés de leurs retraites. Les dimanches, les camarades libres nettoyaient, peignaient et aménageaient de leur mieux le futur siège de leur Chambre du travail. On fit si bien qu'au bout de trois semaines l'ancien dépôt était méconnaissable. Nous passâmes alors un bail de plusieurs années afin d'être tranquilles longtemps.

On se remit à la besogne avec une ardeur nouvelle. Nous ne tardâmes pas à avoir notre hebdomadaire, le *Lavoro*¹, organe de notre section socialiste. Aux élections municipales les socialistes se présentèrent pour la première fois avec un programme de classe très net et obtinrent sept sièges. La bourgeoisie, par des efforts désespérés, réussit à conserver la majorité, mais une majorité insignifiante.

XXIV

L'occupation des fabriques et des usines

Le 20 août 1920 commença la grande offensive ouvrière dans toutes les entreprises importantes d'Italie. Le 3 septembre, le drapeau rouge flottait déjà sur les usines métallurgiques de Turin. Par tout le pays les ouvriers s'empa-

1. Le Travail.

raient des usines. Les paysans également se soulevaient et occupaient la terre.

C'est à la suite de la menace des industriels de fermer les usines que les ouvriers s'emparèrent de ces dernières à Turin. Les premiers jours, les ouvriers étaient quelque peu désorientés, d'autant plus que la majorité des techniciens et des employés avaient abandonné les ateliers. Mais cela ne dura pas longtemps. Des conseils d'usines furent constitués et entrèrent en fonctions. Le président du conseil de l'usine *Fiat*, la plus grande entreprise de Turin, était un ouvrier métallurgiste, Giovanni Parodi, qui vécut plus tard quelques années en Russie et qui, actuellement, condamné à vingt et un ans de réclusion, est enfermé en Italie à la prison de Portolongone. Un magnifique tempérament d'ouvrier révolutionnaire!...

Les conseils se préoccupèrent d'abord d'assurer la production et la garde des usines; puis on songea à l'organisation de la défense.

Les industriels étaient furieux contre le gouvernement, qui laissait occuper les entreprises et ne prenait aucune mesure de résistance. Mais Giolitti, vieux renard, attendait son heure. A n'en pas douter, il comptait en l'occurrence sur l'aide de la Confédération générale du travail.

Les événements montrèrent qu'il avait vu juste. Il savait que D'Aragona, à plusieurs reprises, s'était vanté qu'il empêcherait la révolution en Italie. Une forte résistance, se disait le vieux fripon et faussaire de la Banque de Rome, pourrait amener une aggravation de la crise et même la révolution.

On raconte à ce sujet une anecdote. Une délégation d'industriels turinois s'étant rendue à Bardonnèche, où Giolitti passait habituellement ses vacances, demanda au ministre quelle attitude le gouvernement comptait adopter devant l'occupation des usines.

— Laissons faire; après on verra, dit Giolitti.

— Mais il faut empêcher les ouvriers de s'installer dans les usines; il faut les en déloger par la force; c'est le pré-

mier devoir du gouvernement, dit un des industriels. Même s'il faut des canons, il n'y a pas à hésiter...

— Bon, bon, répondit tranquillement le président du Conseil des ministres, donnez-moi l'adresse de votre usine, et l'on commencera à la bombarder.

Les usiniers comprirent...

Dans notre région, une seule usine fut occupée : les ateliers mécaniques de Savigliano, où avait travaillé autrefois mon père. Les autres entreprises étaient trop petites. L'occupation, en général, avait lieu de la façon suivante : une entreprise déjà occupée avait besoin pour son travail de matières premières ou de produits fabriqués par une usine déterminée : on s'emparaît alors de cette usine. Tout se passait dans le calme, sans excès ni incidents, précisément parce que la troupe et la police n'intervenaient pas.

Chaque patron attendait d'une minute à l'autre l'occupation de son entreprise. La devise des industriels était de sauver ce qui pouvait être sauvé, mais il était impossible d'expédier les machines à l'étranger, comme on l'avait fait pour l'argent.

Il y avait à Fossano une fonderie. Résigné à l'inévitable, le propriétaire, *cavaliere* et giolittien, s'attendait d'un jour à l'autre à se voir enlever son entreprise.

Un beau matin, une commission ouvrière demanda une entrevue. L'usinier la reçut immédiatement : le temps n'était plus où l'on pouvait expédier au front les ouvriers protestataires.

Quand les ouvriers entrèrent dans son cabinet, l'usinier, entouré de ses employés, pâle, balbutia d'une voix tremblante :

— Cela vaudra mieux ainsi. Je suis prêt à travailler sous la direction du conseil d'usine en qualité de technicien.

Les ouvriers étaient étonnés : ils étaient venus pour régler certaines questions du travail aux pièces, et le patron, croyant qu'ils voulaient son entreprise, la leur offrait lui-même.

Désireuse d'étouffer le mouvement, la fédération des

Métaux, qui se trouvait entre les mains des réformistes, ne se pressait nullement de mettre la main sur les entreprises et s'emparait uniquement de celles dont elle ne pouvait se passer.

A Savigliano, j'eus, dans la période d'occupation des ateliers, à organiser de nombreux meetings. Les ouvriers, dont le nombre dépassait deux mille, étaient dans un excellent état d'esprit et travaillaient avec enthousiasme. La plupart des employés et des techniciens étaient restés à leurs postes.

Un jour que nous attendions le commencement d'un meeting, qui devait avoir lieu dans la grande cour de l'usine, un des ingénieurs me dit :

— La production est normale, elle manifeste même une tendance à l'augmentation. Je n'ai jamais vu les ouvriers aussi disciplinés. Il faut dire qu'ils ont maintenant plus de travail qu'auparavant,... vous me comprenez (il faisait allusion aux préparatifs pour la défense de l'usine)? J'ai jugé de mon devoir de rester au travail et, vous voyez, je continue à faire ce que je faisais.

Le service de garde était très strict. Lors de ma première visite à l'usine — c'était à la nuit tombante — je fus interpellé dans la cour par une voix rude :

— Qui vive ? Halte-là !

Je m'arrêtai.

— Qui es-tu ? Où vas-tu ? Ton laissez-passer !

Et avant que j'eusse pu répondre, l'ouvrier en sentinelle m'éblouissait des rayons d'une lanterne qu'il braquait sur moi. Il me reconnut.

— Pourquoi ne t'es-tu pas fait accompagner ? Tu vois ce que tu risquais !

Et il me montra un instrument original : un poinçon d'acier, long d'un demi-mètre, fiché au bout d'un bâton. Avec cela on pouvait embrocher un homme comme une grenouille.

Quand je vins pour la seconde fois, les sentinelles

avaient déjà des fusils, avec un nombre suffisant de cartouches.

Les ouvriers s'organisaient très rapidement et intelligemment. Fermes, résolus, ils croyaient à la bataille et s'y préparaient. Mais le parti était absent. Dans les coulisses, on travaillait fiévreusement à la liquidation du mouvement. Les industriels déployaient la plus grande activité. Leurs représentants se rendirent à Milan pour y délibérer sur la situation à Turin. Ils élaborèrent une série de propositions comportant quelques concessions aux ouvriers. Le gouvernement, de son côté, promit solennellement d'instaurer le contrôle ouvrier sur les entreprises. Alors D'Aragona, Colombino et leurs amis surgirent sur la scène et se mirent à vanter les promesses du patronat et du gouvernement.

Dans la province de Turin, où le mouvement était dirigé par la gauche du parti socialiste et où l'*Avanti!* (édition locale) et l'*Ordine nuovo* avaient su populariser l'idée des conseils ouvriers d'entreprises, la flamme était plus difficile à éteindre. Mais, là aussi, l'incertitude, le doute, la fatigue des longues attentes firent leur œuvre. Le mouvement s'éteignit. C'est à Turin même que la résistance dura le plus. Chaque jour, la situation dans les entreprises était examinée sous toutes ses faces à la rédaction de l'*Avanti!* Pourtant, à Turin aussi, les usines firent retour aux industriels. Giolitti ne s'était pas trompé en comptant sur la collaboration des réformistes. Un industriel, voyant un jour D'Aragona, aurait dit en le désignant à son ami :

— Regarde : c'est celui qui a sauvé l'Italie.

Giolitti publia rapidement un projet de loi instituant le contrôle ouvrier sur les usines. Pendant qu'on discutait ce projet, les industriels reprenaient leurs usines et la réaction s'organisait et se renforçait. Malgré les promesses gouvernementales, tant vantées par les réformistes, de nombreuses arrestations furent opérées parmi les ouvriers qui s'étaient signalés par leur activité au cours de l'occupation des fabriques et des usines.

Echappés au danger et profitant de l'expérience qu'ils

venaient d'acquérir, les industriels préparaient rapidement l'offensive contre la classe ouvrière. Ils délièrent les cordons de leurs bourses et organisèrent des détachements fascistes bien armés et largement payés. C'est ainsi que commença la montée de la vague réactionnaire qui devait porter au pouvoir le chef des « chemises-noires », Benito Mussolini.

La réaction se rua sur les Chambres du travail, sur la presse socialiste, sur la coopération, sur les révolutionnaires. Chaque jour c'étaient des incendies, des pillages, des assassinats... Des milliers d'ouvriers et de paysans qui avaient participé à la mainmise sur les usines et les terres furent emprisonnés en attendant d'être jugés. La rédaction de *l'Avanti!* fut mise à sac, la Chambre du travail de Turin incendiée, et pendant ce temps la Confédération générale du travail... délibérait sur le projet de loi concernant le contrôle ouvrier des entreprises, projet que Giolitti lui avait jeté comme un os à ronger et qu'elle qualifiait d'immense victoire du prolétariat.

Maintenant, avec le recul du temps, on peut voir exactement ce qu'était cette « immense victoire », que déjà alors les bolchéviks italiens — c'est ainsi que les réformistes appelaient la gauche du parti socialiste — considéraient comme une immense défaite.

XXV

Trois congrès à Livourne

A Livourne, en 1921, eurent lieu trois congrès: le XVII^e congrès du parti socialiste italien, le premier congrès (constituant) du parti communiste d'Italie et le congrès de la Confédération générale du travail.

Après l'occupation des usines et la répression de ce mouvement, le désaccord entre la gauche, le centre et la

droite du parti socialiste s'accroît. L'occupation des usines servit, non seulement à la bourgeoisie, mais aussi aux réformistes, de prétexte pour crier au « péril bolchévik ». Les réformistes affirmaient que l'occupation avait montré l'impuissance des bolchéviks à diriger l'industrie. Ce fut l'occasion d'une violente polémique, à laquelle participa également Lénine, qui prit position contre Serrati. Les réformistes assuraient qu'il ne pouvait y avoir la révolution en Italie. Il n'était pas jusqu'à Serrati, esprit lucide pourtant, qui, dans sa polémique avec Lénine, ne niât que la révolte des soldats à Ancône¹, la mainmise sur les usines et les terres, les troubles provoqués dans les villes par la cherté, le soulèvement de Turin fussent les symptômes de la révolution — que les réformistes avaient trahie.

Lénine ne voulut pas se résigner au centrisme italien, représenté entre autres par Serrati, et refusa de collaborer à la revue théorique du parti socialiste, *le Communisme*.

Au congrès de la Confédération générale du travail, les réformistes l'emportèrent. Malgré l'adhésion de la C.G.T. à l'Internationale syndicale rouge, ils continuèrent à œuvrer en union avec l'Internationale d'Amsterdam.

Dans toute l'Italie il n'y avait en somme que peu de gens capables de travailler efficacement à la préparation du congrès du parti. Les réformistes tinrent leur conférence préliminaire à Reggio d'Emilie; les communistes (la gauche avait déjà pris ce titre), à Imola, et les maximalistes à Florence. C'est du nom de ces villes que furent appelées les résolutions différentes présentées au congrès par les trois fractions du P.S.I.

Dans ma province la lutte fut des plus âpre. Nous étions persuadés de notre victoire. Déjà au précédent congrès régional de la fédération socialiste, en 1919, un communiste avait été élu délégué au Conseil national contre le candidat soutenu par la droite.

A Livourne, au moment du congrès, l'atmosphère était

1. Parmi les troupes en instance de départ pour l'Albanie.

surchauffée. Dans les rues, des rixes se produisaient entre socialistes et fascistes. Au théâtre Goldoni, où se tint le congrès, les luttes verbales ne furent pas moins ardentes. Kabaktchik¹, qui intervenait au nom de l'Internationale communiste, fut plusieurs fois interrompu pendant son discours. Les réformistes, à bout d'arguments, s'amusaient à l'empêcher de parler et se moquaient de son extérieur.

La majorité, on le sait, resta aux maximalistes, dirigés par Serrati, mais le triomphateur réel fut Turati, ce qui fut d'ailleurs confirmé par la suite des événements.

Par moments, les passions se déchaînaient à tel point que le congrès devenait un véritable enfer. Alors chacune des fractions adverses entonnait son hymne: nous, *l'Internationale*; les maximalistes, la *Bandiera rossa*, et les réformistes, *l'Hymne des travailleurs*. Et cet intermède — ce n'est pas sans raison qu'on nous appelle un peuple de musiciens — avait le don de décharger quelque peu l'atmosphère.

Quand, après le vote, nous, communistes, nous quittâmes, rangés en colonnes, la salle des séances pour nous rendre à San Marco² afin d'y ouvrir le premier congrès du parti communiste d'Italie, section de la III^e Internationale, il sembla que l'âme du congrès s'en allait avec nous.

Des bancs vides... Un silence de mort parmi ceux qui restaient...

Sortant un des derniers, j'aperçus dans un coin de la salle Serrati qui, blanc comme linge, nous suivait du regard avec une expression d'angoisse indescriptible. Et je me ressouvins alors des paroles prononcées par Anselmo Marabini à la fin de son discours:

— Toi, Serrati, tu es un révolutionnaire et tu reviendras à nous.

La prédilection de Marabini s'accomplit: Serrati revint à nous.

1. Communiste bulgare.

2. Théâtre de Livourne.

Après le congrès de Livourne commença pour les communistes une période de lutte pénible sur deux fronts à la fois : contre la réaction montante et contre les socialistes dont nous nous étions séparés.

A cette époque le congrès provincial du parti communiste m'élut secrétaire de la fédération de Coni. Des sept hebdomadaires que nous possédions avant la scission, il ne nous en restait plus que quatre : le *Lavoro*, la *Riscossa*, le *Sole dell' Avvenire* et la *Falce*. Nous les remplaçâmes par un seul, la *Riscossa*, qui devint l'organe de la fédération communiste de Coni. C'était un premier pas. Jusqu'alors dans la fédération socialiste il nous avait été impossible d'obtenir cette unification ; et pourtant les sept journaux du P.S.I. étaient loin de donner toujours le même son de cloche.

Je fus chargé de diriger les quatre feuilles qui nous restaient et d'en préparer la réorganisation. Au congrès provincial de la Chambre du travail, les communistes eurent la majorité... Nous filions à toute vapeur.

Quelques jours après cette victoire, je reçus une lettre par laquelle l'Exécutif du parti me demandait d'assumer la fonction de secrétaire de la Chambre du travail provinciale. Je répondis que j'étais déjà secrétaire de la fédération et qu'en outre j'avais à travailler comme coiffeur. On me mit alors en demeure de choisir entre ma boutique et... le parti. Naturellement, il ne pouvait y avoir pour moi d'hésitations. Je renonçai définitivement au métier de perruquier et je devins un révolutionnaire professionnel. C'était en mars 1921.

Mes nouvelles fonctions m'obligèrent à quitter Fossano et à m'installer à Coni. Comme le départ du « maudit perruquier » aurait réjoui les paisibles habitants de Fossano, s'il avait eu lieu quelques années avant ! Mais maintenant le communisme avait poussé dans cette petite ville de fortes racines : Chambre du travail, fraction communiste au conseil municipal, cellules dans les entreprises...

Les fascistes de la province firent à notre Chambre du travail l'honneur de commencer leurs opérations militaires en lui donnant, mais vainement, l'assaut. Ils ne se décidèrent à renouveler leur tentative qu'après la « marche sur Rome », lorsque les défenseurs de la Chambre étaient déjà en prison.

C'est qu'en effet les soldats auxquels avait été confiée la garde de la Chambre et qu'on avait laissés à leurs postes sans chefs, dans l'espoir qu'ils se disperseraient, non seulement ne se dispersèrent pas, mais défendirent consciencieusement la Chambre du travail contre les assaillants. Nouvelles recrues, tous originaires de la Toscane, ils avaient été témoins des violences exercées par les fascistes dans leurs villages. Et les fascistes, qui cèdent devant toute résistance tant soit peu sérieuse, se retirèrent en remettant à plus tard le parachèvement de leur exploit. Ils passèrent alors leur fureur sur les paisibles citadins, qu'ils insultèrent, molestèrent et dont ils rossèrent quelques-uns.

Quand ils en eurent assez, ils repartirent comme ils étaient venus, en camions. Mais, à peu de distance de la ville, alors qu'il faisait déjà noir, ils furent arrêtés par une salve de coups de fusil. Au cri habituel : « Fascistes, à nous ! », lancé par le chef de la bande, personne ne répondit et, pressant les chauffeurs, les « chemises-noires » continuèrent leur route à toute vitesse, emportant leurs blessés.

Le lendemain matin, tous les communistes plus ou moins notables étaient arrêtés. Je me trouvais alors en tournée pour la Chambre du travail. Apprenant ce qui s'était passé, je revins en hâte et, aussitôt arrivé, je me rendis au commissariat pour tirer au clair la situation. Je fus reçu par le commissaire et par un lieutenant de carabiniers qui assistait à l'interrogatoire des prévenus.

— Nous n'avons pas d'avocats, dis-je ; aussi vous prié-je de me communiquer le motif de l'arrestation de mes camarades.

— Ainsi, vous avez encore le courage, l'audace de

vous présenter ici et de demander de quoi sont accusés ces communistes? me répondit le lieutenant d'un air moqueur. Vous savez fort bien qu'ils ont tiré sur les camions des fascistes.

— Il ne s'agit pas de courage ni d'audace, mais du droit que vous violez, répliquai-je sèchement.

— Vous qui êtes le principal coupable, s'exclama le lieutenant, vous devriez être avec eux.

— Alors pourquoi ne m'arrêtez-vous pas?

— Le gouvernement ne veut pas, par votre arrestation, favoriser votre élection à la Chambre des députés.

— Cela ne me regarde pas. Je suis venu ici pour m'occuper de la défense de mes camarades. Les autres attaquent, et ce sont les communistes qu'on met en prison. En tout cas, veuillez me dire de quoi sont inculpés ceux que vous avez arrêtés.

— Ils sont inculpés d'avoir tiré sur des camions dans lesquels se promenaient des fascistes. Dix d'entre eux sont blessés, dont un grièvement. Il y a des indices montrant que cet attentat est l'œuvre des communistes, daigna enfin expliquer le lieutenant.

Il était clair que les communistes avaient été arrêtés comme tels et que l'on n'avait aucune preuve.

La police perquisitionna non seulement au domicile des inculpés, mais aussi chez leurs parents, chez leurs amis et connaissances, mais elle ne trouva pas d'armes. Pourtant des coups de feu avaient été tirés, et il y avait des blessés à l'hôpital.

Au bout d'un certain temps de détention préventive, les camarades arrêtés durent être relâchés faute de preuves. Les fascistes ne recommencèrent pas leur « promenade », car, bien qu'on n'eût pas trouvé de fusils dans la ville, les balles avaient frappé juste.

Il ne m'arrivait jamais de rester plus de deux semaines de suite à Coni, car j'avais constamment à faire des tournées pour visiter les différentes sections de la Chambre du

travail. Les déplacements, les assemblées syndicales et politiques, les conférences avec les conseillers municipaux communistes des diverses localités prenaient tout mon temps. Je préparais le numéro à paraître du journal au cours de mes voyages, lors de mes arrêts dans les villes ou les villages. J'avais avec moi l'attirail indispensable du rédacteur: plumes, papier, ciseaux et colle.

La réaction sévissait de plus en plus. Des centaines de personnes, venant de la Toscane, de l'Emilie et d'ailleurs, fuyaient les fascistes et la police et, se dirigeant vers le col de Tende, à la frontière française, passaient par Coni, où elles nous demandaient de les aider. Au début, on venait par habitude à la Chambre du travail, mais il fallut bientôt trouver pour les entrevues des endroits plus discrets, afin d'éviter d'être repéré par la police.

Un jour, un homme qui avait l'aspect d'un ouvrier se présenta à moi.

— Bonjour, me dit-il; tu es le secrétaire de la Chambre du travail?

— Qui es-tu? demandai-je.

— Un camarade. C'est le secrétaire de la Chambre du travail de Pavie qui m'envoie vers toi pour...

— Tes papiers, interrompis-je, car la tête de l'individu ne me revenait pas.

— On ne m'a pas donné de papiers: le secrétaire n'était pas à son bureau... Je suis poursuivi; aide-moi à passer la frontière.

— Entendu, dis-je, sois ce soir à neuf heures sur la Place d'Armes.

Satisfait, l'homme s'en alla. Un camarade le suivit. Je ne m'étais pas trompé: ne soupçonnant pas qu'il était filé, l'individu se dirigea tout droit vers la préfecture de police.

Le soir il fut exact au rendez-vous et reçut, au lieu des renseignements attendus, une volée de coups.

Quelques jours après je fus convoqué chez le juge d'instruction.

— Une grave inculpation pèse sur vous, me dit ce dernier en me regardant d'un œil inquisiteur à travers ses lunettes. Vous êtes accusé de favoriser l'émigration clandestine.

Je gardai le silence, attendant la suite.

— Vous n'avez rien à dire ?

— Rien.

— Vous faites passer de nombreux ouvriers à travers la frontière, nous en avons des preuves.

— Je fais passer des ouvriers à travers la frontière ? Comment cela ? Je ne comprends pas.

— Oui, vous les faites passer. Nous avons intercepté des lettres de vous à des ouvriers qui s'apprêtaient à traverser la frontière et qui sont recherchés par la police.

— Et alors, qu'est-ce qu'il y a dans ces lettres ?

— Des recommandations et des indications sur la manière de trouver du travail, répondit le juge.

— C'est mon métier de secrétaire de la Chambre du travail de donner ces indications aux ouvriers.

— D'accord, mais pourquoi les envoyez-vous tous à Tende ?

— Connaissez-vous par hasard un autre endroit de la province où ils puissent trouver actuellement de l'ouvrage ? A Tende, il y a une centrale électrique, une carrière de pierres, les travaux pour la construction de la ligne Nice-Coni.

Je débitai cela avec assurance, sachant bien que le juge ne pouvait rien répondre, car il n'y avait en réalité pas d'autres travaux dans la région. Il est vrai qu'on avait trouvé chez des ouvriers arrêtés des lettres dans lesquelles je les recommandais au syndicat des mineurs de Tende, ce qui, d'après le juge, signifiait : « Faites-les passer en France ». Ma confrontation avec un ouvrier arrêté ne donna aucun résultat. Aussi le juge, n'ayant pas de preuves, dut-il, malgré son désir de m'incarcérer, rendre une ordonnance de non-lieu.

XXVI

Après le coup d'État fasciste

L'*Ordine nuovo*, revue théorique du parti communiste, en devint bientôt l'organe de combat. Nous nous trouvions au fort de la bataille. Par ses articles courts, justes, qui frappaient l'ennemi comme de la mitraille, Gramsci s'était acquis un cercle étendu de lecteurs ouvriers. Le journal, présentant l'attaque de Turin, consacrait beaucoup de place au danger fasciste. La bourgeoisie ne songeait qu'à se venger de ses terreurs passées et s'apprêtait à recevoir les fascistes à bras ouverts.

Chaque soir que j'avais de libre je me rendais à Turin. Je partais à neuf heures et, vers minuit, j'étais à la rédaction de l'*Ordine nuovo*, que je quittais à quatre heures du matin, de sorte qu'à huit heures j'étais déjà rentré à Coni. Ces nuits sans sommeil passées à la rédaction en compagnie de Gramsci étaient pour moi un délassement.

Pour parvenir jusqu'au local de la rédaction il fallait traverser un premier cordon de gardes royaux postés devant l'entrée de la cour, puis un cordon de jeunes gardes rouges disposé à l'intérieur. La cour n'était pas facile à traverser, car, en prévision d'un assaut des fascistes, elle était creusée de fossés et de trous et barrée en différents sens de fils de fer barbelé.

Les gardes royaux laissaient ordinairement passer tous ceux qui voulaient entrer: ils n'étaient là que pour le décorum, pour représenter le gouvernement. Mais plus loin la chose se compliquait. L'œil et l'oreille aux aguets, l'air sévère, les ouvriers communistes qui composaient la garde rouge se montraient extrêmement méfiants envers les inconnus; pour les camarades, au contraire, ils étaient aimables et prévenants.

On s'attendait d'un jour à l'autre à une attaque des fascistes. Lors des coups de main fascistes, les gardes royaux, nous le savions, disparaissaient, abandonnant à leur sort ceux qu'ils avaient mission de protéger; avec eux disparaissaient également les carabinieri postés aux alentours. C'étaient là en quelque sorte le signal du danger, et nous savions ainsi plus ou moins à quoi nous en tenir lorsque nous allions aux bureaux de *l'Avanti!*

Après avoir, en compagnie d'un garde rouge, traversé la cour avec ses barrages de toute sorte, on arrivait à la rédaction. Là on travaillait toute la nuit. Tout le monde était à son poste. Voici Amoretti, journaliste né — actuellement au bagne — chargé de la chronique; voici le caustique Togliatti, voici Pastore et Leonetti, maintenant émigrés. Et voici aussi Gramsci, ou plutôt un monceau de journaux et de papiers au-dessus duquel émerge une tête recouverte d'une longue et luxuriante chevelure. Des yeux vifs, bons, intelligents.

Gramsci, condamné à vingt ans de bagne, est maintenant dans un pénitencier de la Pouille aride, brûlée par le soleil. Il fut saisi à son poste, au moment même où il écrivait un article sur les lois d'exception, dont il fut la victime avant même leur établissement. Lors du procès des membres du comité exécutif du parti communiste italien, le procureur général du Tribunal spécial fasciste s'exprima ainsi au sujet de Gramsci :

« Dans l'examen des responsabilités il faut attribuer une place spéciale à Gramsci. C'est lui qui, d'une main ferme, dirige le parti en 1926. Il est l'âme de tout le mouvement, c'est lui qui montre au parti la voie à suivre. Pendant l'occupation des fabriques et des usines il est à la tête des ouvriers. Il est le chef véritable du parti... »

...Gramsci me serre la main et, me désignant les gardes rouges qui m'accompagnent, il dit :

— Tu vois, les pauvres gars! Le jour ils travaillent, et la nuit ils montent la garde. Ils dorment sur des tas de

papier. Ça, c'est du dévouement!... Aujourd'hui nous avons une réunion. Tu restes?

— Naturellement!

— Quoi de nouveau à Coni?

Il prononce toujours ce mot avec une intonation railleuse: il connaît Coni et souvent il s'amuse à me faire raconter des histoires sur la bêtise légendaire de cette ville.

Je lui communique les dernières nouvelles.

— A propos, qu'est-il donc arrivé à la séance de votre conseil municipal? Il me semble avoir lu quelque chose là-dessus dans la chronique...

— Rien de particulier, dis-je. Les *popolari* avaient eu l'heureuse idée de célébrer l'anniversaire de la naissance du général Bava-Beccaris, qui a rétabli l'ordre à Milan avec ses canons. A l'assemblée solennelle, j'ai demandé la parole au nom de la minorité et j'ai fait l'éloge... des victimes du général. Naturellement, ç'a été un beau chahut. Les fascistes qui étaient là sont intervenus et, comme d'habitude, nous avons échangé quelques coups de poing et... quelques encriers. C'est tout...

Gramsci sourit. Les délégués ouvriers des entreprises les plus importantes de Turin arrivent peu à peu.

On commence. Les délégués font des rapports détaillés, mais sans rien de superflu. Gramsci leur pose des questions, répond aux leurs, donne des explications. Il n'est pas orateur, mais chacun de ses mots porte; les ouvriers sentent en lui leur chef et le comprennent très bien.

La réaction a englouti l'*Ordine nuovo*. Elle triomphe... Mais la classe ouvrière, qui alors déjà voyait nettement ses tâches et la voie à suivre pour les accomplir, ne peut pas ne pas vaincre. Et son chef lui reviendra, son chef qui est maintenant un numéro parmi d'autres numéros dans un pénitencier.

Le congrès de la Confédération générale du travail avait voté l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, mais D'Aragona et les réformistes s'employaient de leur

mieux à empêcher cette adhésion de se réaliser. Nous, secrétaires communistes, nous étions continuellement aux prises avec les chefs de la Confédération, qui auraient bien voulu se débarrasser de nous et qui cherchaient à installer leurs créatures dans toutes les Chambres du travail. La lutte contre la réaction ? Ils s'en moquaient. C'étaient les communistes qu'il fallait abattre.

Ainsi, à Turin, est-ce que Buozzi, alors secrétaire de la fédération des Métaux, ne profita pas de la réaction et du meurtre de Ferrero, secrétaire de la section turinoise, assassiné par les fascistes, pour s'emparer de la section, où dominaient auparavant les communistes ?

Mais, en dépit de nos ennemis, nous poursuivions notre agitation dans la province de Coni.

Un soir que je me rendais à une réunion de tisseurs grévistes, je fus assailli dans le train par les fascistes. Sans dire un mot, l'un d'eux m'assena un coup de gourdin sur le crâne. Je tombai et perdus connaissance. Quand je repris mes sens, j'étais dans une chambre inconnue avec, autour de moi, des gens également inconnus. Je ressentais une vive douleur à la tête, à la jambe droite, aux épaules. Je ne me souvenais que du premier coup : à n'en pas douter, les braves chemises-noires avaient continué à me frapper quand j'étais évanoui.

Une voix interrompit mes réflexions. C'était un maréchal de carabiniers qui parlait :

— Vous avez eu de la chance, c'est moi qui vous le dis.

Je n'en étais pas très convaincu, mais du moment que les « autorités » l'affirmaient...

— Soyez-en sûr, continua le maréchal comme s'il devinait ma pensée.

— Où suis-je ? demandai-je.

— Ne vous inquiétez pas, vous êtes chez de braves gens, répondit un autre inconnu.

J'appris par la suite qu'au premier arrêt on m'avait descendu du train, évanoui, et qu'on m'avait transporté

chez un boulanger dont la boutique était proche de la gare.

Je me tournai vers le maréchal :

— Ainsi, dis-je, vous trouvez que j'ai eu vraiment de la chance ?

— Oui, oui. Relativement, bien entendu... Le médecin va venir ; en attendant, vous pouvez déposer une plainte sur ce qui s'est passé.

— A propos, vous avez vu la scène, me semble-t-il ?

— Oui, répondit le maréchal en hésitant quelque peu, mais j'étais dans un autre wagon...

— Alors vous pouviez arrêter un de mes agresseurs, et la plainte était faite.

Le maréchal se tut quelques instants. Puis il me dit :

— Enregistrons quand même votre déclaration.

Et il prit son calepin et son crayon.

— Inutile, monsieur le maréchal, je n'aime pas les comédies. Nous savons parfaitement que vous avez l'ordre de laisser faire les fascistes. Et, quand l'occasion s'en présente, nous leur donnons nous-mêmes une leçon à nos risques et périls. Maintenant, assez là-dessus !

Le médecin vint. Par bonheur, je n'avais aucune blessure sérieuse, sauf à la tête. Mais les têtes des Piémontais sont aussi dures que les rocs des Alpes et guérissent très rapidement. Par contre, ma jambe me fit mal beaucoup plus longtemps.

Les nouvelles élections à la Chambre des députés approchaient. Giolitti, qui était en coquetterie avec le fascisme, voulait profiter de la division survenue dans le camp prolétarien. Cette fois, il figurait sur la même liste que le fasciste Devecchi, qui avait à son actif une série d'exploits : l'incendie de la Chambre du travail de Turin, l'assassinat de Ferrero, de Berruti et d'une dizaine d'autres ouvriers turinois.

Pour nous, la grande difficulté dans la campagne électorale provenait de ce que les masses n'avaient pas encore eu le temps de s'orienter, de comprendre ce qui s'était

passé à Livourne. Notre scission servait les desseins de Giolitti.

Quelques jours avant les élections, le local de la Chambre du travail de Fossano — le fameux dépôt de charbon — auquel les fascistes n'avaient pas touché, fut à moitié démoli par la police. On cherchait les armes dont les ouvriers s'étaient emparés au moment de l'occupation des usines. Naturellement on ne trouva rien. Cette fois encore, la police arrivait trop tard.

Notre parti avait commencé une campagne pour l'union des forces prolétariennes, pour la défense de ses organisations au moyen des armes et pour la lutte ouverte. Et c'est alors que le parti socialiste signa, le 3 août, le honteux « pacte de pacification » avec les fascistes, pacte qui équivalait au désarmement du prolétariat et qui n'était pour les fascistes qu'un moyen de duper le parti socialiste. Ce pacte fut signé, au nom des fascistes, par Mussolini, Devecchi — qui se signala, peu après, par ses exploits à Turin — Cesarino Rossi et d'autres bandits de moindre renommée. Bacci et Zannerini signèrent pour le P.S.I. ; Morgari et Musatti pour le groupe parlementaire socialiste ; Baldesi, Galli et Caporali pour la C.G.T. L'accord fut scellé par le président de la Chambre. C'est intentionnellement que j'ai voulu rappeler ici les noms de ceux qui signèrent cet acte monstrueux.

Nous nous jetâmes à corps perdu dans la propagande pour une offensive ouvrière. Seule une action coordonnée et rapide aurait pu encore arrêter l'avalanche du fascisme. La question du front unique se posa. Au début les réformistes étaient contre le front unique, mais un beau jour ils consentirent soudain à faire partie de l'« Alliance du Travail¹ », qui comprenait la C.G.T., l'Union syndicale et le syndicat des cheminots. On eut alors l'impression que les

1. Fondée en 1922 sur l'initiative des communistes pour réaliser l'unité de front contre la réaction. Les réformistes y adhérèrent pour la torpiller.

réformistes avaient décidé d'agir le plus vite possible, sans préparation aucune. Un ordre de grève générale fut lancé et un comité secret fut élu pour assurer la direction. Si forte était la solidarité des masses que, malgré l'absence complète de préparation, le premier jour de grève réussit parfaitement.

Dans ma province également, la grève commença sous d'heureux auspices. Je parcourais en side-car les localités industrielles, maintenant la liaison, transportant des bulletins et des tracts, communiquant les nouvelles de la grève dans les autres régions. Partout on m'avertissait que les carabiniers étaient à ma recherche. Nombreuses, en effet, étaient les arrestations, mais j'eus de la chance. Ayant étudié la province à fond, je savais comment passer inaperçu, je connaissais les auberges où je ne rencontrerais pas de carabiniers, les endroits où je pouvais passer la nuit en toute sécurité.

Un jour, je devais transporter du matériel pour nos imprimeries de Saluzzo, qui préparaient la *Riscossa* et qui seules continuaient à travailler pendant la grève. Les carabiniers m'attendaient du côté des montagnes pour me cueillir au passage. Mais je pris du côté de la vallée et j'eus le temps de causer avec les camarades, qui me communiquèrent que le sous-préfet désirait avoir un entretien avec moi. Je téléphonai à la sous-préfecture. Le sous-préfet lui-même me répondit :

— Venez tout de suite à la sous-préfecture, j'ai à vous parler.

— Je regrette beaucoup, mais je ne puis pas. De quoi s'agit-il ?

— Vous avez l'intention de publier un manifeste. Je suis disposé à vous en donner l'autorisation, si, à votre tour, vous autorisez les plombiers à travailler.

— Voyons, monsieur le sous-préfet, de deux choses l'une : notre manifeste est publiable ou il ne l'est pas. S'il ne l'est pas et que j'autorise, selon votre expression, les plombiers à travailler, cela ne changera rien à l'affaire.

Sur ce, je raccrochai le récepteur et partis en hâte.

Je devais rentrer à Coni. La chose était compliquée, car il fallait passer l'octroi. Je consultai mon compagnon qui dirigeait la motocyclette et qui était un communiste courageux et dévoué. Nous décidâmes de franchir les portes de la ville vers minuit. Un employé à moitié endormi nous demanda si nous n'avions rien à déclarer, jeta un vague coup d'œil dans le side-car et nous laissa continuer notre route.

Malgré l'heure tardive, une animation insolite régnait dans la ville. Nous nous dirigeâmes vers la maison d'un camarade de la fédération. Sa femme nous communiqua qu'un ordre de cessation de la grève était arrivé et que son mari était à la Chambre du travail. Nous nous y rendîmes immédiatement. Il y avait foule autour et à l'intérieur de l'édifice. Dans une des salles, un député de notre province, un socialiste, prononçait un discours.

« Camarades, disait-il, les ouvriers italiens, malgré la réaction furieuse qui s'est abattue sur notre organisation, ont fait preuve d'une magnifique combativité en répondant comme un seul homme à l'appel du comité secret de l'Alliance du Travail. Nos adversaires sont avertis : vous leur avez montré que nous sommes toujours prêts. Mais maintenant il faut reprendre le travail... »

Des murmures de désapprobation l'interrompirent.

« Oui, continua-t-il, tel est l'ordre du comité. Le préfet en personne me l'a communiqué il y a un quart d'heure, et le préfet ne peut communiquer des choses fausses... »

N'y tenant plus, je me levai :

— Je demande la parole.

Mon apparition provoqua un mouvement de surprise. On me croyait arrêté depuis longtemps. Je montai à la tribune. Bien que préparé à toutes les éventualités, j'étais stupéfié par l'ordre de cessation de la grève. J'espérais en-

core que la nouvelle transmise par le préfet n'était qu'une manœuvre du gouvernement.

« Le camarade député, dis-je, sait très bien qu'un ordre de cessation de grève se transmet par télégramme spécial au comité de grève local, et non par l'intermédiaire d'un préfet de police à la solde du gouvernement. Considérer comme une garantie d'authenticité une communication d'un préfet, c'est pour le moins, en l'occurrence, faire preuve de naïveté. En tout cas, moi, en tant que secrétaire du comité provincial, j'invite les camarades à continuer la grève. Si l'ordre de cessation existe réellement — et dans ce cas je n'hésite pas à le qualifier de trahison honteuse — il doit m'être notifié par les camarades du comité, et non par le chef de la police. Camarade, continuez la grève. »

Cet appel fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements : il ne pouvait y avoir de doute sur l'état d'esprit des ouvriers.

Cette fois, je n'échappai pas aux argousins et je passai la nuit en prison. Le chef de la police était furieux :

— Où étiez-vous donc ? Jolie conduite que la vôtre : vous jetez les gens dans la grève et puis vous les abandonnez !

Chose incroyable, le digne policier, dépité de n'avoir pu m'attraper pendant ma tournée, me reprochait... de trahir la classe ouvrière ! Il se vengea en me retenant plus longtemps en prison que les autres camarades arrêtés.

Le matin, hélas ! arriva le télégramme conventionnel notifiant la cessation de la grève. Le coup était rude. Les hordes fascistes, qui s'étaient tenues tranquilles pendant la grève générale, reprirent, avec plus de férocité encore, leurs « expéditions punitives ». Accablé par l'échec de la grève et les trahisons dont il était victime, le prolétariat dut employer toutes ses forces à se défendre de ces bandits.

XXVII

**Le IV^e congrès de l'Internationale
communiste. Rencontre avec Lénine.
Le coup d'État fasciste**

Immédiatement après ma sortie de prison, je fus avisé par l'Exécutif du parti que j'étais au nombre des délégués que le P.C.I. envoyait au quatrième congrès de l'Internationale communiste et au deuxième congrès de l'Internationale syndicale rouge. Je ne saurais décrire l'émotion que me causa cette nouvelle.

Il avait été décidé que les délégués s'efforceraient d'obtenir des passeports légaux. Je me rendis à la préfecture. L'obtention d'un passeport pour l'étranger est généralement chose difficile en Italie et demande au moins un mois.

Le commissaire fut agréablement surpris :

— Comment, vous voulez partir pour l'étranger ? Au fond, je crois que vous faites bien.

Et il ajouta :

— Vous avez l'intention d'y rester ?

— Oui, oui, répondis-je.

La joie se peignit sur le visage du fonctionnaire. « Un de moins », pensa-t-il probablement.

— Il faudra beaucoup de temps pour avoir le passeport ? demandai-je.

— Non, non, revenez dans trois jours.

Trois jours après je repassai et, chose invraisemblable, je reçus un passeport pour l'étranger. Il était clair que le commissaire avait hâte de me voir partir. Il fut extrêmement aimable, il me souhaita même un bon voyage.

— Vos collègues ne me joueront pas un mauvais tour à la frontière ?

— Mais non, mais non ! Soyez tranquille...

Il voulait même ajouter quelque chose, mais il se retint.

On expédiait alors volontiers à l'étranger les éléments indésirables. Maintenant il n'en est pas de même.

Je passai dans une inquiétude fiévreuse les jours qui me restaient avant mon départ pour la Russie : je craignais qu'un incident quelconque, une arrestation m'empêchât de partir. Un matin, le policier de garde à la Chambre du Travail me dit :

— Le commissaire veut vous parler tout de suite.

Je sentis mon cœur s'arrêter : « Ça y est, me dis-je, mon voyage est fichu ».

Le commissaire me mandait pour une « offense au roi » que j'avais commise en qualité de journaliste à la fin du mois d'août 1922. Voici de quoi il s'agissait :

L'agence télégraphique *Stefani* avait communiqué que « hier à Valdieri, lors d'un incendie qui avait éclaté dans la maison d'un humble montagnard, Sa Majesté, notre souverain bien-aimé, sans se soucier du péril auquel il s'exposait, avait lui-même aidé à éteindre le feu ».

Toute la presse italienne avait célébré en phrases pompeuses cet « exploit ». Ayant pris des renseignements sur le lieu de l'événement, j'avais publié dans notre journal un court entrefilet, dans lequel je disais entre autres :

« Le roi n'a pas versé un seul seau d'eau. Si même il l'avait fait, on pourrait considérer que, recevant soixante millions de lires par an, il est plus que suffisamment rétribué pour ce travail supplémentaire. Les pompiers, qui risquent réellement leur vie, reçoivent moins que le roi et, quand ils périssent victimes de leur dévouement, l'agence *Stefani* ne donne même pas leurs noms. »

L'article était signé « Barbe-de-Cuivre ».

Le commissaire voulait me faire déclarer que j'en étais l'auteur.

— Nous savons parfaitement que Barbe-de-Cuivre c'est vous, affirmait-il.

— Vous ne savez rien du tout, protestais-je, craignant de ne pas voir la Russie, le congrès et... Lénine.

— Vous n'avez pas le courage de prendre vos responsabilités, dit le commissaire, essayant de me piquer.

— Oh! je connais la ficelle: l'appel au sentiment de l'honneur, à la dignité personnelle et autres choses de ce genre, mais je ne marche pas, monsieur le commissaire. Dites-moi plutôt, à supposer que vous ayez lu l'article, s'il est l'expression de la vérité. Bien que je n'en sois pas l'auteur, je suis prêt à soutenir la confrontation avec... l'« offensé ».

— Je vous défends de parler de Sa Majesté sur ce ton, cria le commissaire.

Et il me congédia.

Je ne me tenais pas de joie. Le surlendemain je partais avec trois ou quatre camarades.

J'allais pour la première fois franchir légalement la frontière de mon pays. Pourtant je n'étais pas entièrement rassuré, car je n'avais pas grande confiance dans les passeports délivrés par le gouvernement italien. En effet, quand j'avais voulu précédemment me rendre à Paris pour témoigner devant le tribunal qui jugeait Lorient, Monmousseau, Souvarine et Monatte, j'avais été arrêté par les autorités italiennes à Bardonnèche et incarcéré pendant quelques jours, bien que je fusse muni d'un passeport en bonne et due forme.

Cette fois, tout se passa bien: manifestement, on comptait que je ne reviendrais pas.

Comme dans un brouillard nous traversâmes l'Europe sans la voir et, le onzième jour de notre voyage, nous embrassâmes fraternellement la première sentinelle rouge que nous rencontrâmes à la frontière du pays des Soviets. A la gare de Sébéje, nous mangeâmes le *borstch*¹ classique en frissonnant sous les premières morsures de l'hiver russe. Mais que nous importait le froid ! Nous étions sur la glorieuse terre de la révolution d'Octobre et nous nous dirigeâmes vers

1. Soupe russe aux betteraves, aux choux et à la crème aigre.

Moscou, la citadelle rouge, espoir des travailleurs du monde entier, objet de terreur et de haine pour la bourgeoisie.

Lénine!... Il n'y avait pas, dans le monde, de nom plus populaire. En Italie, il était connu dans les villages les plus reculés comme dans les grandes villes, dans les casernes comme dans les cabanes des pêcheurs, dans les îles lointaines, dans les chaumières des cimes alpestres. Les adultes et les jeunes gens, les femmes, les vieillards et les enfants, tous savaient le nom du grand chef prolétarien. Ce nom, on le voyait partout: sur les murs des usines et des prisons, sur le socle des monuments, sur les voûtes des catacombes romaines.

Des milliers d'enfants en Italie portent le nom de « Lénine ». Combien de tonnes de métal employées à la fabrication d'insignes et de médailles à l'effigie de Lénine!

Et voilà que j'allais le voir, parler avec lui !

A la gare de Moscou, à Léninegrad — qui s'appelait alors Pétrograd — les souhaits de bienvenue, les acclamations, la musique, la forêt des drapeaux... Les accueils émouvants dans les usines, les clubs, les casernes.

Jour de fête. Le défilé devant la tribune sur la Place Rouge à Moscou. Des heures durant, le flot des travailleurs coule devant son chef, acclamant les hôtes venus de l'étranger. Qui de nous alors sentait le froid sous le léger pardessus fait pour le climat de Rome, de Gênes, de Naples ! Haletants, les joues en feu, les yeux brillants, nous regardions sans nous lasser.

Puis c'est, au Kremlin, l'ouverture solennelle du congrès, avec l'*Internationale* chantée en cinquante langues différentes...

Nous attendions avec impatience le jour où Lénine devait parler. Le voir, l'entendre, lui serrer la main, lui exprimer les sentiments dont notre cœur débordait !...

Je le rencontrai dans un des couloirs du Kremlin. Je

voulais lui dire tant de choses! Mais j'étais si troublé que je ne pus que prononcer :

— Bonjour, camarade Lénine.

— Bonjour, camarade.

Et il me tendit la main.

— Vous êtes Français? me demanda-t-il (car je l'avais salué en français).

— Non, je suis Italien, répondis-je dans ma langue maternelle.

— Je parle un peu l'italien...

Mais déjà la foule des congressistes nous entourait.

Plus tard je fus chez Lénine avec les autres délégués italiens. L'un de nous, un ouvrier napolitain, devait lui transmettre le salut de ses camarades d'usine. Mais, en voyant Lénine, il fut si ému qu'il ne put articuler une syllabe; il lui serra la main et se mit à pleurer. Lénine était extrêmement confus.

Quand Lénine parut à la tribune, ce fut une acclamation délirante. Tous les congressistes, debout, applaudissaient. Puis l'*Internationale* retentit.

Je me rappelle toujours ses yeux, son regard attentif, pénétrant.

Je le vis encore une fois au Kremlin, après la séance. Il parlait en allemand, lentement, simplement. Et comme je ne comprenais pas l'allemand, j'attendais avec impatience la traduction de ses paroles.

Le IV^e congrès de l'Internationale communiste eut une importance spéciale pour notre parti. Il fit apparaître nettement les divergences de vues de Bordiga avec la majorité de notre délégation. La question italienne fut examinée de façon très détaillée à la Commission. Je me souviens des longues séances de nuit, de la lutte qui s'y déroula, des doutes des délégués et enfin du vote, où Bordiga, qui représentait le courant d'extrême-gauche dans notre parti, fut mis en minorité. C'était dans la salle du Trône au Kremlin. Ce soir-là, c'était moi qui présidais. Il n'était pas facile

de maintenir l'ordre à une séance aussi importante, surtout avec des Italiens.

C'est alors seulement que commença le travail compliqué, malaisé de la nouvelle Direction de notre parti, qui, débarrassée des éléments d'extrême-gauche, avait à mettre en application les principes de l'Internationale communiste.

Depuis lors sept ans ont passé. Notre parti, né dans la lutte, s'est formé et aguerri dans ses combats contre le fascisme. Il a vu tomber beaucoup de ses militants, mais de nouveaux sont venus à lui, et il a toujours été sur la brèche. Il est, en Italie, le seul parti qui ait résisté à l'orage et qui continue la lutte contre les fascistes ; et c'est principalement à la direction de l'Internationale communiste qu'il est redevable de sa fermeté et de sa force.

Lénine prit une part active à l'examen de la question italienne.

La nouvelle de la « marche sur Rome », marche exécutée par les fascistes dans des trains spéciaux mis à leur disposition par la Direction des chemins de fer, nous parvint à Moscou au moment du congrès. Les communiqués étaient confus, contradictoires. Je reçus un numéro lithographié de notre *Riscossa* ; notre imprimerie avait été détruite par les fascistes.

Ce n'est que plus tard, à Berlin, que nous apprîmes les détails du coup d'Etat fasciste : le meurtre de Ferrero, de Berruti et de beaucoup d'autres militants intrépides, les destructions, les violences inouïes exercées contre le prolétariat.

Notre retour dans notre... patrie, après le congrès, devait s'effectuer illégalement. Un seul d'entre nous refusa de rentrer en Italie : il est maintenant hors du parti. Les délégués revinrent en décembre par les cols des Alpes, qu'ils franchirent sous une tempête de neige. Seul, avec deux camarades femmes et onze valises, je revins légalement par le chemin de fer, car pour moi les sentiers escarpés des Alpes étaient inaccessibles. Les valises appartenaient, évidemment, aux délégués rentrant à pied.

Nous nous mîmes en route les derniers, lorsque nous fûmes avisés que les autres étaient arrivés à bon port. A la frontière, les policiers et les fascistes se jetèrent sur nous et sur nos valises. Il se trouva que le commissaire local me connaissait personnellement, car peu auparavant il avait demeuré à Coni plusieurs années. Nous fûmes déshabillés complètement et soumis à une fouille comme je n'en avais encore jamais vu de ma vie. Puis on ouvrit nos valises et on en examina le contenu toute la nuit. Les valises étant à peu près toutes semblables, je réussis à sauver de la visite celles de Bordiga en les remplaçant dans un moment de presse par deux autres déjà inventoriées. La police, après avoir confisqué une foule de menus objets sans importance, qui figurèrent ensuite au procès comme « pièces à conviction », nous laissa continuer notre route.

Le souvenir de ce que j'avais vu durant mon court séjour dans la Russie révolutionnaire ne me quittait pas : les séances du congrès, Lénine, les usines de Moscou et de Pétrograd, l'accueil des ouvriers russes, tout cela revivait dans mon esprit avec la netteté du présent..

La police de la frontière nous avait expédiés à Milan. Là, on nous dirigea sur Turin, mais à Turin on ne voulut pas de moi et on me donna une feuille de route pour Coni, ma dernière résidence. A Coni, ce fut la même histoire : la police locale me refusa le séjour dans cette ville.

— Mais je suis domicilié ici !

— Vous auriez bien mieux fait de ne pas revenir — me dit le commissaire qui, quelques mois auparavant, m'avait si aimablement délivré un passeport dans l'espoir de se débarrasser de moi. Qu'allez-vous bien pouvoir faire ici ? La Chambre du travail est maintenant occupée par les fascistes, et, en vous renvoyant de Coni, je vous rends en somme un service, car si vous restiez ici, les fascistes ne tarderaient pas à l'apprendre, et vous passeriez un mauvais quart d'heure.

— Je n'en doute pas, répondis-je, mais je ne vois pas

trop où vous pourriez bien m'expédier. Ma ville natale elle-même refuse de me recevoir.

— Je vais vous diriger sur Fossano.

Accompagné de deux gendarmes, je me remis en route. A Fossano on me fouilla de nouveau et on m'enleva 7.500.000 roubles en petites coupures (c'était en 1922), que j'avais rapportés spécialement pour les distribuer aux camarades en souvenir de la Russie.

On s'imagina la joie du commissaire de police et des fascistes à la vue d'une pareille somme. Avec le plus grand sérieux, je réclamai un reçu en règle des millions, avec indication des numéros et des séries des billets.

Le voilà, l'or russe! pensait le commissaire en recomptant, non sans envie, les billets. Après quoi, on me laissa aller en me prévenant que je ne devais parler à personne ni sortir de chez moi. On attendait probablement des instructions à mon sujet.

Les fascistes se réunirent d'urgence pour décider ce qu'ils allaient faire de moi. Deux d'entre eux, armés de fusils, furent postés en sentinelles devant ma maison, où ils ne laissèrent entrer que les locataires. Toute la nuit, au siège du Fascio, on discuta sur mon cas; l'assemblée fut orageuse et l'on en vint même aux mains. Comme je l'appris plus tard, trois opinions se firent jour : les uns voulaient qu'on feignît d'ignorer ma présence, tout en me surveillant de près; d'autres réclamaient pour moi la bastonnade, l'huile de ricin et l'expulsion; d'autres enfin se prononçaient simplement pour mon expulsion de la province. C'est ce dernier parti qui fut adopté.

La nouvelle de mon arrivée s'était rapidement répandue dans la ville: « Barbe-de-Cuivre est revenu de Russie ».

Grand était le désir des camarades d'entendre les récits d'un homme qui avait été au pays des Soviets et qui avait vu Lénine. Mais les fascistes surveillaient constamment l'entrée de ma maison.

On était en janvier. Je voyais par ma fenêtre les deux chemises-noires qui battaient la semelle pour se réchauffer

dans la rue déserte. Vers dix heures du soir, j'étais au coin du feu à causer avec les miens quand tout à coup on frappa à la porte.

« Ça y est, on vient m'arrêter », pensai-je, et j'allai ouvrir.

C'était un camarade. Il se jeta sur moi et m'embrassa joyeusement.

— Par où as-tu passé? demandai-je étonné.

— Tu vas voir dans un instant les autres copains, me dit-il en guise de réponse.

Et, en effet, l'un après l'autre, silencieux et rayonnants, ils firent leur apparition. Ils étaient venus par le toit d'une maison voisine, dont l'entrée donnait sur une ruelle parallèle à la rue que surveillaient les fascistes.

Ils restèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit, écoutant mes récits et m'assaillant de questions. Je leur parlai du congrès, de Lénine, des usines, des maisons d'enfants, des coopératives, des clubs que j'avais visités. Ils m'écoutaient avec un intérêt passionné, buvant mes paroles. Quelle joie et quelle foi en l'œuvre déjà commencée par la classe ouvrière ! Quelle tendresse profonde, frémissante pour Lénine !

Nous nous séparâmes vers trois heures du matin, car les camarades avaient besoin de se reposer un peu avant de reprendre leur travail. Ils disparurent l'un après l'autre, silencieux, sans bruit comme ils étaient venus.

Et, en bas, devant les portes soigneusement fermées, les deux fascistes, le visage bleuï de froid, continuaient de monter la garde.

A la pointe du jour, plusieurs fascistes vinrent chez moi et me remirent un arrêté d'expulsion. (L'expulsion consistait dans l'interdiction de demeurer dans une ville, dans une province ou dans un rayon déterminé.) Ils étaient accompagnés d'un commissaire et de quelques carabiniers.

Je fus conduit au commissariat, où l'on me rendit... l'or russe que l'on avait trouvé sur moi. Le commissaire avait l'air mécontent: n'ayant pas connaissance de l'inflation, il

avait cru mettre la main sur des millions et espéré obtenir de l'avancement pour ce haut fait...

Avant mon départ je fis une rencontre singulière. Je croisai dans la rue le général Capello, qui était en visite chez des parents à Fossano. Il me reconnut et me salua en disant : « Honneur aux persécutés ! ». Le général, qui avait commandé une armée pendant la guerre, ne se doutait pas à ce moment qu'il serait condamné un jour à trente années de bagne. C'est la peine que lui infligea la justice fasciste pour sa prétendue complicité dans l'attentat de Zaniboni contre Mussolini, attentat organisé, comme on le sait, par la police elle-même. Le général Capello, franc-maçon et antifasciste, est maintenant à San Stefano, là où est enfermé Terracini¹ malade. C'est une des plus affreuses prisons d'Italie : les anarchistes Passanante et Bresci, qui avaient attenté à la vie du roi, y sont devenus fous, ainsi que le fameux brigand calabrais Musolino. (Prière de ne pas confondre avec celui qui gouverne maintenant l'Italie.)

XXVIII

L'expulsion et la prison

Les fascistes enjoignirent à la police de Fossano de mettre à exécution leur arrêté d'expulsion.

A l'heure fixée, des fascistes et des carabinieri vinrent me prendre à mon domicile. J'avais résolu de partir pour deux raisons. Tout d'abord parce que mon refus aurait entraîné des violences sur ma personne, et je voulais épargner ce spectacle à ma mère et à ma sœur, qu'avait déjà

1. Un des militants communistes les plus actifs ; joua un rôle important à Turin lors de l'occupation des usines. Condamné à vingt ans de bagne.

épouvantées la première irruption des fascistes, lorsqu'ils avaient fouillé toute la maison et brûlé la plupart de mes livres et journaux. Ensuite, je voulais éviter d'être arrêté, afin d'avoir un peu de temps pour aider à l'organisation du travail dans notre parti, qui devenait alors illégal.

Les fascistes donnèrent l'ordre du départ. Je pris congé de ma mère et de ma sœur. La scène des adieux fut pénible. Ma petite nièce, une enfant de six ans, qui était là également, se jeta sur les fascistes en criant :

— Vous êtes des sauvages, des méchants !

Et elle éclata en sanglots. Les bandits en chemise noire eux-mêmes étaient quelque peu troublés.

A la gare, je vis de nombreux camarades, mais on ne les laissa pas approcher de moi. Tous ils restèrent jusqu'au départ du train, et longtemps ils agitèrent leurs chapeaux en signe d'adieu.

J'appris par la suite que beaucoup d'entre eux avaient été arrêtés et passés à tabac uniquement parce qu'ils étaient venus me dire au revoir.

Deux policiers et deux fascistes m'escortèrent jusqu'à Turin. A la descente du train, ils me menèrent au commissariat de la gare. Je commençais à croire que l'arrêté d'expulsion s'était transformé, en chemin, en un ordre d'arrestation, mais une surprise m'était réservée. Je fus conduit devant le commissaire, un giolittien, que j'avais connu à Coni.

— De quoi s'agit-il ? demanda-t-il à l'un des policiers.

— Nous vous amenons celui-là, dit le policier en me désignant. Il est expulsé de Coni et de la province.

Le commissaire bondit :

— Vous allez me faire le plaisir de sortir immédiatement ! cria-t-il aux deux chemises-noires.

Puis, s'adressant aux policiers :

— Qui vous a donné cet ordre ?

— Monsieur le commissaire de Fossano, le *cavaliere* d'Avanzo... verbalement, se hâtèrent d'ajouter les policiers.

— Et vous exécutez des ordres de ce genre ? La police

italienne agit maintenant sur les ordres d'un ramassis de bandits ? C'est une honte. Monsieur le commissaire de Fossano n'a pas eu le courage de vous donner un ordre écrit... C'est du propre ! Vous, dit-il en se tournant vers moi, vous pouvez vous en aller. Je n'ai pas encore l'intention d'exécuter les ordres des fascistes. Il y a des lois !

Je sortis. Ma situation était loin d'être enviable : pas de travail, quatre-vingts liras en poche, la liaison avec les camarades rompue. Retourner à Fossano ? A quoi bon ? La plupart des militants étaient arrêtés, le journal détruit, la Chambre du travail incendiée. Je résolus de rester à Turin.

Je m'installai provisoirement chez un parent éloigné, qui travaillait dans un petit café. Il sortait de chez lui à cinq heures du matin et ne rentrait que vers minuit. Comme l'hiver était rigoureux et que le logement n'était pas chauffé, je restais toute la journée au lit, écrivant des articles sur la Russie pour le *Lavoratore*, le seul de nos journaux qui subsistât encore.

Quelques jours se passèrent ainsi. J'appris par la presse l'arrestation de Bordiga et d'Azzario. Puis celle de Grieco et de Berti. Puis d'autres encore...

Un soir, la femme du concierge me dit :

— Deux messieurs sont venus demander des informations sur vous...

Et, après avoir regardé autour d'elle :

— Ce sont des policiers, chuchota-t-elle.

La chose était claire. Il me fallait changer de domicile. J'errai par la ville, jusqu'au moment où le hasard me fit rencontrer un vieil ami que j'avais depuis longtemps perdu de vue.

— Viens chez moi, me dit-il, tu seras tout à fait en sécurité.

J'acceptai. Il me conduisit dans le faubourg de Turin où il demeurait. La maison était d'apparence assez suspecte, mais je n'avais pas le choix.

— Qu'est-ce que tu fais maintenant ? lui demandai-je quand nous fûmes à table.

— Je me débrouille... Qu'est-ce que tu veux, il est impossible de vivre honnêtement !

Et, voyant mon air étonné :

— Avec toi je serai franc: j'achète et je vends des marchandises de provenance... inconnue.

De Charybde en Scylla ! Là aussi je pouvais être arrêté, non plus pour mes opinions politiques, mais pour des délits de droit commun.

Toute la nuit la maison vécut d'une vie mystérieuse et grouillante. On allait et on venait, on apportait et on emportait. Le matin, le bruit cessa: le « travail » était terminé. Les locataires les plus honnêtes de cette maison étaient des pickpockets et des prostituées. Les autres avaient des états de service plus imposants. Aussi, le jour même, j'inventai un prétexte et je quittai mon obligeant « ami ».

Je réussis à trouver du travail dans une petite boutique de coiffeur de la banlieue. Mon patron, dont j'étais le seul ouvrier, était un brave homme, marié et père de quatre enfants en bas âge. Je prenais pension chez lui. Les clients de notre boutique, située non loin du Pô, étaient des bateliers, des jardiniers et des charretiers, gens peu causeurs et ne s'inquiétant pas des affaires des autres. Là je pouvais écrire tranquillement pour le *Lavoratore*.

Les arrestations continuaient. La population était terrorisée. Je travaillais depuis une semaine environ quand, un dimanche soir, au moment où on allait fermer, un client se présenta. Avant que j'eusse eu le temps de lui faire signe, il me sauta au cou en s'écriant :

— Comment, c'est toi ! Comment vas-tu ? J'ai appris que tu avais été à Moscou. Alors, tu as vu Lénine ? Tu sais que Bordiga est arrêté...

Et un flot de paroles et de questions, ponctuées d'exclamations.

C'était un camarade qui avait réussi à échapper aux poursuites. Après s'être fait raser, il s'en alla en disant qu'il reviendrait.

— Je garderai le secret, ajouta-t-il.

Quand il fut parti, nous fermâmes la boutique et nous montâmes à l'entresol. Le plat traditionnel de macaronis fumait sur la table. Mon patron semblait soucieux. Je jouai un moment avec les enfants, qui déjà s'étaient attachés à moi. Puis nous causâmes un peu.

Quand sa femme, après nous avoir servi le café, fut sortie de la pièce, le patron me dit :

— J'ai entendu ce que vous a dit votre ami. Votre nom m'est familier : j'ai lu beaucoup de vos articles dans l'*Ordine nuovo*... Mais, je ne vous connaissais pas personnellement et je ne soupçonnais pas que j'avais chez moi un de nos camarades les plus réputés...

Je l'écoutais sans rien dire, pressentant la conclusion de ce petit discours.

— Je suis un sympathisant. J'ai toujours donné selon mes moyens lors des souscriptions et j'ai même fait de la propagande comme je le pouvais...

Il se leva, alla chercher une cassette et me montra quelques coupures de notre journal où son nom figurait parmi les souscripteurs.

— Croyez-moi, cela me déchire le cœur... Mais je ne puis faire autrement : je suis père de famille, et si les fascistes apprennent que vous travaillez ici, ils détruiront tout. Vous me comprenez ?...

— Je vous comprends très bien, répondis-je.

— Je vous payerai deux semaines au lieu d'une...

A n'en pas douter, cet homme était vraiment peiné d'avoir à me renvoyer.

Ainsi j'étais de nouveau sur le pavé.

Je ne pouvais aller à l'hôtel, car, outre que ma bourse était insuffisamment garnie, c'eût été l'arrestation à coup sûr. Je passai quelques jours dans la famille d'un ouvrier. Ce fut une courte période de repos pour moi. Les soirs, quand on était réunis autour du feu — le père, la mère et les cinq fils, tous ouvriers — je racontais mon voyage en Russie.

Combien ces jours si proches me paraissaient déjà lointains !

Un matin je fus arrêté et conduit à San Carlo. Là on m'amena devant le général Zamboni, le premier préfet de police fasciste de Turin.

— Où avez-vous été jusqu'ici ?

— A Turin.

— Où demeuriez-vous ?

— Je refuse de répondre à cette question.

— Parfait ! Conduisez-le à la « Nouvelle », ordonna le général.

— Pourquoi suis-je arrêté ?

— Vous avez le toupet de le demander ? Comme si vous ne le saviez pas !

— J'ai le droit de connaître le motif officiel...

— Emmenez-le ! fit le général en colère.

Et l'on me poussa dehors.

Quelques heures après commença mon voyage par Turin dans le fameux panier à salade. La voiture devait s'arrêter à tous les commissariats pour y prendre les gens arrêtés et les transporter à la prison. Partis à dix heures du matin, nous n'arrivâmes qu'à trois heures de l'après-midi à la « Nouvelle ».

Le fourgon était divisé en petites cellules destinées chacune à une personne, mais où en réalité on en mettait deux. La cellule qui se trouvait en face de la mienne était occupée par deux femmes : une prostituée, d'origine hollandaise, et une diseuse de bonne aventure. La prostituée pleurait à chaudes larmes :

— Qu'est-ce qu'on va faire de moi ? disait-elle. Est-ce qu'on va me garder longtemps ? Je suis une étrangère, ils doivent en tenir compte ; et puis la Hollande est l'amie de l'Italie.

Sa compagne la consolait :

— S'il ne faisait pas si noir ici, je te tirerais les cartes, et tout de suite tu saurais tout.

— Est-ce qu'on va nous mettre ensemble ?

— Si on nous met ensemble, je te ferai le grand jeu. Je peux aussi, sans les cartes, prédire l'avenir, par les lignes de la main. Tu as de l'argent ?

— J'en avais, mais les carabiniers me l'ont pris.

Nous voilà devant la grande porte : « Prison Nouvelle ».

Après les formalités habituelles et une fouille minutieuse, au cours de laquelle on me retira mes bretelles, mes lacets de souliers et ma cravate — on voulait aussi m'enlever ma canne, mais comme elle m'était absolument nécessaire pour marcher, on me la laissa — je fus conduit dans ma nouvelle demeure, la cellule n° 13.

Les rayons du soleil filtraient à travers la grille de l'œil-de-bœuf du corridor et, au premier abord, la prison semblait presque gaie. La porte de la cellule se referma sur moi avec son bruit métallique. Je suis depuis longtemps accoutumé à ce bruit ; pourtant, chaque fois, il produit sur moi une impression pénible.

Ma cellule, humide, sombre, exigüe, ressemblait à toutes les autres. Elle était pour une personne, mais quand j'y entrai, il y en avait déjà deux.

Nous nous saluons.

A la façon dont je me dirige vers un coin pour y ranger mes affaires, l'un des détenus reconnaît en moi un habitué et dit en souriant :

— On voit que tu n'es pas un bleu.

Il est assis sur l'unique siège : un carré de bois fixé au mur ; il mange. L'autre est étendu sur une pailleasse. A côté de lui, une écuelle de soupe ; il ne mange pas, mais il ne dort pas non plus.

— Oui, dis-je, je suis un cheval de retour.

— Tu fais les poches ? me demanda mon interlocuteur, la bouche pleine.

— Non, je suis un « politique ».

Le détenu qui est couché m'observe attentivement, tandis que l'autre sourit d'un air de pitié et d'admiration.

— Quels drôles de types vous faites, vous autres, les politiques ! Je ne comprends pas le plaisir que vous pouvez trouver à venir ici sans avoir *travaillé*...

Et, voyant que je regarde son compagnon, il ajoute :

— Un mendiant, pouilleux et sourd comme un pot. Hier je croyais qu'il jouait la comédie, mais maintenant je sais qu'il n'entendrait pas un coup de canon. Tu peux parler librement.

— Que veux-tu que je te dise... — commencé-je.

— Vous êtes heureux, vous, m'interrompt-il, vous êtes toujours tranquilles. Au lieu que nous, il faut être constamment sur nos gardes, dissimuler nos traces.

— Oui, évidemment, acquiescé-je.

Mon interlocuteur est, manifestement, en veine de confidences.

— Toi, je peux tout te dire : vous autres, socialistes, vous ne mouchardez pas. Cette fois, je n'ai pas eu de chance, j'ai été pris sur le fait. Je te dirai pour ta gouverne que je suis un spécialiste : je travaille sur les monuments.

Et remarquant que je ne comprends pas, il explique :

— Oui, un spécialiste pour le vol des monuments. Ça ne fait de mal à personne. Qu'est-ce que ça peut bien f... si la plaque de bronze de la statue de Cavour disparaît, ou s'il manque quelque chose à Victor-Emmanuel II, surnommé le « père de la patrie » parce qu'il a eu un tas de maîtresses et d'enfants illégitimes, ou bien encore si, un matin, on ne retrouve plus les chaînes qui entouraient un monument ? Pour moi, c'est du pain : le bronze est cher maintenant. Et, à dire vrai, est-ce que c'est pas mieux que ces chaînes aillent dans une usine, dans un moulin ou ailleurs et servent à quelque chose d'utile ?

Mon compagnon est visiblement satisfait de son érudition et regarde l'effet produit sur moi. Puis il m'« emprunte » un cigare et reprend, volubile :

— Non, j'ai pas eu de veine. J'avais déjà un plein sac de chaînes, de bonnes chaînes, pas une de rouillée... Tout à

coup j'entends des pas... Je me retourne : *Dio fauss*¹ ! les « jumeaux »² ! J'essaye de me cavalier, mais va te faire f... ! A l'interrogatoire, j'ai quand même eu le juge, seulement pas un mot à personne, hein ? Tu as compris ?

Et, regardant le voisin, il baisse la voix :

— Je lui ai donné un faux nom. C'est-à-dire que le nom existe, mais c'est pas le mien. C'est celui de mon plus cher ami, un bon garçon, un ouvrier, à qui j'ai *emprunté* ses papiers. On ne sait jamais... Il vaut mieux prendre ses précautions, n'est-ce pas ? Et voilà : maintenant on m'a pincé et mon compte est bon... Mais si on me jugeait sous mon nom véritable, ce serait bien pis, car je suis un récidiviste. Tu sais ?

Il me cligne de l'œil et, content de lui-même, il se frotte les mains.

Des clés grincant dans la serrure : c'est l'appel du soir. Entrent deux gardiens avec le surveillant en chef. Ils inspectent la cellule, vérifient les barreaux de la grille.

— Quel est ici le nouveau ? demande le chef.

— C'est moi.

Il me toise d'un air de supériorité.

— Communiste ?

— Oui.

— Attendez, je vous en flanquerais, moi, du communisme !

Et il s'éloigne en roulant des yeux menaçants.

Le lendemain matin, on emmène le « spécialiste » devant le tribunal. Il s'en va joyeux et me dit en partant :

— Je n'en aurai pas pour longtemps, je reviens prendre mes frusques, et vive la liberté ! Prépare-moi les adresses

1. *Dieu trompeur* ! : juron en usage à Turin.

2. Les carabinieri, ainsi appelés parce qu'ils vont toujours par deux la nuit

de tes parents et connaissances, j'irai les voir, leur donner de tes nouvelles. Il faut bien s'entr'aider, que diable !

La journée coule lente, interminable comme toutes les journées de prison ; l'inspection des cellules, le nettoyage, la soupe, la promenade, tout cela m'est connu, familier, comme un mauvais rêve qui se répète. Je marche, je fume... Mon voisin mange ou dort. Dans l'intervalle il cherche dans sa tête et dans sa barbe touffue les poux qui y fourmillent et, avec un plaisir visible, les écrase de l'ongle sur le sol dallé.

Le soir, la porte s'ouvre. C'est le « spécialiste ». Il a l'air furieux. Il entre sans saluer personne et, tout de suite, se met à marcher rageusement de long en large par la cellule sans nous regarder.

— Qu'est-ce qu'il y a ? lui demandé-je. On t'a découvert ?

— Comptez donc sur les amis ! dit-il en s'arrêtant brusquement. Ayez confiance en eux ! Ce coquin, cette canaille, cette fripouille dont je te parlais hier, je pensais que c'était un homme comme il faut, mais cette crapule, c'est un criminel, et la police le recherche. J'ai attrapé pour lui le maximum, plus que je n'aurais attrapé pour moi-même... Fripon, chenapan !

Et, sincèrement indigné, il va vers sa paillasse et se couche.

Le silence. Le silence lourd de la prison, troublé seulement par le pas régulier des gardes et le « qui va là ? » des sentinelles.

Les douze heures de lit réglementaires commencent.

Le lendemain, je fus transféré de la cellule n° 13 dans une cellule particulière. On ne me menait toujours pas devant le juge d'instruction, et il m'était interdit d'écrire des lettres. Je me creusais la tête, me demandant quel pouvait être le motif de ce traitement inaccoutumé.

Enfin on me notifia que j'allais partir. Pour quelle destination ? Pas de réponse. Je me dis qu'on allait probable-

ment me conduire à Rome pour le procès. Mais pourquoi ne m'interrogeait-on pas ? Je ne savais rien de ce qui se passait au dehors. Je n'en eus des nouvelles que dans le « panier à salade » par un réclusionnaire, vieillard propre et sympathique. Il me raconta qu'on procédait à de nombreuses arrestations, surtout parmi les ouvriers, que les fascistes brûlaient les coopératives, maltrahaient et tuaient les gens, sans épargner les femmes ni les enfants, détruisaient et pillaient les habitations....

— Quels salauds ! disait le vieux.

— Attention ! lui fis-je observer, si par hasard un fasciste t'entendait...

— C'est impossible, on ne les met pas en prison.

— Tu es ici pour longtemps ? lui demandai-je.

— Oh ! pour trois jours *sardes*, répondit-il.

Et, voyant mon regard interrogateur, il expliqua :

— Trois jours *sardes*, ça veut dire : aujourd'hui, demain et... toujours. Je suis un condamné à perpétuité. J'ai déjà fait six ans.... C'est pour un meurtre. J'ai tué et je paye, mais un peu cher. Il y en a maintenant qui en font bien davantage, qui assassinent et qui volent, et qu'on laisse en liberté. Mais je suis déjà vieux...

XXIX

Voyage en Italie... en wagon cellulaire

Une des pires tortures infligées aux prisonniers est le voyage en wagon cellulaire. C'est Giolitti, me semble-t-il, qui en est l'inventeur, comme d'ailleurs de beaucoup d'autres « perfectionnements » dans le régime des détenus. J'ai fait plusieurs délicieux voyages dans ces conditions.

J'ai rencontré à l'étranger quantité de gens qui parlent avec enthousiasme des beautés de mon pays : Rome, Venise,

Capri, la Riviera...! Mais ils ne se doutent pas que, sur quarante millions d'Italiens, trente-neuf millions trois quarts ne connaissent pas l'Italie, et si quelques-uns d'entre eux l'ont parcourue, ç'a été en wagons à bestiaux pendant la guerre, ou en wagons cellulaires.

Un voyage dans ces conditions est extrêmement lent et pénible. Il se fait par étapes, avec des arrêts interminables et une vitesse des plus réduite. Ainsi, pour aller de Garesio à Fossano, villes distantes l'une de l'autre de moins de quarante kilomètres, il me fallut une fois trois jours entiers. De Rome à Turin il y a six cent soixante kilomètres. L'express qui part de Turin à huit heures quinze du soir arrive à Rome le lendemain matin à sept heures et demie, soit un trajet de moins de douze heures. Le train omnibus parcourt la distance en dix-huit heures. Nous, nous mîmes plus d'un mois.

Je dormais profondément sur ma paillasse quand on m'éveilla. Un gardien avec une lanterne et un trousseau de clés était devant moi.

— Habillez-vous rapidement, il est temps de partir. Les carabiniers attendent.

Je me levai.

— Quelle heure est-il ? demandai-je.

— Deux heures. Il faut vous dépêcher, car le train part à sept heures quinze.

— Comment, cinq heures et quart pour aller jusqu'à la gare ?

— Il faut encore passer par les commissariats pour prendre les autres, expliqua le gardien.

C'était un bon diable, qui causait volontiers avec les « politiques ». Il me conduisit au bureau, où se trouvaient déjà une vingtaine de détenus. Quelques-uns d'entre eux étaient en tenue de prisonnier, avec un numéro sur la casaque, d'autres en civil : des gens de tout âge et de toute condition.

Au fur et à mesure que s'accomplissaient les formalités : remise de l'argent et des objets enlevés à l'entrée,

signature, prise des empreintes digitales, les détenus passaient, l'un après l'autre, aux mains des carabiniers, qui leur mettaient les menottes. Puis, ils étaient liés ensemble, de la première à la dernière paire.

Lorsque mon tour vint d'être enchaîné, je protestai, car je ne pouvais me mouvoir sans canne.

Le chef de notre détachement ne voulait pas m'accepter sans menottes. L'employé du bureau s'efforça de lui expliquer qu'il m'était absolument impossible de m'enfuir même les mains libres, mais le gradé ne voulut pas entendre raison.

— Pas tant d'histoires, qu'on l'enchaîne comme les autres ! ordonna-t-il. S'il ne peut pas marcher, il n'avait qu'à ne pas se faire mettre en prison. Quand il a commis ses crimes, il marchait bien ; maintenant il doit expier.

On me serra les anneaux de fer autour des poignets. J'étais le dernier du convoi. Quand l'ordre de se mettre en marche fut donné, la chaîne se tendit peu à peu, et mon tour vint d'avancer. Emmenotté et sans canne, il m'était impossible de faire un pas. Mais mon voisin, un vieillard, qui portait sous l'aisselle un paquet de linge et une cage avec un pinson, ne bougea pas, ce que voyant, ceux qui étaient immédiatement devant nous s'arrêtèrent, et ainsi de suite jusqu'au bout de la chaîne, qui s'immobilisa malgré les cris et les menaces de l'escorte.

« Il y en a un qui ne peut pas marcher », disait-on. Et tout le monde restait sur place. Il existe entre les réclusionnaires une touchante solidarité. Le chef de l'escorte essaya de me raisonner :

— Chaque détenu doit avoir les menottes, le règlement l'ordonne ; avez-vous compris ?

— Oui, oui, j'ai compris, répondis-je. Appliquez votre règlement, seulement il vous faudra me mener sur une charrette ; ce sera idiot, mais de cette façon l'honneur de la patrie et le règlement seront saufs.

— Je vous ordonne de marcher, hurla le chef.

— Je ne peux pas.

— Bon, on se reverra.

Et il ordonna de me libérer une main, dans laquelle, furieux, il me fourra lui-même ma canne.

Nous nous mîmes en marche. Après avoir traversé de longs corridors et franchi des portes sans nombre, nous nous trouvâmes dans la rue, déserte et faiblement éclairée. Une voiture cellulaire nous attendait.

— Combien de détenus, brigadier, demanda le cocher.

— Vingt.

— Sacredieu ! où vais-je les mettre ? Avec les gendarmes ça fait vingt-trois, et je n'ai que seize places... Et puis il faut encore en prendre d'autres dans les commissariats.

— On s'arrangera bien, on les serrera un peu ; c'est pas des demoiselles, plaisanta le brigadier.

Des murmures se firent entendre.

— Qui est-ce qui parle là ? Qui proteste ? Aie donc le courage de te montrer, cria le brigadier.

Personne ne bougea.

Notre tournée à travers la ville commença. A chaque arrêt on nous ajoutait de nouveaux compagnons. Nous étouffions ; nos poignets étaient déjà enflés, et chaque secousse de la bagnole nous causait une douleur. Le vieillard au pinson se lamentait :

— Jamais il n'arrivera vivant, mon pauvre petit oiseau.

Un autre tremblait pour sa souris blanche. Presque tous les vieux réclusionnaires sont autorisés à avoir des animaux, pour lesquels ils nourrissent une tendresse maternelle. J'ai connu dans la prison d'Ancône un vieux forçat qui pleurait comme un enfant parce que son sansonnet s'était cassé une patte. Il le soigna si bien qu'il arriva à le guérir...

Nous arrivâmes enfin à la gare. Alignés sur le quai, nous attendîmes que le train fût formé. Puis on nous délia et on nous fit entrer un à un dans le wagon cellulaire. De chaque côté du corridor qui divise le wagon par le milieu sont disposées des cellules minuscules, où un homme a

juste la place nécessaire pour s'asseoir. L'été on y étouffe, l'hiver on y gèle. Les portes des cellules sont percées d'une petite ouverture grillagée donnant sur le corridor. Pas de portière à la paroi extérieure. Au plafond, un carreau de dix à douze centimètres de diamètre, mais toujours si sale qu'on ne voit rien à travers.

Dès que le train s'ébranla, le chef du convoi entra dans ma cellule.

— Maintenant, vous n'avez pas besoin de marcher, dit-il en ricanant.

Et il me mit lui-même les menottes aux poignets. Ensuite on distribua la pitance. En voyage la soupe est supprimée ; les détenus ne reçoivent que du pain. On ne leur enlève les menottes ni pendant qu'ils mangent, ni en aucune autre circonstance. Quand il leur faut faire leurs besoins, un carabinier les aide.

Ordinairement les wagons cellulaires sont accrochés à des trains mixtes. Souvent on les détache aux gares d'embranchement, où ils stationnent un temps indéterminé. Il nous fallut dix heures pour faire les soixante kilomètres qui séparent Turin d'Alexandrie. Là, nous descendîmes de wagon, et un fourgon nous emmena à la prison de la ville. Ce fut alors le *cérémonial* habituel : fouille, immatriculation, empreintes digitales, pérégrinations dans les bureaux et les magasins et, enfin, la « salle de passage ». Cette salle est incroyablement malpropre et délabrée, mais chaque détenu se console en se disant qu'il en sortira le lendemain.

Dans celle où l'on nous parqua, toutes les vitres étaient brisées. C'était l'hiver ; le temps était froid et humide. Toute la nuit nous grelottâmes, couchés sur de mauvaises paillasses étendues par terre, avec des couvertures déchirées, fourmillant de vermine.

Nous passâmes ainsi trois jours à Alexandrie. Puis ce fut de nouveau le lever à deux heures du matin, les menottes, le fourgon, les pérégrinations par les commissariats et, enfin, la gare.

Alliés sur le quai, nous attendions le moment de

monter dans le train, quand un gardien de prison accourut et aborda le chef de notre détachement, l'air exagérément ému.

— Monsieur le brigadier, cria-t-il, savez-vous ce que ces coquins ont fait ? Ils ont cassé tous les carreaux de la salle.

Protestation générale.

— Il n'y avait pas un seul carreau quand nous sommes arrivés, déclarai-je.

— Silence, vous ! hurla le brigadier.

Et, s'adressant au gardien :

— Combien cela coûtera-t-il pour les faire remettre ?

— Pas moins de cinquante lires, répondit le gardien.

Malgré nos protestations, le brigadier donna la somme, qu'il préleva sur notre argent qu'il avait en garde.

Plus tard, en 1926, je me trouvai dans la prison de Milan avec un détenu qui venait d'Alexandrie. Il me raconta que ses compagnons et lui avaient dû également payer pour les carreaux inexistantes de la même salle...

Plaisance. Quatre jours de « salle de passage » avec tout ce qui s'ensuit. Là, je trouvai quelques « politiques », des ouvriers et des paysans, condamnés pour organisation de détachements armés.

Dans ce local sale, souillé de crachats, mal éclairé par une lampe fumeuse, je passai quatre nuits de suite à parler de la révolution russe. Tous les détenus, politiques et autres, m'écoutaient attentivement, me posant parfois les questions les plus saugrenues :

— Est-ce qu'il y a des voleurs en Russie ?

— Les églises sont ouvertes là-bas ?

— Tu as vu les bolchéviks ?

— Tu n'as pas eu peur ?

— Est-ce qu'il y a à manger en Russie ?

Au bruit des pas de la ronde, qui, toutes les trois heures, passait pour vérifier les grilles, mes auditeurs regagnaient chacun leur place, mais ils revenaient dès que les gardiens s'éloignaient.

XXX

Rencontres de prison

Le matin de notre départ de Plaisance, dans l'attente du train qui avait un retard de trois heures, on nous parqua dans un des entrepôts de la gare. Tout en mangeant et en fumant, nous causions entre nous. Le vieillard au pinson, bien qu'il fût emmenotté, s'efforçait de nettoyer la cage de son oiselet. Je l'aidais de ma main libre, de même que j'aidais les autres, soit à allumer une cigarette, soit à rompre leur pain. Le chef du détachement, un maréchal de carabiniers, grand gaillard blond, nous laissait faire. Bon garçon, il allait de l'un à l'autre, demandant aux détenus combien de « lunes d'août ¹ » ils avaient encore à tirer, s'intéressant au sort de chacun.

Presque tous ceux qu'il interrogeait se déclaraient victimes d'une erreur judiciaire ou d'une vengeance.

— Et vous, qu'avez-vous fait ? me demanda le maréchal quand il arriva à moi.

— Moi, j'ai commis un crime affreux : je suis accusé de complot contre la sûreté de l'Etat, répondis-je.

— Ah, vous êtes communiste ? Peut-être êtes-vous de ceux qu'on a arrêtés à leur retour de Russie ?

Je répondis affirmativement.

— Racontez-nous donc quelque chose sur la Russie, me dit-il.

Je commençai à parler. Les détenus firent cercle autour de moi. Les carabiniers aussi s'approchèrent. Comme les autres, le maréchal écoutait attentivement. Je parlais déjà depuis un bon moment lorsqu'un réclusionnaire, condamné pour vol et blessures, m'interrompit :

1. Une lune d'août : une année dans l'argot italien.

— Les bolchéviks, dit-il, ont commis les pires forfaits ; tout le monde civilisé est contre eux.

Un autre détenu intervint :

— Qu'en sais-tu ? Alors, tu crois tout ce qu'on imprime dans les journaux ? Tu ferais mieux de la fermer. Lui, il a été en Russie.

— Assez pour aujourd'hui ! dit le maréchal, arrêtant la dispute.

Le soir de ce même jour nous arrivâmes à Bologne.

Je n'avais encore jamais vu une « salle de passage » aussi vaste. Soixante-dix personnes pouvaient y tenir à l'aise ; aussi les jeunes, pour se dégourdir les jambes après le trajet, se mirent-ils à jouer et à courir. C'était une pièce rectangulaire à plafond bas, soutenu par des colonnes. L'humidité de la voûte et la disposition des fenêtres, petites et placées très haut, montraient que nous étions dans un sous-sol.

Quand nous arrivâmes, tous les châlits étaient déjà occupés par d'autres détenus, et il ne restait plus pour nous que des paillasses disposées sur le sol. Je commençais à m'installer dans un coin, lorsque mon voisin, un jeune homme qui lisait *Rocambole*, se leva et m'offrit son lit.

— Prends ma place. Il ne sera pas dit que le Rouquin a laissé un infirme coucher par terre. Allons, viens ! Je suis jeune, tu n'es pas vieux non plus, mais tu as une jambe malade.

Et il m'installa presque de force sur son châlit. Nous nous mîmes à causer.

— J'ai tué un type dans une rixe. Mais j'étais en état de légitime défense. On m'a collé huit ans, parce que je ne pouvais pas payer un bon avocat. Les pauvres ont toujours tort... Seulement j'ai de la peine à cause de ma pauvre mère.

Et il se replongea dans sa lecture.

Deux autres détenus, mes voisins, se mirent également à parler de leurs avocats.

— Evidemment, je suis coupable, disait l'un. Mais j'ai eu tort d'avoir pitié d'un blanc-bec qui sortait de l'uni-

versité et qui voulait à toute force assurer ma défense. Il me suppliait presque et, comme j'ai bon cœur au fond, j'ai accepté. Cet animal-là s'est troublé devant les juges, il a embrouillé tous les articles du code et, naturellement, on m'a salé. Voilà, faites du bien aux gens...

— Moi, dit l'autre d'un ton important, je ne me laisse jamais prendre aux prières de ces apprentis. Une fois, un débutant m'a offert cent lires pour que je lui permette de me défendre. Hein, tu t'imagines ! Avec mon nom et mon passé... J'ai, naturellement, refusé.

Plus loin, un homme d'un certain âge racontait à un nombreux auditoire rassemblé autour de son châlit comment il avait cambriolé une banque. A côté du groupe, deux détenus jouaient aux dames. Le damier était dessiné au charbon sur le sol, et les pions étaient figurés par des boutons. Plus loin, un homme élégamment vêtu déclamait du Carducci. Quelques détenus se promenaient par la salle. D'autres dormaient.

— Et toi, le barbu, qu'est-ce que tu fais ? me demanda celui qui avait eu « pitié » du jeune avocat.

— Moi ? Je fume ma pipe, comme tu vois.

— Il y a déjà longtemps que je te zyeute et je n'arrive pas à te ranger dans une catégorie...

— ? ?

— Oui ! Tu ne ressembles pas à un cambrioleur, encore moins à un pickpocket ; à un voleur de grand chemin, inutile d'en parler. Tu as peut-être zigouillé ta maîtresse,... à moins que tu ne te sois cassé les poignets sur la caisse de ton patron ?

Je me taisais.

— Abruti ! fit son ami. Tu ne vois pas que c'est un « politique » ? N'est-ce pas ? dit-il en s'adressant à moi.

Sans retirer ma pipe de la bouche, je fis un signe de tête affirmatif.

Un jeune homme taillé en hercule, qui jusqu'alors lisait un fragment de journal, descendit vivement de son châlit et s'approcha de moi.

— Qu'est-ce que tu es : anarchiste, socialiste, communiste ?

— Communiste.

L'hercule se jeta sur moi et m'embrassa à m'étouffer.

— Moi aussi, je suis communiste. Je suis de Massa. Je connais Bibolotti, Ambrogi et les autres... Tu les connais ?

— Je les connais tous, répondis-je.

Transporté de joie, le visage rayonnant, il s'assit à côté de moi et, quand il eut appris que j'étais parmi les accusés du « procès de Rome », il se mit à m'assaillir de questions. On sentait en ce colosse aux yeux d'enfant un véritable camarade, un homme animé d'une foi inébranlable. Je lui parlai de la Russie, de Lénine, des Soviets, des usines, de l'Armée rouge, qui, je le remarquai, l'intéressait plus que tout le reste. Puis il se mit à raconter son histoire :

— Vois-tu, je ne sais pas parler, mais, peu importe, je fais mon devoir, tu peux le demander à Bibolotti¹. Pauvre Bibolotti ! Je l'ai vu avec sa femme et son enfant dans la rue devant sa maison en feu. Les « chemises-sales » — c'est ainsi qu'on appelle chez nous les « chemises-noires » — l'avaient incendiée. Ça, je ne l'oublierai jamais. Il était blessé, le gosse pleurait... Putain de Madone, ce que j'en ai rossés cette nuit-là ! Quand mon gourdin s'est cassé, j'y suis allé avec ça.

Et il me montra ses poings énormes. Les détenus, qui avaient fait cercle autour de nous, le regardaient avec admiration.

— Après, naturellement, continua-t-il, j'ai dû me sauver. Je me suis mis à errer par la campagne, comme un chien galeux...

« Avant, j'allais toujours aux réunions avec Bibolotti. Comme il parlait bien ! Et si simplement ! Je comprenais

1. Bibolotti, ex-secrétaire de la fédération communiste de Massa-Carrara (Toscane). Actuellement au bagne.

tout, mais, *dio boia*¹, pour le dire j'aurais pas su... Un jour qu'il parlait dans un village, j'étais parmi la foule. Quelques fascistes faisaient du bruit. Je les pris comme ça — et le colosse secoua légèrement deux de ses voisins — et aussitôt ils s'arrêtèrent.

« Je dis donc qu'après cette nuit où il y avait eu l'incendie à Massa j'errais par la campagne. Une fois seulement, je suis retourné chez ma mère — pauvre maman ! — pour prendre du linge. Les fascistes en ont eu vent et ont entouré la maison. Alors, pour qu'ils ne tuent pas ma mère, je décide de m'enfuir. Je saute par la fenêtre dans le jardin, je file droit devant moi et j'en abats deux qui me barraient le chemin. Les autres tirent sur moi, mais ils me manquent et je leur échappe. »

L'homme s'arrêta. Les criminels qui étaient là, gens habitués à toute sorte d'aventures, l'avaient écouté avec une attention profonde.

On entendit une rumeur dans le corridor, un tintement de clés. C'était l'inspection habituelle. Un gardien se mit à vérifier les grilles en jouant sur les barreaux un air connu — nous sommes un peuple de musiciens, je l'ai déjà dit — ; les autres se mirent à fouiller les paillasses, puis on procéda à l'appel. Il manquait un homme.

— Il manque un détenu, cria le chef. Recomptez !

On recompta ; il en manquait deux. Les gardiens étaient dans tous leurs états.

— Les grilles sont intactes ? demanda le chef au « musicien ».

— Oui, monsieur.

On recompta de nouveau. Cette fois le compte y fut. Deux détenus, pour jouer un tour au chef, s'étaient dissimulés pendant l'appel.

Dès que les gardiens furent sortis, on se rassembla de nouveau autour de l'hercule.

1. Juron italien : Dieu bourreau !

— Maintenant, tu peux continuer, Tiburce¹.

— Tiburce ? fit le colosse avec un sourire triste. Tu as deviné : c'est ainsi que les fascistes m'avaient surnommé. Quelle chasse ils m'ont donnée par toute la Toscane ! J'ai appris ensuite par les journaux qu'ils avaient incendié ma maison et arrêté mon père et mes deux frères cadets, deux gamins. Ma mère est morte...

Il s'arrêta un moment et but un verre d'eau.

— Mais notre jour viendra, n'est-ce pas ? reprit-il en s'adressant à moi. Oui, j'en suis sûr, il viendra. Et alors nous réglerons nos comptes.

« Je quittai la Toscane, me dirigeant vers la frontière. Les camarades m'aidaient. J'arrivai ainsi à Trieste. Je devais m'enfuir d'Italie, car j'avais tué un fasciste et ma tête était mise à prix... comme celle de Tiburce.

« Un soir, à Trieste, j'entrai dans une auberge pour m'y restaurer. Comme toujours, des discussions entre fascistes et antifascistes. Je me taisais comme on me l'avait ordonné, car il me fallait passer la frontière. Pour échapper à la tentation, je me dépêchais de finir mon repas. Soudain, une bande de fascistes armés de gourdins fit irruption dans la salle, se rua sur un ouvrier qui mangeait tranquillement en lisant le *Lavoratore* et se mit à le rouer de coups. Mon sang ne fit qu'un tour : j'oubliai les instructions qu'on m'avait données, je saisis ce qui me tomba sous la main, et pan ! sur eux. J'en étendis trois par terre. Un coup de feu partit. Je tirai aussi pour me frayer un passage et je réussis à sortir de l'auberge, mais, une fois dans la rue, je reçus un balles dans la jambe. Comme je ne pouvais plus guère marcher, je m'arrêtai et je leur fis face. Ils s'arrêtèrent aussi. Je leur criai : Chiens, approchez donc, si vous n'êtes pas des capons. Ils étaient deux — les autres étaient restés dans l'auberge — et ils reculèrent, les lâches ! Ils se mirent à tirer en l'air pour alerter les leurs. Alentour,

1. Brigand légendaire, très populaire en Italie.

pas une âme. Les fenêtres et les portes des maisons étaient fermées. Nulle part où se réfugier. Aux coups de feu arrivèrent deux carabinieri. Je m'adossai au mur, résolu à vendre chèrement ma peau. Enhardis, les fascistes recommencèrent à tirer en criant : « Arrêtez-le ! C'est un communiste ! » Je tirai à mon tour et j'en abattis un. Mais ils m'atteignirent aussi et je tombai... Pourtant je continuai à me défendre. Mais d'autres fascistes vinrent à la rescousse et... me voilà ici. »

Il se tut. Un silence profond régnait dans l'immense salle. Puis Tiburce reprit :

— Un des fascistes était mort ; d'autres étaient blessés. Maintenant on m'expédie à Massa, où je serai jugé pour le premier que j'ai tué ; ensuite, on m'enverra à Trieste pour l'autre. Je me fiche de leur justice. Je sais bien que si je comparaissais devant un tribunal de camarades, d'ouvriers, on ne me reconnaîtrait pas coupable.

Il avait fini. Silencieux, les détenus regagnèrent lentement leurs châlits. Tiburce changea de place avec un de mes voisins, et nous causâmes toute la nuit.

Quelques jours plus tard nous nous séparâmes. Il devait aller à Massa, tandis qu'on nous dirigeait sur Ancône. Nous nous embrassâmes fraternellement.

De nouveau les formalités du départ, le fourgon, le wagon cellulaire.

Dans le fourgon, le détenu qui est à côté de moi me cligne de l'œil d'un air malin et, me montrant un paquet qu'il porte sous l'aisselle, me communique avec une satisfaction visible :

— Je l'ai quand même chipée. Des couvertures comme à Bologne, on n'en trouvera plus. Hein, c'est du travail ! Personne n'y a rien vu.

— A quoi bon cette couverture ? dis-je.

— Comment, à quoi bon ! Avec ça je ferai des pantoufles pour les détenus qui disposeront de vin et de ciga-

rettes... Sept ans, c'est long à tirer ; il faut bien se débrouiller, ajouta-t-il en riant.

Après la salle spacieuse de Bologne, celle d'Ancône nous parut affreusement misérable. Pas moyen de se retourner, une saleté repoussante, de la vermine à ramasser à la pelle. Dans un coin, une voix dolente, monotone répète sans fin des prières :

Ave Maria, gratia plena, Dominus tecum...

— Zut à toi et à ta Marie pleine de grâce ! Si tu ne t'arrêtes pas, je te coiffe du baquet à ordures, crie un détenu irrité.

— Pourquoi est-ce que je ne prierais pas ? Toi aussi, tu devrais faire ta prière, tu y trouverais une consolation ; nous sommes tous des pécheurs, répond la voix dolente dans l'obscurité.

— Possible que tu sois un pécheur, mais moi je suis un voleur, réplique fièrement l'autre. Oui, un voleur, et je n'en ai pas honte. Je vole, mais je vole ceux qui en ont trop. Tant qu'il y aura des gens qui ne travaillent pas et qui ont de l'argent, des maisons, des autos et qui se baladent à la mer et à la montagne, je ne travaillerai pas non plus, je volerai, et je t'emmielle toi et ta Sainte Vierge ! Si tout va bien, à nous la belle vie, les bons hôtels, les dîners fins et les jolies poules ; si ça va mal : le pain sec, les patates, la prison. Voilà comme je suis, moi ! Et toi qui pries, qu'est-ce que tu as donc fait pour être ici, enfant de putain ?

— Je me suis déjà repenti de mes péchés... J'expie en silence.

— Si encore c'était en silence ! Mais tu pries à haute voix. Pourquoi ne veux-tu pas dire ce qui t'a amené ici ? Allons, raconte, sans ça je vais croire que tu es un *mouton*.

— Parfaitement ! Qu'il parle ! crièrent plusieurs autres détenus, intéressés par la dispute.

Mais le « pécheur » garda le silence.

— Allons, allons, vieux mouchard ! insista le voleur.

— Je n'ai jamais été un mouchard, vous pouvez le

demander à Gigetto. Nous avons été deux ans ensemble à Saluzzo, et il sait bien que je ne moucharde pas.

— C'est vrai, messieurs, confirma Gigetto.

— Tu es de mèche avec lui, répliqua le voleur. Comment cela se fait-il : vous avez été deux ans ensemble, et tu ne sais pas pourquoi il est en tôle ?

— Pardon, répondit Gigetto, je le sais, seulement je lui ai promis le silence. Mais comme je suis un gentleman et que je connais les règles qui président aux relations entre gentlemen, je dirai à l'honorable assemblée ce qui en est si Pasquale s'y refuse.

— Et moi qui viens encore de t'acheter deux paquets de cigarettes ! fit le vieux d'une voix pleurarde.

— Si tu ne veux pas qu'il le dise, dis-le toi-même, vieille taupe. Sinon la parole est à Gigetto, qui doit se réhabiliter, prononça sévèrement le voleur.

Quelques instants de silence. Puis Gigetto se leva et, se tournant vers le coin où était couché le vieux, déclara :

— Pasquale, je dois parler, pour mon honneur. Ainsi donc cet homme — et il désigna le vieillard — a commis un des crimes les plus ignobles qu'on puisse imaginer. Il a violé sa nièce, une enfant de huit ans...

— C'est elle-même qui l'a voulu, interrompit Pasquale ; elle...

Une bordée d'injures et de rires couvrit sa voix.

— Voilà donc pourquoi tu ne voulais pas parler, vieux cochon ! Et tu as encore le toupet de prier ! J'invite l'honorable assemblée à déclarer cet homme hors la loi. Que ceux qui ne sont pas de cet avis le disent !

Pas une voix ne s'éleva en faveur de Pasquale.

— Maintenant, dit le voleur, si je t'entends encore, vieux saligaud, je t'arrange de la belle façon. Tu n'as pas honte d'insulter encore ta victime en priant Dieu !...

A la promenade une surprise agréable m'attendait. Je marchais, accouplé à un spécialiste du vol dans les trains, quand, à mon grand étonnement, je m'entendis appeler Barbe-de-Cuivre. Je me retournai : c'était un gardien de prison, un de mes anciens clients de Fossano.

— Qu'est-ce que vous faites ici, mon perruquier ? me demanda-t-il d'un ton affable.

— Je me promène, répondis-je.

— Vous êtes ici de passage, n'est-ce pas ? Et, naturellement, pour affaires politiques ?

Je répondis que oui. Le gardien s'approcha de la barre qui limitait l'espace réservé pour la promenade et me dit à mi-voix :

— A quatre heures je serai relevé et j'irai avertir de votre arrivée le Comité de secours aux détenus politiques. Où est-ce qu'on vous envoie !

— A Rome, je suppose, pour le procès.

— Voilà qui tombe bien : j'ai justement un ami à *Regina Cœli*¹. Je vous donnerai un mot pour lui. Un bon garçon, vous verrez. Vous me ferez aussi une petite recommandation plus tard... quand vous serez député.

Et il se mit à rire, satisfait de son trait d'esprit.

Le lendemain, je reçus du Comité un repas avec un billet dans lequel la section communiste m'envoyait ses salutations et ses vœux. Je ne saurais dire combien je fus touché par cette voix des camarades, dont j'étais séparé depuis si longtemps.

Je restais debout devant le panier qu'on m'avait envoyé, relisant pour la troisième ou quatrième fois le billet, quand la voix brutale du gardien me rappela à la réalité :

— Vérifiez si tout y est et signez.

1. Prison centrale de Rome.

Ce jour-là je mangeai moins que d'habitude : je partageai mes provisions avec les autres détenus.

Quelques jours après, nous nous remîmes en route. Cette fois, nous traversâmes la ville en fourgon découvert. Passant par un quartier populaire, je remarquai que beaucoup d'ouvriers que nous croisions saluaient notre voiture, en agitant les uns le bras, les autres leurs chapeaux. Je demandai à mes voisins s'ils avaient des connaissances à Ancône. Ils me répondirent que non.

— Peut-être qu'ils saluent les carabiniers, dit un détenu.

— Non, expliqua le chef du convoi, ce sont les prisonniers qu'ils saluent. Ils savent qu'il passe par Ancône beaucoup de détenus politiques et, à tout hasard, ils saluent chaque fourgon.

Nous eûmes encore des arrêts à Giulianova, à Castellammare Adriatico, à Sulmona et, enfin, le trente-huitième jour après notre départ de Turin, nous arrivâmes dans la « Ville éternelle », où l'on nous expédia directement à *Regina Cœli*.

J'étais presque content. Dans ces murs, je le savais, se trouvaient mes camarades : Bordiga, Grieco, d'Onofrio, Tasca et d'autres. En outre, le calvaire du voyage était fini — du moins pour un certain temps.

Il faisait presque nuit quand je fus introduit dans une cellule où se trouvaient déjà deux autres détenus.

Mon repos fut de courte durée. Le lendemain, après la promenade, les carabiniers vinrent me prendre pour me conduire à la gare. Je protestai, mais sans résultat.

« Vous allez à Teramo ; le procureur de là-bas veut vous voir », me dirent-ils.

Nous partîmes. Il nous fallut quatre jours pour faire le trajet : un peu plus de cent kilomètres.

XXXI

Teramo. Chez le juge d'instruction

Teramo. Me voilà enfin... casé. La prison est un ancien monastère, et les cellules des moines sont maintenant celles des prisonniers.

Les formalités accomplies, tard dans la nuit, on me conduisit dans ma nouvelle... demeure. Les autres « locataires » ronflaient déjà. Je ne tardai pas non plus à m'endormir. Le matin, j'inspectai le local : il me fit une impression désagréable.

Mes compagnons appartenaient à la plus basse pègre. Je rangeais mes affaires quand l'un d'eux s'approcha de moi et me dit :

— Le « chef de chambrée » veut te parler.

— Le chef de chambrée, qu'est-ce que c'est que ça ?
Je ne comprends pas.

— Le chef de chambrée est élu par nous. C'est notre chef et nous lui devons obéissance. Tu dois lui remettre ton argent, c'est-à-dire l'employer à acheter ce qu'il t'indiquera ; tu dois nettoyer sa place. Sinon...

— Sinon ? interrompis-je en le regardant fixement.

Mon interlocuteur se troubla et se tourna vers les autres, qui feignaient l'indifférence la plus complète pour notre conversation.

— Sinon ? répétai-je.

— Telles sont les lois de notre société, répondit le détenu en faisant de la main un signe mystérieux.

— Je ne comprends pas vos signes, mais je vois fort bien ce sur quoi vous comptez.

Et je me tournai vers les autres, qui avaient formé un groupe.

— Qui de vous est le chef de chambrée ?

On m'indiqua un détenu de petite taille, chétif, au museau de fouine et aux yeux perçants.

— Vous vous êtes trompé, lui dis-je. Je n'appartiens pas à votre *honorable société*. Je suis un détenu politique. Je n'ai nullement l'intention de vous embêter, mais je veux qu'on me laisse en paix. Je vous prie de vous le tenir pour dit.

Le « chef de chambrée » me répondit respectueusement :

— Maestro, vous êtes ici chez vous ; considérez comme non avenues les paroles qu'a prononcées cet imbécile. C'est un âne qui ne comprend pas lui-même ce qu'il dit. Je vous baise la main et je mets mes hommes à votre entière disposition.

Je dus serrer une douzaine de mains qui se tendirent aussitôt vers moi. Pour la première fois depuis que j'étais en prison je le fis avec un véritable dégoût. Les individus qui m'entouraient auraient pu fournir à Lombroso de magnifiques sujets d'étude pour la psychologie des criminels. Jamais encore je ne m'étais senti aussi seul.

Vers midi le gardien-chef entra.

— C'est vous, le nouveau ?

Je répondis affirmativement.

On vous a mis ici provisoirement. Ce soir ou demain matin vous serez transféré au numéro 14.

Il allait sortir quand, soudain, il se ravisa.

— Rassemblez vos affaires. Hé, l'homme de corvée, aidez-lui à porter son châlit au quatorze.

Quand nous fûmes dans le corridor, le gardien-chef me dit :

— Mon brave barbu, on vous avait mis en belle compagnie. Ce sont tous des dégénérés. Ils ont commis les crimes les plus répugnants, et ils continuent leurs saletés en prison malgré la surveillance.

— Alors pourquoi les laissez-vous tous ensemble ? demandai-je.

Pour toute réponse le gardien-chef haussa les épaules.

Au numéro 14 on savait qu'un nouveau allait venir et on l'attendait avec impatience. Dans la vie monotone de la prison, le nouveau venu est celui qui apporte des nouvelles du dehors, qui fait pour un instant communiquer les autres avec le monde dont ils sont séparés. Comme on avait appris par le gardien que j'avais été au pays des Soviets, mon arrivée constituait un véritable événement.

L'un des détenus, jeune homme sympathique, était un communiste, condamné à trois ans de prison pour une révolte qui avait eu lieu dans la localité où il était conseiller municipal.

— Je te connais de nom, me dit-il. Ici tu seras mieux : je suis, il est vrai, le seul détenu politique, mais les autres ne sont pas de mauvais garçons ; ce n'est pas la crapule du numéro 11.

Je m'en aperçus bien vite. On m'aida à m'installer, puis on me demanda de raconter ce que j'avais vu en Russie. Tous mes compagnons m'écoutèrent avec le plus vif intérêt, quoiqu'ils fussent d'indiscutables criminels : l'un avait tué deux gardes forestiers ; un autre avait poignardé sa femme et l'amant de cette dernière, un prêtre ; un troisième avait abattu le séducteur de sa sœur. Sur les vingt-trois hôtes de la cellule, deux (le jeune homme communiste et moi) étaient des détenus politiques ; dix-sept, des meurtriers, et quatre seulement, des voleurs.

Comme le veut l'usage, chacun d'eux me raconta son histoire. L'un attendait d'être jugé depuis vingt mois ; un autre, depuis deux ans ; un troisième, depuis trente-cinq mois.

« Puisque vous écrivez dans les journaux, me dirent-ils, parlez de notre cas. »

Je le leur promis.

J'étais privé de la liberté déjà depuis un certain temps et je ne connaissais pas encore le motif officiel de mon arrestation. Je demandai une entrevue au directeur de la

prison, qui me l'accorda. C'était un bègue extrêmement aimable.

— Vous ne resterez pas longtemps ici, je le sais. Que puis-je faire pour vous ?

— Je désirerais parler au juge d'instruction, répondis-je.

Il me fit écrire une requête, puis me renvoya.

A peine avais-je eu le temps de m'habituer à ma nouvelle demeure que je fus transféré dans une cellule privée. J'y restai plus d'un mois, rigoureusement isolé, ne voyant personne même pendant la promenade, sans qu'on daignât me donner la raison de ce nouveau traitement. Naturellement, je ne fus pas convoqué chez le juge d'instruction comme je l'avais demandé. Je lisais et relisais tout ce que je pouvais me procurer, mais la bibliothèque de la prison était peu fournie : la *Bible*, la *Clef des songes*, les *Missions catholiques au Congo*, le *Cuisinier modèle*, les discours de Crispi, le *Comte de Monte-Cristo* et autres ouvrages de ce genre.

Chaque jour j'écrivais pour demander à être interrogé. Mais je ne recevais aucune réponse.

Un jour je commandai une grammaire russe. On m'apporta une grammaire allemande. Je demandai qu'on me fît la barbe : on refusa. J'écrivis alors au procureur, qui refusa également sous prétexte que je n'avais pas le droit de modifier l'aspect de ma physionomie.

Je m'adressai au ministère de la Justice, mais je ne reçus aucune réponse. J'employai tous les moyens à ma disposition pour rappeler aux juges mon existence, mais sans résultat. De guerre lasse j'eus recours à un expédient : je cassai tout ce que je pus dans ma cellule. Au bruit arrivèrent le gardien-chef et ses aides et, après une explication orageuse, je fus mis au cachot.

Situé ordinairement dans le sous-sol, dépourvu de fenêtres, le cachot est un local froid, sombre, malsain. Un bat-flanc sans paille y tient lieu de lit ; pour toute nour-

riture, du pain et de l'eau. Il est interdit de fumer et de lire. Une promenade de dix minutes tous les deux jours.

Le lendemain de ma mise au cachot, je demandai le médecin. Il vint et m'expédia à l'infirmerie. Là j'eus la visite du directeur bègue, qui me déclara que je serai bientôt interrogé et m'infligea une amende de vingt-huit liras pour les objets que j'avais brisés. Deux jours après j'étais convoqué chez le juge d'instruction.

Je fus introduit dans une pièce assez propre, où trônaient à une table trois personnages à l'air grave : le procureur du roi, le juge d'instruction et le secrétaire.

Après m'avoir fait décliner mes nom et prénom, on m'invita à m'asseoir.

— Tout d'abord nous devons vous communiquer que vous êtes l'objet de deux mandats d'arrestation, dont l'un émane du procureur général de la cour de Milan, et l'autre, du procureur royal du tribunal de Rome.

— De quand sont ces mandats ? demandai-je.

— Le premier est du six janvier, le second, du sept du même mois.

— Je vous ferai observer, messieurs, que nous sommes déjà en avril ; je proteste contre un tel retard.

— Vous en avez le droit. Mais je ne savais pas que vous étiez à Teramo. J'avais demandé au tribunal de Turin de vous faire interroger dans cette ville, et non de vous envoyer ici.

— Je n'en suis guère plus avancé, ne pus-je m'empêcher de dire.

— Vous êtes accusé d'excitation à la haine de classe et à l'insurrection contre l'Etat, ce dont vous répondrez devant le tribunal de Milan. En outre, vous êtes accusé d'appartenance à une association illégale et de complot contre la sûreté publique, ce dont vous aurez à répondre devant le tribunal de Rome, ou — la question n'est pas encore décidée — devant le tribunal de Teramo.

— L'endroit pour moi n'a pas d'importance, dis-je.

— Première affaire. Vous avez signé le manifeste de

la fusion avec le parti communiste ? Vous avez assisté en Russie au congrès de l'Internationale communiste ?

— Oui, j'ai signé le manifeste en question et j'ai été au congrès de l'Internationale communiste en Russie. Mais quel rapport y a-t-il entre ces deux faits et le complot contre l'Etat ?

— Ainsi, vous avouez ? dirent d'une même voix le juge d'instruction et le procureur.

— Oui, oui, j'avoue, mais je voudrais, messieurs, que vous répondiez à ma question.

— Secrétaire, écrivez.

Et, s'adressant à moi, le procureur me dit :

— Veuillez répéter votre déclaration.

Je la répétai.

— Conséquemment, vous acceptez ce qui est écrit dans le manifeste, ainsi que les directives de l'Internationale communiste ?

— Oui, assurément.

Le procureur et le juge se regardèrent stupéfaits. Ils avaient cru qu'ils auraient à déployer toutes les ressources de leur art pour me faire avouer, et c'est pourquoi ils avaient jugé nécessaire de procéder à l'interrogatoire à deux.

— Je dois vous faire observer, messieurs, que l'acceptation des directives de l'Internationale communiste a eu lieu il y a plus de deux ans, c'est-à-dire au moment qu'a été fondé le parti communiste italien, dis-je.

Le procureur et le juge d'instruction se regardèrent de nouveau.

— Mais savez-vous bien ce que signifie le fait de signer le manifeste et de suivre les directives de l'Internationale communiste ?

— Je crois que je le sais.

— C'est une chose très grave.

— Pourquoi ? demandai-je.

— Cela suffit. L'interrogatoire pour la première af-

faire est terminé. Secrétaire, lisez les déclarations du prévenu.

Le secrétaire se mit à lire. Après quoi, je signalai le procès-verbal.

— Maintenant, passons à la seconde affaire. Vous êtes membre du parti communiste italien ?

— Il est impossible d'être délégué au congrès de l'Internationale communiste sans être membre d'une des sections affiliées à l'Internationale communiste. Je suis membre du parti communiste italien depuis sa fondation.

— Nous devons maintenant vous présenter quelques documents trouvés chez votre camarade Presutti.

— Je pourrais vous faire remarquer que je n'ai pas à répondre de ce qu'on trouve chez les autres.

Mes deux « interlocuteurs » parurent quelque peu contrariés.

— Avez-vous connaissance de ce document et en prenez-vous la responsabilité ? me demanda le procureur en me tendant solennellement... le programme du parti communiste italien.

— Je le connais et j'en accepte la responsabilité. Mais, de nouveau, je dois vous faire remarquer, messieurs, que ce document a été publié il y a plus d'un an dans nos journaux et que personne alors n'a été arrêté pour cela. Pour en finir, je puis vous déclarer que je prends la responsabilité de tous les « documents » semblables trouvés chez mon camarade ; veuillez simplement les énumérer dans le procès-verbal. Il est déjà midi moins le quart : vous allez être en retard pour le déjeuner, et moi, je vais être obligé de manger ma soupe froide. Sur ce, je vous propose de terminer l'interrogatoire.

Je n'ai jamais vu une expression de surprise aussi intense que celle que provoqua alors ma déclaration chez ces fonctionnaires.

— Quels drôles d'individus vous faites, vous autres communistes ! s'exclama le juge.

— Si vous avez besoin de quelque chose... proposa aimablement le procureur.

— Je n'ai besoin que d'une chose : reprendre le plus vite possible ma place dans les rangs de mon parti, dis-je en signant le procès-verbal.

On m'emmena à l'infirmerie. Deux heures après j'étais reconduit à mon ancien local, le n° 14, dont les hôtes m'accueillirent comme un vieil ami.

— Maestro, vous qui savez écrire dans les journaux, vous vous souvenez de votre promesse ? me dit mon voisin de lit.

— Je m'en souviens parfaitement, mais comment la tenir ?

— Nous nous sommes procuré le nécessaire. Tout est prêt. Un gardien mettra les lettres à la poste. Vous aurez à écrire sur beaucoup de choses ici.

On me montra une moitié de coquille d'œuf remplie d'encre, une cuiller de bois à laquelle était fixée une plume et du papier. Je me mis aussitôt à la besogne et j'écrivis ma première correspondance de prison pour le *Lavoratore* de Trieste, le seul quotidien communiste qui subsistât.

Je fis ce travail, assis par terre et adossé à un pilastre qui était au centre de notre local. Quelques-uns de mes compagnons étaient debout autour de moi pour me dissimuler à tout hasard ; les autres se tenaient à l'écart en feignant de converser paisiblement ; un détenu montait la garde à la porte. Le soir, la correspondance était expédiée. Quelques jours après, nous réussîmes à nous procurer le numéro du *Lavoratore* où elle était imprimée. Ce travail n'était pas seulement utile à mes codétenus, il me procurait personnellement une immense satisfaction. Il me semblait que je revenais à ma vie précédente, interrompue depuis plusieurs mois.

Un jour, je fus convoqué chez le juge d'instruction. Cette fois, il était seul. Il me communiqua que le procureur de Milan avait rendu un non-lieu pour mon affaire.

— J'aurais pu vous en aviser par le gardien, me dit-il,

mais j'ai préféré vous faire venir ici... pour causer un peu avec vous, si cela ne vous est pas trop désagréable.

Je gardai le silence. Il reprit :

— Dites-moi, vous avez vu Lénine ?

La question ne m'étonna pas : combien de gens me l'avaient déjà posée depuis mon retour de Russie !

— Oui, répondis-je, j'ai vu Lénine, j'ai entendu Lénine, j'ai parlé avec Lénine un soir dans sa maison.

Le juge parut stupéfait.

— Alors, dit-il, Lénine, ce grand homme, est si simple, si accessible ? En quelle langue vous êtes-vous entretenu avec lui ?

— En français. Il sait aussi un peu l'italien, il parle l'allemand, il comprend l'anglais.

Le juge se mit alors à m'assaillir de questions.

— Combien de langues savez-vous ? me demanda-t-il à la fin.

— Plusieurs, répondis-je évasivement, m'amusant de sa curiosité. Je les ai apprises dans ma boutique entre une barbe et une coupe de cheveux.

— Savez-vous que, ces jours-ci, se décide la question de votre procès ? Une lutte s'est engagée entre la Cour d'Aquila, dont nous dépendons, et celle de Rome. Les magistrats de Rome voudraient bien avoir le procès. Vous comprenez, un procès retentissant ; il y aura certainement des avocats célèbres... Aussi la rivalité est forte.

A ce moment on frappa à la porte.

— Entrez, cria le juge d'un ton assez rogue.

Sur le seuil apparut le procureur du roi. Le visage du juge prit immédiatement une expression respectueuse.

— Soyez le bienvenu, monsieur le « commandeur ». J'étais précisément en train d'élucider quelques points relatifs à l'enquête, dit-il, quelque peu embarrassé.

Et, s'adressant à moi, comme s'il continuait l'interrogatoire commencé, il me demanda :

— Vous connaissez les articles du Code qui motivent l'accusation portée contre vous ?

— Oui, ce sont exactement ceux d'après lesquels le président du conseil des ministres, Mussolini, a été déféré aux tribunaux il y a quelques années.

— Vous n'avez pas à parler ici de Son Excellence Mussolini, dit le juge, mécontent.

— Si j'ai en parlé, c'est uniquement pour vous montrer que je connais effectivement les articles du Code que l'on m'accuse d'avoir violés.

Le procureur du roi se taisait.

— Vous avez vu, monsieur le « commandeur » — dit le juge, obséquieux — l'ordonnance de non-lieu rendue en faveur des accusés du procès de Milan ? Qu'en dites-vous ?

— Je dis que je ne voudrais pas être à la place du juge d'instruction de là-bas.

Et, me jetant un regard ironique, il tourna sur ses talons et s'en alla.

Il y eut un moment de silence.

— En somme, dis-je, je ne comprends pas pourquoi on continue cette comédie...

— Quelle comédie ? coupa le juge, encore sous l'impression de la remarque du procureur du roi.

Et, jetant nerveusement sa cigarette, il répéta :

— Quelle comédie ?

— La comédie de l'instruction de notre cause, répondis-je ; et, tirant de ma poche un fragment de journal, je lus : « Il ne doit y avoir aucune discussion sur les questions de politique intérieure. Ce qui arrive, arrive conformément à ma volonté, conformément à mes ordres, dont je prends la responsabilité... Il n'importe nullement de savoir s'il existe ou non un complot. » Voilà ce qu'a dit Mussolini à la Chambre des députés au sujet de notre arrestation. Et il a ajouté : « Ils resteront quelque temps en prison, ensuite je les expédierai en Russie ». Cela signifie, monsieur le juge, que la magistrature n'a pas à s'occuper de nous.

Le juge ne répondit rien. Puis, revenant au sujet qui le préoccupait :

— Je dis donc qu'il existe une rivalité entre Teramo

et Rome. C'est moi qui ai découvert ce complot. J'ai procédé personnellement aux premiers interrogatoires, c'est moi qui ai signé les mandats d'arrêt.

— Grand merci ! Ainsi, c'est vous qui avez signé les mandats d'arrêt. Pour en revenir à ce que je disais, il existe une circulaire de Bono¹ qui spécifie qu'aucun communiste arrêté ne doit être relaxé sans un ordre spécial du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire de Mussolini. C'est clair. La magistrature prend les ordres de la police. Je ne m'en étonne nullement, je le constate. Maintenant vous êtes obligé de me retenir en prison, bien qu'on n'ait rien trouvé de compromettant à mon domicile. En effet, vous n'avez rien pu me montrer, sauf des documents enlevés à un de mes camarades.

— Oui, mais il y a en l'occurrence des raisons politiques qui interviennent. En ce qui concerne l'affaire elle-même, c'est à moi que revient l'honneur de l'avoir découverte. Savez-vous que j'ai passé des nuits là-dessus, que j'ai lu et relu tous vos papiers et, quoi que vous fassiez pour détourner la question, je suis convaincu qu'il y a délit. J'ai déposé de nombreuses conclusions sur cette affaire. Tout le dossier est le fruit de mon labeur obstiné, et maintenant d'autres veulent s'en emparer, l'utiliser, uniquement parce que l'état-major du parti communiste se trouve à Rome.

Il était extrêmement comique cet homme qui, perdant toute retenue, me confiait à moi, l'instrument pour ainsi dire de sa renommée, toute l'amertume de son cœur ulcéré.

— La bataille n'est pas encore perdue. Mais si je la perds, je vous relâcherai, vous verrez. Je ne demanderai pas la prolongation de votre emprisonnement lorsque expirera le délai de votre détention préventive, dit-il, rouge de colère.

— Mes meilleurs vœux ! Mais si même vous perdez la

1. Directeur de la police.

bataille, vous ne nous rendrez pas la liberté. Vous vous souviendrez alors que Presutti, Leone et moi, nous sommes vos ennemis de classe.

— Nous verrons !

— Et, sur cette exclamation prometteuse, le juge me congédia.

XXXII

“Cave signatos !”

Rencontre avec un fasciste... en prison

Chaque prison en Italie a son aumônier, qui célèbre la messe les dimanches, tient la bibliothèque, assiste les mourants, donne des conseils à ceux qui veulent les écouter et espionne les détenus. Il est également l'avocat de ces derniers quand, pour un manquement plus ou moins grave au règlement, ils ont à comparaître devant le prétoire de la prison.

Notre aumônier était un personnage mesquin et désagréable. Brutal avec les détenus, il m'avait particulièrement en grippe: je ne lui baisais pas la main, je n'allais pas à la messe.

Un jour il entra dans notre cellule. (Je le connaissais pour avoir eu affaire avec lui à la bibliothèque.) A son apparition, tous se levèrent sauf moi.

— Pourquoi ne vous levez-vous pas ? Ne connaissez-vous pas vos devoirs envers vos supérieurs ? me dit-il d'un ton sévère.

— Je ne comprends pas, répondis-je.

— « Quand un supérieur entre dans une cellule ou dans un local quelconque où se trouvent des détenus, ceux-ci doivent se lever », cita-t-il de sa voix nasillarde.

— Très possible, répliquai-je, mais je n'ai jamais vu le règlement de la prison.

Et je restai assis.

Le lendemain, le règlement était affiché dans notre cellule.

Une grande fête religieuse étant survenue, presque tous les réclusionnaires, selon l'usage, se confessèrent. Mais dans notre local, sur vingt-quatre détenus, vingt-deux s'y refusèrent. L'aumônier était furieux.

— C'est votre faute, me déclara-t-il.

— Pourquoi ? demandai-je.

— Vous faites ici de la propagande antireligieuse.

— S'il en était ainsi et que la foi de mes compagnons eût disparu en un temps aussi court, cela prouverait qu'elle n'était pas très solide, répliquai-je.

— Je serais curieux de connaître vos arguments contre la religion. Vous pouvez me les exposer.

— Je le ferais volontiers si nous étions sur un pied d'égalité. Mais, d'après le règlement, vous êtes ici le supérieur et, dans ces conditions, toute discussion libre est impossible.

Notre controverse eut lieu pendant la promenade dans la cour. Outre les détenus, le surveillant en chef et un employé de bureau y assistaient.

— Nous pouvons parler ici de pair à compagnon, déclara solennellement l'aumônier, qui manifestement brûlait du désir de « confondre le communiste ».

Nous commençâmes par la création du monde et nous finîmes... par le prétoire de la prison.

En effet, à une remarque ironique que je lui fis, le saint homme irrité, sentant qu'il perdait rapidement du terrain, s'écria : *Cave signatos* ¹!

Je n'ai pas étudié le latin, mais je connais beaucoup d'expressions courantes de cette langue.

1. Littéralement : Prends garde à ceux qui sont marqués. Le prêtre, par cette expression, faisait allusion à la difformité physique de son adversaire.

— Traduisez vos paroles en italien ou dans le dialecte local, dis-je.

L'aumônier, qui ne pensait pas que je pusse comprendre son latin, gardait le silence.

— Traduisez, sinon je traduirai moi-même.

Mon interlocuteur, terriblement gêné, se taisait obstinément.

— Parfait! dis-je. Et, me tournant vers les détenus : Cette canaille, à court d'arguments, se permet de m'insulter...

— Je vous ordonne de vous taire, cria le raticchon. Vous oubliez qui je suis !

— Vous êtes une canaille, répétais-je.

L'employé s'était esquivé. Le surveillant, l'air bouleversé, attendait des ordres. Les détenus observaient la scène avec curiosité.

— Je suis votre supérieur...

— Vous êtes une canaille. Et dire que vous m'aviez promis la discussion sur un pied d'égalité !

— Emmenez-le au cachot, ordonna l'aumônier.

Pour la seconde fois je fus enfermé au cachot, où je passai quelques jours. Puis je fus déféré au tribunal disciplinaire, composé du directeur de la prison, du surveillant en chef et du secrétaire. Il y avait aussi l'aumônier,... qui m'assistait en qualité d'avocat.

— Vous avez insulté notre vénérable aumônier, déclara sévèrement le directeur. Qu'avez-vous à dire pour votre défense?

— Tout d'abord, je refuse un avocat que j'ai déjà qualifié comme il convenait. Ensuite, je ferai observer qu'en l'occurrence c'est moi qui suis l'offensé. Votre aumônier, par son acte, a parfaitement mérité l'épithète de « canaille », que je maintiens sans réserve.

On me reconduisit au cachot en me menaçant du tribunal correctionnel. J'y restai longtemps au pain et à l'eau, si bien que je tombai malade. Je demandai le médecin, mais il refusa de me faire transférer à l'infirmerie. Les jours

trahnaient avec une monotonie désespérante: pas de livres, pas de cigarettes. Par moments, je craignais de devenir fou.

Enfin on me fit sortir du cachot. Dans le corridor je rencontraï le directeur.

— Je regrette beaucoup ce qui est arrivé, me dit-il, mais vous avez été par trop insolent. Le règlement, que voulez-vous!...

Il était extrêmement aimable.

— Il y a là au parloir un député qui vous demande, reprit-il, j'ai oublié son nom. Dites-moi, pourquoi l'avez-vous fait venir? Est-ce que vous avez des plaintes à formuler ?

— Je n'ai fait venir aucun député, et quand j'ai à formuler des plaintes, je le fais moi-même, comme vous le savez. Qui est ce député?... Maintenant, je comprends pourquoi on m'a relâché.

— Vous serez de nouveau au numéro 14... En attendant, venez, je vous accompagne au parloir.

Le directeur était préoccupé : un parlementaire voulait parler à un détenu. Le titre de député jouissait alors d'un grand prestige en Italie, particulièrement en province.

Le mystérieux député était un de mes anciens camarades d'école, ouvrier maximaliste qui avait été élu à la Chambre.

— Quel bon vent t'amène? lui dis-je joyeusement.

— Je suis de passage dans la ville. J'ai appris que tu étais ici et j'ai voulu te voir.

— Je ne suis pas de trop ? demanda respectueusement le directeur.

— Pas du tout.

Et, m'amusant intérieurement, je le présentai au député.

— Très honoré de faire connaissance avec vous. Ne désirez-vous pas, *onorevole*¹, visiter la prison ? Je serai heureux de vous accompagner.

1. Honorable, titre que l'on donne aux députés en Italie.

Le directeur, dans sa joie, bégayait encore plus que de coutume. Le député accepta l'invitation. C'était un brave garçon, à qui Montecitorio¹, il est vrai, avait un peu tourné la tête, mais qui avait été jadis un assez bon propagandiste et avait rendu des services signalés aux ouvriers de Mondovi. Tous deux nous avions souvent organisé des meetings sur les places publiques; nous avions maintes fois été arrêtés ensemble et rossés de compagnie. Le congrès de Livourne nous avait séparés.

— Quel désastre que cette scission! me dit-il. Si nous étions restés unis, le fascisme n'aurait jamais pu triompher.

— Encore ta vieille idée! Un grand parti qui ne fait rien: ni participation au gouvernement, ni lutte pour la révolution. Un exemple: est-ce qu'au procès de Rome figure un seul socialiste? Non, n'est-ce pas? Sous les fascistes, notre Comité central est en prison. Et le vôtre? De nous deux qui avons commencé en même temps notre « carrière » révolutionnaire... moi, je suis ici, comme tu vois, et toi à Montecitorio.... Et tu peux être certain que la réaction ne s'arrêtera pas là.

Il était difficile au député de contester des faits par trop évidents. Un peu embarrassé, il me dit en dialecte piémontais :

— Il faut tout de même que j'aille avec le directeur voir cette prison... Ensuite je reviendrai te dire adieu.

Il s'éloigna avec le directeur et je retournai au numéro 14, où je fus accueilli avec la joie la plus vive. Mes compagnons, qui avaient déjà appris l'arrivée du député, m'assailirent de questions.

— Maestro, demandaient ceux qui attendaient depuis plusieurs années d'être jugés, ne pourriez-vous pas parler à l'onorevole de notre affaire?

— Ce serait pas mal non plus de lui montrer le pain et la soupe que nous mangeons.

1. Siège de la Chambre des députés.

— S'il pouvait me donner un petit mot de recommandation...

Pour eux le député était une sorte de dieu tout-puissant. Mais il ne vint même pas dans notre local : il me manda de nouveau au parloir, me fit ses adieux et partit.

Un jour on me proposa une place dans les bureaux de la prison. Il s'agissait de faire la correspondance des détenus illettrés : quatre-vingts pour cent, en effet, des réclusionnaires ne savaient pas écrire.

— Vous serez l'aide de notre scribe, sans appointements. Mais si tout va bien, me confia le garçon de bureau, vous pourrez par la suite obtenir la place de notre scribe : il est vieux et il n'en a pas pour longtemps. Vous toucherez alors quarante centimes par jour.

Manifestement, une brillante carrière s'ouvrait pour moi dans l'administration pénitentiaire. J'acceptai la place.

Dès lors je passai quatre heures par jour à écrire des lettres. Que de tristesses et de souffrances me furent révélées dans ce nouveau métier ! Les détenus me confiaient leurs secrets, leurs peines les plus intimes en m'expliquant ce que je devais écrire à leurs mères, à leurs femmes, à leurs enfants. Je rédigeais cela sous une forme accessible au destinataire de la lettre, puis je le lisais à l'auteur, qui m'écoutait en retenant sa respiration.

Détail intéressant : la plupart des meurtriers par haine ou par jalousie étaient illettrés ; les voleurs, au contraire, savaient presque tous écrire.

Outre les lettres aux parents, je rédigeais des demandes, suppliques et déclarations de toute sorte.

Ces hommes, dont quelques-uns, criminels endurcis, avaient à leur actif une trentaine d'années de prison, me témoignaient à moi, leur confident et leur interprète, un respect et un dévouement extraordinaires, et ils m'en donnaient maintes fois des preuves.

Notre prison, comme les autres d'ailleurs, ne renfermait pas de fascistes, car les crimes les plus crapuleux de ces derniers sont ordinairement considérés par les autorités comme des « excès patriotiques ». Pourtant quelques fascistes par trop compromis, qui avaient, au nom d'un comité inexistant, soutiré à des citoyens terrorisés la somme rondelette de soixante-dix mille lires, furent déférés aux tribunaux. L'un d'eux, d'après le verdict, échoua dans notre cellule, le numéro 14. C'était un grand blond de vingt-quatre ans, bien habillé, avec l'insigne fasciste à la boutonnière. L'air important, il déclara aux détenus qu'il était une victime politique. Je me trouvais au bureau lors de son arrivée, et je fus fort surpris quand je revins dans notre local d'y trouver un fasciste, et encore avec l'insigne de son parti.

Voyant deux hommes d'idées si différentes, les détenus exprimèrent le désir de nous voir aux prises.

— Je veux bien, dis-je.

— Nous ne discutons avec les communistes qu'à coups de gourdin, déclara fièrement le fasciste.

— Et pas à moins de vingt contre un, ajoutai-je.

Le fasciste se tut, et notre dispute en resta là.

J'avais appris en prison l'« art » de façonner la mie de pain. Je me fis ainsi un insigne communiste en coloriant en rouge avec l'encre du bureau la faucille et le marteau. Cet insigne plut à mes codétenus, qui, le soir même, eurent chacun le leur sur la poitrine.

Le lendemain matin, au moment de la visite des cellules, nous étions comme d'habitude rangés au pied de nos châlits respectifs. Le surveillant en chef, apercevant mon insigne, s'écria :

— Comme vous êtes élégant aujourd'hui !

Puis, passant aux autres détenus, il vit un deuxième insigne, un troisième, un quatrième...

— Je comprends, fit-il entre ses dents.

Et, enlevant sa casquette, il se mit à y rassembler nos insignes. Quand il arriva au fasciste, ce dernier protesta :

— Comment, vous m'enlevez mon insigne, à moi aussi !

— A vous comme aux autres. Vous le porterez quand vous sortirez d'ici.

Quand les gardiens se furent éloignés, le fasciste s'approcha de moi.

— J'ai parfaitement compris, me dit-il.

— Ce n'était pas difficile, répondis-je.

Il était prêt à se jeter sur moi, quand un de mes « clients », un fort montagnard emprisonné pour double homicide, lui fit voler d'un revers de main sa calotte en disant : « Quand tu lui parles, découvre-toi ».

Le fasciste devint rouge de colère, ramassa sa calotte et se la remit sur la tête. Cette fois, il alla avec son couvre-chef rouler par terre. Il se releva et voulut saisir la cruche à eau, mais un nouveau coup le renvoya sur le sol, d'où il jugea prudent de ne plus bouger. Les autres détenus n'avaient pas bronché, feignant de ne pas voir la scène. J'arrêtai le montagnard furieux.

— Maestro, me dit-il, nous sommes ici à égalité : nous avons chacun deux bras. Qu'il se défende ! Mais ces canailles ne se battent que quand ils sont plusieurs contre un.

Et, s'adressant au fasciste, il ajouta :

— Maintenant tu peux aller te plaindre à l'administration, mais rappelle-toi bien que, pour les mouchards, dans quelque local qu'ils se trouvent, le traitement est le même : nous avons nos lois ici.

Le fasciste, assis par terre, essuyait le sang qui lui coulait du nez. Puis il se leva et, sans dire un mot, alla s'étendre sur son lit.

XXXIII

Le procès de 1923

La question de la ville où devait se dérouler le procès fut tranchée en faveur de Rome. Le juge d'instruction de Teramo avait perdu la bataille. On s' imagine sa fureur.

En attendant le moment d'être expédié à Rome, je me mis à étudier le dossier joint à l'acte d'accusation. Lecture des plus divertissante ! Les pièces du dossier étaient constituées presque entièrement par des dépositions de commissaires et d'agents de la Sûreté, soigneusement classées par personnes et par dates et divisées en soixante-dix-huit volumes.

Intéressantes étaient les listes des livres confisqués lors des perquisitions. A côté de la *Législation sur l'invalidité*, d'un recueil de nouvelles ou d'un traité sur la fabrication de l'alcool, on y trouvait une *Histoire de l'Italie*, *Quo vadis?*, *le Vicomte de Bragelonne*, etc.

Un camarade avait été arrêté parce qu'on avait trouvé à son domicile les *Thèses* et le *Statut* de l'Internationale communiste, publiés en brochure par les Editions de l'*Avanti!* en 1919. A un autre on avait confisqué quatre photographies : la sienne, celles de Lénine, de Bombacci et de Malatesta¹, que l'on avait annexées au dossier comme pièces à conviction. Quant à moi, on m'avait confisqué le libretto d'un opéra de Verdi.

La passion qu'avaient les policiers de déchiffrer les signes conventionnels et de rechercher les « documents » révolutionnaires les entraînait parfois un peu trop loin. Voici, par exemple, un passage curieux du rapport d'un agent :

1. Anarchiste italien.

« M'étant rendu dans le cabinet d'aisance, je vis dans la lunette un papier. Je le retirai et constatai qu'il était dactylographié et signé du nom conventionnel *Loris*. Le fait qu'il n'était pas encore entièrement mouillé permettait de conclure qu'il avait été jeté là peu de temps auparavant.

« Espérant trouver d'autres documents, j'ordonnai d'ouvrir la fosse, mais comme elle était pleine, je ne pus rien trouver d'autre. »

Quels vastes horizons s'ouvraient devant la police italienne !

Un camarade, se voyant filé, avait jeté dans un canal un petit paquet enveloppé dans du papier. Le rapport du commissaire sur ce fait disait entre autres :

« Sur mon ordre, on explora, mais sans résultat, le canal depuis l'église Saint-Faustin jusqu'au pont de la Casa Leone. J'ordonnai alors de vider le canal et d'en explorer le fond, mais le résultat fut de nouveau négatif. »

Tous ces rapports et d'autres analogues étaient joints à l'acte d'accusation. Le dossier était, on le voit, soigneusement établi; il n'y manquait que la liste des sommes confisquées aux accusés, sommes sur lesquelles il fut impossible d'obtenir des renseignements précis, même après le procès.

La date du procès approchait. Je recevais de nombreuses lettres d'avocats qui me proposaient leurs services.

« Je ne suis pas communiste, m'écrivait l'un d'eux, mais je suis pour la justice et je ne vous demanderai pas un sou. »

Presque toutes les lettres étaient d'une teneur analogue. Un avocat vint même personnellement causer avec moi au parloir de la prison.

C'était un jeune homme, qui me montra des journaux avec les comptes rendus des procès où il avait figuré en qualité d'avocat.

— Vous avez eu tort de vous déranger, lui dis-je. En cas de nécessité, nous pourrions nous défendre nous-mêmes, mais le parti a déjà fait le nécessaire.

— Oui, mais il vaut mieux avoir un avocat sans-parti.

Un communiste fera forcément de l'affaire une question politique, alors que je puis la placer sur le terrain purement juridique. Je connais déjà les données du procès...

Je déclinai ses offres de service.

Un beau matin — le matin était, en effet, réellement beau — un gardien fit irruption dans la pièce où j'écrivais les lettres des détenus et me chuchota d'un air mystérieux : « On vous relâche. Seulement, chut ! le directeur veut vous annoncer lui-même la chose. » Et il disparut. Peu après, la même nouvelle me fut communiquée avec les mêmes précautions par le sous-chef des gardiens, puis par le chef et ensuite par le secrétaire. Quand le directeur de la prison me communiqua officiellement l'ordonnance de non-lieu, tous les membres de la section communiste de Teramo en avaient déjà connaissance. En même temps que moi on libérait également les camarades Leone et Presutti.

Mes codétenus, quoique attristés par notre séparation, se réjouirent pour moi. De combien de souhaits chaleureux et sincères ne m'accompagnèrent-ils pas !

Dans le corridor je rencontrai le juge d'instruction.

— Vous avez vu ? me dit-il d'un air triomphant, en homme qui a tenu sa parole.

J'assistai au procès en citoyen libre. Mais auparavant j'eus encore le temps de faire deux semaines de prison pour l'affaire de l'« offense au roi ». Il s'avéra toutefois que ce genre de délit était couvert par une amnistie. Je fus remis en liberté la veille même de mon départ pour Rome.

Ce fut véritablement un procès sensationnel. Les journaux en publièrent des comptes rendus immenses. La salle des séances et les couloirs étaient combles. Le procès dura dix jours.

Pendant tout ce temps on procéda deux fois par jour à la relève du groupe de policiers qui étaient assis non loin des accusés. Il ne s'agissait pas là d'un service de garde : les différentes préfectures de police du royaume avaient délégué à l'audience un certain nombre de leurs collaborateurs pour

qu'ils pussent se faire une « idée personnelle » des criminels d'Etat.

Nous eûmes à soutenir une véritable lutte contre les avocats qui nous assaillaient. Après de longs efforts, nous réussîmes à limiter leur nombre à neuf.

Il avait été convenu entre nous que Bordiga prononcerait un discours et que les autres se borneraient à une simple déclaration.

Le discours de Bordiga, qui dura une heure et demie, fit une impression considérable. Ce discours, et non celui du procureur, fut le véritable réquisitoire.

La police, dans ce procès, apparut sous un jour peu brillant. Elle se discrédita en plein avec l'affaire des fameux « documents chiffrés ». Un de ses témoins s'était vanté d'avoir réussi à déchiffrer quelques-unes de nos lettres produites comme pièces à conviction, alors qu'il avait trouvé avec ces lettres, lors d'une perquisition, la clef du chiffre. Ce témoin, personnage important de la préfecture de police, s'était acquis ainsi une renommée considérable par sa prétendue habileté à débrouiller les documents révolutionnaires. Hélas ! au procès sa gloire creva comme une bulle de savon sous le feu des questions précises de Bordiga. Ce dernier l'anéantit littéralement par ses considérations sur la cryptographie, dont le seul nom faisait suer d'angoisse le malheureux policier.

Nous nous attendions à un verdict sévère, mais ce fut l'acquittement pour tous, même pour Tasca, qui avait encore une autre affaire sur le dos. La magistrature alors n'était pas encore complètement « fascisée » et jouissait d'une certaine indépendance.

Quand le président donna lecture du verdict, la salle retentit d'applaudissements. Le lieutenant qui commandait les carabiniers chargés de maintenir l'ordre eut grand-peine à empêcher ses hommes de témoigner leur sympathie aux accusés. Mussolini, qui, apprenant la libération de Serrati traduit avec nous devant la cour d'assises de Milan, avait dit : « Si j'avais pu prévoir son acquittement, j'aurais

envoyé un détachement de fascistes à la sortie de la prison », ne pouvait, cette fois non plus, être content de la magistrature romaine. Le fait qu'il la remplaça bientôt par un organe à sa dévotion, le Tribunal spécial, le prouve surabondamment.

Le procès terminé, je ne retournai pas à Fossano, car je fus informé que la police de cette ville me recherchait de nouveau. De Turin, sur l'ordre du parti communiste, je me rendis directement dans l'Union soviétique, cette fois sans l'autorisation du gouvernement italien.

XXXIV

De nouveau au pays des Soviets. Ma... mort

Ma joie de revoir la Russie que j'aimais tant fut bientôt assombrie par la mort de notre chef, Lénine, survenue quelques jours après mon arrivée.

J'avais peine à y croire : son souvenir était encore si vivant en moi. Il n'y avait, me semblait-il, que peu de temps encore que je le rencontrais dans les couloirs du Kremlin, que je parlais avec lui. Et maintenant le voir inanimé, devant le flux ininterrompu des prolétaires de Moscou, dans la salle des Colonnes...

Mais il fallait vivre, il fallait travailler, et travailler doublement puisque lui, il était parti...

A Moscou, je retrouvai de vieux amis : Gramsci, Tasca, et aussi Serrati, qui, selon la prédiction de Marabini, était revenu à nous.

Parfois, les soirs, Serrati et moi nous nous remémorions les anciennes batailles. Il me racontait des épisodes de sa vie si fertile en aventures révolutionnaires en Amérique, en France, dans les îles lointaines de l'Océan, en Suisse.

— Où as-tu fait connaissance avec Mussolini ? lui demandai-je un soir.

— En Suisse. Puis je l'ai connu en Italie. Dans l'émigration il se tenait toujours à l'écart des camarades. Il était sombre, taciturne, aimait à poser. N'ayant aucun goût pour le travail, il préférait vivre aux frais des autres. Le travail dans l'émigration n'est pas facile. Des jours entiers j'étais absent, courant d'un bout à l'autre de la République, pendant qu'il restait chez moi à ne rien faire. Je m'efforçais de l'intéresser à notre besogne, mais il se contentait de hausser les épaules. Le travail quotidien, patient de l'organisateur ne lui convenait pas : il lui fallait les postes de commandement, les grandes assemblées, les applaudissements... En Italie, il continua à me fréquenter, mais il travaillait mal : il rêvait d'avoir son journal à lui, une tribune. Je me souviens qu'ayant refusé la direction d'une feuille de province parce que je ne pouvais abandonner le travail du parti, il accourut chez moi et, ne m'y trouvant pas, vola à l'adresse indiquée et me pria de le recommander comme directeur à ma place, consentant même à des appointements moins élevés.

Serrati parle de Mussolini très tranquillement, tout en fumant un cigare.

— Il voulait un journal. Et il a eu l'*Avanti!* Il a tenté de le vendre aux ennemis du prolétariat. Il a échoué. Alors il l'a détruit.

A ce souvenir, un nuage passe sur le front de Serrati. Un instant il se tait, puis il continue d'une voix basse, lente, comme s'il se parlait à lui-même :

— J'ai fait du mal au parti, mais je me suis repris à temps. J'ai encore quelques années devant moi, je réparerai ce mal, n'est-ce pas ? Mais lui, il a glorifié ceux qui ont détruit l'*Avanti!*

Serrati se lève et se met à marcher par la chambre.

— Nous aurons des temps encore plus durs. Eh bien, on luttera, n'est-ce pas Barbe-de-Cuivre ?

Et, de nouveau de bonne humeur, il sourit :

— Raconte-moi une petite histoire sur Coni.

Nous passons à des sujets plus gais.

— Te souviens-tu de la contradiction que tu m'as faite une fois dans tes montagnes à une réunion ? me demandait-il.

Si je m'en souviens ! Certes oui ! Revenant d'une tournée dans notre province, j'avais dû m'arrêter un jour dans un petit village alpestre parce que j'avais cassé ma bicyclette. Or, il se trouva que, ce soir-là, Serrati, qui était alors maximaliste, devait prendre la parole dans cette localité. Comme aucun communiste ne figurait sur la liste des orateurs, je décidai de rester pour la réunion. Quelle surprise fut mon apparition pour Serrati ! J'avais par hasard sur moi quelques numéros de l'ancien *Avanti!*, avec des articles extrêmement combatifs de Serrati lui-même. Ce soir-là, je réfutai Serrati par des citations de ses propres articles. Serrati fut battu par lui-même.

— Quelle canaille ! dit Serrati. Tu étais pourtant mon élève !

Et il se met à rire de son rire enfantin.

Bientôt il partit pour l'Italie — aux avant-postes.

Nous travaillâmes encore côte à côte deux ans, jusqu'à sa mort.

Durant mon séjour en Russie, je mourus. Cela arriva pour deux raisons : l'immensité de l'Union soviétique et la distraction d'une de mes parentes.

Ayant pris un congé, que j'avais résolu d'employer à visiter le pays, j'entrepris un voyage des plus agréables sur le Volga. Me déplaçant de l'ouest à l'est, je m'éloignais ainsi de plus en plus de mon pays, de sorte que ma mère, à qui j'écrivais régulièrement tous les huit jours, ne reçut pas de nouvelles de moi pendant trois semaines. Or il arriva qu'à ce moment-là précisément, mon frère reçut de la femme d'un parent qui venait de passer quelques jours chez lui un télégramme ainsi conçu : « Ton frère est mort ». Et pas un mot d'explication. Comme nous n'étions que deux garçons dans ma famille, il était clair qu'il s'agissait de moi. Mon frère essaya de se renseigner à la rédaction de l'*Unità*,

mais il reçut cette réponse peu consolante : « Nous n'avons pas de nouvelles, nous allons nous informer ». On cacha d'abord la chose à ma mère, mais de peur qu'elle ne l'apprît par des étrangers, on se résolut ensuite à la lui communiquer. Les journaux bourgeois publièrent des nécrologies sur moi. Le conseil municipal dont j'étais membre hissa même un drapeau bordé de noir. Tout le monde, de son vivant, n'a pas cet honneur. Tout le monde non plus n'a pas le plaisir de lire sa propre nécrologie. J'ose affirmer qu'on y était d'une bienveillance extrême pour moi : on me qualifiait d' « adversaire honnête », de « militant intrépide qui ne reculait pas devant le bain et l'exil pour la défense de ses idées », et ainsi de suite. Très flatteur...

Au fort même de cette campagne funèbre, il s'avéra que le télégramme dont j'ai parlé était destiné au parent qui avait séjourné chez mon frère.

A ce moment-là également arrivèrent en bloc plusieurs de mes lettres écrites du Volga. Ma pauvre mère, une seconde fois, faillit mourir, mais de joie.

A Moscou, où la nouvelle de ma mort était également parvenue par les journaux italiens, un camarade de Malaisie, qui me rencontra dans un escalier de la maison où je demeurais, recula, frappé de stupeur :

— Comment, tu es vivant ?

— Comme tu vois, répondis-je fièrement.

XXXV

Le salut à la romaine

Quelques mois après ma... mort, je retournai dans mon pays.

L'Italie, dit-on, est le jardin de l'Europe, mais pour pénétrer dans ce jardin quand on est communiste, c'est toute une affaire. Il s'agissait pour moi d'y entrer à l'insu de ceux qui le gardaient.

On délivre assez facilement aux habitants des localités frontières, surtout si ce sont des personnes « convenables », des laissez-passer spéciaux valables pour un séjour maximum de vingt-quatre heures en Italie. Elégamment habillé, un énorme cigare entre les dents, l'air d'un bourgeois épanoui, je me présentai, confortablement installé dans une automobile de louage, au poste de la douane. Ma machine, une bague ornée d'un gros brillant faux que je faisais jouer avec ostentation, ainsi que l'offre d'un cigare au douanier eurent un effet magique. Le laissez-passer me fut immédiatement délivré et, quelques secondes après, « mon » automobile s'arrêtait devant le poste frontière qui se trouvait en territoire italien. La sentinelle, sans même regarder mon papier, fit un geste d'acquiescement et me dit :

— Ça va, vous pouvez passer.

Ma machine allait se remettre en marche, quand un homme en noir sortit de la maisonnette où était installé le poste et s'approcha rapidement de moi.

— Puis-je savoir où vous allez, monsieur ? me demandait-il aimablement en un français impossible, que je ne compris que parce que j'étais Italien.

Je donnai le nom d'une petite ville toute proche, non sans une certaine appréhension, car la physionomie de l'individu ne m'inspirait nullement confiance.

— Je suis le commissaire de la frontière, dit-il, et je voulais vous demander de bien vouloir me conduire à X., si cela ne vous dérange pas.

— Mais oui, avec plaisir !

Je l'invitai à monter dans l'automobile et je lui offris des cigares. Mon compagnon, dans un effroyable baragouin, entama aussitôt la conversation.

— Je parle mal le français, avoua-t-il. J'ai étudié cette langue quand j'étais encore tout petit, et depuis je n'ai pas eu de pratique.

— Oh non, vous vous exprimez très convenablement, seulement il vous faut, en effet, un peu de pratique, dis-je, mentant effrontément.

Les trois quarts des mots de mon commissaire n'étaient même pas des mots italiens, mais des vocables de dialectes du Sud émaillés de quelques jurons toscans. Un Français, certes, n'y aurait absolument rien compris. Enchanté de mon compliment, mon interlocuteur, qui avait l'insigne fasciste à la boutonnière, se mit à parler sans répit. Tout en l'écoutant, je regardais, de l'air admiratif du touriste étranger, les lieux que nous traversions.

— Quel magnifique paysage! m'écriais-je de temps à autre.

Le paysage était, en effet, merveilleux. Le commissaire, se renversant sur les coussins, rayonnait d'orgueil :

— Oh, vous verrez, plus loin, ce sera encore plus beau.

Il avait d'ailleurs raison. Mais, à l'entrée d'un bourg, un autre tableau, bien connu, s'offrit à mes yeux : des carabinieri et la milice fasciste poussaient brutalement trois ou quatre hommes ligotés. Le chef des fascistes, levant son gourdin en l'air, ordonna à notre chauffeur de s'arrêter et à nous de descendre de l'automobile, mais, ayant reconnu le commissaire, il nous salua à la romaine et nous permit de continuer notre route. En chemin, mon compagnon ne tarit pas d'éloges sur Mussolini. Enfin, je me débarrassai de lui à X. En me quittant, il me demanda :

— Quand revenez-vous ?

— Oh! je veux être ce soir chez moi. Je dînerai à Y., je me promènerai un peu dans les environs pour admirer le pays, puis je ferai demi-tour.

— Si vous pouviez me prendre en revenant et m'em-mener jusqu'à la frontière, je vous en serais infiniment reconnaissant, me dit le commissaire.

— Très volontiers, ce sera pour moi un véritable plaisir.

Et, tirant mon carnet, j'y inscrivis le nom du commissaire et l'adresse du café où il devait m'attendre.

— Merci, merci bien, fit-il à plusieurs reprises en me saluant à la romaine.

Le commissaire m'attendit-il longtemps ce soir-là, je ne saurais le dire, car je ne le revis plus.

XXXVI

L'action clandestine

Les cellules... dans les valises

Je dus occuper mon poste de travail au Comité syndical national communiste¹. Il n'y avait plus que là qu'on pût œuvrer légalement : tout le reste de notre travail d'organisation était clandestin.

C'était alors la période où les fascistes, qui s'étaient tenus relativement tranquilles après l'explosion d'indignation provoquée par l'assassinat de Matteotti, commençaient à relever la tête, plus audacieux et plus impudents que jamais. L'« indignation populaire » n'avait revêtu aucune forme sensible pour les bandits en chemise noire. Le parti communiste avait invité les socialistes et les réformistes à proclamer la grève générale. Mais la Confédération générale du travail, sous la conduite de son secrétaire D'Aragona, qui avait déjà une fois « sauvé l'Italie », avait publié un communiqué invitant les ouvriers à observer le calme et à ne pas se laisser prendre à la provocation... des communistes.

Les réformistes — parti auquel appartenait Matteotti assassiné — s'élevèrent ouvertement contre la grève. Les socialistes, hésitant, ne se prononcèrent pas. L'Aventin — coalition parlementaire comprenant les socialistes, les réformistes, les républicains et les *popolari* — se mit à décrier ouvertement les communistes, qui préconisaient l'action directe des masses, au lieu des méthodes « démocratiques ».

1. Organe groupant les comités fédéraux chargés du travail syndical local du parti communiste. Dirige également le mouvement révolutionnaire communiste au sein de la C.G.T. Réduit à l'illégalité depuis 1926.

Le 27 juin, jour consacré à la mémoire de Matteotti, le Comité exécutif du parti communiste convia les ouvriers à une manifestation révolutionnaire. La C.G.T. les convia à cesser le travail pendant dix minutes. A cette forme anodine de protestation, imaginée par D'Aragona, adhérèrent la Confédération des industriels et les corporations syndicales fascistes.

Les réformistes, de leur côté, se refusèrent à faire appel aux masses et, à propos de l'assassinat de Matteotti, posèrent la « question morale ». Mussolini respira et, restant sur le terrain moral, assumait la responsabilité de ce qui était arrivé.

Et ainsi D'Aragona et consorts « sauvèrent » de nouveau l'Italie, l'Italie fasciste cette fois.

Telle était la situation lorsque je rentrai dans ma « patrie ». Je réussis néanmoins à travailler légalement, sans être identifié, pendant deux mois environ. Outre que le fascisme mettait tout en œuvre pour étouffer les restes de notre organisation, notre travail se compliquait du fait que nous qui étions encore dans la légalité nous devions être constamment en rapport avec les camarades réduits à l'action clandestine. Nous étions l'objet d'une filature continue de la part des fascistes, qui espéraient arriver par nous jusqu'aux camarades « illégaux », filature tout autrement organisée qu'aux temps bénis des maréchaux de carabiniers crédules et des préfets de police péroreurs, lorsque la bourgeoisie, effrayée, perdait la tête.

Un jour j'eus, à notre bureau, la visite d'un individu qui se présenta à moi comme communiste.

— Va tout de suite sur la Place Missori, me dit-il ; il y a là un camarade qui doit te remettre un passeport.

— Je n'ai pas de passeport à recevoir, dis-je étonné.

Naturellement, je me gardai bien d'aller à l'endroit indiqué.

Peu après, plusieurs hommes arrivèrent au bureau. L'un d'eux me présenta une carte d'agent de la Sûreté et, le revolver au poing, ordonna :

— Haut les mains !

Puis, m'ayant soigneusement fouillé, il me demanda :

— Où est le passeport ?

— Quel passeport ? Je n'en ai pas.

— Venez avec nous, ordonna-t-il.

Et nous nous rendîmes à San Fedele. Là on me demanda de nouveau le passeport avec lequel j'étais revenu en Italie. Naturellement, je n'en avais aucun.

— Vous avez été en Russie. De quelle façon avez-vous pu rentrer en Italie ?

— Je suis rentré sans passeport, répondis-je.

— Par où ?

— Par la frontière. Mais je vous préviens que je ne vous dirai pas comment; donc, inutile de m'interroger là-dessus.

Cette fois on me relâcha, mais, à partir de ce jour, on me fit surveiller en permanence par un policier, ce qui m'empoisonna l'existence. A cette forme de persécution s'ajoutèrent de fréquentes arrestations pour quelques jours. Chaque fois que le roi, le prince héritier ou Mussolini arrivait à Milan (ce dernier y venait souvent pour des raisons... personnelles), on « retirait de la circulation » les fortes têtes. Il devenait impossible de rien faire. Les derniers vestiges de « liberté » dans l'action syndicale s'évanouissaient. A plusieurs reprises la minorité communiste de la C.G.T. demanda que la base d'organisation de la Confédération fût transférée directement dans les fabriques et les usines. Mais, chaque fois, les réformistes et les maximalistes s'unirent pour repousser notre proposition.

Depuis la création des comités ouvriers dans les entreprises, les réformistes ne s'intéressaient qu'assez faiblement à l'usine en tant que base du travail d'organisation, car ils craignaient les succès du communisme dans ce domaine. En effet, à Turin, aux élections, les communistes triomphaient ordinairement des réformistes et des fascistes. Pour se venger, les fascistes supprimèrent les comités ouvriers, et les réformistes s'efforcèrent de torpiller notre proposition

de convocation d'une conférence d'entreprises pour l'organisation de la résistance à la réaction, ce à quoi ils réussirent avec l'appui de la Confédération du travail.

La grève des métallurgistes, qui eut lieu en mars 1925, confirma de façon éclatante la nécessité d'une refonte de nos organisations.

Cette grève fut déclarée, sous la pression des masses, par les fascistes dans leurs syndicats¹. C'était à Brescia. La section locale de la corporation des Métaux donna l'ordre de faire grève. Les réformistes de la Confédération adhèrent au mouvement. De la sorte, la grève s'étendit de Brescia à la Lombardie, au Piémont, à la Vénétie et à une partie de la Ligurie, c'est-à-dire aux principaux centres industriels de l'Italie.

Les fascistes prirent peur. Le gouvernement, espérant diviser et désorganiser les ouvriers, fit occuper les Chambres du travail et interdit l'*Unità*, l'*Avanti!* et la *Giustizia*². La police nous recherchait. Buozzi, secrétaire de la fédération des Métaux, fut contraint de cesser tout rapport avec les ouvriers. Le comité exécutif de la Chambre du travail perdit également contact avec les masses.

La réaction sévissait. La résistance des ouvriers croisait, mais quand le mouvement fut devenu presque général, les réformistes allèrent au-devant de la bourgeoisie et torpillèrent la grève. Un communiqué de la fédération des Métaux ordonnant la reprise du travail fut reproduit par tous les journaux fascistes. Ce communiqué, toutefois, constatait que la masse, à l'unanimité, avait répondu à l'appel de grève et louait la discipline des ouvriers.

1. La Confédération des corporations syndicales fascistes (*Confederazione delle Corporazioni Sindacali Fasciste*), organisation prétendument ouvrière créée par les fascistes, désireux d'avoir la haute main sur le mouvement syndical, se compose des « corporations » locales et des fédérations de métiers et est soumise directement au ministère des corporations.

2. L'*Unità*, organe du parti communiste ; l'*Avanti!*, organe des socialistes ; la *Giustizia*, organe des réformistes.

Dans cette période, l'endroit le plus sûr pour nous était le centre de la ville. Nous nous retrouvions dans des restaurants et des cafés fréquentés par les gros commerçants; c'est là également que nous avions nos entrevues avec les réformistes, dont le désarroi faisait peine à voir. Ils n'étaient même pas capables d'imprimer leurs proclamations sans notre aide.

Malgré toutes les difficultés, nous réussissions parfois à prendre la parole en ville devant un large auditoire ouvrier. Naturellement, cela se faisait à l'improviste et se terminait presque toujours par des arrestations. Mais les réunions et les meetings en dehors de la ville étaient fréquents. Les soirs, leur journée de travail finie, les ouvriers se rendaient, avec toute sorte de précautions, dans les montagnes et les bois avoisinants. Le dimanche était particulièrement commode pour les réunions : on avait alors le prétexte des promenades aux environs. Et la police ne réussissait que très rarement à empêcher ces réunions.

La situation des journaux qui nous restaient était loin d'être enviable : les perquisitions, la bastonnade, les arrestations parmi le personnel de la rédaction et de l'imprimerie étaient des faits habituels.

La rédaction de *l'Unità* fut plusieurs fois saccagée par les fascistes. Il en fut de même des Editions et du local des syndicats communistes. Serrati, Roveda, Carretto¹, Terracini et moi, avec mon chien, nous étions fréquemment dans ce local. Certes, il était impossible d'y faire des réunions ; mais on pouvait y organiser la liaison de façon à en supprimer facilement les traces à la première alarme : nous avions là des cachettes à peu près sûres et, dès que les fascistes étaient signalés, les rares papiers courants disparaissaient dans le corsage de notre dactylographe.

Le parti communiste s'employait alors avec ardeur à

1. Carretto, ouvrier métallurgiste, actuellement au bagne. — Roveda, ex-secrétaire de la fédération des ouvriers sur bois, actuellement dans un pénitencier.

créer des cellules parmi les ouvriers. La police se doutait de notre action, et bientôt son principal souci fut de l'enrayer. Mais elle avait sur les cellules des notions assez confuses. Il fallait « découvrir les cellules », mais qu'était-ce au juste que les « cellules » ? En Italie, les policiers sont recrutés principalement parmi des sans-travail qui, venus des villages du Sud, n'ont qu'une instruction des plus rudimentaire et se sentent complètement dépaysés parmi les gens du Nord. Les premiers temps ils ont peur des automobiles et des passants, puis, quand ils commencent à s'habituer, ils se mettent à contempler les vitrines, le décolleté des femmes, les cafés, les affiches de cinéma, rêvant de jouir gratuitement de tous ces « biens » et de s'en vanter devant leurs concitoyens quand ils retourneront chez eux. Que pouvaient comprendre ces gens au communisme et à ses « cellules » dans les grandes villes !

Se rendant compte du développement intellectuel de ses subordonnés, le préfet de police de Milan les rassembla un jour pour leur faire un petit discours explicatif sur cette question. Mais après son speech, terminé par l'habituel : « Vive le Duce ! », les malheureux comprenaient encore moins qu'avant. A n'en pas douter, le préfet manquait d'aptitudes pédagogiques, mais surtout il ne savait pas très bien lui-même ce qu'était une « cellule ».

Eperonnés par leur chef, les policiers, avec un redoublement d'ardeur, se mirent à rechercher les mystérieuses cellules. Pour n'en pas perdre l'habitude, ils se présentèrent aussi chez nous.

Je travaillais tranquillement avec Terracini, quand un détachement de policiers fit irruption dans la pièce.

— Haut les mains !

On commença par nous fouiller, puis on perquisitionna dans le local. Comme toujours, on mit tout sens dessus dessous, et soudain — ô bonheur ! — on trouva dans un placard deux valises. Les policiers, triomphants, ordonnèrent de les ouvrir. Mais n'en ayant pas les clés, ne sachant même pas à qui elles appartenaient, nous nous y refusâmes.

— Suivez-nous, ordonna le maréchal.

Et les policiers, rayonnants, nous emmenèrent, emportant aussi les valises.

En chemin, le maréchal, s'adressant à Terracini, lui dit :

— Cette fois, monsieur l'avocat, vous avez perdu : nous les avons découvertes.

— Qu'est-ce que vous avez découvert ? demanda Terracini en essuyant ses lunettes qu'il venait d'enlever.

Pour toute réponse, le maréchal indiqua les valises. Terracini haussa les épaules.

— Je sais, je sais — dit le maréchal en caressant ses moustaches — vous faites semblant de ne pas comprendre, mais à San Fedele nous verrons bien...

— Je suis curieux moi-même de savoir ce qu'il y a dans ces valises, me dit Terracini.

Mais, moi non plus, je ne le savais pas.

— Eh bien, je vais vous le dire, monsieur l'avocat, fit le maréchal du ton de l'homme sûr de lui-même : dans ces valises, il y a les cellules.

Et il se renferma dans un silence menaçant.

Je me souviens encore du regard de Terracini... Et aussi du visage furieux du préfet quand les valises furent ouvertes.

Quelques heures après, rentrant à la rédaction, nous y trouvâmes deux de nos camarades qui étaient venus chercher leurs valises, où ils avaient mis du linge pour le cas où ils auraient à partir précipitamment pour une tournée de propagande.

La surveillance continue dont nous étions l'objet, ainsi que la censure nous gênaient considérablement dans notre travail. La police fourrait à tout moment le nez dans nos institutions « légales », dont la fréquentation comportait pour les camarades le risque de l'arrestation ou de la bastonnade. La recherche des « cellules », des écrits illégaux, des imprimeries secrètes et des militants clandestins ne cessait pas. On arrêtait au petit bonheur, dans l'espoir de tomber sur ceux qu'on cherchait.

Un jour on trouva sur un ouvrier que l'on fouillait un billet ainsi conçu : « Trouve-toi demain à dix heures du matin à l'endroit habituel. Comme signe de reconnaissance, tiens à la main la *Gazette des sports* pliée ».

Comme la *Gazette des sports* est rose, tous ceux qui, le lendemain, étaient aperçus avec un journal imprimé sur papier rose (et à Milan il y en a plusieurs) étaient arrêtés. Absorbée par la chasse au rose, la police laissa passer sans la troubler une réunion des rouges.

Il avait été décidé d'envoyer en U.R.S.S. une délégation ouvrière. Nous commençons à nous occuper de l'organisation du voyage quand je fus arrêté et conduit à la préfecture de police. (J'étais arrêté en moyenne deux fois par semaine.)

— Vous allez en Russie ? me demanda le préfet.

Je pris un air étonné.

— Oui, oui, vous y accompagnez la délégation ouvrière.

— Je ne sais rien de cette délégation.

— Ne me racontez pas des histoires.... D'ailleurs je suis persuadé que le gouvernement autorisera ce voyage.

— Vous croyez ? demandai-je, intéressé.

— Evidemment ! D'autant plus que, si des ouvriers sans parti ou des réformistes vont là-bas, ils pourront à leur retour dire du mal de la Russie.

— Je comprends,... c'est possible.

— Ainsi, vous pouvez communiquer à votre comité qu'il fera mieux de demander des passeports que d'exposer sa délégation au risque de se faire pincer à la frontière, conseilla le préfet.

Il avait devant lui, sur sa table, quelques numéros de l'*Unità* et de nos organes clandestins.

— Je n'en sais pas plus que vous là-dessus, répliquai-je. J'ai lu les journaux, je sais qu'il existe un comité pour le voyage, et c'est tout.

Le préfet me congédia sans avoir reçu d'autres renseignements.

Mais la surveillance exercée sur moi se fit encore plus rigoureuse. Impossible d'y échapper un seul instant : si je

prenais une automobile, l'agent attaché à ma personne en prenait une autre et, quand il n'en trouvait pas, il s'asseyait à côté de mon chauffeur.

Combien de fois ne changeai-je pas de garni pendant ces deux années de mon travail « légal » afin de dépister mes suiveurs ! Il m'arrivait de ne rester qu'un mois dans une chambre, parfois moins.

Un matin, je louai une chambre et donnai des arrhes ; le soir, quand j'arrivai avec ma valise, la propriétaire m'accueillit d'un air glacial.

— Ecoutez, me dit-elle, vous êtes certainement un honnête homme, je n'en doute pas, mais ce matin, aussitôt après votre départ, un de ces « messieurs » de la préfecture est venu et m'a ordonné de lui montrer votre chambre. Et il m'a dit que vous étiez communiste. Je ne comprends pas très bien ce que ça veut dire, mais je ne veux pas que la police vienne chez moi. C'est pourquoi je vous prie de vous chercher un autre logement. Vous pourrez, naturellement, rester ici quinze jours, mais après il vous faudra aller ailleurs.

Je ne crois pas, pendant ces quinze jours, avoir couché plus de cinq fois dans ma chambre : je passai, comme d'habitude, les autres nuits en prison — ce qui confirma ma propriétaire dans sa résolution.

A la fin de cette période j'eus la chance de trouver à me loger dans la maison d'un ancien conseiller à la Cour, un *popolari*, antifasciste enragé, qui, naturellement, ne manifestait ses opinions politiques que devant des personnes sûres. Connaissant à fond le Code, il entraînait dans une indignation extrême en voyant comment on violait la loi à mon égard. Pauvre vieux !

— De mon temps, disait-il, on jugeait les malfaiteurs, les coquins. Maintenant ils sont en liberté. Il suffit de porter une chemise sale pour être assuré de l'impunité. Et c'est vous qu'on pourchasse et qu'on emprisonne. Pourquoi, par exemple, n'a-t-on pas arrêté les complices du fasciste Pettine ? Tout simplement parce qu'ils sont les chefs du « faisceau » de Milan...

Je vivais dans une tranquillité relative chez mon nouveau logeur, quoique je fusse assez fréquemment arrêté pour quelques jours. Dans l'excès de son zèle, la police, parfois, ne savait plus exactement où elle en était : il lui arriva un jour de me rechercher avec ardeur alors que je me trouvais en prison.

Pourtant, je n'interrompais pas mon travail et j'arrivais à participer à peu près à toutes les réunions.

La police me considérait comme très rusé; en réalité, c'était elle qui n'était pas assez intelligente. Elle rachetait ce défaut par une activité excessive. La crainte des sanctions et les longues recherches infructueuses mettaient les policiers dans des colères terribles, qu'ils passaient sur ceux qui leur tombaient sous la main.

Dans ces conditions, mon travail perdait toute apparence de légalité et avait en outre l'inconvénient de me désigner constamment à l'attention de la police et des détachements fascistes. Pendant cette période j'étudiai à fond le calendrier fasciste : il me fallait, en effet, connaître toutes les « fêtes », tous les « jours commémoratifs » pour prendre mes précautions afin de ne pas être coffré la veille ou l'avant-veille d'une solennité quelconque. J'étudiai en outre l'itinéraire des défilés des fascistes, les lieux de leurs réunions dans les différents quartiers de Milan. Malgré tout, cette existence semi-légale devenait de plus en plus compliquée.

Au fond, il était plus facile d'être complètement dans l'illégalité, car alors on avait des règles déterminées qu'il n'était pas nécessaire de changer toutes les vingt-quatre heures. Il est vrai que, pour ceux qui avaient de la famille, il était difficile d'éviter certaines complications d'ordre intérieur.

Un de mes camarades qui faisait de l'action clandestine avait deux garçons, dont l'un était déjà assez grand. Ces enfants officiellement n'existaient pas, car, par suite de sa situation, mon ami n'avait pu déclarer leur naissance à la mairie. On ne leur permettait pas de jouer avec les autres

enfants, de crainte qu'ils ne trahissent sans le vouloir leur père. De temps à autre ils devaient changer de nom et retenir le nouveau qu'on leur donnait.

— Tu sais, me dit un jour l'aîné, je ne m'appelle plus Madi, mais... Papa, comment est-ce que je m'appelle maintenant ? demanda-t-il, effrayé. J'ai oublié.

Une autre fois, il jouait avec de petits carrés de papier, sur lesquels il griffonnait des signes au crayon.

— Que fais-tu là, mon petit ? lui demandai-je.

— Je chiffre des lettres, me répondit-il avec le plus grand sérieux.

On ne l'envoyait pas à l'école ; son père lui-même, le soir, lui donnait des leçons.

XXXVII

Mon pèlerinage à Rome

A quels subterfuges ne devais-je pas recourir pour exécuter le travail qui m'était confié ! Un jour, pour assister à une conférence du comité central du parti à Rome, je me joignais aux pèlerins qui se rendaient dans la ville éternelle à l'occasion du septième centenaire de saint François d'Assise.

Le fascisme, désireux de se concilier la papauté et l'Eglise catholique, leur avait aidé à organiser le plus solennellement possible la célébration de ce centenaire. On avait accordé aux pèlerins des réductions sur le prix des billets et toute sorte de facilités pour le logement et la nourriture.

M'étant muni d'une carte de pèlerin, je partis avec un groupe de curés et de bigots. Des prières et des cantiques à chaque instant ; par contre, de Milan jusqu'à Rome, pas une seule fois je ne vis le tricorne des carabiniers ou le fez noir des fascistes. Dans mon compartiment, j'entendis

des conversations qui parfois ne manquaient pas de saveur.

— Voyez-vous, me disait un de mes compagnons, le fascisme est obligé de compter avec nous. Nous, catholiques, nous sommes l'énorme majorité.

— Ah oui, parlez-en, dit un autre. Les fascistes m'ont roué de coups parce que je ne m'étais pas joint à eux lors d'un défilé.

— C'est parce que vous avez opposé de la résistance à la majorité, expliqua le premier : un bon catholique ne doit jamais résister à la force.

— Moi, au fond, je me fiche des fascistes comme des catholiques, dit un homme bien vêtu et de belle prestance. J'ai profité de l'occasion pour faire un voyage à Rome à peu de frais.

— Que dites-vous là ? interrompit une femme qui n'était déjà plus de première jeunesse.

— Taisez-vous donc, madame Angèle, vous êtes logée à la même enseigne que moi ; inutile de feindre la dévotion, lui répondit l'homme bien vêtu.

— Possible, mais ce n'est pas la peine de le dire. Il faut respecter la foi.

— Moi aussi, je veux voir Rome, intervint un autre fidèle. On dit que c'est une ville magnifique. J'ai l'intention également de rendre visite à notre député. Mais, dites-moi, pourquoi tant de bruit à cause de ce saint François ? Ce devait être un personnage considérable, n'est-ce pas ? Ensuite je voudrais bien savoir pourquoi les fascistes, qui manifestement le révèrent, ont saccagé chez nous une coopérative qui s'appelle : « Coopérative catholique des fils de saint François ».

— Hé ! les fils de saint François et saint François, ce n'est pas la même chose, ricana un individu qui lisait dans un coin un journal pornographique.

— Ils ont même brisé ses statues...

— Mes frères, annonça un prêtre qui venait d'apparaître à l'entrée de notre compartiment, nous allons dire nos prières du soir. Ensuite vous vous recueillerez en son-

geant que demain, s'il plaît à Dieu, nous arriverons dans la ville éternelle, où nous serons reçus par le souverain pontife. Nous, misérables pécheurs, nous aurons le grand bonheur non seulement de le voir, mais de baiser sa mule et de recevoir la bénédiction apostolique. Ainsi donc, mes frères, priez, priez.

Et il commença : « Je crois en Dieu le Père tout-puissant, créateur du ciel et de la terre... »

Tous mes compagnons continuèrent la prière, et le prêtre passa dans un autre compartiment. Dès qu'il fut parti, la plupart s'arrêtèrent et reprirent à voix basse la conversation interrompue.

— Dès que j'arriverai à Rome, je me séparerai de ce troupeau, disait à son voisin l'homme bien vêtu. Je n'ai nullement l'intention de courir toute la journée d'une église à l'autre. Certes, je visiterai Saint-Pierre. Quant au pape, j'estime que c'est un homme comme nous. A parler franchement, je préfère les femmes. On dit qu'il y en a de si jolies parmi les Romaines...

— Pas si haut ! fit son camarade. Voici comment je pense que nous ferons : à la gare nous descendrons avec les autres, ce sera la cohue, et nous nous défilerons. Ça va ?

— Entendu.

Sur la banquette en face de moi, madame Angèle lisait en souriant les *Fleurs de saint François*¹, tandis que son voisin lui chuchotait quelque chose à l'oreille. Dans le couloir, des couples respiraient l'air frais aux portières. Ceux-là ne faisaient même pas semblant de lire les *Fleurs* ; à l'apparition d'un prêtre, ils se séparaient et s'efforçaient de donner une expression pieuse à leurs visages enflammés.

— Il me faut encore aller au ministère de l'Intérieur pour affaires, disait quelqu'un dans le couloir.

— Tu as des recommandations ? lui demanda son voisin.

1. Recueil des maximes et des enseignements de saint François.

— Une toute petite lettre, mais je pense qu'elle sera décisive.

Et il frappa d'un air important sur son portefeuille.

— Béni soit le Seigneur ! nasilla un grand prêtre maigre qui passait devant eux.

— Loué soit son saint nom ! répondirent ensemble les deux interlocuteurs en s'inclinant.

Et quand le prêtre eut disparu, ils ajoutèrent : *Cupei*¹ !

Fatigué par une nuit blanche, je m'étais assoupi dans mon coin, quand je fus réveillé par un jeune prêtre :

— De quelle paroisse êtes-vous ?

Je n'avais pas prévu la question, et je feignis de dormir pour gagner du temps. Par bonheur, le nom d'une église proche du local de notre rédaction me revint à la mémoire.

— Je suis de Santa Babila.

— Comment se fait-il alors que vous soyez dans ce wagon ? Ici, c'est Santa Radegonda, dit le prêtre étonné.

— Je ne sais pas. Vraiment je ne savais pas qu'on était répartis par paroisses.

— Bon, bon, cela s'arrangera, dit le prêtre. Vous sortirez de la gare avec nous et, une fois sur la place, vous n'aurez pas de peine à retrouver la bannière de votre paroisse. Vous comprenez, il faut que tout se fasse en ordre.

— Nous sommes déjà à Rome ? demandai-je.

— Nous y arrivons. Dans quelques minutes, nous serons dans la capitale du monde catholique, aux pieds de Sa Sainteté Pie XI.

— Je vous remercie beaucoup.

Aussitôt descendus du train, nous nous formâmes en colonnes, sous la direction des prêtres, qui couraient d'une extrémité à l'autre comme des chiens gardant leur troupeau. Nous défilâmes devant les carabiniers et la milice fasciste massés aux abords de la gare. Mais à chaque pas, les

1. En dialecte milanais : Crève !

colonnes fondaient. Saisissant le moment opportun, à l'angle d'une ruelle, je lâchai également mes compagnons.

Comme notre conférence ne devait avoir lieu que le lendemain, je résolus de consacrer ma journée à la visite de Rome. Ma carte de pèlerin me donna accès à nombre d'endroits intéressants. Je commençai par l'exposition des Missions catholiques au Vatican. Très instructive était cette exposition, où des tableaux statistiques et des graphiques variés montraient l'immense effort accompli par l'Eglise pour la « propagation de la foi » dans différents pays du monde, parmi les hommes des races les plus diverses. Un tel examen de l'activité déployée et des résultats obtenus par un de nos ennemis les plus redoutables donne une idée précise de sa force dans l'univers. Après la visite d'une exposition semblable, on comprend pourquoi les gouvernements bourgeois tiennent tant à l'amitié de la papauté.

Je visitai également le musée du Vatican, quelques églises et je terminai ma journée par les catacombes de Saint-Callixte. Et là encore — c'était en 1925 — je trouvai sur une antique colonne cette inscription toute fraîche : « Vive Lénine ! »

Notre conférence se passa sans encombre.

Ordinairement, quand nous avons des assemblées de ce genre, la police n'en avait connaissance que par les comptes rendus que nous en publions par la suite, et, furieuse, elle se vengeait alors sur les militants « légaux », qui étaient appréhendés et conduits à la préfecture.

Un jour que j'avais été arrêté pour un cas semblable et que j'attendais mon tour dans l'antichambre de la préfecture, j'entendis sans le vouloir le chef de la police qui semonçait ses subordonnés parce qu'ils ne l'avaient pas averti à temps d'une de nos réunions.

— Vous dormez toujours, et vous n'êtes capables d'attraper que ceux qui dorment. Les communistes tiennent des réunions de leur comité central, organisent des meetings aux portes mêmes des usines, et vous arrivez toujours en retard.

C'est honteux. Vous n'êtes que des ânes, c'est moi qui vous le dis.

A mon retour de Rome, je fus appréhendé et conduit à la préfecture de police.

— Vous avez assisté à la conférence du comité central, me déclara le préfet dès que je fus introduit dans son bureau.

— Moi ? Jamais de la vie ! Je ne suis qu'un simple organisateur syndical...

— Me prenez-vous pour un idiot comme ces policiers entre les mains desquels vous glissez constamment ? interrompit le préfet, furieux. Vous vous trompez. Je puis vous arrêter quand je le veux... Vous avez compris ?

— Je sais très bien, monsieur le préfet, que vous pouvez m'arrêter quand il vous en prendra l'envie. Vous l'avez déjà suffisamment démontré. Mais admettons que j'aie effectivement réussi à filer et à assister à la réunion du comité central du parti communiste. Ne vous semble-t-il pas que, dans ce cas, vous ne m'avez pas arrêté, quelque envie que vous en ayez eue ?

— Uniquement parce que ces imbéciles dormaient. Mais, patience, ce n'est pas tous les jours fête...

Il appelait notre existence une fête !

Nos entrevues dans les restaurants chic étaient également devenues difficiles pour nous. Le cercle de la surveillance se resserrait. Il nous fallut choisir d'autres lieux de rendez-vous, car les patrons, alarmés par les questions des policiers, commençaient à nous regarder de travers, et — ce qui était pis — les fascistes se mettaient de la partie. Un jour, un détachement de ces derniers arriva au moment où nous étions à table.

— Où sont les communistes ? demandèrent-ils au patron.

— Les communistes ne fréquentent pas mon établissement, répondit celui-ci, effrayé.

— Pourtant nous savons qu'ils viennent manger ici,

déclara le chef du détachement Soyez un peu plus prudent, si vous ne voulez pas avoir de désagréments.

Manifestement, ils ne nous avaient pas reconnus.

C'était la période où la chasse aux communistes était particulièrement acharnée. La raison en était qu'après l'attentat de Zaniboni, les murs de Milan avaient été... décorés de portraits de Mussolini avec l'inscription : « Ne pas toucher ! Péril de mort ! ». Deux ou trois jours après, des cornes avaient été ajoutées sur quelques-uns de ces portraits. Malgré les bastonnades, le nombre des portraits encornés augmentait chaque jour. Pour épargner au Duce ces atteintes à son... honneur, les fascistes furent obligés d'enlever ses portraits des murs de Milan.

XXXVIII

Mes espions. Le troisième congrès du parti communiste italien

Un jour le policier attaché à ma personne m'arrêta. Après s'être excusé, il me dit, l'air funèbre :

— Savez-vous, on m'a révoqué... Il ne me restait plus que huit mois avant ma retraite ; en outre, je suis un tuberculeux de guerre. Ils savaient cela, et pourtant ils m'ont renvoyé. C'est une infamie. Qu'est-ce que je vais faire maintenant ?

— En effet,... ce n'était pas la peine de vous décarcasser à poursuivre les ouvriers pour faire votre carrière. Comme vous le voyez, pour ne pas avoir à vous servir une retraite, on vous a balancé.

L'agent secoua tristement la tête.

— Je voulais vous demander un service : ne pourriez-vous pas me donner un mot pour le député Lo Sardo¹ ?

1. Député sicilien, actuellement au bagne.

C'est le député de notre ville, et je voudrais qu'il intervînt en ma faveur.

— Alors il ne vous suffit pas d'être révoqué, vous voulez encore vous faire rosser ? Ce député est communiste, et vous voulez maintenant implorer son aide ?

— Mais c'est notre député, répétait avec obstination le mouchard désolé.

Un autre policier fut chargé de me surveiller. Les premiers jours, il mettait à sa besogne un zèle extrême. Mais bientôt, ayant étudié mes habitudes, qui alors étaient assez régulières, il me déclara :

— Ecoutez, j'en ai assez de vous suivre continuellement. Vous aussi, je pense que cela vous ennuie. A partir de demain je me mets en vacances.

Malheureusement, ce mouchard bon enfant ne tint pas longtemps : il existait une inspection spéciale chargée de contrôler le travail des agents.

Une fois que je mangeais dans un restaurant toscan — dont le patron d'ailleurs était napolitain, et le vin d'une origine impossible à déterminer — je tombai également sur un curieux type de mouchard. Un homme, vêtu d'un complet terriblement usagé et coiffé d'un chapeau d'âge respectable, avec de grosses lunettes sur le nez, vint s'asseoir à ma table. Je le pris d'abord pour un copiste de notaire, mais, ayant jeté les yeux sur un paquet de journaux qu'il avait à la main, je vis sur la bande d'un de ces journaux l'adresse : « A Son Excellence le préfet de police de Milan », et je me tins sur mes gardes.

L'homme d'ailleurs semblait d'humeur causante. Il commença par la pluie et le beau temps et finit par la politique. Je l'écoutais distraitement : j'avais à rédiger un ordre du jour pour une assemblée de traminots et je le préparais mentalement. Mais mon vis-à-vis ne cessait de bavarder.

— Vous ne vous occupez pas de politique ?

Je secouai négativement la tête.

— Certes, il est difficile de s'orienter maintenant dans tous ces partis, mais j'ai l'habitude. Prenons, par exemple,

la polémique entre les communistes et les réformistes. C'est extrêmement intéressant. Les communistes sont ce qu'étaient il y a vingt ans les socialistes, c'est-à-dire le parti révolutionnaire. Je suis de près cette polémique, ainsi que la discussion au sujet du congrès communiste. Je crois toutefois que le gouvernement ne l'autorisera pas. Là où je travaille, nous sommes plusieurs qui suivons attentivement ce congrès. Aucun de nous, Dieu merci, n'est communiste, mais moi, par exemple, je le dis franchement, je suis pour Bordiga. Je comprends moins les autres, il me semble qu'ils sont moins révolutionnaires...

— Je ne suis pas compétent en la matière, dis-je, pour montrer que je l'écoutais.

— Evidemment, quand on ne suit pas la presse, il est difficile de s'y retrouver. Il faut pour cela une certaine pratique. Ainsi, moi, je parcours journallement de trente à quarante journaux : aussi est-il compréhensible que je sois toujours au courant.

Il continua longtemps sur ce ton, m'étalant ses connaissances politiques et me faisant part de son inclination pour tel ou tel communiste. Je le rencontrai encore une ou deux fois dans ce même restaurant, et j'obtins de lui des renseignements assez utiles.

La vague de la réaction menaçait d'engloutir les dernières organisations ouvrières, et la liaison avec les masses devenait de plus en plus difficile.

Nous tenions nos réunions dans les endroits les plus divers : cimetières, chalands, granges. Une conférence provinciale eut lieu dans un moulin abandonné ; une autre, dans un château en ruine. Nous restâmes là plusieurs jours, couchant sur des sacs bourrés de feuilles sèches préparés à notre intention par les camarades de la localité, mangeant froid, n'allumant pas de feu de crainte d'attirer l'attention de la police ou des fascistes. Comme un fait exprès, le temps était détestable : de la pluie, un vent glacial. Mais tous nous étions joyeux, la lutte nous réchauffait.

Une fois la réunion du comité central avait été fixée dans la haute montagne. C'était en hiver à la fin de l'année 1925. Il me fallut grimper sept heures durant par des sentiers escarpés pour arriver à la chaumière de berger où devait se tenir la réunion. Par contre, là nous étions en complète sécurité. Nous conférâmes tranquillement, pendant que des membres de notre section des Jeunesses communistes surveillaient les alentours pour nous garder de toute surprise désagréable. Mais, à cette saison, personne ne se risque à de telles hauteurs.

La réunion terminée, nous chantâmes l'*Internationale*, qui retentit pour la première fois parmi ces neiges et ces rochers. Dans le calme de la nature alpestre, en cette rare minute de tranquillité, l'hymne révolutionnaire provoqua une émotion intense chez tous les militants, hommes trempés dans les batailles et habitués aux sacrifices, aux persécutions, à la prison.

Peu avant le congrès du parti, la surveillance exercée sur les communistes se renforça. Je ne pouvais faire un pas sans être filé. Mais j'étais fermement décidé à assister au congrès : je n'en avais pas encore laissé passer un seul. La police de Milan, il est vrai, était plus habile que celle de Fossano, et le commandeur De Sanctis disposait d'autres moyens que le *cavaliere* D'Avanzo.

L'agent attaché à ma personne reçut du renfort et deux espions, se relevant à tour de rôle, ne me quittèrent pas un seul instant. La nuit, si tard que je veillasse, je pouvais toujours voir l'un d'eux allant et venant sous mes fenêtres.

Pourtant une issue s'offrit, très simple d'ailleurs. Un jour, me rendant à une réunion, je trouvai le moyen d'échapper à mon suiveur. Ordinairement, pour mieux me surveiller, il s'installait à la porte d'une maison située en face de la mienne. Par la rue passait une ligne de tramways, avec un arrêt non loin de ma demeure. Les tramways, qui avaient tous une baladeuse, ralentissaient notablement

avant l'arrêt. Il s'agissait de sortir au moment précis où le wagon de tête abordait ma maison, masquant le trottoir opposé, et de marcher le plus rapidement possible dans le sens du véhicule pour être à couvert quelques instants. C'est ce que je fis, et je réussis ainsi à gagner un bar tout proche. Là je pris un café, et j'attendis le tramway suivant, qui me permit de faire un bond jusqu'au bureau de tabac voisin. Ayant répété encore deux fois la même manœuvre, j'arrivai jusqu'à l'arrêt. Là, me trouvant à une certaine distance de ma maison, masqué en outre par quatre voitures grâce au tramway qui venait en sens inverse, je pus filer sans être aperçu. Je réservai ce moyen pour les cas exceptionnels, et j'en usai lorsque je dus me rendre au congrès.

Mon voyage s'effectua sans incident, quoique le congrès eût lieu à l'étranger et qu'il me fallût passer la frontière avec un faux passeport ; peut-être fut-ce pour cela précisément que tout alla bien.

A ce congrès, le troisième et le plus important que tenait le parti communiste italien, la question de la tendance de gauche, représentée principalement par Bordiga, fut discutée dans toute son ampleur. Ce congrès coïncidait avec le deuxième anniversaire de la mort de Lénine et le cinquième anniversaire de la fondation de notre parti, ce qui lui conféra un caractère particulièrement solennel.

Le congrès ne fut pas troublé par la police étrangère, et nous revînmes sans encombre à Milan. Mais là notre félicité prit fin. A peine étais-je rentré chez moi que la police vint me chercher et me conduisit devant le préfet. Je n'avais encore jamais vu l'honorable commandeur dans une telle rage.

— Où étiez-vous durant ces quinze jours ?

— Je vous ferai observer que je suis un citoyen libre et que je puis aller où il me plaît.

— Vous allez changer de ton, sinon je vous coffre, hurla le préfet, exaspéré. Trêve de plaisanteries. Il faut en finir. Vous avez été au congrès du parti communiste,

nous le savons. Il y avait là également Serrati, Gramsci, Grieco et d'autres. Essayez donc de le nier !

— Je suis citoyen italien et je ne suis pas soumis à la haute surveillance de la police, quoique vous me fassiez filer continuellement. Officiellement, je ne suis pas un surveillé et, par conséquent, j'ai le droit d'aller où je veux. Quant à ma participation au congrès, je ne suis pas obligé de vous répondre là-dessus.

— Quels désagréables individus vous êtes, vous les communistes, dit le préfet d'un ton plus calme. Pourquoi ne pas organiser vos congrès publiquement, comme les autres partis ?

— Toute la préparation du congrès se trouve dans les colonnes de notre quotidien.

— Oui, la préparation, mais pas le congrès. Que craignez-vous donc ? Je sais que, si vous aviez demandé l'autorisation, vous l'auriez peut-être obtenue.

— Peut-être, répondis-je. Mais nous avons en la matière une certaine expérience : nous savons, par exemple, qu'il est impossible de tenir une réunion, même de cinq personnes seulement.

— Ainsi, vous avez été à ce congrès ?

— Je vous ai déjà dit que je ne répondrais pas à cette question, dussiez-vous m'arrêter.

— Eh bien, je vous arrête, dit le préfet, de nouveau furieux. Je peux vous arrêter quand je veux, même tout de suite.

— Vous vous contredisez. Si, effectivement, j'ai été à ce congrès, cela prouve que vous n'avez pas pu m'arrêter.

— Ecoutez, dit le préfet, changeant de ton, ce qui m'intéresse, c'est de savoir où a eu lieu le congrès. En ce moment, soixante-douze hommes, soixante-douze préfets, autant qu'il y a de provinces en Italie, se trouvent dans mon cas. Je vous pose la question : Le congrès s'est-il tenu à Milan ? Répondez « oui » ou « non », et vous êtes libre.

Je comprenais fort bien la curiosité du préfet : Musso-

lini avait lancé ses foudres contre la police, qui n'avait pas su empêcher notre congrès.

Le préfet me regardait avec des yeux presque suppliants. Et je suis persuadé que, si je lui avais répondu, il m'aurait en effet relâché immédiatement dans sa joie d'apprendre que le congrès n'avait pas eu lieu dans la province de son ressort. Mais je refusai de répondre à cette question. Le visage du préfet s'assombrit. Il se leva. Je me levai également. Je crus qu'il allait se jeter sur moi, mais il se maîtrisa et se contenta de me demander :

— Pourquoi ne voulez-vous pas répondre ?

— Parce que je ne suis pas obligé de le faire.

— Oh, je vous connais, vous communistes, vous êtes têtus comme des mulets. Mais nous aurons raison de vous. Des lois se préparent...

Il s'arrêta.

— Nous le savons. Et nous lutterons.

Contre mon attente, il ne m'arrêta pas. La police alors observait encore une certaine prudence à l'égard de ceux d'entre nous qui occupaient des postes de direction dans le parti. Mais il y avait déjà longtemps qu'elle ne se gênait plus avec les communistes du rang.

XXXIX

Les attentats contre Mussolini. La réaction déchaînée. Mort de Serrati

Le 7 avril 1926, une Irlandaise, miss Gibson, tira un coup de feu sur Mussolini. La balle effleura le bout du nez du Duce. L'Irlandaise fut immédiatement appréhendée.

Les fascistes tournèrent leur fureur contre les communistes : ce fut la mise à sac de nos organisations, les arrestations sans nombre, le déchaînement de la terreur.

Une nouvelle loi sur les associations fut édictée, conformément à laquelle toute société, quelle qu'elle fût, devait déposer la liste de ses membres à la préfecture de police. Je fus, à cette occasion, convoqué à la préfecture.

— Vous devez nous fournir la liste des membres de la fédération milanaise, me dit-on.

— Adressez-vous au secrétaire de la fédération.

— Qui est le secrétaire ? demanda le préfet.

(Les secrétaires de fédérations, par ordre du parti, étaient toujours des députés, car alors les députés jouissaient de l'immunité parlementaire.)

— *L'onorevole* Bendini, répondis-je.

— Toujours des députés, fit le préfet d'un ton irrité. Il faut en finir avec cette comédie.

A cette époque nous perdîmes Serrati. Il tomba à son poste de militant, en se rendant à une assemblée du comité central dans les montagnes.

Ce jour-là, j'étais sorti avec lui. Il était content : la réunion l'intéressait, et il se réjouissait de pouvoir faire en même temps de l'alpinisme. Nous cheminâmes ensemble pendant un certain temps, puis nous nous séparâmes pour nous retrouver à l'endroit convenu. Quelques heures après, je devais le revoir inanimé sur le sentier escarpé au flanc de la montagne qu'il gravissait. Ce cœur, que tant d'émotions avaient secoué pendant les années de lutte révolutionnaire, n'avait pu supporter la fatigue de cette dure ascension.

Toute la police de Milan fut mobilisée à l'occasion de la mort de Serrati. La bourgeoisie redoutait encore son cadavre ; elle craignait des manifestations. Le corps de notre camarade fut transporté à Milan la nuit et déposé dans une des salles du crématorium. La nouvelle de sa mort fit une impression profonde en Italie. Dès l'aube, des ouvriers, des employés, des femmes, des soldats vinrent défiler devant son cercueil pour lui dire un dernier adieu. On apportait des fleurs, on signait sur le registre préparé

à cet effet. Bientôt le cercueil fut entièrement couvert de fleurs rouges. J'étais là depuis le matin. Un commissaire avec un détachement de policiers se présenta.

— Qui êtes-vous ? fit-il. Qu'on enlève immédiatement toutes ces fleurs. Où sont les signatures ?

Je déclinai mon nom et je lui remis le registre, d'où j'avais auparavant arraché les feuilles déjà remplies. Le commissaire l'ouvrit : toutes les pages étaient blanches.

— Où sont les signatures ?

Je me contentai de hausser les épaules.

— Enlevez les fleurs, dit le commissaire irrité.

— Je ne les enlèverai pas. Il n'y a pas de loi qui interdise de déposer des fleurs sur un cercueil. Est-ce que vous auriez peur de cet homme mort ?

— Nous n'avons peur de personne. Faites évacuer la salle et enlevez les fleurs, commanda le commissaire à ses subordonnés. Ici, il est permis uniquement de défilé sans s'arrêter.

Malgré les protestations des personnes présentes, la police se mit en devoir d'exécuter l'ordre reçu. Un camarade alla prévenir ceux qui entraient pour leur dire de dissimuler les fleurs qu'ils apportaient.

Les policiers, après avoir accompli leur besogne, se postèrent à quelques pas du cercueil, et le funèbre défilé recommença. Le commissaire s'éloigna. Les gens apportaient des fleurs : les hommes, dans leurs poches ou sous leur veston ; les femmes, dans leurs sacs à main. Ils se penchaient sur le cercueil, quelques-uns le baisaient et, en parlant, y déposaient des fleurs. Et ainsi, sous les yeux des policiers décontenancés, le cercueil se couvrit de nouveau de fleurs. Beaucoup de personnes pleuraient. Un soldat éclata en sanglots sur le cercueil ; il fallut l'éloigner pour éviter qu'il ne fût arrêté.

Dans la soirée le commissaire revint et ordonna de cesser la « démonstration ». Nous demandâmes la permission de photographier le cercueil, au pied duquel se trouvaient trois couronnes : une de l'Internationale commu-

niste, une du parti communiste italien, et la troisième de la fédération milanaise. Pendant que des camarades disposaient les couronnes et que le photographe mettait son appareil au point, Repossi — alors député de Milan, maintenant déporté — et moi nous occupions les policiers par des conversations. Flattés de s'entretenir avec l'*onorevole* lui-même, les agents ne firent pas attention aux rubans rouges des couronnes et aux inscriptions qu'ils portaient. Quand ils se reprirent, il était trop tard : une partie des négatifs ainsi que les rubans avaient déjà disparu.

— Où sont les rubans ? demanda le commissaire irrité.

— C'est moi qui les ai, dit une ouvrière.

— Donnez-les moi.

Elle protesta ; on l'emmena au commissariat, où, après l'avoir fouillée sans résultat, on la relâcha. Nous emportâmes en lieu sûr les négatifs et les rubans.

Le jour des funérailles, quoiqu'il eût été interdit d'y assister pour des raisons d'« ordre public », une foule immense se massait aux abords du crématorium. Il y avait là, d'après la presse fasciste, plus de dix mille personnes ; en réalité il y en avait bien davantage. On ne laissa pénétrer dans le crématorium que quelques membres de la famille et du parti, au total quatorze personnes, surveillées par cinquante policiers.

Un peu de cendre dans une petite urne, voilà tout ce qui reste du corps d'un des meilleurs révolutionnaires italiens. Mais son œuvre, sa pensée subsistent, et le parti garde pieusement sa mémoire.

Je me rappelle ses paroles au troisième congrès du parti en 1926 : « Revenu parmi vous, je me sens régénéré. Je ne demande qu'une chose : travailler avec l'Internationale communiste ».

Dans la maison de Serrati, je trouvai Lazzari.

— C'est moi qui aurais dû mourir, répétait-il tristement. Je suis déjà vieux, tandis que lui, il aurait pu rendre encore tant de services au prolétariat.

Et il se mit à pleurer.

Lui non plus, il ne tarda pas à mourir.

Le onze septembre fut marqué par un nouvel attentat contre Mussolini : Lucetti lança une bombe sur le Duce. Et, immédiatement, ce furent de nouvelles arrestations, de nouvelles violences, de nouveaux meurtres, et, cela va de soi, de nouvelles restrictions de nos « libertés ».

Terracini et Bibolotti furent arrêtés le lendemain même de l'attentat et ne furent plus relâchés, car on avait trouvé sur eux des documents compromettants. On m'arrêta également, mais, vu le manque de preuves, on me remit en liberté. Pas pour longtemps !

Le nœud coulant se resserrait autour de notre cou ; il était impossible de travailler légalement, et presque tout le parti était réduit à l'action clandestine. Pourtant on ne pouvait renoncer aux quelques bribes de légalité qui subsistaient au fort de la terreur, et notre action semi-légale n'était pas encore complètement liquidée.

Mais quelle pauvre action c'était ! *L'Unità* était confisquée jusqu'à quatre fois par semaine. Les arrestations pour quelques jours se transformaient en détention permanente. Les gourdins fascistes travaillaient sans arrêt. Nous nous attendions d'un jour à l'autre à la mise hors la loi définitive.

Les fascistes avaient décidé de célébrer solennellement l'anniversaire de la « marche sur Rome ». Aussi les arrestations des suspects, et en premier lieu des communistes, commencèrent-elles non pas, comme c'était l'habitude, deux jours, mais une semaine avant la fête. L'anniversaire était le 28 octobre ; le 21 on m'arrêta. Ce matin-là, nous étions au poste de police dix-huit hommes, dont onze communistes. Après la traditionnelle tournée en voiture cellulaire par les commissariats, nous arrivâmes à San Vittore. La prison était déjà bondée : il y avait jusqu'à cinq personnes dans chaque cellule individuelle. Beaucoup de ceux qui étaient arrêtés durent être casés dans les corridors ; néan-

moins chaque jour on continuait à amener des gens. Dès mon arrivée, je me mis en liaison avec Terracini.

Nous pensions que, cette fois-ci également, nous en serions quittes pour une arrestation de quelques jours, peut-être un peu plus prolongée en raison de la solennité de l'anniversaire, et qu'après on nous relâcherait. Et, en effet, le 30 octobre, les mises en liberté commencèrent. Le lendemain elles cessèrent, mais, comme c'était dimanche, nous ne nous inquiétâmes pas outre mesure pensant que l'administration de la prison voulait prendre un jour de repos.

Le lundi, l'homme chargé du nettoyage me dit :

— Hier matin, il y a eu à Bologne un nouvel attentat contre Mussolini.

— Eh bien, dis-je à mes camarades, nous ne sommes pas près d'être libérés.

Ce jour-là, on ne relâcha personne. La nuit, de nouvelles fournées de gens arrêtés arrivèrent. Beaucoup d'entre eux étaient blessés, meurtris. Ils nous racontèrent les scènes de violence et de pillage qui avaient suivi immédiatement l'attentat. On s'emparait de paisibles citoyens, on les rossait, on les traînait au poste.

Le lendemain matin, j'appris l'arrivée de camarades de l'*Unità*. Ils avaient la tête bandée. Nous réussîmes à nous procurer quelques journaux, grâce auxquels nous eûmes connaissance des nouvelles lois : rétablissement du bain, dissolution des partis, peine de mort, suppression de tous les journaux antifascistes.

Il était clair qu'il n'y avait pas à espérer d'être libérés. Il nous fallait faire venir de chez nous du linge et les objets nécessaires.

Quelques jours plus tard, à la promenade, je vis Graziadei, Repossi et d'autres députés. Ainsi, plus d'illusions possibles...

Outre que nous étions terriblement tassés, nous avions à subir presque journallement des cérémonies religieuses. Le jour anniversaire de la marche sur Rome, messe solen-

nelle ; le dimanche 31, grand'messe ; le 1^{er} novembre, service d'actions de grâces et *Te Deum* pour remercier Dieu d'avoir sauvé le Duce : le 4 novembre, jour de la Victoire, nouvelle messe ; le dimanche suivant, grand'messe ; le 11, messe à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi...

J'écrivis à ma logeuse pour lui demander de me préparer une valise avec les objets indispensables. La commission spéciale pour le bain et la déportation fonctionnait déjà.

Un beau jour, on nous ordonna de « rassembler nos affaires ». Cela ne veut pas toujours dire qu'on va être mis en liberté ; pour nous, en tout cas, la supposition était exclue.

En bas, au bureau de la prison, je rencontrai Tasca, Berti et nombre d'autres camarades. Ils étaient optimistes. Je ne l'étais pas ; Tasca non plus, ce qui n'influa d'ailleurs nullement sur son appétit : assis dans un coin, il mangeait tranquillement, attendant les événements.

Ordinairement, ceux qui avaient été arrêtés par ordre des commissariats de quartier étaient envoyés à la préfecture centrale, d'où, après vérification de leur identité, ils étaient réexpédiés à la prison dans l'attente de nouvelles instructions. Manifestement, c'était ce voyage aller et retour en voiture cellulaire qui nous attendait.

Vers midi, des carabiniers arrivèrent avec un sac de menottes, qu'ils commencèrent à mettre aux détenus.

— Combien d'hommes me donnes-tu ? demanda le maréchal au surveillant.

— Cinquante.

— Sacristi ! C'est la dernière charge que je fais ici aujourd'hui. Après je dois en aller chercher d'autres, et dans ma voiture il n'y a place que pour trente à trente-cinq, et encore à condition qu'il n'y en ait pas de trop gros parmi eux.

— Qu'est-ce que je vais faire des autres ? demanda le surveillant, mécontent d'avoir à immatriculer de nouveau des hommes déjà portés sortants.

— Ça, c'est ton affaire. Je ne reviendrai pas aujourd'hui. Je passerai peut-être demain, peut-être dans un mois. Tu peux les réinscrire : de toute façon on te les renverra.

Les détenus s'agitaient, s'efforçant de se faire emmener le plus vite possible, afin de ne pas manquer la voiture. Nous ne nous pressions pas, à quoi bon ? Le maréchal avait raison : nous étions destinés à être ramenés ici. Nous restâmes donc dans le bureau. Ce fut notre salut.

Le fourgon cellulaire partit. Le surveillant était désespéré.

— Qu'est-ce que je vais bien faire de vous ! répétait-il.

— Laissez-nous partir, lui suggérâmes-nous, puisque nous sommes des « libérables ». Vous le voyez bien, vous avez les feuilles de sortie devant vous. Vous pouvez parfaitement nous permettre de nous en aller.

— Evidemment, évidemment, faisait le surveillant perplexe.

— Téléphonez à la préfecture, dîmes-nous.

— C'est une idée, je vais téléphoner.

Et il décrocha le récepteur.

— Allô ! Donnez-moi la préfecture... C'est la prison San Vittore qui vous parle, le bureau d'immatriculation. Voici ce dont il s'agit : j'ai ici dix-sept détenus, tous libérables... Je n'ai pas de moyens de transport.

Il écouta la réponse.

— Oui, oui tout est en règle. Les feuilles de sortie sont visées.

Nous attendions, haletants.

— Bon, bon. Au revoir, mes salutations.

Et il raccrocha le récepteur. Nous ne le quittions pas des yeux. Content, il se frotta les mains.

— Vous pouvez partir, vous êtes libres, nous dit-il.

Les quelques minutes qu'il nous fallut encore passer dans le bureau me parurent interminables : je craignais que l'on ne téléphonât pour un contre-ordre. Mais, ces jours-là, la préfecture, affolée par le surcroît de besogne, avait littéralement perdu la tête.

Enfin, nous nous trouvâmes dans la rue.

— Maintenant, je rentre chez moi et je me fais faire un plat de macaronis, dit un camarade en sautillant allègrement sur le trottoir.

— Rentrer à la maison ! tu es fou. Tu ne comprends donc pas qu'on nous a libérés par erreur, lui fit observer Tasca.

Nous nous séparâmes. Je courus chez moi, juste le temps de prendre ce qui m'était indispensable, et je sortis aussitôt. Tasca fit de même. D'autres qui s'étaient attardés chez eux furent repris le soir même et reconduits à la prison.

La ville était en état de siège : des morts, des blessés. Le soir, les rues étaient barrées par des policiers, qui filtraient soigneusement les passants. C'est ainsi que furent arrêtés Gramsci, Maffi et beaucoup d'autres. Des détachements fascistes saccageaient et incendiaient les locaux de nos journaux, de nos syndicats et les logements des communistes. Nous étions recherchés par la police. On essayait de nous attraper par la ruse : ainsi on nous envoyait à nos domiciles des avis d'avoir à nous présenter à la préfecture pour prendre connaissance d'un nouveau décret ou pour donner des explications sur telle ou telle question. On feignait de considérer comme normal notre état de liberté.

Mais nous connaissions déjà la liste des personnes à incarcérer (j'y figurais pour cinq ans de prison). Plus tard, notre affaire fut transmise au Tribunal spécial, qui distribua au total environ trois cents ans de bague à dix-sept membres de nos organismes centraux, presque tous arrêtés avant la promulgation des lois d'exception. Parmi eux se trouvaient Gramsci, Terracini, Maffi, Roveda et Borin. Ce verdict est la meilleure preuve de l'activité révolutionnaire de notre parti.

Ce n'est pas sans fierté que je cite ici l'acte d'accusation du Tribunal spécial contre moi.

Untel, dit « Barbe-de-Cuivre ». — D'après le rapport de la préfecture de police de Milan en date du 16 mars 1927, propagandiste actif, surtout dans le domaine de l'antimilitarisme.

Fut envoyé en 1922 par le parti communiste en Russie. En 1923, revint en Italie. En 1924, fut jugé pour infraction à l'article 118, § 3 (procès de Rome). La même année, partit de nouveau pour la Russie, où il mena une propagande active et fut correspondant de l'*Unità* sous le pseudonyme de « Barbe-de-Cuivre ». Depuis 1926 est membre du comité central du parti communiste et du « Conseil syndical national communiste ». Faisait partie en outre du conseil d'administration des Editions de l'*Unità* à Milan.

Dans son rapport (t. 48, p. 178), le commandeur Luciani s'exprime ainsi sur l'accusé: « Remplit diverses fonctions dans le parti. Organisateur habile, ancien secrétaire de la Chambre du travail, originaire du Piémont, ami intime de Terracini et de Gramsci. Grâce à sa longue expérience d'organisateur, fut pour Gramsci un précieux collaborateur dans l'œuvre de réorganisation du parti; est capable, en raison de sa connaissance parfaite des masses, de diriger le Conseil syndical national communiste. Les fonctions qu'il a remplies et ses capacités doivent le faire considérer comme un de ceux qui ont le plus de responsabilité dans l'action du parti depuis 1926. Condamné à la déportation avec privation de liberté, mais a disparu et est encore à l'heure actuelle en état de contumace. »

Tel est l'acte d'accusation qui fut dressé contre moi, et que je lus « en état de contumace ».

XL

Conclusion

En dépit du régime de terreur qui y sévissait, je restai encore environ un mois à Milan, où je pris part à plusieurs réunions. Nous passâmes définitivement à l'action illégale, ce qui me permit de demeurer encore quelque temps en Italie jusqu'à ma fuite à l'étranger.

Nous proposâmes à la Confédération générale du travail de reviser son programme d'action et de se réorganiser. Mais les dirigeants de la C.G.T., toujours optimistes, ne voulurent même pas examiner nos propositions. Peu de jours après, le 4 janvier 1927, sept membres du comité directeur de la C.G.T. qui se trouvaient à Milan décidèrent de dissoudre la vieille Confédération et se rallièrent au fascisme.

Le 20 février de la même année, les ouvriers révolutionnaires (communistes, socialistes, réformistes, sans-parti), dans une conférence tenue à Milan, nommèrent un comité directeur provisoire et posèrent les bases du travail clandestin de la Confédération. Risquant leur liberté et leur vie, ces ouvriers jetèrent le gant à la réaction, montrant ainsi que la lutte était possible dans n'importe quelles conditions.

Et cette lutte héroïque continue encore aujourd'hui.

Des milliers de nos camarades gémissent dans les bagnes, dans la déportation ou dans les prisons. Beaucoup d'entre eux sont morts, d'autres ont été assassinés. Quelques-uns ont fui, abandonnant femmes et enfants.

La réaction capitaliste en Italie porte le nom de « fascisme ». Réaction féroce qui, à sa septième année d'exercice du pouvoir, est encore obligée de redoubler de cruauté, parce qu'elle a peur. Elle a peur de ceux qui, malgré les tortures, lui lancent, la tête haute, leur défi dans ce cri de victoire :

Vivent le communisme et son chef Lénine !

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	7
I. Premiers souvenirs	11
II. Premiers pas	21
III. Turin	25
IV. La lutte dans les petites villes. — Bartolomeo Vanzetti	32
V. Les organisations... et la Vierge de Lourdes....	40
VI. <i>L'Avanti!</i> — Mussolini	44
VII. Les grèves. — A l'hôpital.....	48
VIII. La guerre de 1911.....	57
IX. Les patriotes. — Coni. — L'amour.....	63
X. Le commencement de la guerre mondiale.....	71
XI. Zimmerwald	80
XII. Les prisonniers de guerre... et les autres.....	84
XIII. Rencontres du temps de guerre.....	88
XIV. Monsieur le préfet.....	95
XV. La réaction, la disette et le soulèvement de Turin.	100
XVI. Le congrès de Florence.....	107
XVII. Le retour du congrès.....	115

XVIII. La paix et la révolution russe.....	120
XIX. Le congrès de Rome et le 4 novembre.....	128
XX. La cherté	133
XXI. Barbe-de-Cuivre	144
XXII. Des élections et de quelques autres choses... amusantes	149
XXIII. Avant les batailles	163
XXIV. L'occupation des fabriques et des usines	169
XXV. Trois congrès à Livourne	174
XXVI. Après le coup d'Etat fasciste	182
XXVII. Le IV ^e congrès de l'Internationale communiste. Rencontre avec Lénine. Le coup d'Etat fasciste	191
XXVIII. L'expulsion et la prison	200
XXIX. Voyage en Italie... en wagon cellulaire	210
XXX. Rencontres de prison	216
XXXI. Teramo. — Chez le juge d'instruction	227
XXXII. « Cave signatos ! » Rencontre avec un fasciste... en prison	238
XXXIII. Le procès de 1923	246
XXXIV. De nouveau au pays des Soviets. Ma... mort....	250
XXXV. Le salut à la romaine	253
XXXVI. L'action clandestine. Les cellules... dans les valises	256
XXXVII. Mon pèlerinage à Rome	266
XXXVIII. Mes espions. Le troisième congrès du parti commu- niste italien	272
XXXIX. Les attentats contre Mussolini. La réaction déchaînée. Mort de Serrati	275
XL. Conclusion	287

POUR ÉTUDIER le MARXISME

Pour devenir un véritable communiste il ne suffit pas de la conscience de classe et de l'action révolutionnaire, il faut encore que cette conscience soit éclairée, cette action basée sur une forte culture marxiste. Lénine nous l'a dit : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

Le rôle immense que l'histoire assigne au prolétariat révolutionnaire : destruction du régime capitaliste, édification du socialisme, ne pourra être rempli que si l'élite de la classe ouvrière s'est assimilé profondément la doctrine de Marx et d'Engels.

C'est afin de faciliter l'étude du marxisme et des ouvrages qui s'y rapportent que nous avons composé une liste « ad hoc ».

Nous y avons classé les ouvrages à consulter en trois degrés d'étude, comprenant chacun des exposés historiques et de doctrine. Ces ouvrages sont classés, autant que possible, dans l'ordre de difficulté croissante; nous en conseillons donc la lecture dans cet ordre.

Cette liste est envoyée gratuitement à tous nos lecteurs et amis qui en feront la demande.

BUREAU D'ÉDITIONS, 132, faub. Saint-Denis - PARIS

ACHEVÉ
D'IMPRIMER SUR
LES PRESSES DE L'IM-
PRIMERIE CENTRALE, CINQ,
RUE ÉRARD, PARIS, XII^e, POUR
LE BUREAU D'ÉDITIONS, CENT TRENTE-
DEUX, FAUBOURG SAINT-DENIS,
PARIS, X^e, LE VINGT-HUIT
JUILLET MIL NEUF CENT
TRENTÉ ET UN

BUREAU D'ÉDITIONS
132, Faubourg Saint-Denis, PARIS-10°
Chèque Postal 943-47

Extrait du Catalogue



Piatnitski O. — SOUVENIRS D'UN BOLCHÉVIK	12 »
Marty A. — LA RÉVOLTE DE LA MER NOIRE	15 »
Reed John. — DIX JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE (2 ^e édition)	12 »
Gorine. — LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905 . .	9 »
Lentzner N. — LA RÉVOLUTION DE 1905 . . .	1 50
Naumov I. K. — JOURNÉES D'OCTOBRE . . .	3 50
Piontkovski A. — HISTOIRE POPULAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE	9 »
Yaroslavski. — HISTOIRE DU PARTI BOLCHÉ- VIK	20 »
Lavréniev B. — LA RUPTURE, drame de la ré- volution. (Préface de Marcel Martinet) .	5 »
Rolland P. — ODESSA, pièce en 4 actes . . .	4 50
LÉNINE ET L'ORGANISATION	8 »
Gaufrier G. — BAGNES D'AFRIQUE, émouvants récits autobiographiques	4 »
Lieb knecht K. — LETTRES DU FRONT ET DE LA GEÔLE	6 »
LE FASCISME (pochette de 24 vues, photos, do- cuments)	5 »
DIX ANNÉES DE TERREUR BLANCHE (illustré)	5 »

Notre catalogue est envoyé franco sur demande.